

هكسان النفل

« Le Monde des livres » : liberté du roman

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUANTIÈME ANNÉE - N° 14880 - 7 F

VENDREDI 26 MARS 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUPPE

## Un « cadeau » à la non-prolifération

TROIS ans avant des discussions - qui s'annoncent d'ores et déjà délicates - sur le renouvellement, ou non, en 1995 du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) conclu en juin 1968 et aujourd'hui signé par environ cent cinquante pays, le gouvernement de Pretoria vient d'annoncer : il a révisé que, sans attendre, il avait pris l'initiative de démanteler, en 1990, les six bombes nucléaires que l'Afrique du Sud avait conçues dans les années 70 avec une assistance extérieure.

C'est un « cadeau » à la non-prolifération. On connaissait les capacités de ce pays, et nul n'aurait osé d'illusion sur le fait que l'Afrique du Sud faisait, comme Israël, partie de ces Etats qui n'ont pas eu besoin de véritablement expérimenter une arme pour convaincre la communauté internationale de leur rang de puissance nucléaire. Mais d'est tout de même la première fois qu'un pays nucléaire choisit de renoncer à sa panoplie de dissuasion sans avoir tenté, auparavant, d'en négocier le sort au préalable pour obtenir quelques avantages.

La démarche est pour le moins originale. Les Etats-Unis et la Russie, malgré ses difficultés actuelles avec l'Ukraine, le Kazakhstan ou la Biélorussie sur ce point, se sont engagés sur la voie d'un désarmement nucléaire concerté et progressif. La France et la Grande-Bretagne, chacune de son côté, prenant le même chemin, mais elles s'y résignent unilatéralement, à tout petits pas, pour des raisons qui tiennent à l'état de leurs finances publiques et au niveau de leur défense. La Chine, elle, ne pratique pas la « transparence » et la maîtrise : on notera pourtant qu'elle donne actuellement l'impression d'avoir suspendu ses essais, après les Américains, les Britanniques, les Russes et les Français, qui ont interrompu les leurs au moins jusqu'à l'été prochain.

L'Afrique du Sud décide d'aller plus loin, en annonçant qu'elle est « dénucléarisée » dès 1990 et qu'elle est prête à vendre aux Etats-Unis ses stocks. C'est désormais aux experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de vérifier sur place si les dits sud-africains sont exacts.

Le précédent irakien - celui d'un pays qui a lui aussi adhéré au TNP et qui était sur le point, en 1990, lorsque la guerre du Golfe a éclaté, d'achever un armement nucléaire de grande ampleur en dépit des garanties de l'AIEA - incite à la prudence. A priori, rien ne permet de mettre en doute les propos du président sud-africain. Mais autant aller s'assurer sur le terrain du fait que les sites nucléaires identifiés en Afrique du Sud ont bien été mis hors d'état de fonctionner.

La formidable menace que présente la prolifération nucléaire et balistique dans le monde exige, en effet, que toutes les précautions soient prises. L'Afrique du Sud vient, en quelque sorte, de donner l'exemple à sa façon. Mais combien d'autres Etats, qui ont pu expérimenter leur savoir-faire ne seraient-ils qu'une fois, comme l'Inde, ou qui sont des « clandestins » de l'arme nucléaire, continuant de défier la planète en toute impunité. C'est le cas sans doute d'une quinzaine d'Etats, depuis Israël, le Pakistan, jusqu'à la Corée du Nord, en passant par quelques pays sud-américains du moyen-orientaux, qui ont risqué avec le TNP.

Lire page 6 l'article de GEORGES MARION

M0147 - 0326 0 - 7.00 F



Appelant la future majorité à respecter la Constitution

## M. Mitterrand se déclare déterminé à aller jusqu'au terme de son mandat

Mercredi 24 mars, au cours de la dernière réunion du gouvernement de M. Bérégovoy, M. Mitterrand a réaffirmé sa détermination à aller au terme de son mandat. Le même jour, M. Bérégovoy a indiqué que le président de la République « sera peu enclin à choisir » comme premier ministre « une personnalité issue de milieux qui n'ont pas le souci ou la volonté de respecter notre Constitution ». Ces propos

visent le RPR, dont le président, M. Chirac, et le secrétaire général, M. Juppé, avaient affirmé qu'il serait de l'intérêt de la France que M. Mitterrand, désavoué par le suffrage universel, quitte ses fonctions. M. Giscard d'Estaing avait condamné cette attitude. Pour sa part, M. Balladur a expliqué que l'opposition, devenue majorité, doit assumer la responsabilité du pouvoir dans tous les cas de figure.

### Résister

par Patrick Jarreau

François Mitterrand n'est jamais meilleur que dans l'opposition. Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur du cabinet de Michel Rocard à Matignon, rapporte un propos de Jacques Attali lui expliquant, à l'époque : « Le président reste un opposant au fond de lui-même... même à son propre gouvernement ».

L'émotion de la plupart des ministres, mercredi, après la dernière réunion du gouvernement de Pierre Bérégovoy, montre à quel point le rôle du résistant, contre vents et marées, lui convient.

Lire la suite

et nos informations pages 8 et 9

### POINT DE VUE

## Rendre la confiance

par Valéry Giscard d'Estaing

Contaminés sans doute par la déception des dirigeants socialistes sévèrement battus sur le terrain, rendus précautionneux peut-être par les perspectives difficiles de la cohabitation, les responsables de l'opposition UDF-RPR n'ont pas donné le sentiment, au soir du premier tour, d'être habitués, d'être portés, par leur victoire. D'où l'étrange impression d'une victoire sans la joie des vainqueurs. D'où aussi, pour l'opposition, la frustration d'un succès qui ne paraissait pas lui apporter l'élan qu'elle attendait. Notre pays souffre d'un déficit de confiance et d'un manque d'espoir.

D'où le contenu donné à notre campagne de l'entre-deux tours : rendre la confiance et faire briller l'espoir. Au déficit de confiance, nous devons répondre par une

détermination sans faille : celle de mettre en œuvre, le plus rapidement possible, le programme de gouvernement préparé par l'opposition. Certains l'ont critiqué pour sa modestie : il est donc réaliste. D'autres l'ont trouvé trop vague : fixons-lui un calendrier précis.

La première échéance, au printemps, sera celle d'un ensemble de mesures suffisamment visibles sans rechercher le spectaculaire, destinées à faire repartir la machine économique : programme immédiat d'aide au logement, accélération des grands travaux d'infrastructure, signaux donnés aux entreprises en direction d'une aide exceptionnelle à l'embauche et d'une amorce de réduction des charges pesant sur les salaires.

Lire la suite page 9

► Valéry Giscard d'Estaing est président de l'UDF.

### Lire également

- Val-d'Oise : la « machine Strauss-Kahn » à la peine
- Dordogne : Roland Dumas abandonné par les siens
- Allier : André Lajoinie en péril
- Haute-Vienne : le contestation communisme n'a pas réussi sa percée
- Isère : le dur combat de Louis Mermaz

pages 10 et 11

### LE MONDE DES LIVRES

■ Romans libertins du dix-huitième siècle. ■ Hautes terres, la grande épopée du sertao brésilien. ■ Histoires littéraires, par François Bont. ■ Course de relais. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand. ■ Le « Mahabharata » de Shashi Tharoor. ■ Séde l'énigmatique. ■ Le secret de Cornelia Penna. ■ Le feuillet de Pierre Lepape. ■ Ecrivains et liseurs.

pages 27 à 34

## La crise se prolonge en Russie

Les manœuvres politiques continuent à Moscou, où le Parlement maintient sa pression contre le président Eltsine, qui tente de sauver l'essentiel de ses exigences.

Lire page 3 les articles de JAN KRAUZE

et de JOSÉ-ALAIN FALON

Lire également page 26 l'article de PHILIPPE LEMAITRE

### POINT

## Le pouvoir à Moscou

Un pays privé de lois cohérentes.

Page 4

## Les négociations sur la Bosnie

Les Musulmans seraient prêts à signer le plan de paix.

Lire page 5 l'article d'AFSANE BASSIR POUR

et, page 26, l'article de FLORENCE HARTMANN

## Fusillade à Lomé

Le président du Togo, M. Eyadéma, a échappé à une attaque contre sa résidence.

Lire nos informations page 8

## La Turquie et le problème kurde

Premiers signes d'un assouplissement à Ankara.

Lire page 6 l'article de NICOLE POPE

## L'odyssée tragique du « MC Ruby »

IV. - Chez les « gens de mer » d'Odessa

En novembre 1992, au large du Portugal, huit passagers clandestins africains ont été jetés à la mer par des marins ukrainiens du cargo MC Ruby en route pour La Havre.

Lire page 15

la quatrième volet de l'enquête de PHILIPPE BROUSSARD

Le sommaire complet se trouve page 26

### Les choix du futur gouvernement

## Europe : refuser la facilité

par Daniel Vernet

« Ne pas isoler la France de la Communauté européenne. » En mai 1983, au sortir d'élections municipales difficiles pour le PS et après dix jours d'intenses consultations, François Mitterrand se décidait pour le maintien du franc dans le système monétaire européen. Une sortie aurait ramené l'Europe dix ans en arrière. Du même coup, le président de la République optait pour une politique d'austérité qui tournait le dos aux chimères socialistes entretenues pendant deux ans. Ce choix était aussi celui de la rigueur et de la discipline. Le PS vient, dix ans plus tard, d'en payer pleinement le prix électoral, « l'injustement », comme l'a dit Michel Rocard après François Mitterrand. Mais le coût pour la France de l'autre voie eût été certainement beaucoup plus élevé et

les bouleversements que l'Europe a connus au cours des dernières années rendent encore plus précieuse, rétrospectivement, la priorité donnée alors à l'intégration de l'Europe occidentale.

Le gouvernement qui prendra ses fonctions au début du mois d'avril va se trouver mutatis mutandis devant un choix analogue. Dans les rangs parlementaires qui le soutiendront, les voix ne manqueront pas en faveur d'un « décrochage » du franc par rapport au deutschemark, donc en faveur d'une sortie du SME. Les arguments sont connus : à l'instar de la Grande-Bretagne, la France retrouverait sa liberté de manœuvre ; elle pourrait mener une politique économique plus dynamique, orientée vers la diminution du chômage grâce à une baisse des taux d'intérêt.

Lire la suite page 9

## La bataille des puces

Grâce à un microprocesseur ultra-puissant, la firme californienne Intel espère distancer ses concurrents

### SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

« Nous n'avons rien d'autre en vue que la croissance », annonçait M. Andrew Grove, directeur d'Intel, le 22 mars, à Santa-Clara, dans la Silicon Valley lors du lancement de Pentium, le nouveau microprocesseur du groupe. Immigré hongrois, ayant quitté son pays en 1956, M. Grove est aujourd'hui à la tête du premier groupe mondial de microprocesseurs, les « cerveaux » des ordinateurs. Les ventes d'Intel ont dépassé les 6 milliards de dollars en 1992.

L'homme mêle l'austérité de l'ingénieur rigoureux au détachement du Californien qui revient de la plage. Figure, avec M. Bill Gates, patron de Microsoft, de la nouvelle grande industrie infor-

matique américaine, « Andy » Grove, à cinquante-six ans, garde le regard naïf d'un grand enfant mais a les traits d'un homme qui, comme le dit M. Vinod Dham, l'un des vice-présidents, « n'a pas toujours dormi tranquille ».

Comme Microsoft, Intel a grandi à mesure qu'IBM déclina. L'industrie informatique de 1993 est segmentée. A Big Blue (IBM) qui cherche son équilibre, se sont substituées plusieurs entreprises spécialisées, comme Microsoft, qui conçoit les systèmes et les logiciels, et Intel, qui fabrique les composants électroniques, en particulier les microprocesseurs.

Le siège d'Intel, en bordure de l'autoroute 101 qui traverse la Silicon Valley, est à l'image du patron, à la fois sobre et souriant.

RÉGIS NAVARRE

Lire la suite page 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 880 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 260 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 190 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRN ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.







# ÉTRANGER

RUSSIE : la crise politique

## Les négociations entre M. Eltsine et le président du Parlement ont échoué

La rencontre surprise, mercredi 24 mars, des protagonistes de la crise politique à Moscou - MM. Boris Eltsine et Rouslan Khasboulatov, président du Parlement - n'a pas abouti à un compromis. Le Congrès des députés est toujours convoqué pour vendredi, laissant planer la menace d'une « suspension » des pouvoirs du président.

MOSCOU

de notre correspondant

« Fout-il vraiment que je vous raconte ? » C'était la fin d'une journée où le vent avait chassé dix fois de direction et Rouslan Khasboulatov s'adressait aux députés. Il venait de participer, pendant une heure et demie, à une rencontre avec Boris Eltsine, le premier ministre et le président de la Cour constitutionnelle. Une rencontre surprise, qui avait éveillé les espoirs de ceux qui veulent toujours croire que la crise du pouvoir à Moscou peut encore être résolue par un « com-

promis », et suscité les craintes de ceux qui - oéo-communistes ou démocrates radicaux - rêvent de victoire totale.

Bien entendu, le président du Parlement devait « raconter », même si l'on savait déjà que la rencontre avait échoué. A négocier ainsi en coulisses, M. Khasboulatov prend des risques : même si aux yeux de l'Occident et des « réalistes », il passe pour le chef de file des « conservateurs », les opposants les plus durs, les vrais nostalgiques de l'URSS l'attendent eux aussi au tournant. Il s'est donc rendu compte, à sa manière - c'est-à-dire sur un ton à la fois suave et menaçant - et ce en disant le moins possible.

M. Khasboulatov explique son point de vue, tel qu'il l'a exposé à Boris Eltsine. Depuis son intervention du samedi 20 mars, que la Cour constitutionnelle a estimée contraire à la Constitution, « le pouvoir présidentiel et, d'une manière générale, l'ensemble des organes du pouvoir ont perdu de leur légitimité ». Ce qui signifie que de nouvelles élections s'imposent. Mais M. Khasboulatov

ajoute qu'« à son avis, et qu'on le verra ou non (...), les clauses de l'article 121-6 entrent en vigueur ». C'est là qu'est la menace, cet article prévoyant la suspension automatique d'un président qui viole la loi fondamentale, sans qu'il soit besoin pour cela de le destituer.

Nouveau message

Pour le reste, le président du Parlement cite une liste de points qu'il s'est énoncés avec M. Eltsine, allant de la formation d'un « gouvernement d'union nationale », à la liquidation du « Centre fédéral d'information », l'organisme mis en place par le pouvoir exécutif pour coiffer les médias, et qu'il accuse de « pousser à la guerre civile ». ... M. Khasboulatov, apparemment, a mis la barre très haut : les services de la présidence s'écrouleront d'ailleurs d'avoir lancé « un ultimatum » à M. Eltsine, et ce « grossier mépris ». Et pourtant, le président du Parlement affirme que la rencontre « est « utile », « positive », et qu'il ne désespère pas de

« ramener le président sur le terrain de la Constitution », et cela d'ici l'ouverture du IX<sup>e</sup> Congrès des députés.

Car ce Congrès, après bien des péripéties, a bien été convoqué, pour le vendredi 26 mars, et c'est la volonté de M. Eltsine. Du coup, le président aurait décidé d'interdire aux députés l'accès au Kremlin, histoire de signifier qu'il n'est désormais le seul maître, mais ce procédé risque d'attiser la colère et la frustration d'élus appelés à se prononcer « sur les mesures à prendre pour préserver l'ordre constitutionnel ».

A nouveau donc, tout va mal. Signe supplémentaire de sa mauvaise humeur, M. Eltsine vient d'adresser au Parlement un long message en forme d'avertissement, où il confirme sa décision de tenir un plébiscite le 25 avril et de faire voter par la même occasion une nouvelle Constitution. Il laisse aussi entendre qu'il ne tiendra aucun compte de toute tentative de le destituer.

Décret antidoté

C'est un texte touffu, où M. Eltsine se pose « en garant » de l'ordre constitutionnel, tout en s'interrogeant (plusieurs paragraphes plus loin) sur « la constitutionnalité de la Constitution ». Mais l'important n'est pas là. Sur ce même terrain du droit, infiniment brouilleux en Russie, M. Eltsine avait lancé le matin même une contre-offensive de

grand style. Il avait enfin publié le texte du fameux décret dont il avait donné les grandes lignes dans son intervention télévisée du 20 mars. Comme on commençait à s'en douter, il avait attendu pour cela que la Cour constitutionnelle juge (et condamne) le contenu de cette intervention, et modifié en conséquence le texte de l'oukaze proprement dit.

Il n'est donc plus question d'introduire un régime « d'administration spéciale », plus question de soumettre les dirigeants des Républiques autonomes à l'autorité directe du président, plus question de tier les diverses questions posées lors du « vote » du 25 avril. Le com du vice-président Rootskoi, qui devait figurer aux côtés de celui de M. Eltsine, mais s'était opposé au coup de force présidentiel, disparaît.

Eoffo, le paragraphe supprimant de fait les pouvoirs du Parlement « jusqu'à la solution de la crise du pouvoir » est fortement amendé : le Parlement pourra apparemment s'opposer aux décisions du président, mais à condition que la Cour constitutionnelle ait préalablement donné, elle aussi, un avis négatif.

Au total, c'est une « version douce » de cet oukaze brandi samedi comme un épouvantail qui est publiée, et une version qui, au moins, ne le fait pas. Mais évaluez les motifs d'inconstitutionnalité décelés par la Cour. Après avoir forcé, en gardant ce décret sous le coude, le Parle-

ment et le Congrès à s'avancer en rase campagne et en aveugles, le président peut reprocher à ses adversaires de s'être attaqués à un fantôme... C'est le coup attendu, un assez joli coup de vrai dire. Sinon qu'il passe par un écho mensonge (le décret est bien entendu antidoté).

Et qu'il prouve au public, celui du moins qui s'efforce encore de comprendre ce qui se passe, qu'en matière de manœuvres torques, M. Eltsine n'a rien à apprendre de M. Khasboulatov. « Il n'est pas très sérieux pour le président d'une grande puissance de dire une chose au peuple et d'en signer une autre », écrit jeudi un commentateur du quotidien libéral Komsomolskaja Pravda. Et le même commentateur de se demander si M. Eltsine ne va pas devoir « payer un peu trop cher » cette manœuvre réussie.

Le risque pour le président est, en effet, de paraître ramener le grand combat qu'il affirme avoir engagé pour « le destin de la Russie », aux dimensions du jeu politique.

Ce jeu, qui se déroule entre lui-même et le Congrès qu'il prétend ignorer, ne semble en fait pas terminé. Tard dans la soirée de mercredi, le porte-parole de M. Eltsine s'expliquait pas que le président était prêt à établir un « dialogue constructif ».

JAN KRAUZE

## L'énigmatique Rouslan Khasboulatov

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Il cite volontiers Montesquieu mais peut aussi qualifier ses ennemis politiques de « vers de terre », il défend bec et ongles « ses » parlementaires mais n'hésite pas à couper la parole à un député qu'il juge trop bavard, on le dit ennemi forcené de Boris Eltsine, mais il jure, ses grandes lèvres qu'il n'a « aucune querelles » à vider avec le président russe : Rouslan Khasboulatov n'est pas un personnage simple. Pour le moins, il est complexe, et, comme les députés parlementaires à la télévision, le président du Soviet suprême, c'est d'abord une voix, nasillarde et haut perchée, qui mène les débats avec l'autorité d'un instituteur chevronné sur une classe de gamins pas toujours recommandables. Il faut l'entendre tancer un retardataire, rappeler à l'ordre un frondeur ou dire son fait à l'hémicycle tout entier.

Né en 1942 à Grozny, le capitale de la Tchétchénie, il fut déporté deux ans plus tard avec sa mère et ses trois frères et sœurs au Kazakhstan par Staline, lors de la déportation des peuples accusés de « collaborations » avec les Allemands. Aujourd'hui, Rouslan Khasboulatov porte le poids de cette origine. Le « mafias tchéchéne n'est-elle pas accusée de tous les maux qui assaillent la Russie ? Et puis la Tchétchénie ayant proclamé, unilatéralement certes, son indépendance, il ne manque pas de voir à Moscou pour conseiller à ce « tchéchéne haineux et brutal », genre d'ambassadeur dont ses adversaires le greffent outrageusement, « d'aller se faire voir chez lui ». Pour certains, c'est précisément pour faire oublier cette origine « pépinière » qu'il n'hésite pas aujourd'hui à renchérir souvent sur les Russes les plus nationalistes. Comme le Géorgien Staline, ajoutent les mauvaises langues.

« Vient Rouslan »

Pourtant, la petite histoire raconte qu'en juin 1990 Boris Eltsine, alors président du Soviet suprême de Russie, choisit précisément Rouslan Khasboulatov comme premier adjoint pour s'élire les bonnes grâces des minorités nationales. On dit aussi que ce choix fut dicté par l'apparente discrétion du personnage qui avait jusqu'à-là mené une carrière sans éclat d'économiste dans un Institut de recherche. Membre du Parti communiste, Rouslan Khasboulatov avait écrit, mais déjà en pleine perestroïka, des articles relativement critiques sur la gestion socialiste et avait été élu député en mars 1990 en battant le deuxième secrétaire du Parti communiste de sa circonscrip-

tion. Pas de quoi faire de l'ombre au « roi Boris »...

Commence alors la lune de miel entre les deux hommes : « Vient Rouslan » (le fidèle Rouslan), dit-on de Khasboulatov avec un rien de condescendance. En février 1991, il refuse de signer la « déclaration des six », une motion anti-Eltsine. Ce dernier devient, un mois plus tard, président de la Fédération de Russie et, lors du putsch manqué d'août, Rouslan Khasboulatov est un des premiers et des plus courageux à défendre la Maison Blanche. Le 29 octobre, il obtient son bâton de maréchal en étant élu, après une longue obstruction des conservateurs et de certains russes « ultra-démocrates », à la



présidence du Soviet suprême. Boris Eltsine au Kremlin, « Vient Rouslan » au parlement, tout semble promettre une période de franche collaboration et de calme politique. Pourtant, c'est l'opposition entre ces deux institutions, et les deux hommes qui les représentent, qui va être le ferment des crises à répétition que la Russie connaît depuis lors.

« La source du mal c'est le Kremlin »

L'affrontement commence rapidement, mais en mineur : Rouslan Khasboulatov n'est pas susceptible du que le Parlement refuse deux décrets de Boris Eltsine, sur la Banque centrale et sur les assurances. Il va se poursuivre crescendo, entrecoupé de réconciliations spectaculaires et de bouderies programmées. Il fallait voir Rouslan Khasboulatov quitter la salle du Congrès, en décembre 1992, pour protester contre les accusations de Boris Eltsine, sur la Banque centrale et sur les assurances. Il va se poursuivre crescendo, entrecoupé de réconciliations spectaculaires et de bouderies programmées. Il fallait voir Rouslan Khasboulatov quitter la salle du Congrès, en décembre 1992, pour protester contre les accusations de Boris Eltsine, sur la Banque centrale et sur les assurances. Il va se poursuivre crescendo, entrecoupé de réconciliations spectaculaires et de bouderies programmées. Il fallait voir Rouslan Khasboulatov quitter la salle du Congrès, en décembre 1992, pour protester contre les accusations de Boris Eltsine, sur la Banque centrale et sur les assurances.

Rouslan Khasboulatov (et c'est là qu'il cite Montesquieu : « La dictature ne peut venir du pouvoir législatif ; elle ne peut venir que de l'exécutif ») se veut d'abord le fidèle défenseur de son institution qu'il protège des empiétements de la présidence. Pour lui, « la source du mal, c'est le Kremlin, qu'il faut transformer en musée ». Il ne supporte pas

l'arrogance de la jeune garde des conseillers de Boris Eltsine - « les vers de terre » - et commence à cultiver son image populiste de fils de paysan qui aime les chevaux, déteste les conférences de presse et a peu d'amis à Moscou.

Rouslan Khasboulatov va alors, vite, sortir de son rôle de président du Parlement pour entrer dans le jeu politique direct. Car, à force de défendre « ses » députés, de casser dans le sens du poil les plus conservateurs d'entre eux, il va finir par adopter certaines de leurs thèses les plus « extrêmes », il s'agit ainsi, un coup de force contre l'ancien journal du Parlement, les Izvestia, dont les journalistes étaient devenus pro-Eltsiniens, à se prononcer contre l'extradition de l'ancien dictateur allemand Erich Honecker...

Moscou la rumeur

La voilà devenu, peut-être à son corps défendant, un des héros de la Russie glorieuse des nostalgiques de l'ordre stalinien, même si, en cas de victoire des « vrais communistes », on ne peut donner cher de sa peau. Il devient aussi la cible favorite des démocrates. Le fidèle est devenu le traître. Dans Moscou-la-rumeur, que ne dit-on pas, de part et d'autre... « Khasboulatov, et sa garde personnelle de cinq mille hommes, sont en train de préparer un complot contre Eltsine », annonce un ministre du gouvernement Gaidar. « Je ne mourrai probablement pas de mort naturelle », affirme Rouslan Khasboulatov, qui craint que ses adversaires politiques n'attendent à sa vie.

Depuis le discours martial de Boris Eltsine, samedi dernier, Rouslan Khasboulatov est, de nouveau, en tête de la lutte contre le président. Mais, comme s'il ne se résignait pas à divorcer définitivement, les deux hommes continuent à échanger brouilles et tentatives de réconciliation. Pourtant, en engageant le Congrès sur la voie d'une procédure de destitution, ou de suspension, du président, Rouslan Khasboulatov a peut-être franchi le pas fétidique. Le joueur d'échecs a voulu s'essayer au poker. Mais, dans ce jeu, il aura affaire à un adversaire terriblement coriace. D'autant plus que son éventuel personnel est incertain. S'il est passé maître dans les tractations de coulisses, il sait que ses origines mais aussi son manque de charisme l'empêchent de pouvoir espérer battre Boris Eltsine sur son terrain : le peuple russe. Rouslan Khasboulatov dit qu'il n'en a cure et affirme sa volonté de quitter la politique la plus vite possible. Sur quel bilan ?

JOSÉ-ALAIN FRALON

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

EXERCICE 1992

CONFIRMATION DU BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ  
6,2 MILLIARDS DE FRANCS  
MAINTIEN DU DIVIDENDE : 13 F PAR ACTION

Le Conseil d'Administration de la SNEA, réuni ce jour, a arrêté les comptes consolidés du Groupe ELF AQUITAINE.

(En milliards de francs)	1992	1991	1990
Chiffre d'affaires	200,6	200,7	175,5
Marge brute d'auto-financement	24,9	26,4	27,9
Investissements	29,9	43,5	31,4
Résultat opérationnel	12,0	18,8	20,5
Résultat net (part du groupe)	6,2	9,8	10,6
Résultat net par action (en francs)	24,4	39,31	43,83

Le chiffre d'affaires du groupe en 1992 est resté au niveau de 1991, grâce à la progression des secteurs Santé et Raffinage-Distribution/Commerce International et Transports Maritimes.

En dépit de la morosité de l'environnement économique mondial, le Groupe ELF a réussi en 1992 à poursuivre la réalisation de ses principaux objectifs stratégiques et à maintenir un bon niveau de résultat net à 6,2 milliards de francs (5,8 milliards de francs avant éléments non récurrents).

#### ACTIVITÉ DES BRANCHES

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (en milliards de francs)	1992	1991	1990
Hydrocarbures :			
- Exploration-Production	7,6	9,4	11,8
- Raffinage-Distribution / Commerce International	0,9	4,6	1,4
Chimie	1,6	3,2	5,7
Santé	1,9	1,6	1,6
TOTAL	12,0	18,8	20,5

• Les productions commercialisées sont de nouveau en hausse :

- huile, après redevances (73 % des productions commercialisées) 28,6 millions de tonnes contre 27,4 millions de tonnes en 1991, essentiellement grâce à la Mer du Nord, mais aussi à la mise en production d'un gisement en Angola.

- gaz 12,9 milliards de m<sup>3</sup> après redevances (contre 12,6 milliards de m<sup>3</sup> en 1991).

Les réserves ont également augmenté : 488 millions de tonnes équivalent pétrole nettes de redevance, contre 478 millions de tonnes en 1991. Les productions de l'année ont en effet été compensées, et au-delà, par les découvertes et révisions.

• Le résultat opérationnel du secteur Raffinage-Distribution et Commerce International de produits pétroliers a fortement régressé en l'absence d'éléments non récurrents. (1,1 milliard de francs en 1991) : ce recul est notamment dû à l'activité raffinage dont les marges ont souffert d'un environnement défavorable : faible rigueur hivernale, stocks trop élevés, faiblesse de la demande en flouls domestiques et lourds.

• Le recul du résultat opérationnel de la branche Chimie et activité minérale a pu être limité du fait du bon équilibre de son portefeuille d'activités et de son implantation largement internationale.

• Dans le secteur Santé, malgré une conjoncture difficile, ELF SANOFI a enregistré un bon niveau de croissance de ses activités et de son résultat grâce à l'alliance avec STERLING WINTHROP et au maintien d'une maîtrise des coûts et des investissements.

#### STRUCTURE FINANCIÈRE

Les ressources propres du Groupe se sont élevées à 26,7 milliards de francs contre 31,6 milliards de francs en 1991. Elles comprennent la marge brute d'auto-financement pour 24 milliards de francs contre 26,4 milliards de francs en 1991 et des cessions d'actifs pour 2,7 milliards de francs contre 5,2 milliards de francs en 1991.

Le Groupe a, en 1992, procédé à deux augmentations de capital, l'une réservée aux salariés pour 0,3 milliard de francs et l'autre au titre de l'offre publique d'échange SOGERAP pour 1 milliard de francs ; enfin, une émission d'actions préférentielles a été réalisée aux États-Unis pour 1,3 milliard de francs.

L'ensemble de ces ressources a permis de financer l'effort d'exploration pour 4,8 milliards de francs et un montant élevé d'investissements industriels de 20,9 milliards de francs. Aucune acquisition majeure n'a été réalisée au cours de l'année 1992. A l'issue de l'exercice 1992, le Groupe ELF conserve une bonne structure financière, l'augmentation des capitaux propres ayant permis de limiter la hausse du ratio d'endettement qui s'élève à 39,3 % contre 30,9 à fin 1991.

#### DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 27 mai 1993 de fixer un dividende de 13 F par action, soit avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 19,50 F par action et de mettre ce dividende en paiement le 2 juillet 1993.

Le montant ainsi distribué qui sera de 3 347 millions de francs, représente 54,18 % du résultat net consolidé.

Pour toute information sur la société  
MINITEL 36 16 CLIFF

elf



## POINT / LE POUVOIR EN RUSSIE

## Un pays privé de lois cohérentes

Craignant l'opposition de plus en plus marquée, au cours de l'été 1992, des députés, le président Eltsine a renforcé son appareil, qu'il a doté par décrets de pouvoirs souvent assez mystérieusement définis.

## Le conseil de sécurité

Créé en mars 1992 et qualifié par les opposants de « nouveau Politburo », il serait le principal organe de l'exécutif, ayant compétence, selon le décret, « en matière de politique intérieure et extérieure, de problèmes stratégiques de sécurité dans les domaines économiques, sociaux, militaires et autres ». Présidé par M. Eltsine, son secrétaire est M. Iouri Skokov, nommé par le président en accord avec le Parlement. Ses trois autres membres avec droit de vote sont le vice-président, le chef de l'administration présidentielle et le premier ministre. Parmi les membres non votants, on trouve les ministres de la défense et de la sécurité (ex-KGB). Les décisions, votées à la majorité simple, ont en vigueur sous forme de décrets présidentiels.

Il a été doté de commissions, pour la « coordination » du travail de certains ministères, par exemple pour les affaires de politique étrangère. Ses réunions et décisions ne font pas l'objet d'informations dans les médias.

## Le conseil présidentiel

Organe consultatif auprès du président, chargé d'élaborer des propositions en matière de politique intérieure et extérieure. Il a remplacé le « conseil consultatif » créé dès août 1991 et gardé la plupart de ses membres, nommés par le Président parmi « les hommes éminents, dans les domaines de la science, de la politique, les associations ou organisations religieuses ». Y figurent notamment les maires de Moscou et de Saint-Petersbourg et l'ambassadeur à Paris, M. Rykov. Le conseil se réunit au moins une fois par mois. M. Boris Eltsine l'a consulté avant les décisions des derniers jours.

## Le conseil des chefs des Républiques

Créé le 15 octobre 1992, il regroupe les présidents des Parlements – ou les présidents élus – des 18 républiques anciennement qualifiées d'« autonomes », délimitées par Staline autour d'une minorité nationale, qui n'est pas nécessairement majoritaire. Ses attributions, consultatives, restent assez vagues : il « participe à toutes les questions importantes des décisions sont prises par le président ». C'est le secrétaire du conseil de sécurité qui assure aussi le secrétariat de celui-ci, souvent appelé à la rescousse par le Président

pour faire contrepoids au Parlement russe.

## Le conseil des chefs d'administration

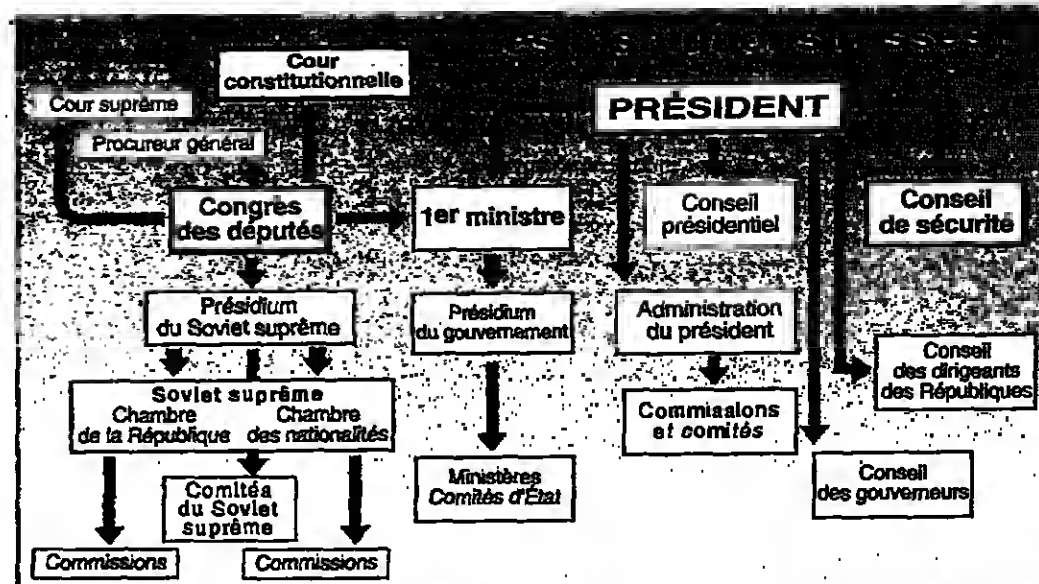
Après le putsch d'août 1991, M. Eltsine s'est doté du droit de nommer les « chefs d'administration » dans les régions et territoires de la Fédération. Dans la pratique, il a souvent confirmé à ce poste de « préfet » les anciens chefs communistes qui étaient secrétaires des « Comités exécutifs ». Le Congrès avait accepté, en novembre 1991, de repousser d'un an l'élection de ces responsables exécutifs locaux. Mais le Congrès a décidé, en avril 1992, qu'à partir du printemps 1993, ils devront être élus à bulletin secret, au suffrage direct et pour cinq ans. Ainsi, le 11 avril, on doit élire le chef de l'administration de la région de Krasnoïarsk, l'ancien premier ministre. Ces chefs d'administration locale forment aussi un Conseil « consultatif » auprès du président, chargé de la coordination de l'exécutif à tous les niveaux (autonomies, régions, territoires, etc.). Les maires élus de Moscou et de Saint-Petersbourg sont aussi membres de ce conseil qui se réunit aussi, théoriquement, « pas moins d'une fois par mois ».

Constitution soviétique – droits étendus, que les anciens dissidents tentaient de prendre en mot – sont tombés dans l'escarcelle des Parlements. Avec un effet limité cependant par le profil des députés, élus semi-démocratiquement en 1990 et, alors, en grande majorité communistes.

Le seul vrai « alibi démocratique » est Boris Eltsine lui-même, élu au suffrage universel en 1991 face à plusieurs candidats qui couvraient toute la gamme des parties en formation. Mais lors de son investiture il dut prêter serment sur deux textes parfaite-

ment contradictoires : la vieille Constitution de la « République socialiste soviétique fédérative de Russie » et la « Déclaration de souveraineté » russe. Depuis, des centaines d'amendements ont été apportés à la Constitution, un « traité de la Fédération » a été adopté pour freiner l'élan vers le « fédéralisme » des ex-Républiques autonomes, mais chaque modification a été introduite en fonction des luttes politiques du moment, et non d'une vision d'ensemble. La cohérence et le respect de la loi en pâtissent d'autant.

## L'appareil présidentiel



Les trois piliers du pouvoir actuel en Russie – présidentiel, gouvernemental et parlementaire – se neutralisent les uns les autres.

Le président contrôle directement le conseil de sécurité, qu'il préside et dont une partie des membres est nommée. M. Eltsine nomme également les vingt membres du conseil présidentiel.

Le président contrôle aussi, outre une importante administration, qui joue le rôle de « gouvernement bis », le conseil des députés des Républiques (où siègent les élus de toutes les Républiques composant la Fédération de Russie), ainsi que le conseil des gouverneurs, assemblée des chefs d'administration provinciales nommées par le président. Ce dernier a également des « représentants personnels » dans les provinces,

face aux soviets locaux élus, qui lui sont souvent hostiles.

Le pilier parlementaire est, lui aussi, imposant, puisque le Congrès des « députés du peuple » (mille députés environ, élus en 1990) élit les membres de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême, ainsi que le procureur général. C'est également le Congrès qui ratifie les candidatures proposées par le président pour le poste de premier ministre. Enfin, le Congrès élit un Soviet suprême plus restreint, composé de deux Chambres, le Soviet de la République et le Soviet des nationalités. Le Soviet suprême s'est entouré d'un appareil important, avec notamment une série de « comités » communaux aux deux Chambres et de « commissions » particulières à chacune.

## Un Parlement à trois étages

La Russie a hérité de l'ère gorbatchévienne un Parlement à trois étages (le Congrès, le Soviet suprême et le président), qui donne à son président de larges pouvoirs. Le Soviet suprême, ou Assemblée restreinte, qui siège dans l'intervalle des sessions du Congrès, doit en effet être renouvelé partiellement chaque année, et le président (Boris Eltsine) a largement son mot à dire dans ces renouvellements. Les divers comités et commissions assurent aussi au président une « base de pouvoir » importante.

C'est le Congrès seul qui a le droit de statuer dans le domaine constitutionnel – avec deux tiers des voix –, étant « l'organe suprême de l'Etat », selon le vieux slogan bolchevique qui donnait « tout le pouvoir aux soviets ». Les députés ont donc cherché à s'attribuer la réalité de ces droits étendus, parfaitement théoriques durant sept décennies, qui revenaient en réalité à un Parti communiste dont l'influence s'estompe depuis M. Gorbatchev.

Le Congrès russe a été élu au printemps 1990, sur la base de la loi électorale, légèrement modifiée, élaborée sous Gorbatchev pour

l'ancien Congrès des députés de l'URSS. Il se compose en majorité de députés élus dans les organisations locales du Parti communiste alors au pouvoir. Il n'y a toujours pas de loi électorale fondée sur la reconnaissance du multipartisme. La seule élection réellement démocratique en Russie a été celle, en mai 1991, du président de la Fédération au suffrage universel. Depuis lors, le souci du Congrès a été de freiner la montée en puissance de l'exécutif qui s'organise autour du président Eltsine.

Après avoir renoncé, en novembre 1991, au droit du Soviet suprême d'approuver la nomination des ministres et celle des administrateurs des provinces, le Congrès a repris, en décembre 1992, ces « pouvoirs spéciaux » laissés pour un an au président. Depuis le dernier Congrès de mars 1993, c'est le premier ministre – approuvé à la fois par le Parlement et le président – qui forme le gouvernement.

Le Parlement central a gardé en outre ses relais dans les régions et les « départements », sous formes de soviets locaux qui déclinent les conflits centraux entre législatif et exécutif.

## La Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle, qui s'est déjà opposée à plusieurs reprises aux décisions du président (le Monde du 24 mars), a pris la suite, en 1991, du « comité de surveillance constitutionnelle » créé par M. Gorbatchev en 1989 à l'échelle de l'Union soviétique.

Ses membres ne sont pas nommés par diverses autorités de l'Etat – comme ceux du Conseil constitutionnel en France –, mais exclusivement par le Parlement, pour un mandat de dix ans. Treize des quinze membres théoriques de l'institution ont été élus en octobre 1991 par le quatrième congrès des députés de Russie. Tous juristes (sept d'entre eux sont docteurs en droit et quatre agrégés), pour la plupart professeurs, ils ne peuvent être en même temps députés : les cinq membres qui siègent au Parlement de Russie ont dû renoncer à leur siège.

La Cour se prononce sur les dossiers dont elle se saisit elle-même ou qui lui sont soumis, soit par des institutions, soit par des particuliers. Ces aires qu'elle a examinées plus de mille six cents plaintes en provenance de la population depuis sa création.

## Constitution introuvable

Des projets de Constitution – prévoyant des régimes plus ou moins présidentiels, adaptés aux défis qui pèsent sur le nouvel Etat – ont bico été élaborés dès 1991 par des réformateurs aidés par divers consultants occidentaux. Mais aucun n'a pu être adopté, en raison de l'opposition conjuguée, au Congrès, des députés qui tentent de préserver un régime strictement parlementaire, généralement communiste, et de ceux qui représentent les régions et Républiques « souverainistes », qui rejettent le principe d'un Etat unifié.

Le président Eltsine, encore surfoi de sa résistance aux putschistes d'août 1991, s'est alors rabattu sur des « pouvoirs spéciaux » attachés au Congrès, l'autorisant notamment à gouverner par

décrets, qui parfois n'étaient pas publiés. Mais plus les difficultés s'amoncelaient sur les bureaux des nouveaux chefs de l'exécutif, plus ces décrets tendaient à ignorer la loi et plus l'opposition parlementaire se faisait entendre. Ainsi, le poste de « secrétaire d'Etat » créé pour M. Guenadi Bourboulis avant que le Congrès n'obtienne sa destitution, ne figure pas dans la Constitution. Ce qui n'empêchait pas l'« émir damné » du président de signer ses décrets en son absence, voire des traités internationaux.

La procédure d'adoption d'une nouvelle Constitution – comme d'une nouvelle loi électorale – est aussi au centre des débats depuis des mois. Le Congrès veut, bien sûr, garder ce privilège. Les « démocrates » appellent à la

convocation d'une Assemblée constituante, formée selon des modalités elles aussi débattues, en soulignant que le Congrès – à qui il est arrivé de refuser un amendement supprimant les références à l'URSS dans la Constitution – n'adopte aucun projet bien différent des textes actuels.

Ce blocage a incité M. Eltsine à vouloir s'adresser « au peuple ». Mais le Congrès, pour prévenir sa dissolution prématurée, a aussitôt voté un amendement privant le président de ses pouvoirs s'il se lançait dans la suppression « d'organes législatifs existants ». Pour trancher, il reste la Cour constitutionnelle. Mais cette instance ultime de la démocratie adolescente est elle-même contestée dans les joutes politiques en cours.

## Le traité de la Fédération

En rendant, mardi 23 mars, son verdict sur « la constitutionnalité des actes et décisions du président de la Fédération de Russie », la Cour constitutionnelle conclut que Boris Eltsine, dans son projet initial d'introduction d'une administration présidentielle directe, « avait enfreint le traité de la Fédération ».

Un an plus tôt, le 31 mars 1992, après dix-huit mois de travaux et de débats, 18 Républiques autonomes, 68 régions et territoires de la Fédération de Russie ainsi que les villes de Moscou et de Saint-Petersbourg signaient en grande pompe au Kremlin ce traité qui devait, comme le dit alors M. Eltsine, « marquer la fin du despotisme de la bureaucratie moscovite sur les intérêts des régions et des citoyens ».

Les huit articles du traité, supposés être la pièce maîtresse d'un projet de Constitution jeté aux oubliettes par le Congrès d'avril 1992, figuraient aujourd'hui en annexe de la Constitution en vigueur actuellement, celle, dite « brejnévienne », de 1978, déjà amendée 320 fois ! Accordant aux Républiques une plus large autonomie, notamment pour ce qui est du contrôle de leurs richesses naturelles, le traité de la Fédération, plus d'une fois comparé au fameux « traité d'Union » de Mikhaïl Gorbatchev jamais signé, reconnaît également aux « sujets de la Fédération » le droit d'être « les

acteurs indépendants de leurs relations politiques et économiques internationales », laissant à Moscou la priorité en matière de politique monétaire, fiscale et budgétaire, malgré les revendications de maintes régions dans ces domaines.

Mais la Tchétchénie (Caucase nord, à la frontière de la Russie), et le Tatarstan (en plein cœur du pays), deux Républiques ayant proclamé leur indépendance en dépit de l'opposition de Moscou, ont refusé de signer le traité, qui ne prévoit pas le droit à la sécession, marquant leur préférence pour l'établissement de relations bilatérales avec le Centre.

Enfin, compte tenu des circonstances extraordinaires que connaît la Russie actuellement, on peut se demander si ce traité empêchera les tendances centrifuges d'autres régions à population russe, très critiques envers un texte auquel elles reprochent de faire la part belle aux Républiques. « Pourquoi une région ne pourrait-elle pas s'appeler République et avoir un président ? », entend-on dire de plus en plus souvent, par exemple en Sibérie, gagnée à son tour par la fièvre autonomiste. Aujourd'hui, par exemple, au Soviet des nationalités, les 32 Républiques ou régions « autonomes » des minorités nationales sont représentées par 72 députés, contre 63 députés pour 57 régions et territoires.

## La procédure de destitution

L'article 121, introduit dans la Constitution russe par M. Boris Eltsine et ses amis au moment de leur lutte contre Mikhaïl Gorbatchev qui présidait encore à l'Union soviétique, autorise notamment la destitution du Président selon la procédure suivante : le Soviet suprême doit voter, à la majorité simple, une décision de saisir à cet effet la Cour constitutionnelle.

Si celle-ci statue positivement, le Congrès doit à son tour approuver la destitution, saisir à nouveau la Cour constitutionnelle et voter finalement avec une majorité des deux tiers.

Cet hiver, les députés ont en outre voté un amendement prévoyant une « suspension » automatique du président s'il s'attaque à la Constitution ou à l'existence d'un organe législatif.

DOSSIER RÉALISÉ PAR Marie Jégo, Sophie Shihab et Michel Tatu

## Quelques « éclaircissements »...

Les empuignes qui se déroulent actuellement entre le Parlement et le président sont d'autant plus complexes que tout le monde se bat autour d'une Constitution qui n'axiote plus et de décisions parlementaires qui changent d'une session à l'autre. En témoigne cet « éclaircissement » diffusé mardi 23 mars par l'agence TASS, en provenance du service de presse de la présidence.

« La texte officiel de la loi de la Fédération de Russie sur « les amendements et les ajouts à la Constitution de la Fédération de Russie », adoptée par le septième congrès, comprenait une note de renvoi qui accompagnait l'article 54 de la loi, selon laquelle l'article 121-6 de la Constitution de la Fédération

de Russie reste inapplicable jusqu'au référendum sur les principes fondamentaux du projet de nouvelle Constitution de la Fédération de Russie.

« Le centre de presse du Soviet suprême insiste sur le fait que la loi a été adoptée le 9 décembre 1992, tandis que la décision du congrès des députés « sur la stabilisation du régime constitutionnel en Russie », qui a servi de base pour ajouter cette note de renvoi, a été adoptée trois jours plus tard, à savoir le 12 décembre 1992. (...) »

« Conformément aux points 2 et 7 de la résolution du huitième congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie « sur les mesures en vue de la réalisation de la réforme

constitutionnelle en Russie » du 12 mars 1993, la résolution du septième congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie datée du 12 décembre 1992 n'est plus en vigueur, tandis que les articles 109, 110 et 121-6 ont pris force de loi. Voilà pourquoi les notes de renvoi qui accompagnent les articles indiqués de la Constitution de Russie ne sont plus applicables depuis le moment de l'adoption de la résolution du 8<sup>e</sup> congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie. (...) »

Tout cela pour conclure de manière heureusement plus claire : « Le président ne peut être destitué de ses fonctions immédiatement. »

هكمان النجل



هكسان التصل

## EUROPE

Après de longues hésitations

### Les Musulmans seraient prêts à signer le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine

Après dix jours d'hésitation, la délégation musulmane aux négociations sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine se serait résolue à signer, jeudi 25 mars, le plan de paix proposé par les médiateurs internationaux, MM. Cyrus Vance (pour l'ONU) et David Owen (pour la CEE), et prévoyant la découpage de la République en dix provinces autonomes, a-t-on appris dans l'entourage du président bosnien Alija Izetbegovic.

NEW-YORK (Nations unies)  
correspondance

En dépit du piétinement des négociations ces derniers jours, toutes les parties encore présentes à New-York, à savoir la délégation de M. Izetbegovic, la délégation croate - qui a déjà signé l'ensemble du projet Vance-Owen - et même la délégation serbe, qui aurait dû quitter les États-Unis mercredi, seront présentes pour la signature.

C'est un peu de baume au cœur de MM. Vance et Owen qui, depuis deux semaines, semblaient impuissants et étaient humiliés par la poursuite des offensives serbes contre Sarajevo et la Bosnie orientale. Ils se sont notamment heurtés à l'intranséance absolue de M. Radovan Karadzic, le leader serbe bosniaque, qui a qualifié le plan de paix des médiateurs de « totalement inacceptable pour les Serbes ».

La stratégie de MM. Vance et Owen visant à tenter d'isoler - au moins diplomatiquement - les Serbes de Bosnie afin de les faire clairement apparaître, aux yeux des puissances occidentales, comme les seuls obstacles à la paix, pourrait ainsi réussir. La signature par les Musulmans du plan de paix international isolerait effectivement les

Serbes, et les médiateurs, en meilleure position, pourraient exiger du Conseil de sécurité des Nations unies, et en particulier des Occidentaux, qu'ils exercent enfin de réelles pressions sur les Serbes.

La journée de mercredi a, cependant, été marquée par un revers pour les deux médiateurs. Le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé aux Américains de reporter indéfiniment l'adoption du projet de résolution autorisant le recours à la force pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine. M. Eltsine a fait savoir aux États-Unis que le gouvernement russe ne pouvait plus soutenir les efforts des Occidentaux au Conseil sur toute mesure susceptible d'être perçue comme étant anti-serbe.

Climat  
de désespoir

Le secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, et le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, de passage à Washington, ont toutefois émis l'espoir que les pourparlers sur cette résolution puissent reprendre dans une semaine. La formule était vague et a suscité le plus grand scepticisme à l'ONU, notamment au sein de la délégation musulmane.

Celle-ci y voit la confirmation de ses craintes : le Conseil de sécurité et surtout les Occidentaux, ne paraissent pas prêts à s'engager pour garantir sérieusement tout accord qui pourrait être conclu sur la Bosnie. Pour le président musulman de Bosnie-Herzégovine, le nouveau report du vote est un signe « crucial, très crucial ». Parlant aux journalistes mercredi soir, M. Izetbegovic a ajouté : « Si la communauté internationale hésite à faire même ce petit pas pour protéger notre population civile, quelles garanties avons-nous qu'elle mettrait en œuvre le plan de paix qu'on nous presse de signer ».

C'est une bonne indication sur la manière dont sera appliqué le plan de paix...

C'est dans ce climat de pessimisme, voire de désespoir, que la délégation musulmane aurait conclu que la seule stratégie encore à sa disposition était de signer, comme si elle n'avait plus rien à perdre et comme si c'était le seul moyen de mettre enfin la communauté internationale face à ses responsabilités. Les offensives ininterrompues et brutales des Serbes, dans l'est de la Bosnie, ont strictement épuisé un facteur important dans la décision des Musulmans d'accepter finalement le plan de paix, après avoir rejeté le projet de carte prévoyant le découpage de la Bosnie.

En fait, les Serbes sont en train de dessiner, jour après jour et sans opposition de la communauté internationale, une nouvelle carte de la Bosnie-Herzégovine en s'emparant des villes musulmanes proches de la Serbie. Après près d'un an de guerre, les Serbes savent parfaitement qu'aucun pays occidental n'est prêt à leur faire la guerre pour leur imposer la carte proposée par MM. Vance et Owen.

Une carte « totalement inacceptable »

D'autre part, le nouveau recul du Conseil de sécurité concernant le texte sur l'interdiction de survol de la Bosnie, qui aurait pu signifier le premier pas des Occidentaux vers un engagement militaire, a été perçu par les pays non alignés comme la confirmation que le Conseil ne s'engagera pas sérieusement en Bosnie. Cela semble, en tout cas, être l'avis du représentant de la CEE à la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie.

Lord Owen, qui a participé mardi soir à une réunion avec les quinze membres du Conseil de Sécurité, les aurait accusés d'avoir « perdu tout

intérêt » pour la guerre en Bosnie-Herzégovine. Selon des diplomates, Lord Owen aurait dit que puisque le Conseil n'était « vraisemblablement pas en mesure » de régler cette guerre par un engagement militaire, il pourrait « au moins » accorder son plein soutien aux efforts diplomatiques. Selon le diplomate britannique, les membres du Conseil de sécurité « n'ont rien fait » pour aider les médiateurs.

En revanche, pour M. Karadzic, la décision du Conseil de sécurité d'abandonner la résolution est « extrêmement sage ». Avant de connaître la décision de la délégation musulmane d'accepter le plan de paix, le leader serbe a qualifié la Conférence internationale d'échec. Pour lui, la carte de la Bosnie, telle qu'elle est proposée par cette conférence, est « totalement inacceptable ». En outre, concernant les efforts du chef des « forces bleues » en Bosnie, le général Philippe Morillon, pour permettre l'acheminement de secours à l'enclave musulmane de Srebrenica, M. Karadzic a déclaré : « Le général Morillon essayait de faire passer illégalement à Srebrenica des officiers américains ainsi que du matériel militaire ».

ASFANÉ BASSIR POUR

M. Bill Clinton envisage de « donner aux Bosniaques les moyens d'assurer leur défense ». - Si les Serbes seuls refusaient de signer le plan Vance-Owen, il faudrait « examiner d'autres actions pour essayer de donner aux Bosniaques les moyens d'assurer au moins leur défense », a déclaré mercredi 24 mars le président américain. Il a confirmé que, si tous les belligérants acceptaient le plan de bonne foi, « les États-Unis accepteraient de participer avec d'autres nations au maintien de la paix en Bosnie ». - (AFP)

ESPAGNE : les suites de l'affaire Fiesla

### Un rapport d'experts a mis au jour les mécanismes du financement occulte du Parti socialiste

La réalité d'un financement occulte du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au pouvoir - fausses factures, maquillages, délits fiscaux et autres infractions, pour un montant de pratiquement 1 milliard de pesetas (48 millions de francs) - apparaît dans les conclusions que viennent de rendre les trois experts désignés par la juge Marino Barbero, qui instruit l'affaire dite Fiesla, pour faire la lumière sur la comptabilité des sociétés Fiesla et Tima Export, ainsi que sur les quelques dizaines de firmes qui y sont liées (la *Monde* daté 22-23 novembre 1992).

MADRID

de notre correspondant

Pour les experts, les sommes versées aux socialistes espagnols étaient en fait de « simples libéralités » en paiement de « factures supposées que la réalité a démontré être inexistantes » pour le compte de tiers « normalement [membres] du PSOE ». Les clients de Fiesla et de Tima Export sont des grandes banques ou des sociétés qui ont payé ces sommes, entre 1989 et 1991, « sans qu'ait pu être constatée la réalité matérielle d'une quelconque contrepartie de la part de ces deux entités [Fiesla et Tima Export] ».

Le rapport de cinq cents pages note que les irrégularités ont commencé après l'arrivée au sein de ces sociétés d'un député et d'un sénateur socialistes, MM. Carlos Navarro et Josep Maria Sala, auxquels sont attribuées la direction de ces sociétés et leur « participation active », bien qu'ils n'en soient

pas les patrons officiels. Ces résultats vont permettre au magistrat de délivrer des commissions rogatoires contre les deux parlementaires et, sans doute, de demander la levée de leur immunité. Le PSOE assure qu'il ne s'y opposera pas, mais réaffirme que ses deux membres n'ont commis aucun acte illicite.

Obstination récompensée

Les investigations sont cependant loin d'être complètes, comme l'ont fait remarquer les experts. Toutes les vérifications des « relations économiques entre le PSOE d'une part et Fiesla et Tima Export d'autre part » n'ont pu être approfondies, et les comptes personnels de MM. Navarro et Sala n'ont pu être examinés.

De plus, comme l'ont signalé les trois inspecteurs des finances, la Cour des comptes n'a pas fourni la comptabilité complète du PSOE pour la période 1987-1991. Mais, surtout, ceux-ci n'ont pu avoir accès à une documentation importante détenue par le député anciennement responsable des finances du parti, M. Guillermo Galeote.

Même si ce travail est incomplet, la ténacité du juge Barbero a donc payé, alors que la Cour des comptes avait estimé, en juin 1992, qu'il n'y avait pas eu d'irrégularités dans le financement du PSOE. Son obstination a été récompensée, contre l'avis du ministère public, qui avait jugé ses investigations « superflues », et face à l'opposition des socialistes qui n'ont cessé de mettre des bâtons dans les roues de ce magistrat accusé de chercher la notoriété et de ne pas respecter les règles de droit.

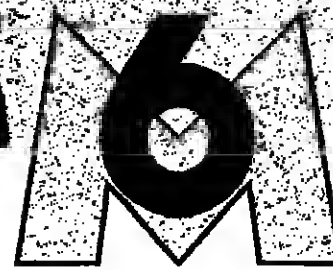
MICHEL BOLE-RICHARD

Enfin un homme avec qui la crise, le chômage et la misère ne durent que 6 minutes.

SERGE MOLITOR - M6 EXPRESS



Souriez, vous êtes sur M6





## EUROPE

TURQUIE : après la célébration du Nouvel An dans le calme

## Le gouvernement commence à assouplir sa position sur le problème kurde

Le premier ministre turc, M. Süleyman Demirel, qui s'exprimait à l'occasion de la fin du ramadan, s'est félicité, mercredi 24 mars, de la célébration dans le calme, dimanche, du Nouvel An kurde, la Nevruz (la Mousse du 23 mars), en affirmant : « Nos citoyens ne sont pas tombés dans des provocations et ont évité des incidents regrettables. Ils ont protégé la prestige de la Turquie ». Le calme qui a prévalu, en particulier dans la Sud-Est anatolienne, à majorité kurde, est une conséquence du cessez-le-feu unilatéral décidé par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagé dans une guérilla séparatiste contre les forces de sécurité turques. Un nouveau climat pourrait s'instaurer, marqué par un assouplissement de la position du gouvernement.

## CIZRE

de notre envoyée spéciale

« Nous ne savions pas que les Kurdes étaient si raisonnables ! » s'exclame en riant M. Selim Sadak, député du parti pro-kurde HEP, au soir du dimanche 21 mars, jour du Nouvel An kurde. Cette bourade faisait allusion à la retenue remarquable dont ont fait preuve les nationalistes kurdes au cours des célébrations du Nevruz, après le cessez-le-feu annoncé par le dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, dit « Apo ».

Dans la petite ville de Cizre, théâtre d'affrontements meurtriers entre Kurdes et forces de sécurité lors du Nouvel An de 1992, le soulagement de la population était évident, à l'issue d'une journée calme. Le symbolisme des feux de joie traditionnels, qui défilent par les rues, les rebuts de la saison passée et annoncent l'arrivée du printemps, revêtait une signification particulière cette année à Cizre, un des foyers du nationalisme kurde.

Le cessez-le-feu du PKK, et l'attitude des politiciens kurdes, qui semblent vouloir ouvrir la porte ouverte à un possible compromis, ont créé un espoir immense au sein de la population, épuisée par neuf ans d'une guerre qui a fait six mille victimes. « C'est le début d'une ère nouvelle », affirme avec optimisme le maire de la ville, M. Hassem Hasemli.

Dans plusieurs quartiers, la foule s'est réunie pour les rondes traditionnelles, au son du *davul* (tambour) et du *kurna* (pipeau). Les bambins, les bras tendus en un « Y » victorieux, qui scandaient, par la force de l'habitude, les slogans du PKK à l'arrivée des journalistes : « Notre leader est Apo », « A bas la Turquie », étaient immédiatement réprimandés par les adultes, décidés à faire respecter les consignes du dirigeant kurde et à éviter toute provocation. Les couleurs rouge, jaune et vert du drapeau kurde, en évidence partout les années précédentes, n'étaient présentes que de façon discrète, dans les vêtements des enfants ou les cheveux des jeunes filles.

Bien sûr, nous sommes contents d'avoir un cessez-le-feu, lançait une femme aux vêtements colorés qui observait les danseurs, les pieds enfoncés dans la boue, omniprésente dans les rues étroites de la ville. « Mais nos enfants sont

encore en prison, certains meurent sous la torture », ajoutait-elle. Craignant des troubles durant le Nevruz, elle avait muré ses fenêtres à l'aide de boue séchée et de paille.

Les chars de l'armée et les blindés de la police installés au carrefour des rues principales jetaient une ombre sur la fête, mais, à l'exception de quelques incidents mineurs — notamment lorsque la police est intervenue avec des véhicules blindés pour arrêter des sympathisants nationalistes qui dansaient, puis a ouvert le feu lorsque des pierres furent lancées en signe de protestation — les forces de sécurité ne semblaient pas d'humeur particulièrement agressive. « Nous avons l'ordre de ne tirer que si nous sommes attaqués », expliquait un jeune officier, posté au centre de la ville.

L'entrée en vigueur du cessez-le-feu, qui devrait durer du 20 mars au 15 avril, est trop récente pour pouvoir préjuger de l'avenir. Il y a un mois, le PKK menaçait de s'attaquer aux régions touristiques. Aujourd'hui, il offre de cesser la lutte armée.

Signe de faiblesse après les offensives de l'armée turque, affirmant les partisans de la méthode militaire, signe d'évolution politique naturelle, expliquent de leur côté les nationalistes kurdes : « Les organisations de libération nationale ont une durée de vie limitée, souligne M. Öhan Dogan, député kurde de Cizre, après une période de lutte armée, elles se tournent vers la politique ».

## Moment opportun

De l'avis de tous, « Apo » a choisi un moment opportun pour son revirement. La question kurde est en tête des préoccupations des politiciens, turcs et kurdes, à l'approche des élections. Après le succès des opérations de l'armée dans le nord de l'Irak et dans le Sud-Est anatolien, le gouvernement peut justifier des réformes sans avoir l'impression de céder à la pression armée du PKK. De plus, explique M. Dogan, « l'armée kurde dans un cul-de-sac, ils ne pouvaient pas élever le niveau de la violence, à moins de massacrer cinq mille personnes d'un coup. Un *Habab* (1) n'est pas possible en Turquie ».

Personne, pas même les Kurdes, n'attend un changement immédiat et radical de l'attitude de l'Etat turc. « Dans une première étape, le gouvernement doit faire la preuve de sa sincérité », explique M. Mehdi Zana, ancien maire de la capitale régionale, Diyarbakir, qui, bien qu'ayant toujours rejeté la lutte armée, a passé quarante ans en prison pour séparatisme : « Depuis 1930, les répressions ont toujours été suivies de promesses jamais tenues. Il faut rétablir la confiance ».

Le parcours sera semé d'embûches, les incidents, isolés, devront être surmontés avec patience et détermination : « Dans les deux camps il y a des gens qui veulent poursuivre le conflit ». Mais, malgré la haine accumulée au cours de soixante-dix ans de répression, Kurdes et Turcs peuvent encore vivre ensemble, ajoute M. Zana.

« Une séparation n'est dans l'intérêt ni des Turcs ni des Kurdes », estime de son côté M. Dogan. Les Kurdes veulent obtenir le droit d'exprimer leur identité ethnique dans tous les domaines, mais aussi acquérir un plus grand degré d'autonomie, au moins au niveau municipal : « Actuellement, pour engager une infirmière ou un gardien de nuit,

nous devons obtenir la permission d'Ankara », explique M. Dogan.

Ni la liste complète des revendications des douze millions de Kurdes, ni même les modalités d'éventuelles négociations avec le gouvernement ne sont importantes pour l'instant. « Si le gouvernement a la volonté de résoudre le problème, ce sera facile. D'abord il doit accepter le principe, le reste n'est que détails », affirme M. Zana, dont l'épouse, Leyla, est députée au Parlement turc.

## L'offensive de printemps retardée

Les premiers signes discrets d'un assouplissement de la politique turque sont apparus. La grande offensive de printemps des forces armées contre le PKK, qui devait être lancée ces jours-ci, a été retardée, officiellement en raison des fêtes de fin du ramadan. Lors d'un programme télévisé diffusé lundi, le ministre de l'Intérieur, M. İsmet Sevinç, a cependant suggéré qu'une telle opération ne serait pas nécessaire si le cessez-le-feu durait.

Le gouvernement va étudier la possibilité d'autoriser des « émissions en langue étrangère », c'est-à-dire en kurde, à la radio et à la télévision, a également déclaré le ministre. De son côté, le premier ministre a répété qu'il reconnaissait la réalité kurde : « Ce que je veux dire, c'est que l'on ne peut pas dire « nous êtes turcs » à des concitoyens qui s'affirment kurdes. Les concitoyens qui disent : « Je suis kurde » ont des droits égaux à ceux qui disent : « Je suis turc ». L'Etat leur appartient également ».

Pour positiver qu'elles soient, ces propositions ne sont cependant pas de nature à satisfaire les Kurdes, à long terme. « Que feront-nous de la radio et de la télévision en kurde, après avoir perdu tant de martyrs ? » soupire un marchand au bazar de Diyarbakir. « Nous n'avons pas attendu soixante-dix ans pour cela ! ».

Abdullah Öcalan a publié un protocole conjoint avec son rival de longue date, le dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan (PSK) — avec lequel il vient de se réconcilier — mentionnant le principe d'une fédération, inconcevable pour la plupart des Turcs, que les deux dirigeants kurdes de Turquie envisagent après une période de transition.

« Le gouvernement est coincé dans une position difficile », explique un journaliste de Diyarbakir, qui craint que la coalition au pouvoir et certains faucons de l'opposition ne parviennent pas à un consensus national, nécessaire au règlement de cette question. L'accueil réservé par la presse et l'opinion publique à l'annonce du cessez-le-feu du PKK prouve, cependant, que le premier ministre, qui se réfère maintenant avec fierté à la « mosaïque » culturelle qui fait la richesse de la Turquie, ne peut pas se permettre d'ignorer cette occasion exceptionnelle de mettre fin au séparatisme kurde.

Faute de quoi, le 15 avril peut-être, dans quelques mois ou dans plusieurs années, les attaques reprendront. « Résoudre le problème kurde peut-être cinq ou dix ans », explique M. Dogan. Mais il faut que le processus de paix commence immédiatement.

NICOLE POPE

(1) Village du Kurdistan irakien où plusieurs milliers de Kurdes avaient été gazés, en 1988, par l'armée de Saddam Hussein.

## EN BREF

ITALIE : arrestation d'un des membres les plus recherchés de la Camorra napolitaine. — Franco Ambrosio, âgé de trente-sept ans, l'un des cinq membres les plus recherchés de la Camorra, la Mafia napolitaine, en fuite depuis treize ans, a été arrêté mercredi 24 mars, et-on annonce de source policière à Naples. Franco Ambrosio, considéré comme le chef des familles de la Camorra de la région du Vésuve, se faisait passer pour un ingénieur du bâtiment, sous le nom de Gaspare. Il est le possesseur d'une importante collection de tableaux de valeur. — (AFP).

INDE : des personnes soupçonnées d'être impliquées dans les attentats de Bombay ont fui au Pakistan. — Six frères de la famille Memon appartenant, selon la police de Bombay, à un clan de mafieux musulmans soupçonnés d'être impliqués dans les attentats

qui ont ensanglanté le 12 mars la capitale économique de l'Inde (le Monde du 24 mars) — ont fui à Karachi, au Pakistan, via Dubaï, a déclaré, mercredi 24 mars, le ministre indien des affaires étrangères, M. Dinesh Singh. New Delhi a dès lors formellement demandé à Islamabad de les extraire. Le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a offert sa coopération, et les aéroports du Pakistan sont en état d'alerte. Trois autres suspects ont fui en Arabie saoudite, selon M. Singh, qui n'a pas précisé si Ryad collaborait avec Delhi. — (Reuters).

Deux Palestiniens tués à Clajordanie et à Gaza lors d'affrontements avec des soldats israéliens. — Deux Palestiniens ont été tués par balles, mercredi 24 mars, lors d'affrontements avec l'armée israélienne, l'un à Naplouse en Cisjordanie, l'autre dans la ville de Gaza. D'autre part, un Palestinien,

grièvement blessé par des soldats israéliens au mois de mai 1989, est décédé, mercredi, à l'hôpital de Khan-Younis, près de Gaza. Selon un bilan établi par l'AFP, ce décès porte à 1 041 le nombre de Palestiniens tués par des soldats ou des policiers israéliens dans les territoires occupés depuis le début de l'Intifada. — (AFP).

TADJIKISTAN : l'appel du HCR à financer l'aide aux réfugiés largement ignoré. — Cinq mille réfugiés tadjiks, incités par de fausses promesses de pouvoir à quitter la capitale pour retourner dans le Sud, sont bloqués sans abri et dans un froid intense près de Kabadjan, à certains sont morts, a indiqué, mercredi 24 mars, un responsable à Genève du HCR, qui déplorait le peu de réponses à l'appel pour créer un fonds d'aide au Tadjikistan de 8 millions de dollars. — (AFP).

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : reconnaissant la fabrication de

## M. De Klerk affirme que la chaîne de production d'armes nucléaires a été démantelée

Le président Frederik De Klerk a annoncé, mercredi 24 mars, au Cap, que son pays avait bien posé l'arme nucléaire. Commencé en 1974, le programme nucléaire sud-africain a été définitivement interrompu en 1990, date à laquelle les engins déjà construits ont été détruits. C'est la première fois que Pretoria reconnaît officiellement que beaucoup affirmaient, mais qui, jusque-là, n'avaient jamais été formellement prouvés.

## JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les raisons qui ont poussé M. De Klerk à faire, aujourd'hui, une aussi considérable confidence ne sont pas bien claires. Ce qui est sûr, c'est que l'événement a été soigneusement préparé, les journalistes étant prévenus, depuis la veille, que le chef de l'Etat allait faire une importante déclaration. Quelques jours après les attaques terroristes, contre des automobiles blanches, dans la région de Johannesburg, il ne pouvait s'agir, pensait-on, que de mesures destinées à lutter contre la criminalité. S'il a effectivement abordé le sujet, le président De Klerk a pourtant pris tout le monde de court. C'est du moins ce qu'il a surtout été question, hier du calendrier, la télévision diffusait, ce soir-là, un film sur Hiroshima.

## Une discussion discrète

Désir de donner un caractère solennel à sa déclaration, M. De Klerk avait convoqué, en séance extraordinaire, les trois Chambres du Parlement. Devant les députés et les membres de la presse, le président a retracé l'histoire nucléaire du pays. En 1974, a-t-il expliqué, l'Afrique du Sud, inquiète des menaces que l'Union soviétique faisait peser sur la région, avait décidé de se doter de la bombe

atomique, décision qui n'était connue que des seuls ministres concernés.

L'objectif, a assuré M. De Klerk, était de posséder les moyens d'une dissuasion discrète. En cas de menace, Pretoria aurait confié discrètement prévenu les grandes puissances, notamment les Etats-Unis, qu'elle avait les moyens d'une riposte, ce qui les aurait incités à intervenir. « Nous n'avons jamais procédé à des essais nucléaires (1), a précisé M. De Klerk, ni fabriqué d'engins thermonucléaires. Il n'a jamais été dans nos intentions d'utiliser la bombe et, dès le début, il ne s'agissait que de dissuasion ».

En 1990, la situation internationale avait sensiblement évolué. L'arme nucléaire était, dès lors, superflue, en même temps qu'elle devenait « un obstacle au développement des relations internationales de l'Afrique du Sud ». A cette époque, six bombes étaient opérationnelles et une septième était en chantier. Pretoria a décidé de les détruire et de démanteler ses chaînes de production.

## « Les mains propres »

Tous les équipements nucléaires qui n'ont pas été neutralisés ont été convertis à des fins civiles. Selon le président, « chaque gramme » de matière fissile a été recensé et sera désormais placé sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne — laquelle aura plein accès à toutes les informations et installations nucléaires du pays. Mercredi, l'AIEA a confirmé qu'elle avait été prévenue de l'annonce que s'apprêtait à faire Pretoria. Saluant l'invitation faite à ses experts de venir inspecter les sites nucléaires sud-africains, elle a aussitôt fait passer à l'est d'un engin de puissance modeste (2 à 3 kilotonnes) ont affirmé certains) qui aurait pu être un objet tactique. Plusieurs rapports américains furent faits sur cette affaire dont l'un, sans conviction, conclut, en juillet 1980, que le phénomène était dû à l'impact d'une météorite.

Abordant les raisons qui l'ont poussé à rendre le dossier public, le président De Klerk a évoqué les « insinuations de certains pays », selon lesquelles l'Afrique du Sud

continuerait à développer une industrie nucléaire secrète. « Ces allégations prennent la dimension d'une campagne de dénigrement, qui nous fait du tort », a-t-il affirmé, assurant que son pays se conformait « strictement aux exigences du traité de non-prolifération nucléaire (signé par Pretoria en 1991), et qu'il continuerait à le faire ». « L'Afrique du Sud a les mains propres, elle ne cache rien », a conclu le président, restant cependant d'une absolue discrétion sur les collaborations ayant permis à son pays de maîtriser la technologie nucléaire.

Rien ne l'obligeait, il est vrai, à dévoiler les détails de ce qui, sans doute, demeurera l'un des secrets les mieux gardés. L'éventuelle collaboration d'Israël, voire de France, comme beaucoup l'ont soutenu, reste donc à décrire, sinon à démentir. Par ailleurs, s'il est vrai que l'évolution de la situation internationale a rendu caduque la poursuite d'une politique nucléaire extrêmement coûteuse, rien n'obligeait à détruire les bombes déjà construites.

Si ce n'est la volonté de ne pas laisser cet héritage aux mains des successeurs. Une perspective qui a dû en effrayer plus d'un, à commencer par les Etats-Unis, peut-être moins inquiétés des amitiés révolutionnaires des futurs dirigeants noirs du pays que des incertitudes qui planent sur l'avenir de celui-ci.

GEORGES MARION

(1) Il y a eu de vives controverses à ce sujet. La bombe n'a, par exemple, jamais vraiment été faite sur l'origine exacte de double « flash » détecté par un satellite américain, le 22 septembre 1979, dans l'Océan Indien, à proximité des îles de l'Inde. Évidemment, cela a suscité l'interrogation de l'existence d'un engin de puissance modeste (2 à 3 kilotonnes) ont affirmé certains) qui aurait pu être un objet tactique. Plusieurs rapports américains furent faits sur cette affaire dont l'un, sans conviction, conclut, en juillet 1980, que le phénomène était dû à l'impact d'une météorite.

## TOGO

## Le président Gnassingbé Eyadéma a échappé à une attaque armée contre sa résidence

Le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, a échappé à une attaque armée, lancée dans la nuit du mercredi 24 au jeudi 25 mars, au nord de Lomé, dans le quartier de Tokoin, contre le camp du régiment interarmes togolais (RIT), où se trouve sa résidence officielle.

Le président Eyadéma, joint au téléphone, mercredi matin, a déclaré être sain et sauf, et avoir regagné sa résidence privée, située à quelques centaines de mètres du camp.

L'attaque, menée par un nombre indéterminé d'hommes armés, a été l'œuvre, selon la radio clandestine de l'opposition, des « forces démocratiques », décidées à « arrêter le dictateur ». La fusillade — à l'arme automatique et à la roquette — a éclaté peu après 3 heures du matin. Elle a été particulièrement meurtrière pendant une trentaine de minutes, des tirs sporadiques continuant jusque vers 5 heures.

## Situation « maîtrisée »

Selon le gouvernement, l'armée de Radio-Liberté, cette station d'opposition, qui fonctionne depuis le déclenchement de la grève générale, le 16 novembre, est située au Ghana, dont la frontière avec le Togo jouxte Lomé. Environ 250 000 habitants de la capitale, dont la quasi-totalité des dirigeants de l'opposition, sont réfugiés, depuis début février, au Ghana ou au Bénin.

La radio nationale, qui a, pour sa part, attribué l'attaque à des « forces étrangères », a annoncé, une heure plus tard, que la situation était « maîtrisée », les assaillants ayant été « repoussés » par l'armée. — (AFP).

Après la série d'agressions meurtrières contre des Blancs

## Une mobilisation « massive » des réservistes de l'armée est annoncée

Outre ses révélation sur l'armement nucléaire, le président Frederik De Klerk a évoqué, mercredi 24 mars, devant le Parlement, la récente vague d'attentats contre des Blancs (le Monde du 24 mars) et annoncé une mobilisation « massive » des réservistes de l'armée. Il a précisé que dix-huit membres présumés de l'Armée populaire de libération du peuple d'Azzanie (APLA), branche armée du Congrès panafricain (PAC), mouvement d'extrême gauche, avaient été arrêtés au cours des précédentes quarante-huit heures, et que d'autres arrestations étaient attendues.

Les réserves de l'armée sud-africaine, constituées de Blancs, sont composées des « citoyens forces », essentiellement urbaines, et des « commandos », opérant principalement en milieu rural. Ces deux éléments effectuent en liaison avec l'armée et la police, des tâches de maintien de l'ordre et des

patrouilles à travers toute l'Afrique du Sud. D'ores et déjà, les forces de défense sud-africaines et la police ont été mobilisées pour protéger des cars de ramassage scolaire d'écoliers blancs, au sud de Johannesburg.

L'APLA, dont le quartier général est situé à Durban, au Transvaal, et qui, selon un rapport de la commission d'enquête officielle sur la violence, présidée par le juge Richard Goldstone, a des « bases » dans le territoire noir autonome sud-africain du Transkei, est tenue par la police pour responsable de ces attaques, qui ont fait cinq morts depuis vendredi dernier. Le président De Klerk a ajouté qu'un débat parlementaire pourrait être très prochainement organisé, afin d'envisager une éventuelle révocation de la peine de mort par pendaison, qui n'est plus effective en Afrique du Sud depuis novembre 1989. — (AFP, Reuters, UPI).

## RWANDA

## Gouvernement et rebelles envisagent la création d'une armée unifiée

Le gouvernement et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), réunis à Arusha (Tanzanie), ont décidé de fusionner leurs forces, dans une armée de 22 000 hommes, a-t-on appris, mercredi 24 mars, de sources diplomatiques dans la capitale tanzanienne, Dar-es-Salaam.

Le gouvernement affirme disposer de 35 000 soldats, principalement de l'ethnie majoritaire des Hutus. Le FPR revendiquant 15 000 hommes de l'ethnie minoritaire des Tutsis. Selon les observateurs, un accord global de paix pourrait intervenir d'ici à un mois. — (AFP).

## SOMALIE

## Projet de création d'un Etat fédéral

Les quinze factions somaliennes, réunies à Addis-Abeba (Ethiopie), sous l'égide de l'ONU, ont examiné un projet de création d'un Etat fédéral, comportant dix-huit régions autonomes, une administration centrale de transition devant « couvrir » le tout, pendant deux ans. Les termes généraux de cet accord — qui n'a pas encore été signé — ont été présentés à la presse, mercredi 24 mars, par l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Mohamed Farsh Aidid, un des principaux chefs de guerre de Mogadiscio. Seuls, les représentants de la République sécessionniste du Somaliland (Nord) se sont ouvertement dissociés du projet. — (AFP, Reuters).

هكمان النجل



## AFRIQUE

six bombes maintenant détruites

### Des recherches poursuivies avec les collaborations américaine, allemande, israélienne et française

Plusieurs indices, accumulés depuis trente-cinq ans, ont accrédité la thèse de la possession par Pretoria d'armes nucléaires tactiques d'une conception assez rudimentaire.

Dès 1957, en effet, en échange de la fourniture aux Etats-Unis - depuis les années 40 - d'uranium dont son sous-sol est riche, l'Afrique du Sud a envoyé des ingénieurs se former sur des réacteurs de recherche contrôlés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En 1976, l'Allemagne fédérale, Israël et la France se substituent aux Etats-Unis : la première pour aider à construire une unité d'enrichissement de l'uranium par un procédé (Hafikon) non soumis à l'AIEA, la deuxième pour fournir une expertise, la troisième pour livrer deux centrales nucléaires de 900 MW contrôlées par l'Agence de Vienne. Un an plus tard, la pression mondiale contraint Pretoria à abandonner la construction d'un site d'essais dans le désert de Kalahari. En 1979, encore, un satellite américain Vela détecte un double « flash » au-dessus d'un flot sud-africain en Atlantique, qui donne à croire que Pretoria, avec l'assistance probable de techniciens israéliens, a procédé à un essai en atmosphère.

A cette époque, le ministre sud-africain de la défense, M. Pieter W. Botha, et ses états-majors avancent l'idée que leur pays, devenu un Etat-citadelle qui veille à préserver les intérêts de l'Occident dans une zone menacée par l'Union soviétique et ses alliés cubains, doit développer « une stratégie totale » faisant appel à tous les moyens militaires.

Concrètement, en dépit d'une certaine clandestinité, Pretoria avait donc tous les moyens d'acquiescer un arsenal de dissuasion régionale. Sur le plan scientifique, d'abord, l'Afrique du Sud dispose, à Valindaba et à Pelindaba, de centres d'enrichissement de l'uranium et de réacteurs de recherche. Sur le plan militaire, ensuite, l'Afrique du Sud dispose de missiles et d'avions de combat qui, pour être d'origine israélienne ou française et avoir été modifiés par des techniciens locaux, peuvent transporter des armes nucléaires qui n'ont pas besoin d'être très sophistiquées.

En juin 1991, cependant, le gouvernement de M. De Klerk a annoncé son intention de signer le traité de non-prolifération nucléaire. Il ferme l'usine-pilote d'enrichissement de Valindaba (qui n'était pas contrôlée par l'AIEA), et la site de Pelindaba arrêté de travailler sur son programme militaire. La déclaration de M. De Klerk, qui fait état de la production puis du démantèlement de six bombes nucléaires, surprend un peu les analystes étrangers. Certes, c'est la première fois qu'un pays détruit unilatéralement - sans concertation internationale ou sans contrepartie préalable - un arsenal nucléaire qu'il avait conçu dans le plus grand secret mais dans une relative complicité générale, au moins de la part des pays qui l'ont assisté. Mais on s'accordait à attribuer à l'Afrique du Sud davantage d'armes nucléaires qu'elle n'en avoue aujourd'hui puisque, ici ou là, on éréditait Pretoria d'un arsenal d'une vingtaine ou d'une trentaine de charges.

J. L.

## AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'enquête sur l'attentat du World Trade Center

### Deux nouveaux suspects ont été arrêtés

Un cinquième suspect dans l'attentat du 26 février contre le World Trade Center de New-York s'est livré mercredi 24 mars à la police, a annoncé le FBI. Celui-ci, Bilal Akhisi, âgé de vingt-sept ans et chauffeur de taxi à New-York, a immédiatement été incarcéré. Sa nationalité n'a pas été immédiatement rendue publique. Un quatrième suspect, lui aussi chauffeur de taxi new-yorkais, Mahmoud Abouhalima, a également été arrêté mercredi à son arrivée aux Etats-Unis, venant d'Egypte, où il s'était réfugié après l'attentat.

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Mahmoud Abouhalima, un chauffeur de taxi d'origine égyptienne mais de nationalité américaine, soupçonné d'avoir participé à l'attentat à la bombe qui, le 26 février dernier, avait fait six morts et un millier de blessés au World Trade Center de New-York, a été arrêté à sa descente d'avion le 24 mars sur le petit aéroport de Newburgh, situé à une centaine de kilomètres de New-York.

Ménotés aux poignets et escorté par plusieurs voitures de police, M. Abouhalima a été conduit, dès son arrivée, dans les bureaux new-yorkais du FBI et placé en détention.

■ Appel à la résistance en Egypte du cheikh Abdel Rahman. - Dans un tract distribué, mercredi 24 mars, à Assiout, en Haute-Egypte, le guide spirituel des islamistes égyptiens, Cheikh Abdel Rahman, a appelé à résister à « l'oppression et l'injustice » pratiquées, selon lui, par le régime du président Hosni Moubarak. Ce dignitaire religieux, qui vit aux Etats-Unis, a prêté à M. Moubarak que son « Etat de terreur ne durera qu'un court instant, tandis que l'Etat islamique a l'éternité pour lui ». - (AFP)

avant de se voir signifier, jeudi matin, une inculpation d'homicide, identique à celle qui avait été notifiée le 17 mars à M. Mohammed Salameh, un jeune Jordanien qui aurait loué la camionnette ayant servi au transport de la bombe, et Nidal Ayyad, un ingénieur chimiste de nationalité américaine mais d'origine koweïtienne, soupçonné d'avoir fabriqué les explosifs.

Compte tenu de l'arrestation de M. Ibrahim El Gabroway, seulement inculpé, pour l'instant, d'entrave à l'action de la justice et de celle de M. Bilal Akhisi, la police new-yorkaise et le FBI disposent actuellement d'une liste de cinq suspects. Quatre d'entre eux au moins ont été en contact, à un moment ou à un autre, avec le cheikh Abdel Rahman. Cet intégriste musulman égyptien, qui a officiellement condamné les auteurs de l'attentat, prêche régulièrement dans une mosquée de Jersey-City (New-Jersey) que les quatre inculpés fréquentaient assidûment. Une procédure d'expulsion n'a été engagée contre lui par les autorités américaines.

Agé de trente-quatre ans et détenteur d'une licence de chauffeur de taxi, M. Abouhalima était l'un des chauffeurs du cheikh. Lors d'un récent entretien à la télévision, ce dernier affirmait ne pas connaître M. Abouhalima, mais la chaîne CNN a puisé dans ses archives et retrouvé un reportage réalisé il y a un an, dans l'appartement du frère de M. Mahmoud Abouhalima, et dans lequel on voit clairement ce dernier aux côtés du religieux

musulman. Interrogé par l'agence Reuter, le frère du suspect, M. Mohammed Abouhalima, a affirmé que M. Mahmoud Abouhalima était innocent et indiqué que le jour de l'attentat, les deux frères priaient dans la fameuse mosquée de Jersey-City. Il a ajouté que son frère avait quitté New-York le 2 mars - deux jours avant l'arrestation du premier inculpé, M. Mohammed Salameh - et qu'il avait réservé son billet le 22 février pour se rendre en pèlerinage, avec sa famille, en Arabie saoudite et y célébrer le ramadan avant de regagner sa ville natale de Kafr-El-Douar, située près d'Alexandrie, où vivait encore ses parents. C'est là que les autorités égyptiennes, apparemment informées par le FBI, l'auraient arrêté le 14 mars. Gardé en détention une dizaine de jours, il a ensuite été embarqué à bord d'un avion en partance pour les Etats-Unis.

M. Mahmoud Abouhalima, né en Egypte, avait quitté ce pays pour émigrer en Allemagne en 1980, où il s'était marié quatre ans plus tard avec une Allemande, a indiqué son frère. C'est en sa compagnie qu'il s'était ensuite rendu aux Etats-Unis en 1985, muni d'un passeport allemand et d'un visa de trois mois. Depuis, il vivait avec sa femme et ses quatre enfants à Brooklyn, l'un des districts de la ville de New-York, et avait obtenu la nationalité américaine.

SERGE MARTI

23 mars à Port-au-Prince par des civils, est un militant politique membre du parti du Congrès des mouvements démocratiques (KONAKOM, social-démocrate), ont indiqué mercredi des sources proches de cette formation. Les corps de deux membres de la mission baptiste du sud d'Haïti qui avaient été enlevés ont d'autre part été identifiés à la morgue de Port-au-Prince. Il s'agit du pasteur Marcel Botis et de Jeannot Louis-Jean. - (AFP)

SALVADOR

### M. Boutros-Ghali désapprouve l'amnistie

Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a désapprouvé mercredi 24 mars l'amnistie accordée par le parlement salvadorien aux chefs militaires accusés dans un rapport de l'ONU d'atrocités pendant la guerre civile. « Il aurait mieux valu que l'amnistie soit décidée dans le cadre d'un vaste consensus national », a affirmé M. Boutros-Ghali.

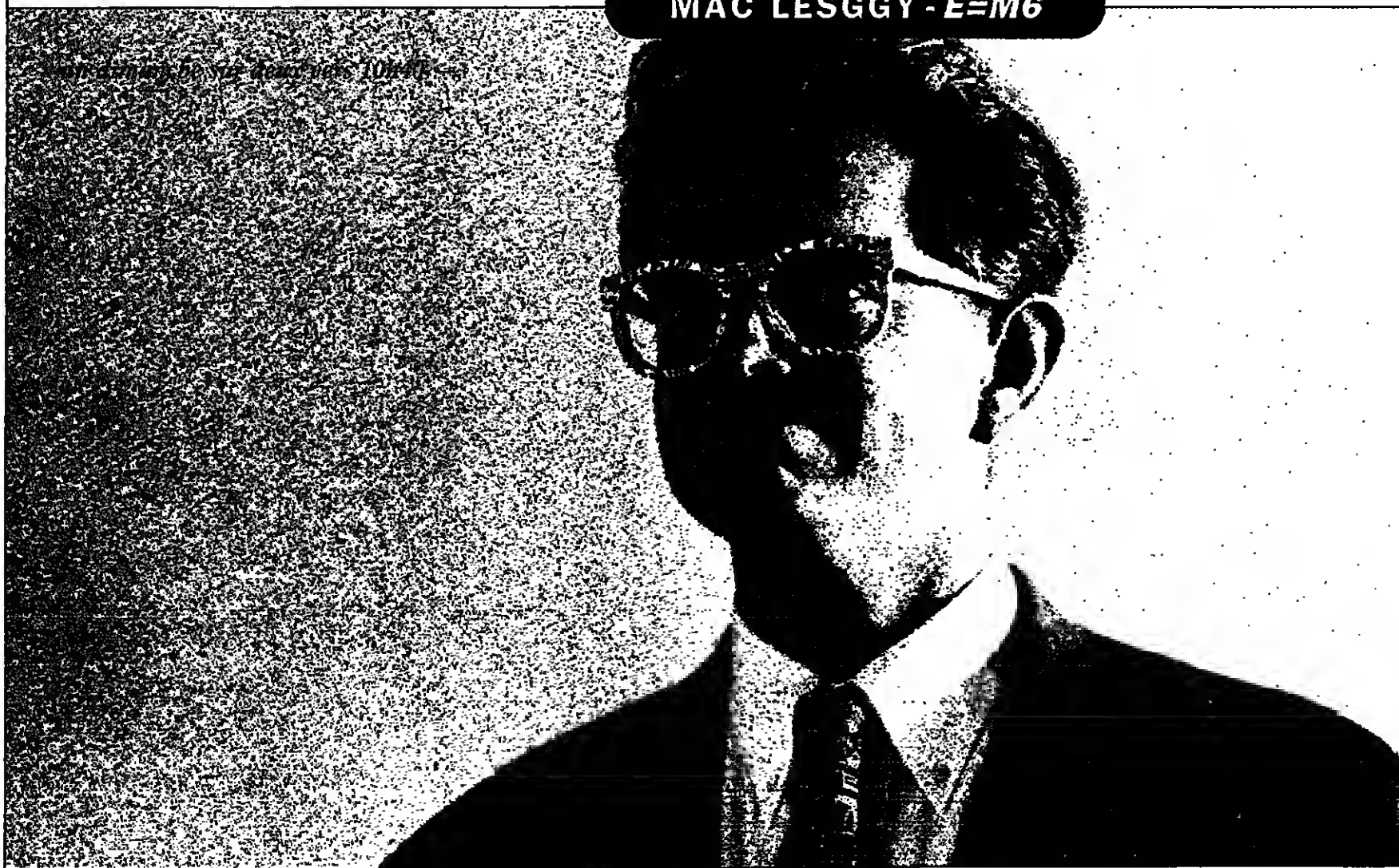
L'opposition de gauche avait également dénoncé cette mesure de clémence. Le rapport de l'ONU a attribué à l'armée la plus grande partie des crimes commis au cours d'une guerre civile de douze ans qui a fait 75 000 morts, en majorité civils. A Washington, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a annoncé mercredi la mise sur pied d'une commission dirigée par deux diplomates pour étudier le rapport de l'ONU et ses implications pour la politique étrangère des Etats-Unis.

L'armée salvadorienne a solennellement dénoncé mardi soir le rapport des Nations unies dans une déclaration radio-télévisée lue par le ministre de la défense, le général René Emilio Ponce, entouré par tout son état-major. « Ce ne sont pas les soldats qui ont provoqué la guerre ou qui ont incité la population civile à prendre les armes contre leurs concitoyens et contre les lois de la République », a déclaré le général Ponce. - (AFP, Reuter)

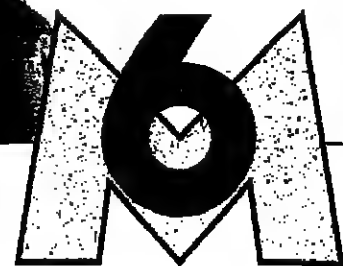
■ HONDURAS : un rapport gouvernemental dénonce un trafic d'enfants vers le Canada. - Au moins 75 mineurs honduriens ont disparu depuis le début de l'année 1993 et ont probablement été victimes d'un réseau de trafic d'enfants à destination du Canada, selon un rapport d'une agence gouvernementale hondurienne de protection de l'enfance. Une société canadienne organisant des adoptions aurait offert jusqu'à 5 000 dollars par mois à un centre hondurien d'assistance aux mères célibataires et à leurs enfants. - (AFP)

Relativité, gravitation, pesanteur. Dans son programme, les lois sont les mêmes pour tout le monde.

MAC LESGGY - E=M6



Souriez, vous êtes sur M6





# POLITIQUE

## La préparation du second tour

Les gorges se sont nouées, les yeux ont rougi. Toute éminence socialiste qu'on soit, on n'en est pas moins homme, ou femme, sensible à l'émotion. Surtout lorsqu'un est contraint de laisser le commandant en chef seul, dans un bastion avancé, face à l'ennemi. Pour cette étrange cérémonie des adieux qu'est le dernier conseil des ministres du gouvernement Bérégovoy, les sont tous présents, les grands et les petits, les ministres et les secrétaires d'Etat. Les vieux grognards déjà là en 1981, ceux qui ont gagné leurs galons sur les champs de bataille de la gauche au pouvoir, les « Marie-Louise » des ultimes combats.

Les longues envolées du président de la République pour remettre les contingences immédiates dans leurs perspectives historiques, il y a tant habitude, mais celle de ce dernier mercredi de mars laisse parfois les plus blasés. François Mitterrand, fort de sa longue habitude des vicissitudes politiques, redonne espoir à des ministres chassés par les diocèses : le PS à 20 %, on a déjà vu cela, il n'y a pas si longtemps ; même en 1979, quand le gauche a failli gagner les législatives, il culminait à 23 %. La défaite n'est donc pas une surprise. Les forces de droite sont toujours là : il y a, il y aura toujours des « riches » qui ont voulu toujours plus ; des « faibles »

qui doivent en supporter les conséquences. Et puis, le mouvement du monde « nous » est contraire : la chute du mur de Berlin a tué l'espérance communiste ; « nous » aurions dû en tirer les conséquences ; « nous » ne l'avons pas fait.

Ce « nous » est bien collectif. Il fallait changer le mode de scrutin. C'est apparemment le seul vrai regret du président : ne pas avoir imposé une

« forces de l'amour » fait croire que tout s'efface, que plus rien ne sera comme avant ; mais « les forces de la vie » sont les plus fortes. Elles l'emportent toujours. Autour de la table du salon Muret où tranchent habituellement les affaires de l'Etat, parfois dans une apparente indifférence, l'émotion fait briller les yeux, couler quelques larmes, éclater quelques sanglots.

cette droite qui veut tout : « L'Assemblée, le Sénat, le gouvernement, les régions, les départements ». Cette droite qui, n'est-ce pas M. Séguin ? « un honnête homme », n'a obtenu que 40 % des voix, et n'est donc pas portée par un raz de marée. Pourtant elle va suivre sa « pente naturelle » : les « conservateurs » l'emporteront sur les « modérés ». L'Europe, les banlieues, les écoles sociales courent des risques. On l'a « moqué » quand il a en est fait le garant. On vérifiera vite qu'il avait eu raison.

Espoir peut-être d'un retournement de l'opinion. Vigilance certainement : on ne l'enferme pas dans une « ratière », il ne se laissera pas « égarer dans l'ombre ». Aux habitués du pouvoir de retrouver « le chemin du militantisme ». Même s'il n'est pas certain de voir « l'aurore », il sera avec ceux qui la préparent, « jusqu'à son dernier jour ». Conseil extraordinaire jusqu'au bout : il se termine par des applaudissements, avant que le président ne dise un mot à chacun, un mot de réconfort à ceux qui savent qu'ils vont connaître une « traversée du désert », un mot d'encouragement à ceux que ce fin connaisseur de la carte électorale assure d'une chance pour dimanche. S'ils se battent jusqu'au bout. Comme lui.

THIERRY BRÉHER  
et ANNE CHAUSSEBOURG

## Les sanglots longs de l'Elysée

proportionnelle « aux deux premiers secrétaires du PS, aux deux premiers ministres à qui je l'ai demandé ». Les socialistes n'ont plus d'ailleurs, tout s'est joué dès le premier tour. Il s'en veut de ne pas avoir convaincu de la nécessité d'une telle réforme, la coalition de ceux qui croyaient se sauver par leur implantation locale. La leçon est rude : le sauvetage est « collectif », au il n'est pas. Elle veut pour le passé immédiat. Elle veut aussi pour l'avenir.

Car l'avenir il y aura. Surtout pour les « plus jeunes » qui doivent être sûrs qu'ils retrouveront la belle aventure du pouvoir. Au moment d'un « deuil », les

L'avenir n'est pas à la reddition : « A qui devrait-on remettre mon épée de général vaincu ? A M. Chirac ? A M. Giscard d'Estaing ? A M. Bouygues-TF ? » Pour François Mitterrand la question ne se pose plus : il restera par « devoir d'Etat » ; il en a « le droit, le pouvoir, les moyens ». On lui oppose le président du général de Gaulle, mais son prédécesseur avait son mandat en jeu. Pas lui. Le fondateur de la V<sup>e</sup> République n'est pas son « guide » en toutes matières. Et puis, aujourd'hui, à gauche, personne n'est en mesure de lui succéder.

Un lieu de résistance est indispensable face à

## Résister

Suite de la première page

Que la déroute des socialistes s'explique par la valenté des Français de « régler un compte » avec le chef de l'Etat, comme l'écrivait Michel Rocard, et qu'ils aient subi l'effet de ce rejet dans l'électorat de gauche est une idée qui ne semble pas effleurer François Mitterrand. Il estime, certes, que le PS a sa part de responsabilité dans la défaite : il paie, selon lui, le prix de ses divisions et, aussi, le refus de ses dirigeants de revenir à la représentation proportionnelle pour l'élection des députés. Cependant, le président de la République accorde autant d'importance, dans son appréciation des causes de l'échec, à des facteurs extérieurs, comme l'effondrement du système soviétique, qui aurait privé d'espérance la composante communiste du « peuple de gauche » et disloqué, en conséquence, le socle historique sur lequel s'était bâtie la victoire de 1981.

Que reste-t-il de la gauche, aujourd'hui, selon François Mitterrand ? Lui-même. Héritier et continuateur d'un long mouvement historique dont il a assuré qu'il n'est pas près de s'achever.

il entend incarner, face à la suprématie de la droite, le combat des faibles contre les puissants. Le chef de l'Etat reprend, ainsi, la « posture » qu'il avait adoptée pendant la première cohabitation. Appuyé sur une Constitution qui ne permet pas à la majorité parlementaire, si large soit-elle, de mettre en cause le président de la République, il sera celui qui rappelle l'impératif de la cohésion sociale et les limites que le droit doit imposer à l'action du marché comme à la demande de sécurité.

Daos cette tâche, le président de la République ne sera pas seul. Répétant, mercredi, à Jacques Chirac, qui avait estimé de « l'intérêt de la France » que François Mitterrand se démette de ses fonctions, Henri Emmanuelli a déclaré, sur Europe 1, que les élections législatives « ne donnent pas vocation à se substituer à un vote à 54 % de l'ensemble des Français pour occuper le siège de président de la République ».

Autrement dit, la légitimité acquise pour sept ans par le chef de l'Etat lors de sa réélection, en mai 1988, est inaliénable jusqu'au terme de son mandat. Le prési-

dent de l'Assemblée nationale sortante a été, ainsi, le premier à se ranger dans la « garde rapprochée » de François Mitterrand, selon l'expression employée par Bernard Tapie, mercredi soir, au cours d'un meeting en compagnie de Bernard Kouchner. Celui-ci, toutefois, s'est désigné du ministre de la ville, qui avait attaqué les dirigeants de la droite, et il a invité la gauche à « définir des lignes » plutôt qu'à « affirmer des certitudes ». « Le monde a changé, et pas nous », a martelé le ministre de la santé et de l'action humanitaire.

### Message à la droite

Le message du président de la République s'adresse aux socialistes, pour l'avenir, mais, dans l'immédiat, il vise les dirigeants de la droite. Ceux-ci ne doivent, pas plus qu'en 1986, s'attendre à trouver en face d'eux un chef de l'Etat « inerte ». Prenant acte du désaccord qui s'est manifesté entre Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing sur la question de la cohabitation – et des duels qui opposeront, au second tour de scrutin, des candidats du RPR et de l'UDF –, François Mitterrand rappelle que la désignation du premier ministre est la première des prérogatives qu'il devra exercer au lendemain du 28 mars et qu'il tiendra compte

de l'attitude des uns et des autres au regard des règles constitutionnelles. « Tel que je le connais, le président de la République sera peu enclin à choisir une personnalité issue de milieux qui n'ont pas le souci ou la volonté de respecter notre Constitution », a déclaré Pierre Bérégovoy, mercredi soir, sur TF 1.

En parlant de « milieux », le premier ministre vise le RPR et laisse entendre que Edouard Balladur pourrait pâtir, aux yeux de François Mitterrand, de l'agressivité manifestée par Jacques Chirac ou Alain Juppé. Certains ministres proches du chef de l'Etat observent que le chef de gouvernement « virtuel » de la droite a dû s'adapter lui-même au discours du président du RPR, en expliquant par exemple, mercredi soir, à Draveil (Essonne), que « la meilleure des solutions, lorsqu'il y a un changement de majorité, n'est pas de correspond pas aux vœux du président, c'est que celui-ci en tire les conséquences ». Edouard Balladur a ajouté, cependant : « Si l'on n'en tire pas les conséquences, nous devons, fidèles à notre engagement devant les Français, prendre les responsabilités du pouvoir ».

En 1988, François Mitterrand avait tiré profit de la prise en cause du RPR par Raymond Barre et par les centristes, qui s'inquiétaient du respect de

« l'impartialité de l'Etat » par ce parti. Avant lui, François Léotard s'était plaint du comportement des « moines-soldats » du RPR. Aujourd'hui, la décision de l'UDF de ne pas s'effacer systématiquement devant le parti de Jacques Chirac, lorsque les candidats de ce dernier ont été placés, so tête de la droite au premier tour, témoigne de sa volonté de contester l'hégémonie de son partenaire. Une occasion s'offre ainsi au président de la République, qui peut laisser entendre que même aux yeux d'une partie de la droite, le choix du parti qui aura la responsabilité principale du futur gouvernement ne va pas de soi. Pourquoi devrait-il, lui-même, en juger autrement ?

La cohabitation a déjà camouflé la façon dont François Mitterrand entend la mener et est perceptible dans ses propos du conseil des ministres comme dans la traduction qui en a été donnée par Pierre Bérégovoy. Daos un premier temps, au moins, les socialistes n'ont pas d'autre choix que de saluer, avec Michel Rocard, « l'énergie farouche et la combativité hors pair » du président de la République, de lui souhaiter bon courage et de s'enrôler dans sa « garde rapprochée ».

PATRICK JARREAU

## M. Balladur affirme qu'il n'y a « rien de nouveau » dans les propos de M. Chirac sur la cohabitation

M. Edouard Balladur a tenté, mercredi 24 mars, de désamorcer le débat sur la cohabitation qui s'était brusquement enflammé la veille. Mercredi, à Marle (Aisne) où il était en visite de soutien à M. Christian Cabrol (RPR), qui est tombé par M. Jean-Pierre Balladur, député (PS), pour le second tour des législatives, M. Balladur a affirmé qu'« il n'y avait rien de nouveau » dans les propos tenus par M. Jacques Chirac, qui la veille dans le Pas-de-Calais, avait souhaité la démission du chef de l'Etat. « C'est à lui que la question se pose, c'est à lui d'apporter la réponse et, si sa réponse n'est pas une réponse positive, il faudra bien que nous prenions nos responsabilités », a expliqué M. Balladur.

Dans un entretien publié par le Figaro du jeudi 25 mars, M. Chirac atténuait lui-même la portée de ses propos. « Ce n'est pas à moi, ni à quiconque, de dicter à M. Mitterrand sa conduite, déclare l'ancien premier ministre. Il est un fait certain, c'est que la défaite, pour ne pas dire la déroute du PS, si elle se confirme, sera aussi la sienne. Il serait, comme je l'ai dit en 1986, et tout au cours de cette campagne, conforme à l'esprit de nos institutions et à l'intérêt de la France qu'il en tire les conséquences. Mais, en toute hypothèse, la France devra être gouvernée pour que puisse être engagée sans retard la rupture avec le socialisme ».

Pour sa part, M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a proposé, mercredi à Azy-le-Rideau (Indre-et-Loire), d'« arrêter une ligne de conduite » qui serait « inéluctable » à l'égard du président de la République. Quant à M. Simone Veil (UDF), elle a souligné, le même jour, qu'il faudra une « coopération » sur la politique étrangère entre le gouvernement et M. Mitterrand, « d'autant que sa légitimité est affaiblie par le résultat du scrutin ».

## M. Jacques Delors apporte son soutien à M<sup>me</sup> Dominique Voynet

Le président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, a adressé, mercredi 24 mars, un message de soutien à M<sup>me</sup> Dominique Voynet, seule candidate des Verts présente au second tour, dans la troisième circonscription du Jura. « L'espérance que le scrutin de dimanche prochain vous permettra d'accéder à la députation et de défendre ainsi les idées d'un courant dans lequel il y a une des principales animatrices », écrit M. Delors à celle qui, au sein des Verts, fut l'une des principales opposantes à la ratification du traité de Maastricht. La porte-parole des Verts a également reçu le soutien de M<sup>me</sup> Ségolène Royal, ministre de l'environnement.

De son côté, M<sup>me</sup> Voynet a apporté son soutien à M. Charles Fiterman, candidat du PC dans la Loire, et à M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Licoeumon, ministre délégué au logement et candidate du PS dans l'Essonne. Contrairement à la position officielle des Verts et de Génération Ecologie, qui ne donnent aucune consigne de vote sauf en cas de risque d'élection d'un candidat d'extrême droite, les appels de candidats écologistes, éliminés au premier tour, en faveur de socialistes, voire de certains communistes, ont cessé de se multiplier.

C'est le cas notamment pour MM. François Halland en Corrèze, Jean-Paul Callaud en Savoie, Alain Fart dans la Drôme, Henri d'Attilio dans les Bouches-du-Rhône, tous députés socialistes sortants, ou pour M. Jean-Louis Bescond, candidat du PS dans le Val-de-Marne.

## La décomposition d'une image « sociale »

Un marchand de vêtements même actuellement, à travers la France, une campagne publicitaire qui s'inspire de la campagne électorale en montrant sur ses affiches les principaux chefs politiques déguisés en singes. Cela fait sourire ceux des électeurs qui applaudissent quotidiennement aux « sédies » télévisées du « Bobette Show » ou des « Guignols de l'info ». Cela offense les autres, ceux qui voient une contribution vulgaire au dénigrement démagogique des acteurs de la vie publique.

Cela peut-il surprendre ? Le caricature à des fins publicitaires n'entre-t-elle pas dans l'ordre des choses dès lors que les dirigeants politiques se prêtent volontiers aux jeux des publicitaires, surtout à la télévision, quand il s'agit de mener des campagnes promotionnelles à des fins électorales ?

Le drame des socialistes est peut-être de s'être caricaturés eux-mêmes. Si l'ampleur de leur débâcle électorale est à la mesure des espérances irrationnelles qu'ils avaient fait naître à leur arrivée au pouvoir par l'intermédiaire de M. François Mitterrand, qui incarnait, par son image et son message personnel, la symbolique de justice dont ils étaient les porteurs, ce fiasco était inscrit dans l'écart qui sépare, justement, sur ce registre, le message mitterrandien d'hier et celui d'aujourd'hui.

C'est si l'image des socialistes s'est « abîmée », selon l'aphorisme utilisé dimanche 21 mars par M. Lionel Jospin, c'est surtout parce qu'ils ne sont pas parvenus à transformer leur discours en action sur le terrain de l'équité sociale qui constituait a priori leur appât électoral. Les autres

explications restent secondaires au regard de cet échec majeur.

Tous les professeurs en sciences politiques se rejoignent sur ce point : quand un électeur vote pour un socialiste, c'est d'abord pour qu'il fasse du social. Et, en 1981, il n'y avait aucun malentendu entre le corps électoral et le PS. La fureur du président de la République disait, sur ses affiches électorales : « L'emploi, c'est la première de mes obligations. J'y consacrerai toute ma volonté ». Les chantages du nouveau PS ajoutaient alors : « Croire au bonheur, c'est cela le message de la gauche ».

La gauche unie avait en effet promis la lune. Elle avait juré, surtout, qu'elle parviendrait à faire reculer le chômage, et M. Mitterrand, depuis longtemps, avait fait de ce thème l'un des points d'ancrage de son combat politique. Il l'avait maintes fois répété dans ses attaques contre les politiques conduites par les gouvernements de l'époque. La lutte contre le chômage était sa « priorité des priorités ».

Cela était devenu son principal leitmotiv. Un vrai slogan publicitaire. Assésé face à M. Raymond Barre, voué aux gémonies : « Je pense que le développement du chômage, le record absolu qu'il vient d'atteindre, fait qu'après avoir été, malheureusement pour vous, l'homme des déficits, vous êtes maintenant le premier ministre des chômeurs » (1977). Harcelé face à M. Valéry Giscard d'Estaing, condamné sans appel : « Votre politique, c'est deux millions et demi de chômeurs en 1985 (...). Vous êtes l'homme du passé et du présent (...). Vous vous êtes toujours trompé, on ne peut plus vous croire » (1981).

Le contraste entre les réalités sociales de ce printemps 1993 et

les promesses illusoires de ce proche passé suffit à expliquer la décomposition de l'image socialiste du président de la République. Les autres causes du décalage du PS qui, en la matière, se confondent. Le décalage entre l'image qui était la leur, aux yeux de l'opinion publique, et le bilan de leur action dans la lutte contre le chômage était devenu trop énorme.

### « Le pays reconnaît au bout du compte... »

La rupture était inéluctable à partir du moment où le président de la République devait finir par admettre publiquement son impuissance, en mettant en avant des considérations extérieures, comme il le fit le 18 février dernier devant ses électeurs, en réponse aux questions posées par les électeurs sur France 3 : « Le chômage n'est pas un mal français (...). Lorsque nous étions nous-mêmes dans l'opposition, nous nous tournions vers MM. Giscard d'Estaing et Barre et nous nous trompions tous (...). Je m'efforce de pouvoir résister aux effets d'une formidable révolution scientifique et technique qui a changé complètement les métiers de millions de travailleurs... ». Etc.

En 1984, M. Mitterrand espérait encore une issue positive : « Le pays reconnaît, au bout du compte, déclara-t-il à Libération, que la gauche au pouvoir apporte non seulement plus d'équité sociale mais aussi plus d'efficacité économique que la droite, ce qui changera en profondeur et non pas, comme trop souvent, de façon épidémique, le jugement que portent sur elle les Français ».

En réalité, le président de la République avait déjà aggravé son cas en masquant sous une

prétendue continuité, celle de « la France qui gagne », en 1982-1983, la conversion des socialistes au réalisme dans la gestion du pays, alors que certains de ses conseillers lui avaient recommandé de tenir un discours chuchoté pour obtenir l'assentiment de ses électeurs. En habillant alors l'austérité sous la complicité de M. Pierre Mauroy, M. Mitterrand a aussi commis une erreur de communication. Par la suite, son discours sur le chômage allait constamment entretenir l'ambiguïté.

Enfin, le président de la République et les dirigeants socialistes ont définitivement anéanti leur symbolisme originelle, ainsi qu'en atteste le comportement de leurs anciens électeurs, en se montrant incapables de réduire efficacement les inégalités sociales et d'enrayer, malgré l'insertion, le défillement de la cohésion sociale désormais dénoncée... par certains chefs d'entreprise, tel le président-directeur général de Pachiney, M. Jean Gaudin (le Monde du 9 mars).

De leur image et de leur message d'antan il ne reste plus – pour beaucoup d'électeurs – et d'abandonnistes – qu'un peu de nostalgie. Et le risque, sans doute, devant le flou qui caractérise les intentions et le programme de leurs vainqueurs par défaut, que les Français ne deviennent de plus en plus nombreux à se délier des images et des messages pour privilégier les activités, au profit du plus démagogue.

ALAIN ROLLAT

Jacques RIBOUD  
APRES MAASTRICHT  
**LA MONNAIE UNIQUE**  
Vers un nouveau système  
70 pages Prix 50 F  
Dans les librairies spécialisées  
Et au  
**Centre Jouffroy**  
Pour la Réflexion Monétaire  
88 bis, rue Jouffroy  
75 017 Paris  
Tél.: 46 22 10 50

هكمن النحل



## POLITIQUE

3 19

### des élections législatives

#### Le RPR prend des mesures de rétorsion contre l'UDF

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a adressé une lettre, mercredi 24 mars, à son homologue de l'UDF, M. François Bayrou, pour lui faire part de sa « stupéfaction », après la découverte, par le RPR, du maintien de dix candidats de droite arrivés en seconde position, derrière un autre représentant de l'opposition, au terme du premier tour des législatives (le Monde du 25 mars). Considérant que cette attitude n'est « pas convenable », le parti néo-gaulliste estime qu'il y a une « entorse majeure à la parole donnée ». En effet, après une rencontre bousculée des commissions d'investiture du RPR et de l'UDF réunies au sein de l'UPF, mardi matin, il avait été convenu d'accepter quatre primaires de second tour, auxquelles s'en est ajoutée une cinquième, dans le Val-d'Oise, entre M. Yves Galland, président du Parti radical, et M. Jean Bardet (RPR).

L'état-major du RPR a réussi à convaincre tous ses candidats de ne pas se retirer, à l'exception de M. Jean-Eric Bousch en Moselle et de M. Amaury de Saint-Quentin

dans l'Orne. Pour répondre au coup de canif dans l'accord de « bonne conduite » du 20 janvier, M. Juppé a indiqué à M. Bayrou que MM. Francis Geng (UDF-CDS) dans l'Orne et Jean-Pierre Thomas (UDF-PR) dans les Vosges ne pouvaient plus se réclamer de l'UPF, car le RPR donnait son investiture, pour le second tour, respectivement à MM. Jean-Claude Lennir (UDF diss.) et Jacques Cablé (div. d.), proche de M. Philippe Séguin. Le secrétaire général du RPR a demandé à M. Bayrou, sans grand espoir d'obtenir satisfaction, de condamner toutes les candidatures sauvages. Au RPR, on estime que bon nombre des candidats dévancés qui se maintiennent sont, plus ou moins nuement, liés à des composantes de l'UDF.

En déplacement à Draveil (Essonne), mercredi soir, M. Edouard Balladur a regretté que « la règle du jeu (...) n'ait pas été unanimement et totalement respectée ». « J'en appelle aux dirigeants de l'opposition [pour que cessent] ces déviations », a-t-il dit.

### Europe : refuser la facilité

Suite de la première page

La France échapperait ainsi à l'hégémonie de la Bundesbank, dont les soucis sont allemands avant d'être européens.

Les principaux dirigeants de l'opposition d'aujourd'hui s'appuient à gouverner ont tous affirmé - à l'exception de MM. Pasqua et Séguin - avec une égale conviction qu'ils ne se laisseraient pas tenter par les sirènes de la facilité et qu'ils maintiendraient la politique de frappe fort, inaugurée en 1983 et menée depuis avec fermeté. Rien ne permet de mettre en doute leurs déclarations. Comme il y a dix ans, le ebois n'est pas seulement économique, voire technique. C'est toute l'orientation de la politique étrangère de la France qui en dépend.

Les dominos tomberaient en effet les uns après les autres. Après la parité franc-mark, le SME, après le SME, la perspective de l'union monétaire et politique européenne, et avec elle la coopération franco-allemande. La tentation n'existe pas seulement en France; elle est présente dans beaucoup d'autres pays voisins, et un rien suffirait à transformer une menace potentielle en réalité. De même qu'un « non » français à Maastricht aurait sonné le glas de l'intégration européenne, de même une sortie du franc du SME donnerait le signal d'une « renationalisation » des politiques économiques. Sur un Vieux Continent qui vient de redécouvrir en Yougoslavie que la guerre était possible, les forces centrifuges, déjà à l'œuvre à l'Est, déborderaient les liens patiemment tissés à l'Ouest depuis quarante ans.

Par conviction et par raison, Jacques Chirac partage cette analyse: par réverie électorale, il reste sensible aux arguments des partisans de l'éclatement de la Communauté au nom du rôle de la France dans une grande Europe mythique. Au moment du référendum sur Maastricht, il a tranché ce dilemme: il a compris que l'impératif communautaire pesait plus lourd que les insuffisances du traité. Il se doit d'imposer la même ligne à ses troupes, au-delà des rivalités avec l'UDF et des velléités d'en découder avec le président de la République.

Les bonnes intentions ne suffisent pas. Dans l'état de fragilité qui caractérise la Communauté, une maladresse peut casser toute la porcelaine. Une campagne électorale se prête aux déclarations martiales contre la faiblesse du gouvernement. Le RPR comme l'UDF ne s'en sont pas privés à propos du GATT. Le réalisme devra pourtant l'emporter quand l'opposition d'aujourd'hui assumera les responsabilités, car un veto français ou la politique de la chaise vide, bref un isolement de la France, n'apporterait aucune solution durable aux problèmes des agriculteurs et des pêcheurs français et mettrait à mal la coopération avec l'Allemagne, que les nouveaux dirigeants promettent de préserver, voire d'approfondir.

Depuis des mois déjà, les responsables de la nouvelle majorité se sont efforcés de rassurer le gouvernement de Bonn sur leurs intentions; ils ont également éta-

pli des contacts avec l'opposition social-démocrate outre-Rhin, pour s'assurer eux-mêmes de la permanence de la politique allemande. Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, leur a fait écho en déclarant, après le scrutin de dimanche, que la France et l'Allemagne continueraient à donner l'impulsion de la construction européenne.

Le RPR et l'UDF ne courraient-ils pas quelques illusions en pensant pouvoir jouer de l'attachement allemand à l'Europe pour arracher une baisse des taux d'intérêt que le gouvernement précéderait n'a pas obtenue? Certainement. Croire le contraire serait mal connaître le rapport des forces entre les dirigeants de Bonn et la Bundesbank. Comme l'engagement en faveur de l'indépendance de la banque centrale co France ne convaincra les Allemands que quand elle sera véritablement mise en pratique. Même la carotte d'un siège permanent pour l'Allemagne au Conseil de sécurité des Nations unies agitée par Alain Juppé (le Monde du 6 mars) ne semble pas de nature à faire changer d'avis les gardiens de l'orthodoxie monétaire.

#### « Remise à plat »

Dans leur souci de manifester leur bonne volonté à l'égard de l'Allemagne, les futurs responsables gouvernementaux vont jusqu'à proposer « une remise à plat » des relations Paris-Bonn. L'idée est à double tranchant. Dans la meilleure des hypothèses, elle pourrait déboucher sur l'affirmation solennelle d'intentions généreuses - certains membres du RPR ont même évoqué la possibilité d'un nouveau traité de l'Elysée; dans la pire, elle risquerait de mettre au jour des divergences insolubles. Sans doute l'entente franco-allemande est-elle toujours peuplée d'arrière-pensées réciproques. Architecture de l'Europe, défense commune, politique à l'Est, relations transatlantiques... la liste en est longue. Mais les zones d'ombre n'ont jamais empêché la coopération, alors qu'une volonté d'« éclaircissement » pourrait au contraire rendre les malentendus insurmontables.

Dans une démocratie civilisée, une période de cohabitation entre des pouvoirs de tendances différentes pourrait être l'occasion de faire progresser l'entente sur des grands sujets d'intérêt national où de larges zones de consensus, implicites ou explicites, existent déjà. L'Europe en est un: la défense occidentale et la redéfinition des relations avec les Etats-Unis au sein de l'alliance atlantique pour n'en citer qu'un autre. Ce qui pourrait en dire un autre. Ce serait compter sans la campagne pour l'élection présidentielle qui s'ouvrira dès le lendemain du deuxième tour. Rien ne sert de le regretter. Tout juste peut-on espérer que des polémiques artificielles ne se substitueront pas à l'indispensable discussion sur l'aggravement de la diplomatie française.

DANIEL VERNET

### Rendre la confiance

Suite de la première page

Pour réduire l'écart entre l'offre future d'emplois qualifiés et le manque de formations professionnelles dont souffrent de trop nombreux jeunes, l'ensemble du dispositif de formation professionnelle applicable aux jeunes de moins de vingt-cinq ans sera transféré aux régions.

La seconde échéance s'organise à la rentrée de septembre, autour de la présentation du budget: priorité à l'emploi et à la reprise de l'activité économique. Allègement des droits de succession en ligne directe pour encourager l'épargne à long terme et éviter le démantèlement des PME-PMI. Assainissement progressif du déficit budgétaire et de la dette, afin de détendre la politique monétaire et de permettre la baisse des taux d'intérêt. Recherche d'une fiscalité simplifiée et allégée pour le petit commerce et l'artisanat rural. Redéploiement des investissements sur le terrain, grâce à une politique musclée d'aménagement du territoire.

Le Parlement serait appelé, lui aussi, à émettre rapidement des signaux de confiance: vote des le-

printemps de la loi de réforme du Code de la nationalité, adoptée par le Sénat; dépôt du projet sur l'indépendance de la Banque de France; discussion d'une nouvelle loi de décentralisation; projet de réforme du Conseil supérieur de la magistrature, affirmant solennellement l'indépendance de la justice.

Enfin, des initiatives devront être prises pour remettre sur les rails le convul européen, dont les wagons errent dans la campagne! Elles passent toutes par un resserrement de la coopération franco-allemande en y associant le noyau dur de la Communauté européenne et en visant les trois objectifs dont la campagne électorale vient de souligner l'urgence: une réforme cohérente de la politique agricole commune, la correction rapide de la vulnérabilité extérieure du grand marché unique et l'acheminement vers le monnaie européenne.

Ce calendrier risque-t-il d'être contrarié par des manœuvres politiques? Pourquoi le serait-il? Il ne remet en cause aucun acquis social. Il fixe à la politique budgétaire ses objectifs normaux. Il confirme les choix de la démarche européenne de la France.

La nouvelle majorité doit accepter de lier son sort à celui de son projet: elle vivra, ou mourra, avec lui. On sait depuis longtemps que la confiance ne se proclame pas. Elle se mérite.

Et l'espoir, peut-on le faire briller? L'échec de la gestion gouvernementale et les aveux d'impuissance des dirigeants socialistes tirent notre opinion vers le bas, en répandant un climat de découragement et de désignation. La crise? Elle est mondiale! Le chômage? Personne ne pourra le réduire! Sur le tableau de bord de notre économie, les aiguilles sont engluées dans le rouge. Et le milieu politique, comment compter sur lui? Il est discrédité et corrompu!

#### Une flamme joyeuse

Allons donc! Nous avons connu la création régulière d'emplois. Nous avons traversé des périodes où notre taux de croissance dépassait celui de l'Allemagne. Nous disposons ici et là, dans nos entreprises, dans nos régions, chez nos chercheurs, parmi tous ceux qui produisent, transportent et vendent, d'hommes et de femmes capables et créatifs, comparables aux meilleurs dans le monde. La machine économique grince, mais aussi elle frémit. Quelques gestes encore, bien coordonnés, et elle sera prête à repartir.

La solidarité existe. Notre tissu social, quoique ébranlé, n'est pas déchiré comme ailleurs: la géné-

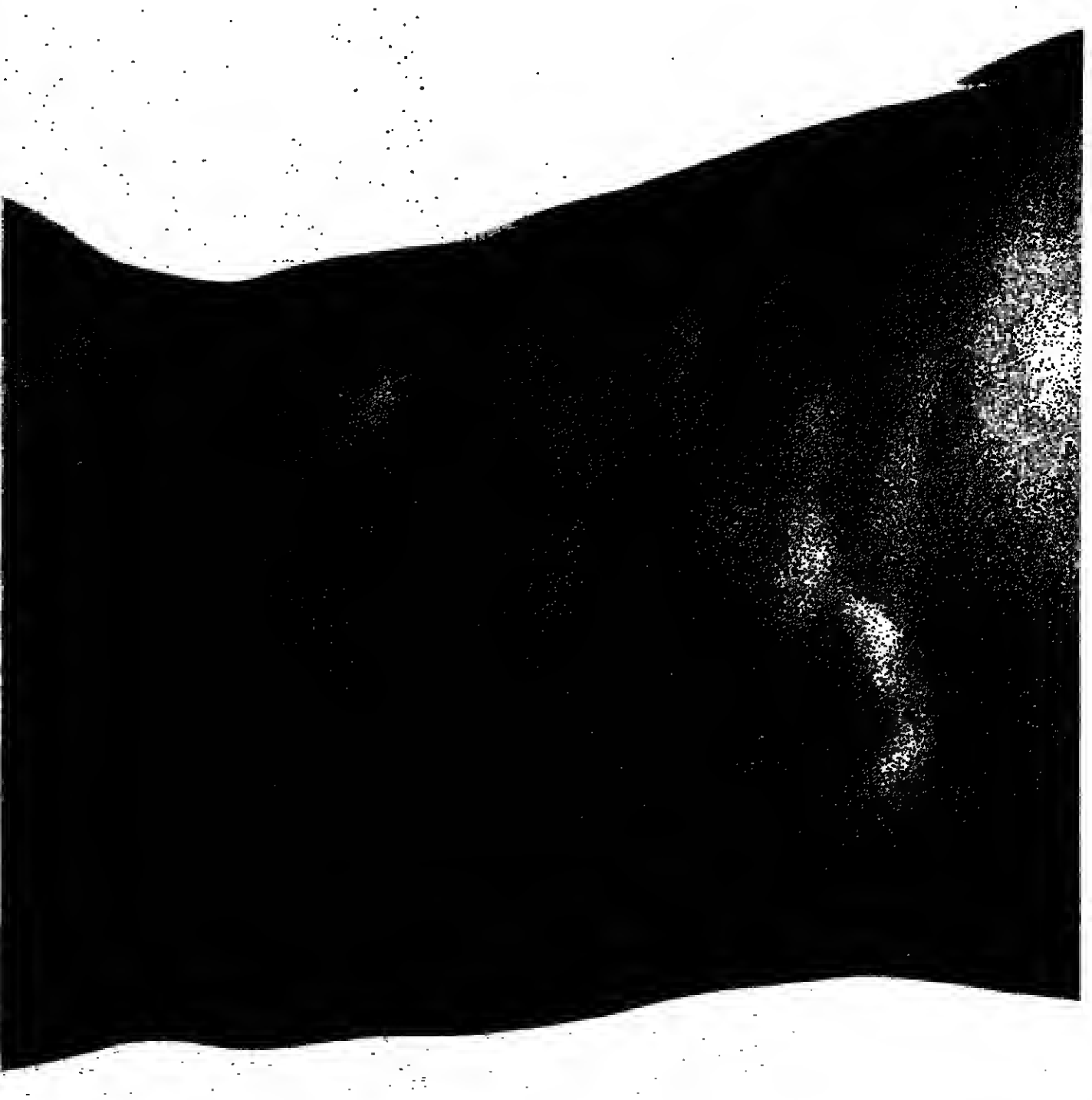
sité française, camouflée derrière les égoïsmes catégoriels, reste profonde et disponible: elle peut réussir l'intégration des nouveaux Français, la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, la prise en compte des problèmes de l'allongement de la vie, la lutte contre les grandes épreuves de la maladie, du cancer au sida, et une évolution de l'éducation qui consolide le savoir et réduise l'échec scolaire.

Culbert, dit-on, se frottait les mains de joie à la vue des dossiers qui l'attendaient sur sa table de travail. Que notre nouvelle majorité se prépare à faire de même! Sans doute notre vocabulaire décourage-t-il le lyrisme. « Changement de politique », « Redémarrage de l'économie ». Tout cela est nécessaire, mais résonne d'une façon bien terne! La vie, pour progresser, a besoin de se sentir guidée par une flamme joyeuse, une impatience à déboucher sur le succès, sur le progrès, sur la justice, sur l'équilibre.

Présetons notre projet. Engageons-nous à l'appliquer. Acceptons publiquement d'être jugés sur nos résultats à venir, comme ces capitaines qui, pour traverser les tempêtes, se faisaient attacher aux mâts de leur navire. Ressentons en nous l'enivrement de réussir. Nous rendons la confiance. Nous retrouvons le goût de l'espoir. Nous réussissons notre victoire.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

POUR LES PETITS CREUX À L'ESTOMAC:  
DÈS LE 28 MARS, DANS LA NOUVELLE BUSINESS CLASS DES NEISSAIR  
POUR L'EUROPE, IL Y AURA DES MENUS SURPRISES MÊME SUR  
LES PLUS COURTES DISTANCES.





## POLITIQUE

## La préparation du second tour

## Val-d'Oise : la « machine Strauss-Kahn » à la peine

SARCELLES

de notre envoyé spécial

Il n'y a pas une minute à perdre. Pas une, entendez-vous ? Le temps est trop précieux et le compte à rebours infernal. Pas le moment de flancher, d'hésiter, de douter. Haut les cœurs ! et chacun à son poste ! Pas une voix ne doit être négligée. Pas une, comprenez-vous ? Pas un électeur potentiel qu'on ne doive approcher, pas une cage d'escalier qu'on ne doive visiter, pas un marcheur qu'on ne doive saluer, pas une communauté qu'on ne doive courtiser, pas une maison de retraite qu'on ne puisse démarcher, pas une liste d'attente... La machine Strauss-Kahn, à Sarcelles, carbure à toute vapeur.

Objectif : la mobilisation des abstentionnistes du premier tour (37,12 % des inscrits). Ceux qui, d'après la gauche, n'ont pu se résoudre à venir voter à droite. Ceux qui, désabusés, ont pensé que les jeux étaient faits. Ceux qui ont voulu donner un leçon au PS (21,5 % des suffrages contre 36,9 en 1988) et auxquels la perspective d'un Parlement monocolor pourrait, depuis dimanche, donner quelque remords... Observez abstentionnistes de gauche ! Que ne ferait aujourd'hui l'équipe Strauss-Kahn pour se les rallier ? Ce sont eux, le candidat-ministre en est sûr, qui constituent la réserve de voix capable de lui sauver la mise. Ce sont eux qui lui ont fait séduire avec méthode et débrouille jusqu'à ce jour. Patience et tact recommandés.

Connaitre les noms des abstentionnistes n'est guère difficile. Les registres des différents bureaux de vote étant entreposés à la préfecture et ouverts au public, il n'a suffi d'un petit commando de militants pour établir, en quelques heures, un fichier de plusieurs milliers de noms répartis par communes et quartiers, l'essentiel de l'effort étant concentré sur Sarcelles. Photocopie, distribué aux militants de la permanence, le fichier a permis à chacun de repérer les noms de ceux sur lesquels ils pourraient exercer une douce pression. D'autres listes ont alors été dressées qui ont réparti les noms par adresse, voire par immeuble, et permis d'envoyer quelques lettres à la fois au candidat lui-même. Pas question, bien sûr, de dévoiler à la personne démarchée les détails de l'approche.

## « Attention, la droite revient »

Ce qui compte, c'est de lui rappeler l'enjeu de l'élection - « Attention, la droite revient ! » - et de lui souffler le nom de Strauss-Kahn. Au téléphone, le discours est à peu près le même. « Allo ? Bonjour monsieur T. Madame B. au bout du fil. Comment allez-vous ? (...) Vous savez, Monsieur T., que les Français votent encore, dimanche prochain. (...) Oui ? Eh bien, figurez-vous que je vous appelle de la part de Dominique Strauss-Kahn. Car on aimerait savoir que l'un peut compter sur votre soutien. (...) C'est vrai ? Et celui de toute la famille ? Vous faites passer le message ? Car il faut qu'on s'y mette tous, vous savez, etc. Aux cœurs vaillants rien d'impossible ! Et les bureaux de la permanence Strauss-Kahn, situés au-dessus du café Le Grillon, sont pleins d'adresses et de travaillistes.

Regardez donc les téléphonistes. Une centaine en tout, estime un militant. « Il nous faut pêcher 3 000 voix ! » - et parmi eux quelques piliers, spécialistes du phoning, et au cernet d'adresses impressionnant. « Et de quatre ! », lance une dame professeur de collage en soulignant un stable le nom d'une famille de quatre mem-

à Rhône : des élus de gauche appellent à voter contre M. Mérieux. En dépit du refus de M. Gérard Calhann, chef de file des socialistes à Lyon, de choisir entre MM. Michel Noir et Alain Mériaux (RPR) dans la deuxième circonscription du Rhône, deux adjoints socialistes à des maires de la banlieue lyonnaise, MM. René Beauverie à Vaulx-en-Velin et Paul Ravel à Bron, appellent les électeurs lyonnais à « ne pas apporter leur voix à M. Mérieux qui bénéficie du soutien du Front national ». Ils motivent leur démarche par l'appel de Villeurbanne, un manifeste contre le Front national signé, en octobre 1991, par différents élus de gauche et de droite dont le maire de Lyon. C'est aussi au nom de cet appel que le maire communiste de Vaulx-en-Velin, M. Maurice Charrier, explique que, s'il habitait la Croix-Rousse, il choisirait M. Noir. (Bur. reg.)

hres, apparemment décidés « à voter Dominique ». « Et de deux ! », triomphe un jeune directeur d'école, qui, accroché à son téléphone, croit aussi avoir convaincu un vieux couple de se déplacer vers les urnes. « C'est une intrusion très délicate, estime une dame médecin installée à Sarcelles depuis une trentaine d'années. Il ne faut rien laisser au hasard, ne prendre aucun risque d'indisposer l'interlocuteur ou de conduire aux urnes un sympathisant du RPR ! »

Les quatre téléphones de la pièce sont constamment occupés, tandis que deux autres militants manient prestement l'annuaire pour dénicher les adresses, qu'une autre

Trop de temps perdu à commenter et pas assez à faire. Mais la partie, selon lui, reste gagnable. « Ce sera difficile, mais nous avons de bonnes chances. Je compte sur la mobilisation des abstentionnistes, le ralliement des voix communistes et écologistes et un report déficieux du Front national sur la candidature de mon adversaire RPR. » C'est, ajoute-t-il, le seul variable sur laquelle il ne peut pas peser.

Car depuis le début de ce mardi après-midi, quatre candidats du premier tour lui ont déjà officiellement apporté leur soutien : Henri Cukierman, du PC (13,61 % des voix), Fanny Mergul, de Génération Écologie (5,42 %), Dominique

ment incertain. A quelques heures de son dernier conseil des ministres, entre trois rendez-vous, ne visite dans un foyer du troisième âge et une énième sortie chez les commerçants du quartier. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur était, disons-nous, légèrement stressé.

## Les racines tunisiennes de Pierre Lellouche

A quelques trois cents mètres de là, Pierre Lellouche arpente d'un pas lent les marches. Un mot en arabe, un autre en hébreu, le poignee de main généreuse et l'air volontiers câlin, pour pliquer au chœur de la menthe fraîche. « Comment tu vas, fils ? Comment vont les affaires ? Pas terrible ? Encore une agression ? Attends un peu, on va vite s'attaquer au problème. » Le conseiller de Jacques Chirac pour les affaires étrangères (quarante-deux ans, 60 mail) ne doute pas en effet d'être élu député de Sarcelles Nord-Est. Le pas est tranquille, le contact passe bien, et Pierre Lellouche réaffirme que, décidément, son parachutage - après une tentative manquée dans le dix-neuvième arrondissement de Paris - n'en est pas vraiment un. « J'y ai des racines dans la commune, j'ai une famille, beaucoup de gens connaissent mes parents », dit-il, en ajoutant qu'un tour en marché de Locheux, dont il aime l'ambiance cosmopolite, fut déterminant dans sa décision d'implanter dans sa circonscription de Sarcelles.

Cela fait quatre mois qu'il sillonne donc la ville et la circonscription, pratique la porte à porte, les visites d'écoles, de commerces, de communautés. Quatre mois qu'il organise chaque soir des réunions dites « d'appartenance », devant de très petits auditoires. Quatre mois qu'il évoque sans relâche le thème de l'insécurité. « Elle est partout, dit-il, les mêmes commerçants sont attaqués plusieurs fois, les gens n'ont plus envie de sortir le soir, les flux eux-mêmes hésitent à se montrer dans certains quartiers. C'est le problème numéro un, et l'état d'esprit est déprimé. Les gens veulent qu'un ministre fasse tout pour la ville. Comme si la police municipale avait le moindre pouvoir ! Ah ! Qu'on lui fasse confiance pour rétablir l'ordre ! Pasqu'il en a déjà dit un mot. Il a des tas d'idées, et le gros du problème, selon lui, être résolu en trois mois. « C'est clair : il faut des CRS. »

Pierre Lellouche promet, affirme, s'engage. « Et pas à la légère, dit-il. Les gens veulent qu'un ministre fasse tout pour la ville. Comme si la police municipale avait le moindre pouvoir ! Ah ! Qu'on lui fasse confiance pour rétablir l'ordre ! Pasqu'il en a déjà dit un mot. Il a des tas d'idées, et le gros du problème, selon lui, être résolu en trois mois. « C'est clair : il faut des CRS. »

Un discours propre à séduire les électeurs du Front national ? Pierre Lellouche en parle avec des mots très durs, mais se flatte d'avoir, par son travail, contenu sa poussée (18,4 % des voix, 17,8 % en 1988). De bon report de ses voix dépend, dimanche, son élection. A moins que les abstentionnistes « aillent ». C'est juste pour vous rappeler que dimanche est un jour d'élection ! »

ANNICK COJEAN

Paris : le Front national appelle à voter M. F. (UFF) contre M. Cambadélis (PS). - Bien que ne pouvant maintenir aucun de ses candidats au second tour, la fédération de Paris du Front national « se félicite de sa forte progression dans la capitale » aux élections législatives. Le parti d'extrême droite a obtenu, le 21 mars, un score de 11,08 % à Paris contre 9,87 % au premier tour de la consultation de 1988, soit une progression de 1,21 point. Dans la vingtième circonscription, où il n'est pas représenté de la gauche la plus sectaire, c'est, selon le parti d'extrême droite, M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS), président du Manifeste contre le Front national, qui avait été agressé pendant la campagne par des militants d'extrême droite. Avec 21,93 % des voix, M. Cambadélis a été devancé par M. Jacques Féron (UPF), maire du dix-neuvième arrondissement, qui en a recueilli 37,91 %.

## Isère : le dur combat de Louis Mermaz

VIENNE

de notre bureau régional

« Au revoir, et à bientôt ! » Le ministre des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermaz, qui a clos par ces simples mots, mercredi 24 mars à Paris, le compte rendu du dernier conseil des ministres du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, espère ne pas devoir les prononcer à nouveau dimanche soir dans sa bonne ville de Vienne. Pourtant, le score qu'il a réalisé au premier tour - 21 % des voix contre 40,9 % en 1988 - ne lui laisse pas engager une issue favorable. Les dignitaires sont au rouge dans les cinq cantons de sa circonscription, qui fait jusqu'alors l'une des plus à gauche du département. Seule sa ville lui apporte une marge consolatoire, puisqu'il y devance tous ses adversaires, avec 28 % des suffrages.

Le maire de Vienne disposait pourtant d'atouts importants. Une primaire « sauvage » à droite aurait dû effaiblir son principal rival, M. Bernard Sauger (UDF-PR), premier vice-président du conseil général de l'Isère et directeur général du groupe de presse Le Progrès, propriété de M. Robert Hersant. Ce ne fut pas le cas. D'autre part, le Front national, qui avait déposé la barre des 18,4 % aux élections régionales de 1992, n'obtient un score inférieur (15,2 %) qui n'a pas permis à son représentant de se maintenir au deuxième tour. Sa présence aurait grandement facilité la tâche du maire de Vienne.

## Les accents du militant

Celui-ci se trouve ainsi confronté à l'une des situations les plus périlleuses de sa longue carrière politique. M. Mermaz écarte d'emblée l'issue d'un pouvoir qu'il exerce sans discontinuité comme maire depuis vingt-deux ans et comme député depuis vingt ans pour justifier ses résultats très médiocres. « Mon score dépasse de beaucoup ma personne, ce qui est essentiellement les facteurs nationaux qui ont conduit à l'écroulement du ministre de l'Agriculture, négociateur de la politique agricole commune (PAC). »

Pour reconquérir son siège, M. Mermaz n'hésite pas cette fois-ci à descendre dans l'arène

électorale. Il a ainsi accepté, trois jours avant le premier tour, de débattre pendant soixante minutes sur une radio locale avec le maire RPR de Grenoble, M. Alain Carignon, qui lui a succédé en 1986 à la tête du conseil général de l'Isère. Une première. Il reconnaît également avoir franchi, pour la première fois en tant que candidat aux législatives, le seuil des magasins du centre-ville de Vienne et avoir fait du porte à porte dans les montées des HLM de sa cité, pour, dit-il, « réveiller les abstentionnistes du premier tour », fait nombreux dans sa circonscription.

M. Mermaz retrouve avec ces derniers les accents du militant socialiste qu'il avait gommés de son discours depuis plusieurs années. Il pronostique à ses interlocuteurs « des années terribles sur le plan des libertés », « une situation économique extrêmement difficile », et il dénonce « la guerre civile froide », que voudrait introduire M. Jacques Chirac dans le débat politique. « Il faut provoquer un peu d'électrochoc », ajoute de l'élection de gauche, confie-t-il, dynamisé par le combat un peu désespéré qu'il mène sur ses terres iséroises.

Ce « grognard » du mitterrandisme, âgé de soixante-deux ans, affirme qu'il ne décrochera pas, même si les électeurs de la huitième circonscription ne le renvoie pas siéger au Palais-Bourbon. « Quel que soit le résultat, je continuerai mon combat pour la reconquête », annonce le député sortant, qui ne semble pas disposé non plus à renoncer au contrôle qu'il exerce, presque sans partage depuis un quart de siècle, sur la fédération socialiste de l'Isère. Cette abstentionnisme à vouloir tout contrôler et réorganiser dans son département a empêché l'émergence parmi les troupes socialistes d'hommes nouveaux et puissants, affirmant ses adversaires à l'intérieur du parti. Une attitude qui a conduit le PS isérois dans une impasse. Ainsi, depuis la chute de M. Hubert Dubouché en 1983, les socialistes ne parvenaient pas à reprendre l'initiative sur le terrain de Grenoble, point de départ, selon M. Mermaz, de la reconquête d'un département qui fut, jusqu'au début des années 80, l'une des places fortes du PS.

CLAUDE FRANCILLON

## Allier : André Lajoie en péril

MOULINS

de notre correspondant

En recueillant 24,68 % des suffrages, le Parti communiste a obtenu dans l'Allier son meilleur score de la France métropolitaine. Dans cette vieille terre de « communisme rural », ce résultat ne constitue pas une surprise, mais il n'en laisse pas moins planer de sérieux menaces sur les sièges des deux députés communistes André Lajoie et Pierre Goldberg. Dans la circonscription exclusivement rurale de Gannat-Saint-Pourçain-sur-Sioule, détenue par le PCF depuis 1945, à l'exception d'un interlude SFIO entre 1962 et 1967, André Lajoie, en obtenant 34,98 % des suffrages, est devancé par le candidat UPF Bernard Coulon (37,98 %). Jugé bien « tendre » en 1988, ce vice-président UDFPR du conseil général a progressé en cinq ans. Il n'a su profiter de la vague de l'opposition, tout en se démarquant habilement des élus-majors des partis politiques.

## Erosion d'audience

Bernard Coulon ne cultive pas le profil de notable qui a souvent perdu la droite de l'Allier dans ses combats contre le PCF, mais pratique les méthodes de son adversaire, celles d'un élu de terrain. Il a réussi à contourner la question européenne en ne prenant pas position, alors qu'André Lajoie, pourtant traditionnellement éprouvé par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FSESA), dont la majorité est encore détenue par le PCF, perd une partie des soutiens de la classe paysanne, les anciens métayers de l'Allier, pionniers du syndicalisme rural au début du siècle. La crise de l'élevage persiste, mais les générations se sont renouvelées et commencent à rompre avec la tradition

de vote rouge. Dans les réunions publiques, aux côtés de Jean Malot, candidat PS, qui a obtenu seulement 9,47 % des voix, André Lajoie a beau rappeler sa farouche opposition au traité de Maastricht, rejeté dans la circonscription par 60,72 % des électeurs, ou encore son refus de la PAC, l'érosion de son audience n'est apparue pas moins nette. Huit des douze cantons ont placé son adversaire en tête au premier tour.

La situation de Pierre Goldberg, devancé dans la deuxième circonscription avec 31,69 % des suffrages, est également jugée difficile. Le maire de Montluçon, bien implanté dans sa ville, habile tacticien et fort d'une image de gestionnaire municipal qui fait chavirer à son ami André Lajoie, aura bien besoin, pour espérer battre le bariste Jean Gravier (34,07 %), de toutes les voix de son adjoint au maire socialiste Bernard Pozzoli (12,45 %), dans une cité où PC et PS ont des rapports parfois tendus.

A Montluçon comme dans le reste de l'Allier, le PS, à l'exception du début des années 80, n'a jamais réussi à prendre le leadership à gauche. Mais dimanche, le PCF pourrait payer cher la baisse d'audience de son partenaire, passé de 28,59 % en 1988 à 16,33 % dimanche dernier, soit un réservoir de voix socialistes faible, tant à Gannat qu'à Montluçon. A Moulin, le socialiste François Colommet devra compter sur un report des voix communistes pour espérer sauver son siège face au candidat RPR Pierre-André Perissol. Dans un département où les scores de la gauche oscillaient régulièrement entre 54 % et 58 %, seule une dynamique des reports et l'appui de très nombreux abstentionnistes peuvent empêcher la droite de remporter un succès historique.

JEAN-YVES VIF



scrute le plan de la ville pour repérer les itinéraires et qu'on m'explique comment il faut faire pour compter du porte à porte effectué dans l'après-midi pour distribuer un tract. « Vous ramenez combien de voix ? lui demande-t-on. - Peut-être bien une quinzaine ! Hé, hé. - Ouais ! Bravo ! »

## Monsieur le ministre est stressé

Le maître des lieux, lui, est légèrement stressé. Le soir, il reste enojé mais se fait par éclipse, un être automatique. Trois phrases et le téléphone l'interrompt : une remarque et des notes lui parviennent ; un début de commentaire et l'on frappe à la porte. Il est temps ; quel qu'en attend, il faut signer cette note ; voici le nouveau tract ; Lellouche (son adversaire) aurait déclaré cela ; vous devriez être sur le terrain ; n'oubliez pas vos visiteurs ; que dit-on à la presse sur les démissionnaires ? faut-il taper cette lettre ?

Oui, M. le ministre est stressé.

## Les états d'âme de Manuel Valls

Arrivé en quatrième position au premier tour, dans la cinquième circonscription du Val-d'Oise, Manuel Valls, premier secrétaire de la fédération socialiste, se trouve aujourd'hui dans une douloureuse alternative : obéir aux instances nationales et soutenir dimanche, face à un candidat RPR, le député communiste sortant, Robert Morandier, maire d'Argenteuil, avec lequel il se trouve en délicate depuis plus d'un an, ou risquer d'affaiblir encore un peu plus la présence de la gauche à l'Assemblée nationale en ne portant pas secours à l'un de ses représentants. Réuni tard dans la soirée de mardi, la section locale socialiste a décidé de laisser les électeurs libres de répondre ou non à l'appel national de désistement entre PS et PCF, mais n'est revenue à faire directement campagne sur le terrain pour le député sortant.

## Renvoyer l'ascenseur

« Bien entendu, s'empresse de préciser Manuel Valls, je ne souhaite absolument pas la victoire du candidat RPR. » Mais il ne peut pas non plus faire un trait sur les dissensions qui l'opposent au maire d'Argenteuil, dont il était l'adjoint jusqu'à novembre 1992. A cette date-là, dix des onze conseillers municipaux socialistes sur cinquante-trois élus ont décidé de quitter la majorité municipale et de rejoindre l'opposition. Le

9 février dernier, ils ont même refusé de voter le budget, reprochant notamment au premier magistrat de la ville son autoritarisme.

Depuis 1988, où il avait obtenu dès le premier tour des élections législatives 43,42 % des suffrages, le maire d'Argenteuil, communiste reconverti, a vu son électorat s'effriter peu à peu au profit de la droite jusqu'à n'obtenir dimanche dernier que 24,1 % des voix. Aujourd'hui, il est au coude à coude avec le candidat RPR, Georges Mathron, qui le devance d'un peu plus de deux cents voix. Les pressions ont été nombreuses dans le département pour demander à Manuel Valls d'oublier pendant quelque jour son opposition au maire.

Pour appliquer son attitude qu'il veut le plus discrète possible, la candidate socialiste précise : « La population ne comprendrait pas bien mon appel à voter pour Robert Morandier après toute la campagne que je mène contre lui depuis plus d'un an, mais un appel national a souvent plus d'impact auprès des électeurs que des négociations entre des appareils politiques. » Dans trois autres circonscriptions du département, ce sont les socialistes qui ont besoin des voix communistes. A Sarcelles, en particulier, le PCF a apporté son soutien à M. Strauss-Kahn. On demande seulement à Manuel Valls de renvoyer l'ascenseur.

JACQUELINE MEILLON

مكتبة القرآن





## POLITIQUE

### des élections législatives

## Dordogne : Roland Dumas abandonné par les siens

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Seulement 22,54 % des suffrages, soit quatorze points de moins qu'au premier tour des législatives de 1988 ! M. Roland Dumas ne s'attendait certainement pas à réaliser un aussi petit score. Dimanche 21 mars au soir, le ministre des affaires étrangères avait sa tête des mauvais jours. Hormis une brève apparition sur le plateau d'Aquité-TV, la chaîne de télévision locale, il s'est réfugié à la moindre déclaration. A l'évidence, le désaveu infligé par les électeurs de la quatrième circonscription de la Dordogne lui restait en travers de la gorge. Il y a cinq ans, il avait facilement devancé au second tour M. Jean-Jacques de Peretti, RPR, devenu depuis maire de Sarlat. Cette fois-ci, on ne voit pas comment M. Roland Dumas pourrait combler son handicap sur un rival qui a totalisé près de 44 % des voix dimanche dernier.

Le ministre des affaires étrangères n'a pas échappé au discrédit qui affecte le Parti socialiste. Mais il a aussi payé une certaine forme de dilettantisme. Les Périgourdins ont éprouvé pendant quelques années une légitime fierté à voir leur grand homme ouvrir le journal de 20 heures et serrer sous le regard des caméras la main des puissants de ce monde. Mais à quoi cela sert-il

d'avoir l'un des siens dans les allées du pouvoir si ce n'est pas pour en tirer profit ? Depuis le début du siècle, la Dordogne, élevée au biberon radical, a toujours demandé à ses hommes politiques de lui rapporter quelque chose. A peine nommé ministre, le gaulliste Yves Guéna l'avait compris en ramenant dans la banlieue de Périgueux l'usine du timbre. Vingt ans après, on lui en sait toujours gré.

M. Roland Dumas, quant à lui, s'est contenté de faire déverser sur le Périgord une pluie de médailles. Elles ont donné le change un temps. Mais, à moins d'installer la fabrique d'insignes sur place, on ne crée pas un seul emploi en piquant le revers des vestes. L'opinion locale aurait préféré qu'il fasse avancer le chantier de l'autoroute Bordeaux-Clermont-Ferrand, encaimé depuis plusieurs années, et qu'il tire enfin le bon numéro au loto des délocalisations.

### Un éclat de rire général

Premier département tabacole de France, le Périgord pouvait espérer accueillir la SEITA. Elle lui est passée sous le nez tout comme l'école des mines, parée pour Carmaux, et l'école nationale d'horticulture, annoncée à Bergerac et qui ne viendra pas. L'an dernier, après le basculement historique du conseil général

à droite, M. Bernard Bioulac, le président déchu, s'était exclamé : « Mes amis m'ont abandonné ». C'est à M. Dumas qu'il pensait au premier chef.

An cours de ces dernières semaines, le compagnon de route de M. François Mitterrand, qui à l'ordinaire sait peser ses mots, a donné l'impression de perdre pied devant l'adversité. Un soir de meeting, à Bouleze, après être tombé à bras raccourcis sur les juges et les journalistes, il s'en est pris aux élus de droite du département, traités de « petites larves fascistes ». Un propos déplacé qui a heurté nombre de socialistes et choqué les communistes du cru.

Un peu sur le tard, le ministre des affaires étrangères s'est rendu compte qu'il courait un grand risque à ne pas essayer de contre-balancer l'image d'inefficacité qu'il véhiculait dans les esprits. Il y a quelques mois, M. Alexis Félix, le maire de Saint-Laurent-sur-Manoire, commune dont M. Dumas est l'adjoint, a annoncé qu'il allait créer un grand musée consacré aux cadeaux offerts au ministre depuis qu'il était en charge du portefeuille des affaires étrangères. Ce fut un éclat de rire général en Périgord.

Le 26 février dernier, M. Roland Dumas a sorti plusieurs lapins de son chapeau : un institut régional d'administration, un centre cardio-vasculaire

et un scanner financé par une fondation syrienne établie au Lichtenstein. Quelques jours après, de passage en Périgord, M. Bernard Kouchner a quelque peu rafraîchi l'enthousiasme de son collègue en indiquant que les dossiers médicaux n'étaient pas aussi avancés qu'il avait bien voulu le dire. Trop tard ! Le mal était fait et le scanner, obtenu grâce à une amie de M. Roland Dumas, n'offrait une inépuisable matière à palabres, tout en nourrissant l'impression de mépris ressentie par une partie de la population. C'est comme si le ministre avait voulu acheter leurs voix par ce hochet.

Arithmétiquement, rien n'est définitivement compromis. Pour se rétablir au second tour, M. Dumas devra convaincre les abstentionnistes, transformer en rose les bulletins blancs du premier tour, séduire les Verts et emporter l'adhésion totale du puissant électeur communiste, qui n'a pas pardonné au PS la perte de la mairie et du canton de Sarlat. Depuis quelques jours, le ministre en appelle au peuple de gauche, aux vertus républicaines et aux fureurs de progrès. Ces incantations tardives seront-elles suffisantes pour le renvoyer au Palais-Bourbon ?

DOMINIQUE RICHARD

## Haute-Vienne : la contestation communiste n'a pas réussi sa percée

LIMOGES

de notre correspondant

La liste SEGA (Solidarité Ecologie Gauche alternative) s'est affirmée, le 21 mars, en Haute-Vienne comme « la deuxième force de gauche du département ». Avec un score de 10,87 %, elle arrive après le PS (24,47 %), mais avant les écologistes (9,80 %) et le PCF (7,95 %). Son meilleur score a été celui de Roland Mazoin, ancien député communiste et maire de Saint-Jean, la deuxième ville du département : 18,50 %. Qui s'est néanmoins désisté, au nom de la volonté communiste de « faire barrage à la droite », en faveur de M. Jean-Claude Peyronnet, le député socialiste sortant.

Ce résultat n'en est pas moins décevant pour la dissidence communiste. Par rapport au scrutin régional de mars 1992 (le premier où elle se manifestait sous son propre drapeau), elle a perdu plus de 3 000 voix et

près de 2 points. Et, surtout, elle n'a pas atteint son objectif spécifique, qui était de creuser l'écart avec les candidats communistes « orthodoxes », qu'elle avait alors littéralement laissés sur place (12,48 % et trois élus contre 6,26 % et un seul élu) en proclamant l'urgence de « faire du neuf à gauche ».

Dimanche dernier, les candidats du PCF ont regagné ce que le SEGA a perdu : près de trois mille voix, et deux points en pourcentage. Les « dissidents » sont tombés dans deux circonscriptions, les « orthodoxes » dans les deux autres. Et, à l'évidence, la forte implantation locale a joué plus que le débat de fond : c'est dans les cantons où ils sont maires et conseillers généraux que les deux candidats SEGA, Roland Mazoin et Jean-Claude Fauvet, ont dépassé les 30 % de suffrages exprimés. L'effacement forcé, pour cause d'infarcissement de Marcel Rigout, figure de proue de la contestation limousine, un minis

avant le scrutin, a été, de ce point de vue, un coup dur pour la liste alternative.

Dans la Creuse, la déception a été plus vive encore. Les candidats du PCF ont obtenu 9,68 % des voix, ceux du SEGA (pourtant tous deux adjoints au maire), MM. Bernard Delaix à Guéret et Jean-Paul Fourgeaud à La Souterraine, la seconde ville du département, n'ont pas dépassé le score groupusculaire de 3,34 %.

En Corrèze, la stratégie contestataire avait été différente puisque le maire de Tulle, M. Jean Combastel, proche de M. Charles Fiterman, avait obtenu le double soutien des « dissidents » et des « orthodoxes ». Il n'a pourtant récolté que 19,83 % des suffrages contre 28,33 % en 1988. Il n'est décidément pas facile, même à gauche, de « faire du neuf ».

GEORGES CHATAIN

### BIBLIOGRAPHIE

« Gouverner autrement », le quatrième tome des Mémoires de Michel Debré

## La passion d'un gaulliste déçu

GOUVERNER AUTREMENT  
Mémoires de Michel Debré,  
tome IV. Albin Michel,  
393 p., 160 F.

Quitter Matignon en 1962 est pour Michel Debré un déchirement qu'il ne retrouve un siècle à la Réunion. Pour l'homme qui a servi avec tant de passion « trois Républiques pour une France », ainsi qu'il l'a raconté dans les trois premiers volumes de ses Mémoires (I), une voie s'ouvre alors, celle de l'opposition au gaullisme. Malgré les appels de quelques sirènes, il la refuse. Gaulliste de fin, il ne peut, en dépit des avanies et des déceptions, renier son engagement et, malgré ses désaccords, contester de Gaulle. Il choisit donc la fidélité jusqu'à la disparition du général.

Durant toute la période que couvre ce quatrième volume, il exer-

cera une fonction critique et parfois sévère, au nom d'une lucidité désormais libre de toute allégeance aveugle. Michel Debré décrit comment, pendant huit ans, il fut tiraillé entre ses ambitions contraires et son impuissance relative d'une part, sa boulimie d'action et sa soif de réformes de l'autre, dans un régime qu'il a appelé de ses vœux, qu'il a aidé à naître, mais dont, désormais, la maîtrise lui échappe. Il ne cache pas les dilemmes que lui posent les comportements de de Gaulle, mais aussi les ambitions grandissantes de Georges Pompidou, dont il décrit la marche vers le pouvoir suprême.

Si les relations entre les deux hommes furent « ambiguës », l'auteur affirme à plusieurs reprises son amitié pour son successeur, reconnaît ses capacités et souligne combien ils furent proches. Il raconte comment, ministre de l'économie et des finances de Georges Pompidou pendant trois ans, il a, entre autres, créé la COB, réglementé les OPA, étudié le départ du ministère pour les Hautes, réalisé d'innombrables réformes. Il dénonce au passage l'immobilisme et les erreurs de son prédécesseur rue de Rivoli, M. Giscard d'Estaing, et son esprit de rivalité, car chez lui, dit-il, « l'ambition étouffait l'intelligence ».

« Un général sceptique et un Pompidou négatif »

Si Georges Pompidou, selon lui, rêvait de l'Élysée dès 1962, lui-même y pense aussi pour le jour où de Gaulle ne sera plus, révélant qu'en 1964 le général, pessimiste, hésitait à brigner un deuxième mandat l'année suivante. En 1965,

il se résigne à la Rue de Rivoli à la demande expresse de de Gaulle, tout comme en 1968 il acceptera le Quai d'Orsay, puis sous Georges Pompidou la défense nationale, au nom de la fidélité à une certaine politique gaullienne. Jusqu'en 1969 il juge que le gouvernement n'en fait pas assez, que la majorité est dégradée, et il s'en plaint à de Gaulle en l'assillant de notes. Or il constate la vanité de ses protestations face à « un général sceptique et un Pompidou négatif ». Il va même jusqu'à écrire que s'il avait été élu, Mai 68 n'aurait pas eu les mêmes effets. Il assiste aux événements du Quartier latin en spectateur impatient et attristé, surtout lorsque Georges Pompidou, de retour d'Afghanistan, dit à Louis Joxe : « Le général de Gaulle ? Il n'existe plus ».

Tenu à l'écart de la négociation de Grenoble le 24 mai 1968 car suppose-t-il, sa présence aurait été gênante pour Georges Pompidou « prêt à céder aux demandes les plus exorbitantes », il remet sa démission à de Gaulle. Hostile au référendum projeté par le général, il parle de son « entêtement », mais ne réussit pas à le convaincre d'y renoncer.

Il ne le reverra plus, sauf à Calanbey sur son lit de mort, avant que le cercueil ne soit fermé pour Georges Pompidou ne le voie pas. Michel Debré s'éloigne ensuite du pouvoir. Tant au long de ces pages ardentes, indignées ou amères, il montre comment sa soif constante d'action est demeurée intacte et comment, pour lui, la passion et la vanité ont été les antidotes du désespoir.

ANDRÉ PASSERON

(1) Le Monde des 19 octobre 1984 et 16 décembre 1988.

### A la télévision et à la radio

### Le programme officiel des interventions

Sur France 2, après le journal de 20 heures ; sur France 3, avant le jeu « Questions pour un champion », à 18 h 20 ; sur France-Inter, avant les informations de 14 heures (sauf le vendredi).

Jeu 25 mars : PS (2 minutes 30 secondes), RPR (1,5), UDF (1). Vendredi 26 mars : FC, RPR, PS, UDF (1 minute chacun).

Sur France 2, après le météo du journal de 13 heures ; sur France 3 après le météo du Journal Soir 3.

Jeu 25 mars : PS (10 minutes), Génération Ecologie (4), A gauche vraiment (4), UDF (6,5), Parti des travailleurs (4), RPR (6), Parti de la loi naturelle (4). Vendredi 26 mars : Parti des travailleurs, Verts, Solidarité Ecologie Gauche alternative, Lutte ouvrière, Nouveaux Écologistes, FN, CNL, A gauche vraiment, Union des indépendants, Génération Ecologie, Parti de la loi naturelle, Alliance populaire (1 minute chacun) (1).

Sur France-Inter, après le journal de 20 heures.

Jeu 25 mars : PS (10 minutes), Génération Ecologie (4), A gauche vraiment (4), UDF (6,5), Parti des travailleurs (4), RPR (6), Parti de la loi naturelle (4). Vendredi 26 mars : CNL, Nouveaux Écologistes, A gauche vraiment, Lutte ouvrière, Solidarité Ecologie Gauche alternative, PC, UDF, Alliance populaire, Parti de la loi naturelle, Verts, RPR, PS, Parti des travailleurs, Union des indépendants, Génération Ecologie, FN (1 minute chacun).

(1) Le CSA a décidé d'opposer son veto, après l'avoir visionné, à la diffusion par la télévision de l'émission de quatre minutes préparée pour jeudi 25 mars par le Parti des travailleurs. Le Parti des travailleurs n'aurait pas pu sans rapport avec la campagne électorale. Il a estimé que cela revêtait un caractère publicitaire contrevenant aux règles relatives à ce genre d'émission. Le Parti des travailleurs n'aurait pas pu sans rapport avec la campagne électorale. Il a estimé que cela revêtait un caractère publicitaire contrevenant aux règles relatives à ce genre d'émission. Le Parti des travailleurs n'aurait pas pu sans rapport avec la campagne électorale. Il a estimé que cela revêtait un caractère publicitaire contrevenant aux règles relatives à ce genre d'émission.

Rectificatif. — Dans la liste des députés sortants éliminés au premier tour des élections législatives, publiée en page 9 du Monde du 24 mars, nous avons fait figurer par erreur, dans la Moselle, Jean Laurain, PS, député sortant de la 7<sup>e</sup> circonscription. Jean Laurain n'a pas franchi la barre des 12,5 % d'inscrits au premier tour, mais, placé en seconde position, peut se maintenir. Quant à M. Berthol, il est arrivé en tête dans sa circonscription avec 44,83 % des suffrages exprimés et 26,38 % des inscrits. En revanche, Alain Bureau, PS, député sortant de la 4<sup>e</sup> circonscription de l'Eure, qui se présentait dans la 2<sup>e</sup>, a été éliminé.

Le Livre de POCHE

Le miroir aux espions

KADARÉ Le Concert

La Pochothèque

ISMAIL KADARÉ	Le Concert
ANDRÉ BRINK	Un acte de terreur
PATRICIA HIGHSMITH	Le jardin des disparus
CHARLES TRENET	Le jardin extraordinaire
MICHEL FITOUSSI	Lettre à mon fils
GEORGES BRASSENS	Les Chansons d'abord
BERNARD-HENRI LÉVY	Les Aventures de la liberté
CHARLES BUKOWSKI	Hollywood
FR. CHRISTIAN CABROL	Parole de médecin
CELIA BRAYFIELD	Perles
CATHERINE CARLSON	L'Amour ça fait pas grossir
ANTOINETTE MAILLET	L'Oursade
BERNARD SIMIOT	Paradis perdus
JOHN LE CARRÉ	Le Voyageur secret Une paix insoutenable Les Gens de Smiley Le miroir aux espions

Classiques

GUILLERMO GARCÍA	Lettres de la religion portugaise
XXX	Anthologie de la littérature française : XVII <sup>e</sup> siècle

Bibli/romans

ABE KOBO	Le Plan déchiqueté
MILO TERNANSKI	Migrations

Bibli/essais

CARSTEN BACHELARD	L'Eau et les Rêves Essai sur l'imagination de la matière
ALAIN TOURAINE	Production de la société

Le Livre de Poché Références

LUCIEN JERPHAGNON	Antiquité et Moyen Âge
JEAN-LOUIS DUMAS	Renaissance et siècle des Lumières
JEAN-LOUIS DUMAS	Les Temps modernes

Thrillers

CAROLINE GRAHAM	Mourtes à Badger's Drift
ROBERT DALEY	Le Prince de New York

Poésie

JOHN DICKSON CARR	La Chambre ardente
-------------------	--------------------

Les langues modernes

XXX	Die deutsche Presse
JULIO CORTAZAR	La Noche boca arriba y otros relatos

Pratiques

YVES FURET	Savoir parler en toutes circonstances
SARA PELTANT	Les 200 meilleures recettes de bistrot
PATRICIA WELLS	Les 200 meilleures recettes de bistrot

DICTIONNAIRE UNIVERSEL DE POCHE



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Dans une lettre ouverte sur la contamination des hémophiles

## Des responsables de la transfusion sanguine réclament un rétablissement de la « vérité scientifique »

Treize responsables français de la transfusion sanguine (1) ont adressé une lettre ouverte aux plus hautes autorités de l'Etat, dans laquelle ils affirment qu'il n'est pas acceptable que la question de l'utilisation des produits anti-hémophiliques reste viciée et mémorisée par nos concitoyens comme un scandale. Les signataires de cette lettre, dont le contenu a été révélé jeudi 25 mars par Europe 1, regrettent qu'un litige médical aussi complexe ait pu être instruit sans comporter une expertise technique et scientifique approfondie.

responsables de la transfusion sanguine en France. La grande majorité de ces experts et responsables était constamment tenue au courant de l'évolution des connaissances, sur le plan tant national qu'international.

« Campie tenu des incertitudes scientifiques et techniques de l'époque, ajoutent les signataires, les produits chauffés étrangers comportaient, à nos yeux, deux risques, viral et immunologique.

inconstante selon la technique de chauffage (...). De plus et surtout, alors que l'hépatite virale était à l'époque la pathologie la plus redoutée chez les hémophiles, l'efficacité du chauffage s'arrêtait au-delà de l'hépatite, bien plus présente dans les produits étrangers que français (...).

## « Profond étonnement »

« Risque immunologique ensuite, car on craignait encore à l'époque que le chauffage n'induisait le développement d'anticorps éliminant les produits étrangers qui pourraient compliquer

considérablement le traitement des hémophiles pendant le restant de leur vie.

Les firmes étrangères, disposant à l'époque d'une technique de chauffage des fractions coagulantes, continuaient à distribuer des produits non chauffés dans divers pays du monde, ajoutent les auteurs de la lettre ouverte, avant de conclure : « En réservant les produits chauffés aux hémophiles sérologiquement négatifs, nous pensions les protéger - autant que faire se peut - de l'infection par le virus du sida qu'ils n'avaient jamais rencontré auparavant. Mais en acceptant que les produits non chauffés français soient réservés, pendant la courte période nécessaire à l'insuffisance nationale en produits chauffés, aux hémophiles séropositifs, nous réduisions le risque de l'hépatite et nous éliminions celui de l'anticoagulant circulant. De plus, l'avis des experts sur lequel s'est basée la proposition de la commission, approuvée d'autant plus par la production exclusive des produits chauffés français, nous recommandait collective, qui, vous le constatez, a été dictée non par des considérations économiques, mais par des considérations techniques et médicales dans l'intérêt des malades. »

« Il est inquiet, pour nous médecins membres d'une commission ministérielle, pour la transfusion sanguine française, pour le corps médical dans son ensemble et simplement pour la vérité, de constater que des arguments scientifiques n'ont jamais été réellement portés à la connaissance du public. Permettez-nous donc d'exprimer notre profond étonnement, concluent les spécialistes de la transfusion, de ce qu'un litige médical aussi complexe ait pu être instruit sans comporter une expertise technique et scientifique approfondie. »

(1) Il s'agit des docteurs M. Benhamou (Paris), J.-P. Cagnard (Paris), M. Chastagnier (Toulouse), J. Ducas (Toulouse), P. Fianetti (Paris), J.-M. Gisselard (Belfort), B. Goussier (Rennes), M. Goudon (Lille), M. Marchandise (Dijon), M. Meunier (Saint-Brieuc), E. Rochet (Créteil), B. Saint-Paul (Versailles) et M. Vrochans (Paris).

## Un contre-feu tardif

par Franck Nauchi

L'INQUIETUDE des spécialistes de la transfusion sanguine de cette lettre apparaît bien tardive. Pourquoi certains de ceux qui ont eu à témoigner lors du procès de juin et juillet dernier devant la 16<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris n'avaient-ils pas eu à faire état de cette « injuste déformation des vérités scientifiques ? Comment, en particulier, le professeur Maurice Goudon, du CRTS de Lille, peut-il aujourd'hui signer un tel document, alors qu'il avait raconté, dès le mois de février 1985, il avait pris l'initiative de réduire la production de ces concentrés sanguins non chauffés, avant d'arrêter définitivement leur fabrication en avril (le Monde du 18 juillet 1982) ?

Cette prise de position collective sera portée comme une marque de soutien au docteur Michel Garreau, dont le procès verra en appel le 3 mai. Elle reprend, pour l'essentiel, les arguments que ce dernier avait développés lors du procès : si responsabilité il y a, elle ne peut être que collective, chacun - experts de la transfusion sanguine, spécialistes de l'hépatite et même dirigeants de l'Association française des hémophiles - ayant à l'époque accepté et

cautionné les décisions qui étaient prises. Outre le fait que la réalité était quelque peu différente - tout le monde ne disposait pas au même moment des mêmes informations, - faut-il rappeler que le problème de la contamination des produits anti-hémophiliques et de la mise à disposition des produits chauffés ne s'est posé que très tardivement, à la fin des années 80 et au début 1985, au moment où l'on commençait à parler de « scandale ». En continuant de collecter du sang en prison jusqu'à la fin de 1985, les mêmes s'étaient vu reprocher une attitude « injustifiable », selon l'expression de l'inspection générale des services judiciaires et de l'inspection générale des affaires sociales (le Monde du 11 novembre 1982).

Si certains des arguments repris dans cette lettre ne sont pas sans intérêt pour la compréhension du drame, ils ne rendent pas compte, loin s'en faut, de toute la complexité et de la gravité de l'affaire du sang contaminé.

## CORRESPONDANCE

## La directrice de l'hôpital d'Evreux dément avoir demandé un scanner à la Fondation Tlass

A la suite de notre article consacré à l'affaire du scanner d'Evreux, le directeur de l'hôpital d'Evreux, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères et candidat aux élections législatives dans la quatrième circonscription de la Dordogne (le Monde du 11 mars), nous a écrit la lettre suivante : « M<sup>lle</sup> Hélène Berthomieu, directrice du Centre hospitalier général d'Evreux.

Contrairement à ce qui est rapporté dans l'article de votre édition du 11 mars, le centre hospitalier général d'Evreux n'a pas demandé de scanner à la Fondation Tlass. Cette information erronée a pour source la démarche téléphonique personnelle d'un praticien non habilité à parler au nom de l'établissement.

Un scanner de marque Philips

□ Somatoprint autorisé à la commercialisation. - Le ministère de la santé a autorisé officiellement au laboratoire Glaxo l'autorisation de mise sur le marché de Somatoprint, un médicament contre la migraine, a annoncé mercredi 24 mars le ministre de la santé. Le Somatoprint sera commercialisé sous le nom d'Imigrane. L'arrêté fixant le prix de ce médicament sera pris que le 7 avril, après la réunion de la commission de transparence. M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, avait transmis à cette commission l'intégralité du rapport Labrousse-Hughes (le Monde du 30 septembre).

□ Plus de 110 millions de préservatifs vendus en 1992. - Plus de 110 millions de préservatifs ont été vendus en France en 1992, soit une augmentation de 17,7 % par rapport à 1991. Parmi les différents facteurs à l'origine de cette utilisation croissante des préservatifs, il y a l'installation dans 450 lycées et collèges de distributeurs automatiques, ainsi que l'opération « Sortez

est en fonctionnement au centre hospitalier général d'Evreux depuis 1984. Cet appareil étant devenu obsolète, son renouvellement vient d'être décidé dans le cadre du Groupement euro d'imagerie médicale - groupement d'intérêt économique - dont sont membres, outre le centre hospitalier d'Evreux, les cabinets libéraux de radiologie de la ville de MM. les docteurs Blois, N'Guyen et Verdier.

□ [Nous indiquions dans nos éditions du 11 mars que M. Dumas s'était exprimé sur cette affaire mardi 9 mars sur Europe 1. La ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, avait très poliment déclaré : « A Evreux, l'administration, le directeur de l'hôpital d'Evreux vient de téléphoner pour faire savoir que, si l'hôpital ou le centre de la ville achète le scanner, il s'agit d'un achat normal. »

couverts », organisée l'été dernier, et qui proposait des préservatifs au tarif de 1 franc pièce. Selon l'Agence française de lutte contre le sida, 73,6 millions d'unités ont été vendues ou pharmacie ou en grandes surfaces au cours de l'année dernière.

□ Sida : un septième centre de dépistage anonyme et gratuit agréé à Paris. - Le préfet de Paris vient d'autoriser un nouveau centre de dépistage anonyme et gratuit de l'infection par le virus du sida. Ce centre, le septième dans la capitale, situé au 43, rue de Valenciennes dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, est géré par la Croix-Rouge française. Sur les six centres déjà agréés, trois sont gérés par la Ville de Paris : 218, rue de Belleville (20<sup>e</sup>), 3, rue de Ridder (14<sup>e</sup>), 3, rue du Figuier (9<sup>e</sup>). Deux autres, situés dans les hôpitaux Lariboisière (10<sup>e</sup>) et Pitié-Salpêtrière (13<sup>e</sup>), dépendent de l'Assistance publique de Paris. Le dernier, au 25, boulevard Saint-Jacques (14<sup>e</sup>), est géré par l'Institut Alfred-Fournier.

L'occupation par des « sans-logis » d'un foyer pour enfants à Paris

## « On n'a pas eu le cœur de les mettre dehors »

Solus-dix-neuf personnes sans logis, dont quarante-deux enfants, se sont installés, mercredi 24 mars, dans les locaux de la « Maison maternelle », un foyer pour enfants en détresse inoccupé depuis 1990, situé dans le quartier de l'Armand-Jacques de Paris, dont M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée chargée du logement, avait promis la réquisition, en novembre dernier. « Notre maison est faite pour recevoir des gens en détresse, commente M<sup>me</sup> Françoise Baroin, responsable du foyer. Elle est vide par la faute de la municipalité. On n'a pas eu le cœur de les mettre dehors. »

Les vingt-trois familles, en majorité africaines, sont soutenues par l'association Droit au logement (DAL), qui avait organisé, à Noël dernier, l'occupation de l'Hôtel George V par des « sans-logis », ainsi que par des personnalités comme l'abbé Pierre, les professeurs Albert Jacquard et Léon Schwetznberg, Mgr Gaillard, Antoine Waechter, le chanteur Jacques Higelin, les dessinateurs Wolinsky, Cabu, Gébé, le MRAP et SOS-Faciisme.

L'occupation de la « Maison maternelle » a lieu dans un contexte de conflit entre cette institution et la Mairie de Paris, propriétaire du terrain. Fondée par Louise Koppe en 1908 pour accueillir des enfants en danger, l'établissement a accueilli quelque quatre-vingt-dix enfants jusqu'en 1987, date à laquelle les effectifs ont chuté. Les responsables de la Fondation Louise-Koppe accusent la direction de l'action sociale, de l'enfance et de la famille (DASE) de la Ville de Paris d'avoir délibérément provoqué une sous-occupation afin de préparer la reconversion de l'établissement en crèche modèle ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La Fondation-Koppe accepte cette nouvelle orientation mais refuse de se voir retirer la gestion de la future crèche. La loi avec la Fondation Koppe n'a pas été renouvelée en 1991 mais les animateurs de la fondation ne désistent pas : les lieux sont entretenus et abritent toujours le petit-fils, âgé, de la fondatrice. Une association créée à l'initiative d'un des quatorze enfants abandonnés et baptisée « La maison enchantée » entend

prendre en charge le futur établissement et obtenir un permis de construire pour une opération de transformation. Le recours intenté par la Fondation Koppe a abouti, en première instance, à un jugement qui reconnaît le bon droit de la Ville. L'affaire doit venir en appel le 26 mai prochain.

## Cordon policier

La Fondation a accepté d'héberger les vingt-trois familles jusqu'à cette date. Un solide cordon policier a été mis en place afin d'empêcher l'arrivée de nouvelles familles et le renouvellement d'une situation insupportable, du type de celle de l'esplanade de Vincennes, l'hiver dernier. Le ravitaillement par les « Restos du cœur » des nouveaux occupants de la « Maison maternelle » a pu avoir lieu dans la soirée de mercredi. Mais les familles sont mises dans l'attente de quitter les lieux, sous peine de ne pouvoir pénétrer à nouveau. Le professeur Albert Jacquard, installé en décembre dernier par le président de la République au Haut Comité pour le logement des plus démunis, a dénoncé ce « véritable siège » et approuvé l'occupation de la « Maison maternelle » destinée à « dénoncer la situation intolérable de milliers de familles exclues de ce droit fondamental : avoir un foyer. »

Ph. Bo.

□ Des « sans-logis » manifestent devant la mairie d'Athis-Mons (Essonne). - Une centaine d'Athisiens sans logis se sont rassemblés, mercredi 24 mars, devant la mairie d'Athis-Mons (Essonne), dont le maire est M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée chargée du logement. Les manifestants protestent, en présence de leur avocat, M<sup>me</sup> Jacques Vergès, contre les conditions de leur logement (foyers, baraquements, etc.) depuis leur expulsion du campement de l'esplanade de Vincennes. Dans la soirée de mercredi, la police a dispersé les manifestants. Les « sans-logis » n'ont pas été reçus par le ministre, qui avait soumis son accord pour une entrevue avec une délégation à l'évacuation préalable des abords de la mairie.

## NUCLÉAIRE

Les autorisations étant parues au « Journal officiel »

## EDF va pouvoir démanteler deux nouvelles centrales

EDF va pouvoir estimer le démantèlement de deux réacteurs de son parc nucléaire. Deux décisions, parues mercredi 24 mars au Journal officiel, autorisent, en effet, la mise à l'arrêt définitif de la centrale de Chooz-A (Ardennes) et de la tranche A3 de celle de Chinon (Indre-et-Loire).

Ces textes fixent les spécifications à suivre pour amener ces deux réacteurs à ce que les techniciens appellent le « niveau 1 » du démantèlement. Cela consiste à sortir le combustible, qui sera entreposé en « piscines », et à couper et boucher certaines tuyauteries. Les installations peuvent alors être laissées en l'état pendant plusieurs années, sous une surveillance réduite, en attendant un démantèlement ultérieur au niveau 2 (évacuation de toutes les matières et déchets radioactifs) ou au niveau 3 (destruction du gros œuvre), qui exigera une nouvelle autorisation des autorités de sûreté, et un nouveau décret.

Exploité par la Société d'énergie nucléaire (franco-belge) des Ardennes, filiale d'EDF, Chooz-A (320 mégawatts) avait été couplé au réseau le 3 avril 1967 et arrêté le 30 octobre 1991. Il s'agit du premier réacteur à eau pressurisée français. Son démantèlement représentera donc une opération test particulièrement importante (le Monde du 7 octobre 1992). Il permettra, en effet, à EDF de mieux connaître les coûts et les difficultés techniques d'une opération qui devra être effectuée sur de nombreuses autres centrales du parc à partir de 2020, et dont le coût est

estimé à 15 % de la valeur des installations.

EDF, qui a provisionné à cet effet 16 milliards de francs en 1989, a déjà démantelé six réacteurs : un à Brennilis (Finistère), trois à Marcoule (Gard), deux à Chinon et deux à Saint-Laurent (Loir-et-Cher). Un autre le sera bientôt à Bugey (Ain), mais il est sous type graphite-gaz (aujourd'hui abandonné), comme Chinon A-3, couplé au réseau le 4 août 1966, et arrêté le 15 juin 1990.

## DÉFENSE

□ Les « Verts » autrichiens contre l'achat de missiles français Mistral. - Le parti écologiste d'opposition autrichien des « Verts » a demandé au gouvernement de revenir sur sa décision d'acheter des missiles sol-air français Mistral. Son leader, M. Peter Pilz, a souligné qu'il avait remis au Parlement de Vienne et à la Cour des comptes des documents prouvant, à son avis, que « l'attribution du marché au groupe français Motra était le résultat d'opérations frauduleuses ». M. Pilz a accusé le ministre de la défense de « gaspiller des fonds publics ». Le débat, en Autriche, sur l'achat de ces missiles français (le Monde du 28 janvier) a été relancé par ces difficultés, la semaine dernière, lors d'un exercice de tir de Mistral en France en présence de militaires autrichiens. L'exercice a été interrompu à la suite de pannes techniques du missile. - (AFP)

## Spécialiste mondial de la neuropsychologie de l'enfance

## Le professeur Julian de Ajuriaguerra est mort

Le professeur Julian de Ajuriaguerra, pédiatre et ancien professeur au Collège de France (il avait occupé la chaire de neuropsychologie du développement), est décédé à l'âge de quatre-vingt-deux ans, mercredi 24 mars à Villefranche, près de Bayonne, des suites d'une longue maladie.

Né le 7 janvier 1911 à Deusta près de Bilbao, Julian de Ajuriaguerra se spécialise, après des études de médecine à Paris, dans la pédiatrie et la neuropsychologie. « J'avais le sentiment, écrit-il plus tard à propos de son choix de s'orienter vers la recherche neuropsychologique, que l'on ne pouvait pas appréhender les fonctions mentales si l'on séparait la psychologie et la physiologie. » Très tôt, il découvre les travaux d'Henri Wallon et de Jean Piaget, ce qui l'incite à suivre une psychanalyse didactique.

Après avoir été assistant du professeur Jean Lhermitte de 1933 à 1940, il devient en 1946 professeur agrégé de neurologie et psychiatrie. Dès lors, toutes ses recherches vont tenir de mieux en mieux campagne ce qu'il

appelle « l'histoire naturelle de l'enfance ». La diversité de sa formation lui a permis d'approcher la psychopathologie de l'enfant à partir de la psychologie génétique.

Comprendre les actions de « normal » et de « pathologique » chez l'enfant, disait-il, read nécessaire de les étudier par « des approches diachroniques et synchroniques (certains linguistes le pensent pour la langue, l'organisation psychologique fonctionnelle synchroniquement et se constitue diachroniquement) et de tenir compte à la fois du potentiel biologique de l'enfant, de sa maturation en général et de son système nerveux en particulier, de son activité propre face à l'extérieur et des réactions de l'environnement ».

Vivant en Suisse, il enseigne de longues années à l'université de Genève tout en dirigeant l'hôpital psychiatrique de Bel-Air. En 1976, il est nommé professeur au Collège de France où il occupe, jusqu'à sa retraite en 1981, la chaire de neuropsychologie du développement créée spécialement pour lui. Auteur de très nombreux ouvrages et articles scientifiques, on lui doit en particulier un Manuel de psychiatrie de l'enfant (Ed. Masson, 1971, réédité en 1974) considéré aujourd'hui comme un véritable classique.

F. N.

## TÉMOIGNAGE CHRETIEN

● Commentaires Prises de positions.

Numéro exceptionnel « législatives »

en vente 17 F dans les maisons de la presse et au siège, 49 rue du Fg. Poissonnière - 75009 Paris.

مكتبة النخيل

OPERATE



هاتف النقال

LE PREMIER PAS  
VERS LA LIBERTÉ.



Une petite carte... et la liberté fait un pas de géant.  
Grâce à la carte GSM, remise à tous nos abonnés au service  
"Ligne SFR numérique", vous pourrez sans  
contrainte téléphoner de n'importe quel  
endroit de France et d'Europe, vers n'importe  
quel point du monde.

**LIGNES  
SFR**

A la SFR, Société Française du Radiotéléphone, notre  
métier, c'est d'installer les réseaux et d'offrir les services de radio-  
téléphone (analogique ou numérique GSM)  
qui vous permettent de joindre vos corres-  
pondants - ou d'être joint par eux - depuis  
votre voiture ou votre téléphone portatif.

**SFR. L'OPÉRATEUR PRIVÉ EN RADIOTÉLÉPHONIE.**

Pour tout renseignement, contactez-nous au (1) 45 88 90 00

né  
pré-  
cisé-  
if.  
et  
fisa-  
de  
ant,  
sur-  
de  
pro-  
de  
tral  
le  
voir

rait  
glé  
ts.  
ier,  
rts  
ité  
le-  
ur  
es  
re-  
té

1.

3

11

ties  
ru-  
sy-  
ivé  
je-  
dit  
it-

it  
tu  
te  
cs  
ss  
ts  
n-  
tr  
is  
x  
à

il  
r  
v





**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS  
Tél.: 48 00 20 20 - Téléc.: DROUOT 642 280  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au: 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 66.

## LUNDI 29 MARS

- S. 2 - 14 h 15. Tableaux. Art déco. Porcelaines. Meubles et objets d'art. - M<sup>e</sup> DEURBERGUE, DELVAUX.  
S. 3 - Bijoux et argenterie. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 4 - Livres anciens et modernes. - M<sup>e</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
S. 5 et 6 - 14 h. Meubles et objets d'art. 21 b: Collection R.B. et à divers amateurs. - M<sup>e</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
S. 13 - Peintures de Tatanian. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 16 - Tab. bib. mob. - M<sup>e</sup> OGER, DUMONT.

## MARDI 30 MARS

- S. 7 - Tableaux aze. et mod. Bijoux. Argenterie. Mob. XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup>. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD.  
S. 8 - 14 h 15. Livres anciens et modernes. - M<sup>e</sup> ADER, TAJAN, M. J. Benelli, expert. Expo. le 29-31 11 h/18 h.

## MERCREDI 31 MARS

- S. 1 - Ars d'Orient. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD.  
S. 4 - 14 h 15. Dessins anciens. - M<sup>e</sup> ADER, TAJAN, M. B. de Baysier, expert. Expo. le 30 mars 11 h/18 h. (Pour tout renseignement, veuillez contacter Florence GRASSIGNON au (1) 42.61.80.07, poste 446. Fax (1) 42.61.39.37).  
S. 15 - Bons meubles. - M<sup>e</sup> LOUDMER.

JEUDI 1<sup>er</sup> AVRIL

- S. 8 - Horlogerie de collection. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 9 - 14 h. Livres anciens. Editions originales et illustrées modernes. - M<sup>e</sup> DELORME.  
S. 10 - Tab. bib. mob. - M<sup>e</sup> OGER, DUMONT.  
S. 12 - Dessins anciens et du XIX<sup>e</sup>. - M<sup>e</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

## VENDREDI 2 AVRIL

- S. 2 - 14 h 15. Art d'Extrême-Orient. Art antique. Art précolombien. - M<sup>e</sup> ADER, TAJAN, M. Th. Portier et M. A. Le Ved, experts. Expo. le 1<sup>er</sup> avril 11 h/18 h.  
S. 7 - Dessins anciens; dessins et tableaux modernes; fastes antiques de Bayre; objets d'art; meubles anciens du XVIII<sup>e</sup>; tapisseries anciennes et tapisseries de Lurp. - M<sup>e</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
S. 8 - 10 h 30 et 14 h. Grands vins et alcools. - M<sup>e</sup> LOUDMER.  
S. 9 - 14 h 30. Instruments de musique. - M<sup>e</sup> DELORME.  
S. 14 - Estampes anciennes et modernes. - M<sup>e</sup> PICARD, M<sup>e</sup> Rousseau et M. Romand, experts.  
S. 15 - Tab. bib. mob. - M<sup>e</sup> BOISGIRARD.  
S. 16 - Autographes. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT.

## DIMANCHE 4 AVRIL

- S. 1 - 15 h. JUDAICA - PEINTURES JUIFS DE L'ECOLE DE PARIS. AGAM, ALTMANN, CHAGALL, KAHN, KATZ, ORLOFF, PASCIN, etc. Expo. à l'étude: du lundi 29 mars au jeudi 1<sup>er</sup> avril 10 h/13 h et le 2<sup>d</sup> avril 10 h/13 h. Expo. à Drouot le 3 avril 11 h/18 h et le 4 avril 11 h/13 h. Catalogue sur demande à l'étude: 60 F. - M<sup>e</sup> LOUDMER.  
S. 11 - Art ancien de la Chine. - M<sup>e</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.  
S. 13 - Peintures russes et françaises. - M<sup>e</sup> MILLON, ROBERT.  
S. 15 - Tableaux contemporains. - M<sup>e</sup> ROGEON.

## MARDI 6 AVRIL

- S. 1 et 7 - 21 h: IMPORTANTS TABLEAUX ABSTRAITS ET CONTEMPORAINS. Expositions cumule de 38 œuvres de CHU TEH-CHUN ainsi que ADAMI, ARMAN, ATLAN, BISSIERE, BRYEN, CESAR, DEBRE, LALANNE, LAM, MASSON, MATHEU, ZAO WOU-KI. Expositions les 29, 30, 31 mars, 1<sup>er</sup> et 2 avril 10 h/13 h et le 3 avril 11 h/18 h, le 5 avril 10 h/13 h. Catalogue sur demande à l'étude: 170 F. - M<sup>e</sup> LOUDMER.

## MERCREDI 7 AVRIL

- S. 1 et 7 - 15 h: IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES. BAUCHANT, BURDELL, BRAUNER, CSAKY, DERAIN, DUFFY, FUJITA, LURCAT, MARQUET, REDDIN, VAN DONGEN, VLAMINCX, VUILLARD. Expo. à l'étude: mêmes dates que la vente du mardi 6 avril. Expo. à Drouot le mardi 6 avril 11 h/18 h. Catalogue commun (6 et 7 avril) sur demande à l'étude: 170 F. - M<sup>e</sup> LOUDMER.



**DROUOT MONTAIGNE**  
15, AVENUE MONTAIGNE  
75008 PARIS  
Tél.: 48 00 20 80  
Téléc.: 650 873

JEUDI 1<sup>er</sup> AVRIL à 14 h 30

OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT  
provenant notamment d'un château angevin  
et de la demeure d'un amateur.  
M<sup>e</sup> PICARD, commissaire-priseur.  
MM. Dille, Bresset et Portier, experts.  
Expo. le 30 mars 16 h/21 h et le 31 mars 11 h/21 h.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISGIRARD, 1, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
DELORME, 14, rue de Messine (75008), 45-62-31-19.  
DEURBERGUE, DELVAUX, 19, boulevard Marmont (75002), 42-61-36-50.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (association RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-30.  
MILLON, ROBERT, 19, rue Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.  
de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-61-06.

## SALON PHARMAGORA - PORTE DE VERSAILLES

## DIMANCHE 4 AVRIL à 17 h

PHARMACIE  
Objets de collection et de curiosité  
M<sup>e</sup> de RICOLES, commissaire-priseur.  
M. Montagut, expert.  
Expo. le 3 avril 9 h 30/19 h et le 4 avril 9 h 30/16 h.

## DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

## SOCIÉTÉ

## FAITS DIVERS

Un décès ignoré pendant neuf mois

## L'ultime solitude d'Eloi Herbaut

## CROIX (Nord)

de notre envoyé spécial

Sans trop savoir pourquoi, les gens s'appellent Eloi. Drôle de prénom, surtout dans un quartier où naissent des Alain, des Johnny et des Mustapha. Eloi Herbaut, cinquante-cinq ans, du 40, rue Paul-Lafargue, la maison de briques rouges avec des toitures au fond du jardin. Divorcé depuis une quinzaine d'années, il vit seul, en emble de banlieue, avec ses secrets et ses bouteilles. C'est là, derrière la porte marron qui s'ouvre sur le trottoir, que les policiers l'ont retrouvé, mardi 23 mars, à 14 h 20. Il était assis sur le divan, face au poste de télévision, la tête penchée sur la droite, comme ces squelettes de foire qui surgissent au détour d'un virage dans les trains fantômes. La mort et ses allées, sans scrupules, avaient raison de son chair, mais pas de ses vêtements (un pantalon bleu, un polo et une robe de chambre), ni de ses cheveux.

Combien de temps l'ancien directeur des faubourgs de Roubaix s'est-il réfugié ainsi? Neuf mois, si l'on se fie aux dates des lettres que le facteur n'a jamais cessé de glisser derrière la porte. Neuf mois d'une ultime solitude après un malaise cardiaque. Sur l'écran, toujours allumé, les malheurs du monde ont continué de défiler, jusqu'au moment où

l'image s'est voilée de gris à la suite d'une coupure momentanée d'électricité. Sur le trottoir, les enfants chahutaient et couraient sans se soucier des silences du vieux. Les parents le désaient «à l'hôpital avec un cancer». Mais ne savait trop si on le ramènerait un jour à Saint-Pierre, le quartier populaire de la paisible commune de Croix (20 308 habitants), à une dizaine de kilomètres de Lille. Depuis l'arrivée des premiers ouvriers du textile, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, des générations de petites gens se sont succédées dans ces maisons bâties à l'époque des usines à vapeur. Les uns contre les autres à long terme de rues. Un homme usé s'écroule en ambulance et ne revient jamais ne surprend donc plus personne.

Eloi Herbaut, né à Croix le 24 mai 1938, était malade lui aussi. Il avait effectué plusieurs séjours dans les hôpitaux de la région, et ne travaillait plus depuis un grave accident de bicyclette. Aussi aucun habitant du quartier ne s'est-il inquiété de son absence. Il a fallu qu'une jeune voisine s'étonne de la profération chez elle de petits insectes inconnus pour que la police et les services d'hygiène de la commune découvrent la squelette.

L'affaire a fait grand bruit dans le quartier. Car Eloi Herbaut était une sorte de gloire locale. Non pas un modèle de voisin, mais un

costaud, un fort en gueule qui levait le coude plus souvent qu'à son tour. Les soirs de trop-boire, il était capable de tout. De verser un seau d'excréments dans la cour, de se boucher les yeux, de sortir sa poubelle culotte baissée. D'insulter les gosses, surtout «la petite de la maison beige». De se chamailler avec un copain de beuverie et de rentrer avec le visage tuméfié.

## «En guerre contre tout le quartier»

Sur la scène de Saint-Pierre, où se joue la pièce sans fin de la vie ordinaire, Eloi était le «bourrique», l'indivisible grincheux qui engueule les enfants et maudit leurs parents. Pour les plus avertis, c'était un «peuvre type», un «ivrogne», pour les plus indigents un «cours pour sociologie». L'état, il enfilait parfois un short et des chaussettes de football, et s'essayait sur une chaise devant chez lui, pour mieux repérer les gamins qui passaient en répétant «Eloi, Eloi, Eloi...». Quand la confrontation tournait au pugilat, il se barricadait derrière son unique volet, qu'il n'ouvrait jamais. Un jour d'automne, il avait peint en vert, la couleur de l'espoir.

Sa maison était plutôt propre et bien entretenue. Il lui arrivait même de recevoir du monde, d'offrir un coup à boire et d'écouter un disque des

années 70, une chanson de Sheila. Mais c'était de plus en plus rare. «On aurait dit qu'il était en guerre contre tout le quartier», remarque une jeune femme. Les anciens prétendent que l'origine du conflit remonte à une quinzaine d'années, à l'époque de son divorce. Eloi n'aurait jamais pardonné à ses voisins d'avoir témoigné en faveur de son épouse. Dès lors, il se serait enfilé dans une logique de vengeance, oubliant qu'il avait été jadis un homme respecté et apprécié, notamment pour ses qualités d'entraîneur de football.

Ses proches eux-mêmes avaient, paraît-il, renoncé à toute relation avec lui. Issu d'une famille de treize enfants, il a encore des sœurs et des frères dans la région, mais il semble qu'aucun d'entre eux n'était en contact avec lui. L'un de ses frères, qui demeure également à Croix, refuse d'évoquer le sujet de peur d'être montré du doigt. Quant à ses deux enfants, ils n'ont pas donné signe de vie à la police. Rue Paul-Lafargue, la porte en bois reste donc close, et le volet fermé. Les gosses du quartier Saint-Pierre ne parlent déjà plus d'Eloi, le braillard au drôle de prénom. Ils se demandent simplement qui osera désormais habiter la «maison de la momie».

PHILIPPE BROUSSARD

## JUSTICE

Dix-huit mois après l'incendie qui avait fait vingt morts

## Les familles des victimes de Barbotan-les-Thermes recevront des provisions sur indemnités

## AUCH

de notre correspondant

La cour d'appel d'Agen a confirmé, mercredi 24 mars, l'ordonnance du juge des référés d'Auch en date du 30 juin 1992 concernant la Chaîne thermique du soleil, gérante de l'établissement de Barbotan (Gers), à verser des provisions sur indemnités aux familles des victimes du drame du 27 juin 1991. Vingt personnes - dix-neuf caristes et une employée - avaient alors trouvé la mort dans l'incendie au sein de l'établissement. La Chaîne thermique du soleil avait fait appel de ce jugement (le Monde du 29 octobre 1992).

Onze familles représentées par l'Association des familles des victimes de Barbotan (AFVB), qui avait engagé l'assignation de la chaîne thermique le 26 mai dernier, sont concer-

nées par cet arrêt. Les provisions confirmées en appel s'élevaient de 30 000 francs à 80 000 francs plus 1 000 francs accordés au titre de pré-judice psychologique. Confortées dans leur détermination, les familles d'oublient pas, cependant, leur principal combat: la recherche des responsables liés au drame du 27 juin 1991. Les associations de familles des victimes s'insurgent toujours contre les stermocides de la procédure qu'elles jugent interminable. Certes, dix personnes ont été inculpées depuis le début de l'instruction, mais l'annulation pure et simple du rapport d'expertise technique intervenue en décembre dernier (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier) leur donne également l'impression d'être revenues à la case départ dans une enquête longue et difficile.

D. Ho.

## Représentant de l'OLP à Paris

## M. Ibrahim Souss perd un procès contre Europe 1

Le représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss, avait intenté un procès à Europe 1 après la diffusion, le 12 février 1992, d'un document, présenté comme une conversation téléphonique entre lui et M. Yasser Arafat, enregistrée à leur insu au moment de l'hospitalisation de M. Georges Habache à Paris, et divulguée la veille par la chaîne américaine CNN. M. Souss reprochait à la station de radio de l'avoir présenté, ainsi que M. Yasser Arafat, comme raciste et antisémite. Il a été débouté mercredi 24 mars par le tribunal de grande instance de Paris.

«Eu égard au retentissement international de ce fait d'actualité (...) ainsi qu'au droit à l'information, la station de radio a légitimement diffusé la nouvelle», ont estimé les magistrats, pour lesquels le reportage d'Europe 1 avait fait l'objet d'une présentation équilibrée: la station avait évoqué le document avec des réserves, doutant de l'authenticité d'un enregistrement qui aurait été fourni à CNN par des services secrets occidentaux; en outre, son correspondant en Israël, Rissant, était de réactions locales, ne les avait pas présentées comme unanimes.

## SCIENCES

## L'heure d'été revient dans la nuit du 27 au 28 mars

La France et une bonne partie de l'Europe reviendront à l'heure d'été dans la nuit du samedi 27 mars au dimanche 28 mars, c'est-à-dire comme à l'accoutumée pendant le dernier week-end de septembre. A 2 heures du matin, dimanche 28, il faudra avancer d'une heure les montres, réveils et horloges: il sera donc 3 heures du matin, soit deux heures d'avance sur le Temps universel, qui est calculé sur le passage du soleil au méridien de Greenwich (lorsque l'heure d'hiver n'est en avance que d'une heure sur le même Temps universel). Les dormeurs et les noctambules auront une heure de moins pour rêver ou se promener, heure qu'ils retrouveront dans la nuit du 25

au 26 septembre (plus précisément à 2 heures du matin le 26 septembre), lorsque nous reviendrons à l'heure d'hiver, comme d'habitude, pendant le dernier week-end de septembre.

Ce changement d'heure va strictement relancer la polémique qui n'a cessé d'opposer partisans et adversaires - farouches les uns et les autres - de ces deux heures d'avance depuis que le système actuel a été institué en 1976. Peut-être reviendra-t-on à un système différent en 1995. L'année dernière en effet, les ministres des transports de la CEE sont convenus de maintenir le système actuel pendant trois ans et ensuite de le reconduire ou de le revoir.

Y. R.

## RELIGIONS

A l'occasion de la fin du ramadan

## M. Mitterrand appelle les responsables musulmans à se doter de structures représentatives

M. François Mitterrand a adressé ses vœux aux musulmans de France, à l'occasion de la fin du ramadan et de la fête de l'Aïd el-Fitr. Datée du 22 mars, trois lettres ont été adressées à M. Delil Bouabek, recteur de la Mosquée de Paris, à M. Badr-Eddine Lahnache, président de l'Action culturelle islamique française (ACILIF), promoteur de la Mosquée de Lyon en cours de construction, ainsi qu'à M. Mohamed Zeina, coordinateur du Comité de réflexion sur l'avenir de l'islam en France (CORIF), créé en 1990 à l'initiative du gouvernement.

## «Faciliter l'intégration»

A MM. Laboche et Zeina, membres du CORIF, le président de la République écrit: «Je forme des vœux pour que les efforts que vous avez entrepris pour faciliter l'intégration des musulmans au sein de la société française, en cherchant à doter ceux-ci de structures représentatives indispensables, trouvent rapidement leur aboutissement dans le cadre offert par les institutions et les lois de la République.»

Au recteur Delil Bouabek de la Mosquée de Paris, qu'une rivalité oppose au CORIF pour la repré-

sentation de la communauté musulmane en France, M. Mitterrand écrit: «Je sais cette occasion pour rappeler combien j'ai touché d'importance et d'attention aux efforts entrepris depuis plusieurs années, et auxquels vous avez souhaité vous associer, pour faciliter l'intégration des musulmans dans la société française en cherchant à doter ceux-ci d'institutions réellement représentatives.»

Par cette lettre, M. Mitterrand souligne les efforts des trois ministères de l'intérieur, successivement MM. Joxe, Marchand et Quilès, qui ont mis sur le CORIF pour favoriser l'unité et la représentation de l'islam en France, et aussi en s'opposant à la Mosquée de Paris pour ses liens statutaires et financiers contestés avec l'Algérie.

Cent quarante-quatre missionnaires tués en dix ans. Cent quarante-quatre missionnaires de l'Eglise catholique ont été tués en Afrique, en Amérique latine et en Asie au cours des dix dernières années. Selon la congrégation romaine pour l'évangélisation des peuples, qui a publié ces chiffres mardi 23 mars, les principales victimes ont été recensées en Afrique: 16 en Angola, 10 en Ouganda, 10 au Libéria (au cours des deux dernières années). En Amérique latine, la Colombie est le pays où il y a eu le plus de missionnaires tués (13), suivi par le Brésil (8). En Asie, 7 missionnaires ont été tués aux Philippines et 5 en Inde et au Sri-Lanka.

Réunion à Paris du Conseil européen des organisations consistoriales juives. Un Conseil européen des organisations consistoriales juives, représentant les douze pays de la Communauté, s'est réuni, mardi 23 mars, à Paris. Créé en 1987, dirigé par M. Jean-Pierre Batsard, président du consistoire central juif de France, ce conseil entend établir une coopération entre les différentes communautés juives, en vue de les représenter auprès des institutions européennes à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Ses travaux ont porté sur l'abattage rituel, supervisé par le bureau européen de la chefta («abattage»), sur la formation des rabbins et des responsables communautaires. «Il s'agit de fédérer le judaïsme européen, pour que chaque juif puisse mieux vivre son judaïsme», a expliqué M. Batsard.



## ENQUÊTE

# L'odyssée tragique du « MC Ruby »

## IV. — Chez les « gens de mer » d'Odessa

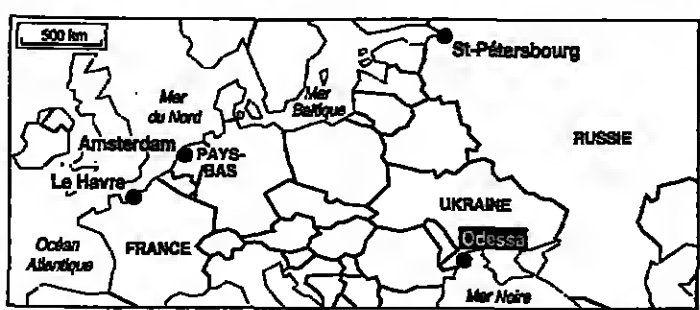
En novembre 1992, au large du Portugal, huit passagers clandestins africains étaient jetés à la mer par des marins ukrainiens du MC Ruby, un cargo en route pour Le Havre. Un seul a survécu. Après avoir évoqué l'escalade du bateau dans le port ghanéen de Takoradi (la Monde du 23 mars), puis la découverte et le massacre des clandestins (la Monde des 24 et 25 mars), nous poursuivons le récit de ce drame où s'affrontent les misères du monde.

### ODESSA

de notre envoyé spécial

Odessa saura-t-elle jamais pourquoi sa mer est noire ? A chacun de ses fils, de génération en génération, la « Marseille ukrainienne » a soumise cette énigme. Aucun d'eux n'a su répondre. Pas plus les juifs en leurs châteaux, alors, cette cité mythique qui garde les portes de l'Orient à l'abri par comprendre que la belle s'était drapée de sombre pour la séduire. Bleue, elle aurait été coquette mais quelconque ; noire, surtout les jours de tempête, elle fascine, ensorcelle, comme pour mieux retenir sur ces rivages la population la plus cosmopolite qui soit.

Sur chacune des cent quatre-vingt-douze marches de l'escalier qui plonge vers le port, la cinquième ville d'Ukraine pourrait presque assoir une nationalité différente : des Grecs et des Ouzbeks, des Tadjiks et des Russes, des Français et des Roumains, des Coréens, poissonniers sur le marché kolkhozien, et même des Suisses, vigneron dans un village voisin... Tous sont là depuis le temps des grands défis et des petits baluchons, quand les familles sans le sou échouaient face à ces vagues brues qui allaient les envahir et faire de leurs enfants des Odessites, des gamins courtois prêts à mourir, comme en 1905, pour soutenir les révoltes du cuirassé *Potemkine*.



Dans cette agglomération d'un million d'habitants, ancienne cité balnéaire de l'aristocratie moscovite, la mer Noire a toujours décidé du destin des hommes. Elle les a initiés aux métiers du large, et les a envoyés riches de souvenirs, et parfois de dollars, témoins privilégiés de la vie « saillants ». Lorsque le reste de l'Union vivait muré, Odessa était une porte entrouverte sur la liberté. Elle se grisait du courant d'air ainsi provoqué et se revendiquait capitale de l'humour et de la libre-pensée.

### « Parti en voyage »

Un jour, pourtant, six marins ne sont pas revenus. Cinq hommes d'équipage, tous âgés d'une trentaine d'années, et leur capitaine, de vingt ans leur aîné. Ils sont en prison en France pour avoir exécuté, puis jeté par-dessus bord, huit passagers clandestins, dans la nuit du 2 au 3 novembre 1992, au large du Portugal. La ville l'a appris par la presse et la télévision. Dès lors, la nouvelle a fait le tour des bistrotiers du port, puis s'en est allée, par les boulevards, jusqu'aux faubourgs où vivent les familles de certains marins.

Les cités s'alignent comme à Serceles, témoins décrépis d'une existence grise. Des gamins maltraités des ballons dégonflés. Des vieilles femmes pressent le pas, cabas en main. Un chômeur répare sa voiture.

Une jeune fille attend le bus. Un gosse a encore grubbillé des bonnités dans l'escalier. La balançoire grince et le réverbère est cassé. Au troisième étage, si l'ascenseur est de bonne humeur, une grille protège l'entrée d'un appartement que tous les voisins envient. Porte en bois massif, plancher verni, téléviseur japonais, téléphone sans fil. Le propriétaire est un ancien marin. Trente-cinq ans sous pavillon soviétique. Désormais, il n'a plus qu'une idée en tête : obtenir la libération de son genre, Valéry A., trente et un ans. Le jeune homme, marié et père de deux enfants, était le second du capitaine du MC Ruby.

A la fin du mois de septembre, il a quitté Odessa pour rejoindre Saint-Petersbourg avec une dizaine de compagnons. Une fois sur place, au terme d'une interminable expédition en car (1 650 kilomètres), il a pris l'avion pour les Pays-Bas. A Amsterdam, il s'est embarqué sur le MC Ruby, un cargo spécialisé dans les « alignes africaines ». Il pensait être de retour huit mois plus tard, après plusieurs voyages entre l'Afrique et l'Europe du Nord. Sa famille ne l'a pas revu. Inculpé de complicité d'assassinat, extorsion de fonds, séquestration et actes de piraterie, il est incarcéré à la maison d'arrêt de Caen et risque la prison à vie.

Depuis le 11 novembre 1992, sa femme reçoit une lettre tous les quinze jours. Elle se demande si son fils, un bébé d'un an, connaît jamais l'histoire de ce père « parti en voyage » ; la scolarité sans déséquilibre, puis l'appel de la mer ; les six années d'études dans les écoles de marins et

les premiers roulis du large ; les périples merveilleux puis les cadeaux d'Asie. Et enfin, à l'automne 1992, le MC Ruby. La tuerie. Le doute. L'attente.

L'annonce de son incarcération semble avoir figé ses proches dans la douleur. Ils sont là, dans le salon, prostrés comme s'ils n'avaient pas changé de place depuis ce jour maudit où, pour les commerçants du quartier, ils sont devenus « les beaux-parents et la femme du pirate ». L'épouse sanglote en dorlotant le bébé. Le beau-père évoque son « genre parfait ». Belle-maman console la fille aînée, de retour de l'école. Sur le buffet, une poupée Barbie, envoyée par le Secours catholique havrais. Chaque phrase est empreinte de la même émotion, chaque plaidoirie embuée des mêmes larmes d'honnêtes gens. « Mon mari est innocent, assure la jeune femme, il n'a pas pu faire une chose pareille. Un jour, en Asie, il m'a même sauvé des boat-people qui se noyaient ! On est croyants, vous savez ! » Et son père d'ajouter : « La nuit du drame, il nous a téléphoné depuis le cargo. Il avait l'air normal... »

### Des inculpés sans le « profil de l'emploi »

D'une famille à l'autre, les arguments ne varient guère, livrés comme à confesse, d'une voix chagrinée : non, « il n'a pas pu faire ça » ; oui, c'est un « bon père » et un « fils attentionné » ; bien sûr, « il a toujours aimé la mer et son métier ». L'amour et le malheur ont fait des familles d'Odessa des cours d'assises partiales et émoionnantes. Le rappel des charges, l'évocation du témoignage du racap, où changent rien : chacun est persuadé — ou veut se persuader — de l'innocence du fils ou de l'opinion empirique.

C'est une mère qui fêtit d'ignorer l'évident pour mieux s'accrocher à l'improbable, une épouse qui refuse l'essentiel pour s'en tenir au secondaire. Les assassins seraient-ils donc



des hommes ordinaires ? Jusqu'à la mer, ils menaient une vie banale de matelots au long cours. Cinq d'entre eux étaient de ces marins passionnés dont les femmes, à Odessa comme ailleurs, prétendent qu'ils ont la mer pour maîtresse et « dorment chaque soir sur un lit de vagues ».

Sergueï R., fils de matelot, adorait le foot. Lors des escales, il organisait parfois des matches contre les dockers. Il avait conduit des tanks, pendant son service militaire, en Hongrie, avant de travailler dans la « marchandise ». De retour en Ukraine, après ses périples, il retrouvait sa fille de huit ans. Il aimait voyager avec sa femme, visiter les Républiques voisines. Le 16 novembre 1992, jour de son anniversaire, ses copains sont venus chez sa mère avec un gâteau.

Oleg M., l'aido-cuisinier, ne passait pas pour un violent. C'était un solitaire qui descendait rarement à terre et n'avait qu'une hâte, une fois à bord : rentrer à Odessa et construire sa maison de campagne avec son fils aîné. Depuis qu'il est en prison, il ne cesse d'écrire et de prier. Djamel A., le seul Géorgien de la bande, parlait souvent de sa terre d'origine, l'Abkhazie, une République autonome déchirée par la guerre civile. Il n'a plus de nouvelles des siens depuis huit mois. Quant au capitaine, Vladimir L., il passait pour un homme d'honneur. Un quotidien russe a raconté que, en 1973, il aurait sauvé dix-sept marins indiens en détresse.

Un tel homme a-t-il pu dire à son second, comme celui-ci l'a prétendu au début de l'enquête « Débrouillez-vous pour qu'il n'y ait plus de clandestins à bord » ?

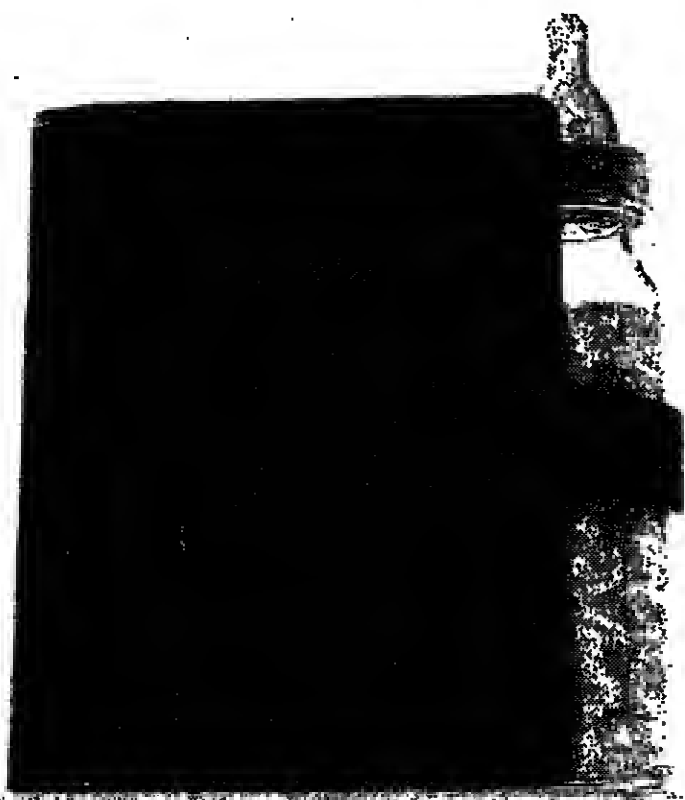
A 2 000 kilomètres de là, au Havre, avocats et magistrats affirment aussi que les inculpés n'ont pas le « profil de l'emploi ». Tous, ou presque, sont des marins qualifiés. Ils n'ont rien de brutes prédestinées à un tel déchaînement de violence. Certains d'entre eux sont peut-être racistes, mais se gardent bien de l'admettre ouvertement. Dans les milieux proches de l'enquête, il se dit qu'ils n'auraient « pas fait cela si les clandestins avaient été des Blancs ». Mais la haine raciale ne paraît pas être le mobile essentiel du crime, juste un « coup de pouce » à l'horreur.

La justice française s'interroge donc sur la métamorphose de ces hommes. Odessa et la mer Noire, elles, connaissent sans doute leur secret. Mais la ville d'Odessa ne l'avouera. Par honte plus que par solidarité. Toute confession serait un aveu de complicité. Elle sait pourtant bien que, à force de décadence, elle prépare peut-être certains de ses enfants à pareil naufrage.

PHILIPPE BROUSSARD  
Prochain article :  
Les dollars du « long cours »

PUBLICITÉ

## Télémarket s'occupe des courses des gens très occupés.



Si vous habitez Paris ou la région parisienne, vous pouvez vous aussi, avec Télémarket, le supermarché à domicile, commander vos courses sur catalogue et vous faire livrer le jour même. Pour nous joindre très vite, appelez-nous au 45 89 90 91, ou par minitel 36 14 code TMK, ou encore par télécopie au 46 87 27 83. Vous recevrez votre catalogue dans les 48 heures.

**TELEMARKET**  
Le supermarché à domicile

## FRED LIBERTY L'opticien qui joue la transparence

### Qu'est-ce que Liberty Optical ?

Fred Liberty. La nouvelle chaîne d'opticiens qui a décidé de jouer la carte du consommateur, de la vérité des prix, du conseil, de la qualité, donc, de mieux répondre aux attentes et besoins des individus qui ne sont plus à considérer comme de simples « consommateurs ». Il y a une démarche éthique à la base du concept Liberty Optical : être proche du public dans sa logique et son attente de plus de « valeurs » chez les opticiens.

### En quoi ce concept est-il nouveau ?

F.L. Dans le déferlement et le brouhaha des offres publicitaires du secteur, le public est désorienté : qui croire ? Quelle est la vérité des prix ? Où se trouve la qualité recherchée ? On tente beaucoup de brouiller les esprits avec des remises de 30, 40, voire 50 %. Ainsi, les prix coûtants des verres ou des montures, les forfaits, posent autant de problèmes qu'ils n'en solutionnent : le prix est forcément obtenu au détriment d'autres éléments. Le prix coûtant sur les verres cache souvent un prix plus élevé sur la monture ou l'inverse, les montures à prix coûtant sont, sauf exception, synonymes de montures sans marque et de verres de moindre qualité vendus quasiment au même prix que les verres de la plus haute qualité signés Essilor, Zeiss ou Nikon. Les forfaits relèvent de la même logique et correspondent généralement à des montures bas de gamme, de qualité médiocre et à des verres (non garantis par une signature de référence) uniquement pour de faibles corrections.

L'idée centrale de Liberty Optical est d'établir la transparence sur ce marché et d'expliquer comment il fonctionne pour que chacun puisse comprendre et connaître les conditions de cet achat important qu'est une paire de lunettes (1 600 F en moyenne pour une paire de lunettes correctives).

### Quel éclaircissement apportez-vous ?

F.L. Dans le conseil d'abord, nous avons édité un guide conseil gratuit pour mettre en garde par rapport aux pratiques abusives actuelles, et nous appelons tout futur acheteur à bien comparer les offres, à se faire faire plusieurs devis mais sur la même base : à qualité et références égales. On ne peut pas comparer, par exemple, des montures sans marque avec des montures de marque prestigieuse : il faut comparer à éléments similaires,

c'est-à-dire, même marque, même modèle, même référence. De même, c'est le prix total qui doit être comparé, c'est-à-dire le prix de verres et monture car on n'achète pas l'un sans l'autre et seul le prix payé en final, en cumulant ces deux éléments, est le prix valable pour faire une comparaison.

Chez Liberty Optical, on est tellement sûr de notre prix total, que l'on pousse les gens à faire faire des devis ailleurs, à comparer avec les autres opticiens mais à qualité égale, ce qui n'est pas toujours le cas. Pourquoi êtes-vous si sûr de vos prix ? F.L. Parce que le raisonnement traditionnel en optique, et qui est l'unique raisonnement économique retenu par toutes les chaînes d'opticiens, c'est le calcul du prix de vente avec un coefficient multiplicateur. Même ceux qui vendent leurs montures « à prix coûtant », adoptent ce raisonnement pour les verres. Or, ce coefficient multiplicateur est extrêmement, on peut même dire, anormalement, élevé par rapport à d'autres produits ou services. Partant de ce constat et de ce côté très « épicière » du métier, chez Liberty Optical nous avons décidé d'appliquer une prestation fixe correspondant aux services rendus pour l'élaboration des lunettes et qui vient s'ajouter au prix d'achat. Très vite, cela devient rentable pour les consommateurs déjà sur les montures à bas prix, mais plus encore dès qu'il s'agit de montures à prix moyens voire élevés. De même, pour les verres.

### Donc vous n'avez pas intérêt à vendre des montures chères plus que des montures économiques ?

F.L. Absolument, et c'est la différence essentielle avec tous les autres opticiens : nous ne sommes pas intéressés sur le montant des ventes. Tous nos confrères ont intérêt à facturer un maximum : des verres extra-minces, des super anti-reflets, des teintés... dont le client finalement n'a pas forcément besoin mais il écoute le conseil de son opticien qui, lui, le « conseille » en regardant son tiroir-caisse : il est toujours difficile d'être juge et parti. Chez Liberty Optical, le conseil est désintéressé et c'est, en plus des prix que nous offrons, la grande nouveauté de notre métier. Vous le voyez, il s'agit bien d'une nouvelle éthique de la profession.



## CULTURE

## CINÉMA

## Tu seras inuit, mon fils

Un western écologique tourné dans le Grand Nord canadien

AGAGUK  
de Jacques Dorfmann

On ne sait trop pourquoi - besoin d'espaces vierges, de retour aux origines - mais, après être demeurés longtemps étouffés sous leur grand silence blanc, les Inuits (avant, on disait les Esquimaux) sortent de leur nuit polaire et reviennent en pleine lumière. Enir Kusurika, récemment, offrit à son *Arizona Dream* un prologue poétique et glacé dans le Grand Nord, on apprend qu'une équipe de cinéma est actuellement répartie sur les traces fondatrices du Nannuk l'Esquimou, de Robert Flaherty.

Et voici *Agaguk*, de Jacques Dorfmann, adaptation du livre homonyme d'Yves Thériault (1), pleine de fraîcheur, d'entraîne, et de moyens. *Agaguk* est aux petits Québécois ce que le merveilleux *Voyage de Nils Holgersson* est aux petits Suédois, le livre d'apprentissage par excellence, celui qu'on reçoit à la distribution des prix,



Le jeune chasseur et la baleine

celui qui vous donne envie de construire un igloo dans le jardin, mais que le peuple inuit, pour sa part, rejette vigoureusement. Jac-

ques Dorfmann, récidiviste des tournages extrêmes (son premier film, *Le Palatin* des formes, a été réalisé en 1988 dans une Chine encore très cadencée), s'embourbe donc à son tour pour le Grand Nord.

Le spectateur n'aura pas à connaître les difficultés inuites (inuit ?) traversées par l'équipe, températures flirant avec les - 67 °C, exigüité des igloos, où la caméra a peine à pénétrer et où les projecteurs portés à bout de bras font fondre la neige, caprices mécaniques de la fanne (mais très crédible) baleine de 9 tonnes, timidité incongrue du vailoup blanc censé être féroce, alopecie inopinée des costumes en fourrure de caribou, etc.

Le film va son chemin de franchise et de simplicité, découpé en saynètes touchantes ou instructives, rythmées par le crissement des traîneaux à chiens sur l'immensité bleutée ou par l'extraor-

dinaire chant de gorge des femelles du long biver.

Comment *Agaguk*, valeureux jeune chasseur devenu meurtrier d'un trafiquant de peaux, devra fuir son village, subira la malediction de son père, le chamane, surmontera toutes les épreuves qui le mèneront à la sagesse... Comment il aura à combattre l'ours blanc, le loup blanc... et l'homme blanc. Et comment, finalement, il sera dompté par celle « qui parle trop » mais lui aura appris bien des choses, y compris à se laisser aimer...

Ferveur  
naïve

*Agaguk* a beaucoup d'ambition mais aucune prétention, c'est pour cela qu'il touche. A la fois polar polaire et western écologique, plein de communicative sympathie pour ce peuple ignoré, fragilisé, abîmé par les excès de la civilisation. Ce dévouement au sujet, ce respect enthousiaste des paysages, cette ferveur parfois naïve, mais d'une naïveté assumée, donnent aux scènes violentes le charme symbolique du conte de fées, font accepter les pesanteurs d'une distribution « internationale ».

Aux côtés de rares acteurs inuit, on trouve, en effet, Donald Sutherland, Bernard-Pierre Donnadieu (le très épisodique et méchant trafiquant), Lou-Diamond Phillips (le *Jo Bambi*) dans l'athlétique rôle-titre, la jolie Jennifer Tilly, et l'interprète fâché d'Akira Kurosawa, Toshio Mifune.

DANIEL HEYMANN

(1) Para aux Editions Grasset.

## Le royaume du kitsch

Une comédie sentimentale  
qui passe à côté de son sujetLUNE DE MIEL  
A LAS VEGAS  
d'Andrew Bergman

Le temps de la séquence pré-nuptiale, on se prend à espérer. L'histoire de ce grand benêt (Nicholas Cage) qui va voir sa maman mourante (Anne Bancroft, méconnaissable, aussi remarquable qu'on peut l'être en deux minutes) à l'hôpital et se laisse extorquer la promesse de ne jamais se marier était une excellente comédie noire. Les illusions se dissipent vite. Après le générique, on retrouve le benêt sept ans plus tard. Il est devenu détective privé et fait l'antenne de sa fiancée (Sarah Jessica Parker) jusqu'au jour où celle-ci n'hésite pas à aller se faire épouser. Las Vegas, ville merveilleuse où il n'est besoin ni de bass ni de prise de sang.

A ce point du récit, malgré quelques scènes très ratées, l'espérance n'est pas encore morte. Les amoureux débarquent dans leur grand hôtel au moment où il accueille une convention d'imitateurs d'Elvis, et un joueur professionnel inquitant (James Caan, d'abord venu d'un magnétique complet gris métallisé) jette son dévolu sur la promise. On voudrait une consécration beethovenienne, des gags de mauvais goût, des plaisanteries sur Elvis, quelque chose comme une version burlesque de *Sailor et Lula*.

Mais le scénariste et réalisateur Andrew Bergman a d'autres idées.

Il aspire au romantisme, à l'exactitude psychologique, et, du coup, se sent mal à l'aise à Las Vegas, dont la ringardise essentielle, la vitalité aussi artificielle qu'irrépressible, ont toujours posé beaucoup de problèmes aux cinéastes, si bons soient-ils (voir le *Coup de cœur* de Coppola). La lune de miel est donc détournée vers les paysages plus enchanteurs de Hawaï, où le joueur a commencé la promesse. Au long d'interminables séquences, James Caan courtise Sarah Jessica Parker. Le premier a vraiment l'air de s'ennuyer, la seconde de jouer un second rôle dans une mauvaise sitcom.

Le temps que tout le monde revienne à Las Vegas pour un finale presque rythmé, il est trop tard. On a fermé les yeux pour mieux profiter de la bande originale constituée de reprises des titres classiques d'Elvis Presley (*Blue Hawaii*, *Viva Las Vegas*) par quelques grandes stars, Bruce Springsteen ou Jeff Beck. Autant dire qu'on aurait mieux fait d'acheter le CD, récemment paru chez Epic.

THOMAS SOTINEL

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 24 mars figure page 18, sauf dans notre édition « Rhône-Alpes ».

## EN BREF

Le film *Orange mécanique* reste interdit en Grande-Bretagne. - Une cour londonienne a réitéré, le 23 mars, l'interdiction officielle de projeter en public en Grande-Bretagne *Orange mécanique*, tourné en 1971 par le réalisateur américain Stanley Kubrick. Les juges ont condamné la directrice d'un cinéma de quartier londonien, qui avait diffusé le film en avril 1992, à payer une amende de 1 000 livres (8 900 F) pour ne pas avoir respecté cette interdiction. C'est Stanley Kubrick lui-même qui, se fondant sur ses droits d'auteur, avait exigé en 1973 que son œuvre soit retirée définitivement des salles britanniques après quatorze mois de projection interrompue. Le réalisateur avait été accusé à l'époque d'avoir suscité une série de viols et de meurtres perpétrés par des jeunes fascinés par le personnage principal du film, interprété par Malcolm McDowell.

L'actrice Kim Basinger condamnée à verser 8,9 millions de dollars pour rupture abusive de contrat. - Un jury de Los Angeles (Californie) a condamné, le 24 mars, l'actrice américaine Kim Basinger à verser 8,9 millions de dollars (près de 50 millions de francs) de dommages et intérêts au producteur indépendant Main Line Pictures pour avoir refusé, au dernier moment, de jouer dans le film *Boyz n the City* alors qu'elle s'y était engagée verbalement. L'actrice, qui devrait toucher un cachet de 600 000 dollars, a expliqué qu'il n'y avait pas de contrat et qu'elle avait refusé d'apparaître dans le film en raison des scènes érotiques injustifiées. Main Line a assuré que les contrats oraux sont d'usage à Hol-

lywood et que le retrait de Kim Basinger, qui a joué notamment dans *Batman* et dans 9 semaines et demi, leur a coûté entre 5 et 10 millions de dollars.

Le Centre national de la photographie au palais de Chaillot. - Jack Lang a annoncé l'installation au palais de Chaillot, à partir de 1993, du Centre national de la photographie (CNP), dirigé par Robert Delpech. Jusqu'à présent installé au Palais de Tokyo, le CNP occupera les locaux actuellement mis à la disposition de la Cinémathèque française, et, en particulier, du Musée du cinéma, ceux-ci étant transférés au Palais de Tokyo, au sein du futur « Palais de l'image ». Dans l'attente de l'installation du CNP à Chaillot, la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques s'installera dans l'hôtel Salomon de Rothschild, rue Berryer, dès le 1er juin prochain, date du début des travaux de rénovation du Palais de Tokyo... si le nouveau gouvernement ne vient pas modifier un calendrier mis en place après beaucoup d'efforts.

Mort de la danseuse et pédagogue allemande Gret Palucca. - La danseuse et pédagogue allemande Gret Palucca, dont le nom est associé à l'éclosion de la danse moderne allemande dans l'entre-deux-guerres, est décédée le 23 mars, à Dresde, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Elève de Mary Wigman dont elle a rejoint le groupe en 1923, Gret Palucca avait ouvert, en 1925, une école à Dresde qui fut fermée en 1939 par les autorités nazies. Ouverte en 1945, cette école était devenue un foyer de formation dans l'ex-RDA qui attirait, chaque été, des élèves de tous les pays.

## THÉÂTRE

DEMAIN  
UNE FENÊTRE SUR RUE  
au Théâtre national de la Colline

Quand Jean-Claude Grumberg a écrit *Demain une fenêtre sur rue*, en 1966-1967, c'était la guerre du Biafra. « *Guerre civile, guerre ethnique, selon les commentateurs*, dit-il. Pendant ce temps, les populations d'origine, enfants, femmes, vieillards, mouraient de malnutrition. » Et Grumberg précise que ce fut, pour nous tous, « *incompréhensible* : l'apprentissage de l'impuissance informée ». Il visait juste : les guerres « ethniques » allaient rebondir, dans toutes les régions du monde. Et notre « impuissance » allait souvent

suivre. Grumberg est imprécis seulement lorsqu'il utilise l'épithète « *informée* » : les informations, elles abondent tant et plus, mais nous avons le sentiment qu'il leur manque quelque chose, que l'enchaînement entier des séries de causes et d'effets nous échappe.

Demain une fenêtre sur rue nous fait témoins d'une guerre civile dans une cité. Disons « guerre » parce qu'il y a là armements lourds, artillerie, aviation. Ces combats sont regardés et écoutés, ou, si l'on veut, « vécus », de leur fenêtre, par les locataires d'un logement de standing moyen, ou un peu moins. Ils paraissent ne pas trop comprendre quelle est cette insurrection. La mère et le

père de famille appartiennent, semble-t-il, à ces membres de l'électeur qui n'ont pas eu de privilèges de naissance, de fortune, d'éducation conduits loin, qui peuvent avoir souffert aussi d'un handicap de santé, de caractère, d'intelligence.

Quelle est l'origine de la sottise de tels ou tels ? Et l'origine de l'incompréhension ? Et celle de la méchanceté ? Et celle de l'égoïsme ? Grumberg attribue à la mère et au père de cette famille des réactions confuses, lâches, idiotes, cruautés, et tout se passe pourtant comme si ces compatriotes étaient, quelque part, « *innocents de leur bassesse* ». Les deux enfants, c'est autre chose. Le jeune garçon voit les combats de rue

## Guerre dans la cité

Des civils à vau-l'eau, « l'apprentissage de l'impuissance informée »

Quisaitout et Grobota au Théâtre national de Bretagne

RENNES  
de notre envoyée spéciale  
Le succès de films comme *Trois hommes et un couffin* ou *la crise* tient à la façon dont leur auteur, Coline Serreau, saisi un phénomène de société qui trotte dans toutes les têtes - les « *nouveaux pères* » pour le premier, les familles désarticulées pour le second - en tire l'essentiel, en montre le ridicule, et conduit avec optimisme que tout ça n'est pas si grave si on n'oublie pas les élargissements. Coline Serreau sait faire rire et rassurer, le public suit. Sa sincérité est évidente, et quand elle écrit pour le théâtre, ses options ne changent pas.

Le théâtre est le berceau de Coline Serreau, fille de Geneviève - auteur, traductrice - et de Jean-Marie - l'un des meilleurs en scène les plus importants des années 50, découvreur de Brecht, Beckett, Genet, Aimé Césaire, entre autres. C'est au théâtre qu'elle a fait ses débuts de comédienne, et l'on voit bien dans ses films qu'elle sait placer et construire une scène. Elle a écrit trois pièces, *Lapin lapin* - jouée un peu partout en Allemagne - le *Théâtre de Verdure* et *Quisaitout et Grobota* (1), créé au Théâtre national de Bretagne, à Rennes, dans la mise en scène de Benno Besson. Habillée clown-grade, méconnaissable sous son grimage

grotesque, elle joue Grobota, face à Gilles Privat, Quisaitout, visage bémol, lunettes rouges, coiffure pointue, robe de chambre élimée, on smoking. Quisaitout croit aux grandes idées et aux progrès de la technologie. Il entraîne Grobota, qui croit aux plaisirs simples, dans une quête à vrai dire un peu floue. En gros, il cherche des certitudes. Et les voit tous deux traversant un océan, arrivant à la réception d'une baronne qui, à la fin, tendra son sein au couteau d'un tueur, tandis que les malentendus amoureux s'abattent sur Quisaitout et Grobota. Ils repartent, traversent un désert, arrivent aux Champs-Élysées. A celui-là sur des hippopotames, des anges de cabaret descendant du ciel, et peinant avec difficulté le baroque à la mode, tous chantant : « *Adieu la mort ! Adieu tristesse ! La baronne est de retour ! L'amour triomphe du désert ! Qu'il fait bon de vivre sur terre.* »

Le spectacle est joli, dans les décors à gags de Jean-Marc Stélie,

faits de rideaux grès qui roulent et se disposent nonchalamment, deviennent transmutés et laissent deviner le bal de la Baronne. Jean-Marc Stélie et Benno Besson travaillent ensemble et en harmonie depuis les longtemps, mais on regrette que le premier ait abandonné *Désir sous les armes*, à Nanterre - il y jouait les vieux Cabot - pour ce travail, et qu'ainsi le spectacle ait dû s'interrompre. Car *Quisaitout et Grobota* est une pièce confuse, à la fois ambiguë et simplette, avec des dialogues de clown trop mous, des grandes tirades d'une utilité déconcertante. La naïveté passe au cinéma quand elle est contrainte par les images, et sur scène quand elle est portée par un mouvement qui lui donne une violence. Ce n'est pas le cas ici. Cela dit, Coline Serreau est toujours sincère, et c'est sans doute pourquoi le public lui fait un succès.

## MUSIQUES

## Seule contre tous

La pianiste Martha Argerich aux prises  
avec l'Ensemble orchestral de ParisHAYDN, BARTOK,  
SCHUMANN  
à la salle Pleyel

Ce n'est pas la première fois que l'Ensemble orchestral de Paris inverse le programme lorsqu'un grand soliste se produit avec lui. Martha Argerich jouait donc, mardi dernier, le *Concerto en la mineur*, de Schumann, après l'entracte, quand la première partie du concert était consacrée à la symphonie *le Matin*, de Haydn, et au *Diverimento pour cor*, de Bartok. Craignait-on que le public ne se sente dès la fin de la première partie ?

Habituellement, l'OP « redresse la tête » lorsqu'Armin Jordan, son patron, le fait travailler. Ce soir, son jeu est relâché, sa sonorité d'ensemble dure, ses nuances dynamiques réduites au minimum, l'intonation de ses cordes déficiente - que ces gens peuvent jouer faux ! - son violoncelle solo est en perdution, son violon solo veut à toute force passer au-dessus de l'orchestre, les vents - à part la flûte et la clarinette, - plus que poussifs, canardent.

Quinze ans après sa fondation par Marcel Landowski et Jean-Pierre Waller, l'Ensemble orchestral de Paris est si gravement malade que l'on s'interroge. Ne faudrait-il pas repartir de zéro, le dissoudre, recruter en plaçant la barre très haut, nommer à sa tête un directeur musical prêt à le faire travailler d'arrachepied ? Est-il vraiment impossible que nous ayons, un jour, un orchestre de chambre français qui puisse garder auprès de lui les meilleurs chefs, auquel les festivals et les maisons de disques les plus prestigieuses s'intéressent ? Armin Jordan ne renouvellerait pas son contrat de « chef invité » privilégié. Peu importe qui lui succédera - les tuelles ont choisi le violoniste Jean-Jacques Kantorow, mais il n'a pas encore signé son contrat - le niveau

global de la formation nous semble trop faible pour espérer une remise au niveau des meilleurs orchestres de chambre, même si certains éléments y sont à leur place. Et l'on ne voit pas les tuelles prendre le problème à bras le corps. Dans ce domaine, la détermination leur a toujours au moins autant manqué que la clairvoyance : lors de la fondation de l'Orchestre de Paris, cinquante musiciens ont été engagés par Charles Munch et Marcel Landowski sans avoir été auditionnés. Mais l'Orchestre de Bychkov progresse sur le bon chemin, lui.

Lorsque Martha Argerich lance la première phrase du concerto de Schumann, on espère un sursaut. Cette pianiste est si inspirée, si généreuse, qu'elle pourrait communiquer son enthousiasme aux musiciens. Parfois, dans ses dialogues avec les vents, lorsqu'elle tourne son regard vers chacun d'eux, une émotion fugace passe dans leurs interventions. Elle retombe aussitôt. Martha Argerich joue ce Schumann avec passion, une autorité souveraine et une tendresse ineffable. Ses tempos sont parfois très rapides (peut-être un peu), mais sa technique est si déliée qu'elle fait chanter chaque note. Voilà une artiste dont la tête et le cœur sont plus « rapides » encore que les doigts. Le public et l'orchestre lui font un triomphe. Elle dit ensuite dans sa loge : « *Je n'ai pas assez bien joué que cela, mon piano n'était pas... sympathique.* »

Martha Argerich est insatiable de son travail. C'est une artiste. Son dernier disque, enregistré en public, à Berlin avec Claudio Abbado lui plaît pourtant (1). Nous ne la remercions pas : leur interprétation de la *Burlesque*, de Richard Strauss, est de la lave en fusion.

ALAIN LOMPECH

(1) Le concert du Nouvel An 1993 à Berlin : CD Sony Music SK 52 563.

« A MES BEAUX YEUX »  
AUTOPORTRAITS CONTEMPORAINS  
ELAC. 29 JANVIER 30 AVRIL  
Espace Lyonnais d'Art Contemporain  
Centre d'échanges de Perrière  
4 allées - LYON  
78-42-27-39  
ts les jours, 10 h-20 h (gratuit)

COLETTE GODARD

(1) Edité par Actes Sud Papier.  
Jusqu'au 10 avril, à 20 h 30. Les mercredis à 19 heures. Les dimanches à 16 heures, sauf le 4 avril. Relâche dimanche soir et lundi. Séances supplémentaires le 3 avril à 15 heures, le 5 à 20 h 30. Tél. : 93-31-12-31. Et 3615 ARMORIC. Reprise à la Comédie de Genève du 11 au 28 mai.

MICHEL COUNNOT

Jusqu'au 25 avril, 15, rue Maite-Brun, 75020 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanches à 15 h 30. Les mercredis, vendredis, et dimanches : audition pour les amateurs et casque d'amplification pour les malentendants. Tél. : 43-66-43-80.

محند النجاشي



# CULTURE

MUSIQUES

## Les résonances de Dutilleux

Un festival et des opérations pédagogiques autour d'un compositeur secret

ASPECTS DES MUSIQUES CONTEMPORAINES  
de Coen

Ces «Aspects» de la musique de notre siècle qu'organise chaque année, au début du printemps, le conservatoire de Caen fêtent maintenant leur dixième anniversaire. La formule choisie, qui est celle du festival monographique, permet de jeter un regard, moins pressé que d'habitude, sur l'œuvre d'un compositeur jugé prédominant : Oshana, Stockhausen, Kagel, Xenakis, pour ne citer que ces noms dont la juxtaposition suggère un écosystème inspiré, ont reçu, ces dernières années, l'hommage de la ville normande et d'une équipe qui peut sereinement invoquer une participation constante de la part d'un public attentif, ouvert, souvent jeune et, semble-t-il, de bonne volonté.

Henri Dutilleux, le protagoniste de la manifestation en cours, apparaît en tant que compositeur. Mais on n'oublie pas non plus le professeur (de Francis Bayet, de Yoshitaka Tsuruta), le lecteur avisé, l'amateur éclairé d'une peinture aux profondes résonances musicales. Dans les formes, à la fois puissantes et ambiguës d'Eschère, dans la circularité tendue, la disposition pourtant mesurée de l'espace de Vieira da Silva, le visiteur de l'exposition dédiée à l'univers pictural cher au compositeur français est invité à refaire le chemin vers l'expression de quelques motifs récurrents de sa musique.

Car ce fils de graveur, arrière-petit-fils du peintre Constant Dutilleux — familial de Delacroix et de Corot, comme de l'école de Barbizon — a toujours considéré avec attention la riche analogie qui relie la ligne picturale et le «dessin» mélodique, les couleurs de la palette et la «palette» des timbres de l'orchestre. Et, tout comme le peintre dialogue toujours, d'une manière ou d'une autre, avec la toile vide, notre compositeur prend le silence comme témoin de

son geste musical, comme partenaire inéluctable et cadre valorisant de l'énoncé mélodique. Ce dialogue est, chez Dutilleux, le signe d'une interrogation : de l'éternel par le temporel, de la méditation par la narration, du symbolique par le sensible.

Le territoire stylistique d'Henri Dutilleux est un espace à géométrie variable car l'exclusion lui est étrangère. Le compositeur est l'un des rares aujourd'hui, et plus encore dans les premières décennies de l'après-guerre, à procéder par intégration plutôt que par refus. C'est paradoxalement pour cela qu'il échappe à la menace d'éclectisme qui guette souvent les «libres-penseurs» des sons, les auteurs hostiles à l'engagement esthétique partisan. «Ce que le public se reproche, c'est qu'il ne s'agit pas d'un compositeur, c'est d'un homme», dit-il lui-même, si le compositeur a fait sien ce conseil prodigué par Cocteau dans le *Coq et l'Arlequin*, ce fut pour préserver sa liberté d'inclassable. «Souvent, dans mon travail, si je ne suis pas satisfait d'une page d'orchestre, du strict point de vue plastique, c'est que quelque chose ne va pas», avoue le compositeur dans un livre d'entretiens tout récent (1).

### Le mystère et l'attente

L'amour du travail bien fait, en ne se fiant qu'à son écoute intérieure et à son imagination, et le perfectionnement du diamantaire remplaçant ainsi la revendication jalouse des innovations et des priorités avec, pour contrepartie, l'intérêt qu'il porte à la musique de Dutilleux, les grandes voilettes de l'archet ou de la baguette — les Isaac Stern, George Szell ou Mstislav Rostropovitch — qui ne font d'ailleurs pas de très fréquentes incursions dans le répertoire contemporain. Le mystère de l'immanence ou la transcendence du texte écrit (Baudelaire, Rimbaud, Yves Bonnefoy ou Julien Gracq) se sont avérés ainsi des conseils beaucoup plus profitables pour lui que l'ascèse démonstrative ou la restriction militante.

C'est à Baudelaire que le compositeur a emprunté le titre de son concerto pour violoncelle et orchestre, *Tout un monde lointain*, choisi pour ouvrir le festival à Caen et les cinq mouvements de l'œuvre font, chacun à sa manière, référence à une image appartenant au poète des *Fleurs du mal*. L'orchestre semble symboliser ici la «forêt aromatique» qui abrite, dans ses profondeurs, ce «monde (...) absent, presque défilé» dont parle Baudelaire. Devant lui, l'instrument soliste se lance dans un voyage explorateur — à la fois de l'extériorité et de son propre univers intime — archétype romantique, s'il en est. Car ce que voit le héros dans son périple, ce n'est pas la résonance acide de l'expressivisme et les contours évanescents des formes en perpétuel mouvement.

Le protagoniste est ainsi confronté à l'étrangeté, à l'altérité absolue qui soutient la forme instantanée; son récit est dessiné sur un fond éloigné, «absent», justement, hostile ou, au moins, indifférent malgré le guidage mis en place par certains timbres traités plus d'une fois comme des repères (haubois). Et malgré l'harmonie très contrôlée. Le chef d'orchestre Claude Bardou a d'ailleurs animé l'ensemble avec un soin particulier pour l'éloquence du détail et pour la fluidité du discours.

Cette structure instantanée qui, pourtant, s'installe dans la durée grâce à un système complexe de symboles harmoniques, ou de toniques, ou de timbres, comme autant de jalons qui engagent la mémoire de l'auditeur, est une particularité stylistique remarquable de la création de Dutilleux, un trait de sa personnalité musicale qu'on retrouvera dans presque toute sa musique (par exemple, dans le quatuor à cordes *Ainsi le nuit*, programmé lui aussi au festival de Caen). Mais ici, dans le concerto pour violoncelle, elle épouse et revalorise habilement une forme traditionnelle, se constituant par ailleurs en un support efficace de l'évolution soliste.

Arto Noras, violoncelliste finlandais

est éminent, dans un pays qui possède une véritable école de l'instrument, assume sa part avec une maîtrise technique et une concentration impressionnantes. Son sens de la continuité intérieure montre qu'il a saisi parfaitement le rôle que le compositeur envisage pour son protagoniste : l'exploration d'un univers fait de mystère et d'attente. Peut-être l'attente de ce moment extatique où «Nos deux cœurs seront deux vastes flambeaux/qui réfléchiront leur double lumière/Dans nos deux esprits, ces miroirs jumeaux», pour le dire avec les mots de Baudelaire.

L'autre pièce du concert d'ouverture, *Timbre, Espace, Mouvement*, porte le sous-titre *La Nuit étoilée* qui renvoie immédiatement au tableau de Van Gogh, avec sa forme ascensionnelle, en spirale, et son interrogation métaphysique sous-jacente. Tout comme le tableau, la musique suggère, par son dramatisation, par l'aspect monumental des deux violoncelles qui entourent le chef comme des statues funéraires de quelque culte depuis longtemps oublié, par l'«abétrophonie» plaintive qu'ils développent, la confrontation avec l'inconnu et une certaine fascination inquiète du vide. Le geste théâtral se développe parfois à travers, ou bien malgré, un matériau quelque peu inerte, mais la conviction montrée par le compositeur, son sens du concert, réussissent à susciter la signification et à provoquer le matériau dans le sens de la construction.

COSTIN CAZABAN

(1) *Henri Dutilleux, mystère et mémoire des sons*, entretiens avec Claude Gayman, éditions Belfond, 251 p., 130 F.

■ Jusqu'au 28 mars, concerts, projections de films, animations scolaires. Exposition «Henri Dutilleux et la peinture». Salle de l'Esplanade, château de Caen (Calvados). Entrée libre. Concerts : de 40 F à 80 F. Tél. : (161) 31-50-31-00.

# PHILATELIE

## L'Europe en revues

Avec le *Monde des philatélistes*, *Timbroscopie*, *Timbroloirs* et *l'Echo de la timbrologie*, la presse philatélique française — qui compte ces quatre titres vendus chaque mois en kiosques, auxquels on peut ajouter le mensuel édité par la Fédération des sociétés philatélistes françaises, la *Philatélie française* — se pose en leader de la spécialité au sein de la Communauté européenne. D'autant que la diffusion totale moyenne mensuelle de ces titres dépasse 120 000 exemplaires et que les trois premiers partagent le «tout-quadrucronique». Suivent de près l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne. La presse philatélique des autres pays reste plus modeste.

Les Allemands ont le choix entre *DBZ - Deutsche Briefmarken Zeitung* (prix de vente 3,5 DM), épais bimensuel incontournable, et deux mensuels, *Brief Marken Spiegel* (4 DM) et *Deutsche Briefmarken Revue* (5 DM), qui font moins appel à la couleur (sauf *DBZ*), et possèdent la particularité d'afficher une bonne santé, peu courante dans le contexte actuel. Les deux premiers se distinguent par une pagination publicitaire impressionnante. La Grande-Bretagne est dominée par deux mensuels, *Stamp Magazine* (1,70 livre) et *Gibbons Stamp Monthly* (1,45 livre). Ces deux titres offrent des études classiques et des données de qualité. *Stamp Magazine*, d'aspect plus moderne, fait appel à la couleur. Le *Gibbons* est plus tourné vers la philatélie du Commonwealth et propose des suppléments mensuels aux catalogues édités par Stanley Gibbons. Le *Philatelic Exporter* s'adresse plus aux professionnels du timbres (négociants, presse).

En Italie, *Il Collezionista francobolli*

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Breuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex; téléphone : (1) 49-60-33-28; télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

et *Cronaca filatelica* devancent *Il Giornale filatelico* et *La Tribuna del collezionista*, moins complets (prix de vente de 5 000 à 8 000 lire).

En Espagne, *Cronica filatelica* (325 pesetas) paraît comme le plus équilibré et fait la part belle à la philatélie classique, proposant même des fiches d'expertise. *El Eco filatelico y numismatico* (290 pesetas) suit tant bien que mal, avec, comme son nom l'indique, une rubrique numismatique. Les Pays-Bas disposent de deux bonnes revues : *Philatelia* (tirage 51 000 exemplaires), qui fait ponctuellement appel à la couleur, et, un cran en dessous, *Postzegel Revue* (prix de vente : 4 et 4,95 florins).

Reste à citer deux bonnes revues trimesures proposant des études de fond sur la philatélie classique, *Collectio* (Grèce) et *Belgia* (Belgique).

P. J.

Carnet d'adresses. — Allemagne : DBZ, Postfach 1426, D-6640 Lamerdingen; *Brief Marken Spiegel*, Göttinger Tagblatt, Maschmühlenweg 8/10, Postfach 3042, D-3400 Göttingen; *Deutsche Briefmarken Revue*, Postfach 130 470, 5630 Remscheid; *Anglerette*, *Stamp Magazine*, Link House, Dingwall Avenue, Croydon CR9 2TA; *Stanley Gibbons Monthly*, 5, Parkside, Christchurch Road, Ringwood, Hampshire BH24 3SH; *Philatelic Exporter*, PO Box 137, Hatfield, Hertfordshire AL10 9DB, Italie : *Il Collezionista francobolli*, via Cavour 17/F, 10123 Torino; *La Tribuna del collezionista*, via San Nilo, 4, CP 135, 04024 Gaeta; *Il Giornale filatelico*, via M. Bandello, 6, 20123 Milano; *Cronaca filatelica*, via Orzio, 22, 30122 Napoli. Espagne : *Cronica filatelica*, Lagasca, 18-2° C, E-28001 Madrid; *El Eco filatelico y numismatico*, P. Sarriena, 36-5 C, E-31003 Pamplona. Pays-Bas : *Philatelia*, Ad Knikman, Ls 20, 1273 CD Huizen; *Postzegel Revue*, Canadaan 8-A, 7316 BX Apeldoorn. Belgique : *Belgia*, Ed. Rassens, Sint Katelijnevest 47, B-2000 Antwerpen. Grèce : *Collectio*, Kifias 9, 106 78, Athènes.

## En filigrane



monde sur la thème du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique à Saint-Martin pour ses deux «Europa» émis en mai 1992.

● Bérèchel et Quillivic exposent. — Claudine Bérèchel et René Quillivic exposent gravures, dessins et sculptures, à la Galerie de l'Odéon, 11, rue de l'Odéon, 75006 Paris, jusqu'au 30 avril (ouvert du mardi au samedi, de 11 h 30 à 19 heures).

● Suivez le Kid. — Parution du numéro 2 de *Suivez le Kid*. Cet astucieux ouvrage de trente pages édité par le Musée de la Poste de Paris s'adresse aux huit à douze ans et les initie à l'histoire de la poste à travers un parcours des salles du musée. (*Suivez le Kid*, 49 F, en vente au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vauglar, 75731 Paris Cedex 15).

IP

VENTES PAR ADJUDICATION  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.88.01  
MINITEL 3615 Code AST, puis O.S.P.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 8 AVRIL 1993 à 14 h 30

LOCAL COMMERCIAL  
à usage d'ATELIER-MAGASIN, débarras, 2 caves  
PARIS 2° - 35-37, rue Saint-Sauveur  
MISE A PRIX : 400 000 F  
S'adresser pour tous renseignements à la SCP d'avocats GRANRUT, CHRESTEIL (M<sup>e</sup> BRILLATZ), 62, rue du Faubourg-Saint-Honoré 75008 PARIS. Tél. : 49-24-99-33.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 1<sup>er</sup> AVRIL 1993 à 14 heures

APPARTEMENT 5 P.P. à LEVALLOIS-PERRET  
(92) - 40, rue Edouard-Vaillant  
au 1<sup>er</sup> étage et une cave  
MISE A PRIX : 920 000 F  
S'adr. à M<sup>e</sup> DENNERY-HALPHEN, avocat à BOULOGNE (92100), 12, rue de Paris. Tél. : 46-05-36-94 - SCP, GASTINEAU, MALANGAU, BOITELLE-COUSSAU, avocats associés à Paris (75006) - 2, Carrefour de l'Odéon. Tél. : 43-26-82-98, de 9 h 30 à 12 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le Jeudi 8 avril 1993 à 14 h, en un seul lot

dans une assemblée immobilière désignée « LE FRANCE » sis à  
PUTEAUX (Hauts-de-Seine)  
31-33, r. Jean-Jaures, 43 à 45, quai de Dion-Bouton, 1-12, sq. Léon-Blum  
UN APPARTEMENT de 5 P. princ.  
(au 2<sup>e</sup> étage du bât. 1, escalier unique), une cave au sous-sol et un emplacement de garage pour voiture automobile au niveau N-1 du bât. G  
Mise à Prix : 500 000 F  
S'adresser pour renseignements à M<sup>e</sup> BERNARD-PELLETIER, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 30, rue Salvador-Allende 92 - NANTERRE  
2<sup>e</sup> SCP de GRANVILLIERS, avocat à PARIS 8  
170, bd Haussmann, tél. : 45-62-64-00 - 3<sup>e</sup> Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE où le cahier des charges a été déposé.  
4) Sur place pour visiter le 5/04/93 de 15 h à 17 h.

(Publicité)

LE VRAI  
MISTÈRE  
DE LA  
PASSION

SECONDE LETTRE A JACQUES CHIRAC

Monsieur le Maire,

Suite à notre lettre publiée dans le *Figaro* le 10 mars 1993, nous avons obtenu, et vous en remercions, un rendez-vous ce lundi avec M. Jean-Eudes Rabut, votre Chef de Cabinet.

Ce dernier nous a clairement indiqué son refus catégorique de jouer le Vrai Mystère de la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ sur le Parvis de Notre-Dame, au nom d'un principe de « non-privatisation du sol public ». Il nous a cependant proposé de donner deux représentations gratuites sur le Parvis, à nos seuls frais, sans gradins, en réduisant la durée et le nombre de comédiens, avec quelques « loupiotes » (sic) sur Notre-Dame. En même temps, il nous a imposé une location du sol public à un tarif exorbitant !

Dans le cas de notre spectacle, il n'est pas question de privatiser le sol public, bien au contraire ; il s'agit de rendre aux Parisiens l'utilisation habituelle et historique, donc naturelle du Parvis pour représenter ce spectacle spécialement créé pour ce lieu en 1450 par Arnoul Gréban, et joué en ce lieu depuis.

Notre association est d'ailleurs prête à verser les bénéfices de la recette du spectacle à une cause humanitaire. Jean-Eudes Rabut ne nous rappelle-t-il pas que cela a déjà été le cas pour la Crèche de Noël devant l'Hôtel de Ville ?

Quant à la menace de M. Rabut de nous interdire l'accès aux salles subventionnées si nous devions publier quoi que ce soit, nous préférons l'ignorer comme vous pouvez le constater.

Il est évident que nous ne pouvons pas accepter ces propositions, qui émanent d'un seul homme, et sont en contradiction avec les souhaits de plusieurs de vos adjoints et de nombreuses personnalités au sein de la Mairie. Nous demandons, de toute urgence, qu'une commission culturelle *ad hoc* examine ce dossier pour permettre aux 520 salariés impliqués dans ce spectacle de voir leurs efforts récompensés, aux membres du Comité de parrainage de voir leur souhait réalisé, aux Parisiens enfin de « renouer avec les origines du théâtre français ».

En effet, depuis 10 ans, nous sommes nombreux à observer qu'au nom de ce principe trop rigide de non-privatisation du sol public défendu par votre Chef de Cabinet, la politique culturelle et événementielle de la Ville a été réduite à sa portion congrue : toutes les opportunités de spectacle créant l'événement ont été perdues par la Ville. Ceci nous désole particulièrement, nous et les membres du Comité de parrainage qui oublient d'être de droite ou de gauche pour se prononcer avant tout sur le fait que ce spectacle puisse être enfin joué sur son lieu naturel et historique, le Parvis de Notre-Dame de Paris.

Le président,  
Jean Poncet

MEMBRES DU COMITÉ DE SOUTIEN POUR LA RENAISSANCE DU VRAI MYSTÈRE DE LA PASSION D'ARNOL GRÉBAN SUR LE PARVIS DE NOTRE-DAME :

Raymond Barré, Jean-Pierre Chevènement, Pierre Messmer, Alain Peyrefitte, Maurice Pons, Maurice Dron, Ingrid van Golen, Gabriel Axel, Jean-Marie, Michel Luch, Mylène Demongeot, Pierre Desnoë, Alain Vial, Pierre Luedi, Régine Pernoud, Jean Davy, Marcel Landowski, Odile Malin, Jacques Valentin, Nathalie Baye, Claude Jade, Jean-Michel, Jacques de Bourbon Busset, Guy Tégou, Germaine Pige, Henri Gouhier, Gilles de Bernardi, Pierre Mondy, Alain Etienne Brindeau, Jacques Lussim, R.-F. Ambrose-Marie Carré, Anna Prucnal, Jacques Duguesne, Olivier Desautel, René Huyghe, O. Méganne, Georges Duguesne, Michel Lonsdale, Robert Sabatier, Jean Guilleux, Eugène Ionesco, Jean-François Clavier, Jean Tognani, Jean-Marie Bernier, Georges Fillard, Robert Seron, Pierre Camp, Pierre Campesio de Saint-Oy, Henry Jean Seron, Silvia Ripet, Jean-Marc Tilliet, Edouardo Moura, Alain Giberman, Jean Carraz, Louis Lapointe Ringue, Hippolyte Roussin, Maurice Schumann, Elisabeth Badinter, Bernard Chapuis, Amin Maalouf, André Halimi, Jean Dutoit, Jean Guilleux, Jean-Paul Faurand, Georges Duby, Bernard Turin, Henri Thiet, Arlene Marouckine, Françoise Selgner, Sophie Tati, Speedy Grapello, Jean Piat, Christophe Delavoy, Jean-Louis Coudé, Régis Loidet.

Renaissance du Vrai Mystère - Association Loi 1901  
3, rue Jean-Dumand 75013 PARIS - CCP Paris 20 040 55 B - Tél. : (33-1) 42-07-14-83 - Fax : (33-1) 42-07-98-20.

LE ROND-POINT  
JUSQU'AU  
31 MARS

THEATRE RENAUD-BARRAULT

INDE  
CHANT DHRUPAD  
LES DAGAR  
DANSE CLASSIQUE  
Kathak  
VERONIQUE AZAN  
PREFRANA SHIRALI  
Bharata Nātyam  
SUJATHA SRINIVASAN

CHANT HINDOUSTANI  
RITA GANGULY  
CHANTS DES BAÛLS  
ET  
DU SURASHTRA  
Places 110° et 140°  
44 95 98 00

DANSE  
THEATRE  
DE LA VILLE  
PARIS

CHRISTINE BASTIN  
30 ET 31 MARS 20H30  
Gueule de loup  
création pour 5 danseurs  
2 ET 3 AVRIL 20H30  
Grâce  
pour 5 danseurs et 1 acteur  
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77



## EXPOSITIONS

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**TADAO ANDO.** Galerie du Col. Jusqu'au 24 mai.

**BERNARD BAZILE.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**COOP HIMMELSTUHL.** 1<sup>er</sup> sous-sol petite salle. Jusqu'au 12 avril.

**DANIEL DEZUZE.** La vie amoureuse des plantes. Salle d'art graphique, étage. Jusqu'au 4 avril.

**EXPERIENCE NIMES.** Galerie du Col. Jusqu'au 10 mai.

**ANDRÉ FRÉNAUD.** Poème, chant d'ombre. Galerie du 1<sup>er</sup> étage. Jusqu'au 17 mai.

**JORG IMMENDORFF.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 12 avril.

**HENRI MATISSE (1904-1917).** Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 21 juin.

**RENAUD VITTELLE N° 5. IMAGES ÉVOLUTIVES.** Galeries contemporaines. Jusqu'au 2 mai.

**RUDOLF SCHWARZKOPFER.** Galerie du forum. Jusqu'au 31 mai.

## Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-De-Montmorillon (40-48-48-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

**1893 : L'EUROPE DES PEINTRES.** Entrée : 35 F. Billet jumelé musée exposition : 60 F. Jusqu'au 23 mai.

**1893 : WAGNER ET LA FRANCE.** Exposition-dossier. Jusqu'au 30 mai.

**JEAN CAMILLE FORMIGE (1845-1926).** Dessins d'architecte. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

**LES FRANÇAIS PEINTS PAR EUX-MÊMES.** Exposition-dossier. Jusqu'au 13 juin.

## Palais du Louvre

Porte Jaume - côté jardin des Tuileries (40-20-81-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Nourme un km, sur deux et le mar. jusqu'à 21 h 15.

**DESSINS FRANÇAIS DU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.** DANS LES COLLECTIONS PUBLIQUES. Française, Division de l'Art. Entrée : 35 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 28 avril.

**LES NOCES DE CANA, DE VERONESE.** Une œuvre et sa restauration. Salle des États. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

**LEVISS BALTZ.** Entrée : 35 F. Du 25 mars au 29 mai.

**RICHARD LONG.** Entrée : 35 F. Du 25 mars au 29 mai.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

**AMÉNOPIHIS III.** Le pharaon-soliste. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 42 F. Jusqu'au 31 mai.

**LE SIÈCLE DE TITTE.** Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 45 F. Jusqu'au 14 juin.

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-69). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 19 h, mer. jusqu'à 21 h 30.

**MARTIN BARRÉ.** Les années quatre-vingt. Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.

**DAVID RABINOWITZ.** Entrée : 35 F. Jusqu'au 11 avril.

## MUSÉES

**APOLLINAIRE, CRITIQUE D'ART.** Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 19 h, dim. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 9 mai.

**AU PARADIS DES DAMES.** Nouveaux, modes et confections 1870-1870. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

**BEYTHOUT CENTRE-VILLE.** Centre national de la photographie. Palais de

Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.

**DANIEL BOUQUINET.** Mission du patrimoine photographique. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 18 avril.

**CHAGALL ET SES TOILES.** Jardin d'Acclimatation, musée en Herbe, bois de Boulogne, boulevard des Sablons (46-57-47-69). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 14 h à 18 h. Ateliers mar. et dim. de 14 h 30 (à 17 h) pendant les vacances scolaires, réservation au 40.67.97.66. Entrée : 13 F. Jusqu'au 10 septembre.

**MARTIN CHAMILL.** Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mai.

**JULIEN COULOMMIER.** Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 5, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30, Jusqu'au 10 avril.

**DANCES TRACES.** Bibliothèque du Palais Garnier, opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 20 juin.

**DE GOYA A MATISSE.** Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 5, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 30 mai.

**ODON MCCULLIN.** Rétrospective. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 avril.

**HENRI GERVEY.** Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (47-32-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 2 mai.

**KALINA.** Des Amérindiens de Guyane à Paris en 1892. Musée des Arts et Traditions populaires, 5, av. du Métro-Nord (44-17-60-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 mars.

**MARSHALL AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE.** RÈVES ET THROMPHES D'UNE VILLE. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (44-05-39-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Conférences les mar. de 18 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 18 mai.

**MOISAN.** Histoire d'une République de De Gaulle à Mitterrand. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

**PARIS, LA VILLE ET SES PROJETS.** Pavillon de l'Arsenal, rez-de-chaussée, 21, boulevard Morland (42-78-33-87). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 8 mai.

**LA RENAISSANCE DE LA MODE ITALIENNE.** Florence, la Sala Bianca 1952-1973. Musée des arts de la mode et du textile - Palais du Louvre, 109, rue de Rivoli (42-90-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 45. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> août.

**RODIN SCULPTEUR.** Œuvres méconnues. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 avril.

**SYNAGOGUES D'ALSACE.** Musée d'art juif, 42, rue des Saules (42-57-84-19). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 mai.

**ACTIONS, JOURNA ET PERRAUD.** 350, PLACE D'YVOUILLE. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 mai.

**ART ISLAND ET MÉCANAT.** Trésors du Koweït, collection al-Sabati, musée national du Koweït. Institut du monde

arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-33-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 mai.

**MAGNUS BARTAS, ANDERS K. JOHANSSON.** Photographiques. Centre culturel suédois, hôtel de Ville - 11, rue Pavane (44-78-80-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Du 26 mars au 25 avril.

**CENT QUARANTE PEINTRES, GRAVEURS, LITHOGRAPHES, SÉRI-GRAPHES.** Architecture, photographes, peintres et sculpteurs. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-76-71-72). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Du 30 mars au 18 avril.

**FABIAN CERRERO.** Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-78-33-87). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 mars.

**COLLECTION RINACO MOSCOU.** Calais des départs et consignations, 58, rue Jacob (40-49-84-63). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 15. Jusqu'au 24 mars.

**COSTUMES ET TEXTILES DES MAYAS.** Bibliothèque Forney, hôtel de Sèze, 1, rue du Faubourg (42-78-14-80). T.J. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 mai.

**MAI MARINA BLANDINI.** Galerie Charles Bonnet, 21, av. de Maine (45-45-10-48). Jusqu'au 3 avril.

**BLEU MAZARINE.** Galerie Arlette Gruney, 13, rue de Sèze (46-34-71-80). Jusqu'au 27 mars.

**AGNÈS BRACCAVONOMO, IOA R. BURZULLA, GUY DE MALHERBE, ANTOINE REYAT.** Galerie Voile du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-87-82). Jusqu'au 27 mars.

**BRANDON.** Galerie Pascal Gabor, 80, rue Quincampoix (49-04-84-84). Du 25 mars au 30 avril.

**JEAN-FRANÇOIS BRIANT.** Galerie Di Meco, 8, rue des Beaux-Arts (43-64-10-88). Jusqu'au 3 avril.

**LAURE CAUQUILL.** Galerie Mosaïque, 23, rue de la Harpe (43-63-84-64). Jusqu'au 30 avril.

**CHAGALL Viteba.** Saint-Petersbourg - Paris. Galerie Gérard Pizer, 7, rue de Valenciennes (42-78-99-07). Jusqu'au 30 avril.

**JOHN CHAMBERLAIN.** Galerie Karsten Grève, 5, rue Delaunay (42-77-19-37). Jusqu'au 22 mai.

**CHAMBERN - MONDÉJAR.** Galerie du Havre, 13, rue de Montebello (43-54-58-58). Jusqu'au 3 avril.

**SANORO CHIA.** Œuvres brésiliennes. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-78-99-00). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE CHOQUET.** La Peau, 8, rue de Valenciennes (42-78-10-87). Jusqu'au 4 avril.

**CIEL A CIEL.** Galerie Chivages, 5, rue Sainte-Annette (42-72-40-02). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE COGNÉE.** Galerie Laug-Salmon, 10, rue de Valenciennes (42-77-11-71). Jusqu'au 30 avril.

**WILLEM COLE.** Galerie Gilles-Peyroulet, 7, rue Debelleyme (42-78-69-20). Du 27 mars au 24 avril.

**JOHN LLOYD.** Galerie Arne de Vilepote, 11, rue de Valenciennes (42-78-32-24). Jusqu'au 17 avril.

**PATRICK CORILLON.** Galerie des Archives, 4, impasse Debelleyme (42-78-06-77). Jusqu'au 24 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**DADO OU LE CARDINAL DE RETZ.** Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 avril.

**LOUISE OHL-WOLFE.** Galerie Agathe Sorel, 3, rue de Pont-Neuf-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 30 avril.

**EMMANUELLE D'ANJO.** Portraits. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Valenciennes (42-78-13-44). Jusqu'au 17 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**OLIVIER DEBRÉ.** Anatomie du sourire. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Sèze (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**POST-METAPHYSIQUES.** Galerie Anzani, 9, av. de Valenciennes (42-99-18-18). Du 26 mars au 7 mai.

**MICHEL DICTEUR.** Galerie Dupuy, 13, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 30 avril.

**ELEONORE DE LA TASTE.** Galerie Pierre Leclerc, 153, rue Saint-Martin (42-78-13-44). Du 26 mars au 6 avril.

**ISOBETH DUBOIS.** Art public, 38, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 28 mai.

**WIM DELVOYE.** Galerie Christine Hussenot, 14, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**THOMAS DEMAND.** Galerie Michel Vidal, 58, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**JIMENEZ DEREZIA.** Gymnase Art, 42, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**MARC DONNADIEU.** Galerie Bouquet + Labon, 69, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**DUBREUIL.** Galerie Alessandro Vivas, 12, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**ANDRÉ DU COLOMBIER.** Galerie Patricia Douvrou et Laurent Roca, rue Tasson (47-00-36-59). Jusqu'au 25 mars.

**JEANNIE DUMESNIL.** Galerie Enval, 18, rue de Sèze (43-64-73-45). Jusqu'au 15 avril.

**DUVILLIER.** Galerie Laroque-Granoff, Faubourg de Cond (43-64-1-62). Jusqu'au 10 avril.

**PETER EISENMAN.** Galerie Sadock et Uzan, 11, rue de Valenciennes (44-59-83-03). Jusqu'au 6 juin.

**HANNE ELF.** Galerie Nicole Ferry, 57, rue de Valenciennes (49-33-52-45). Jusqu'au 8 avril.

**BERNARD FAUCON.** Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**YVES LAMBERT.** 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**CLAUDE FAURE.** La dérive des continents. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Sèze (42-78-72-81). Jusqu'au 30 avril.

**BERNARD AUBERTIN.** Galerie Jousse-Sequin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-35). Du 26 mars au 24 avril.

**ALAIN BAULY, NOËL GUBERT.** Galerie Barmann, 39, avenue Georges-Bernanos (40-51-37-80). Jusqu'au 4 avril.

**BARON.** Galerie Romanet, 30-32, rue de Valenciennes (43-28-45-70). Jusqu'au 18 avril.

**MARTIN BARRÉ.** Galerie Bruges, Galerie de Valenciennes, 7 et 8, rue de Valenciennes (42-78-14-14). Jusqu'au 17 avril.

**BENEDICTO.** Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue de Valenciennes, place Saint-Catherine (45-04-81-03). Jusqu'au 17 avril.

**JEAN-PAUL BERGER.** Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Saint-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 3 avril.

**LAURENT BETREMIEUX.** Galerie Ares, 10, rue de Valenciennes (42-72-85-65). Jusqu'au 24 avril.

**VINCENT BLOUES.** Galerie Videl-Salm, 10, rue de Valenciennes (42-78-06-06). Jusqu'au 30 avril.

**JEAN-CHARLES BLAIS.** Une scénographie pour le Théâtre sans maître. Espace temporaire Croix, 48, av. de Valenciennes (44-43-40-00). Jusqu'au 18 mai.

**MAI MARINA BLANDINI.** Galerie Charles Bonnet, 21, av. de Maine (45-45-10-48). Jusqu'au 3 avril.

**BLEU MAZARINE.** Galerie Arlette Gruney, 13, rue de Sèze (46-34-71-80). Jusqu'au 27 mars.

**AGNÈS BRACCAVONOMO, IOA R. BURZULLA, GUY DE MALHERBE, ANTOINE REYAT.** Galerie Voile du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-87-82). Jusqu'au 27 mars.

**BRANDON.** Galerie Pascal Gabor, 80, rue Quincampoix (49-04-84-84). Du 25 mars au 30 avril.

**JEAN-FRANÇOIS BRIANT.** Galerie Di Meco, 8, rue des Beaux-Arts (43-64-10-88). Jusqu'au 3 avril.

**LAURE CAUQUILL.** Galerie Mosaïque, 23, rue de la Harpe (43-63-84-64). Jusqu'au 30 avril.

**CHAGALL Viteba.** Saint-Petersbourg - Paris. Galerie Gérard Pizer, 7, rue de Valenciennes (42-78-99-07). Jusqu'au 30 avril.

**JOHN CHAMBERLAIN.** Galerie Karsten Grève, 5, rue Delaunay (42-77-19-37). Jusqu'au 22 mai.

**CHAMBERN - MONDÉJAR.** Galerie du Havre, 13, rue de Montebello (43-54-58-58). Jusqu'au 3 avril.

**SANORO CHIA.** Œuvres brésiliennes. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-78-99-00). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE CHOQUET.** La Peau, 8, rue de Valenciennes (42-78-10-87). Jusqu'au 4 avril.

**CIEL A CIEL.** Galerie Chivages, 5, rue Sainte-Annette (42-72-40-02). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE COGNÉE.** Galerie Laug-Salmon, 10, rue de Valenciennes (42-77-11-71). Jusqu'au 30 avril.

**WILLEM COLE.** Galerie Gilles-Peyroulet, 7, rue Debelleyme (42-78-69-20). Du 27 mars au 24 avril.

**JOHN LLOYD.** Galerie Arne de Vilepote, 11, rue de Valenciennes (42-78-32-24). Jusqu'au 17 avril.

**PATRICK CORILLON.** Galerie des Archives, 4, impasse Debelleyme (42-78-06-77). Jusqu'au 24 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**DADO OU LE CARDINAL DE RETZ.** Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 avril.

**LOUISE OHL-WOLFE.** Galerie Agathe Sorel, 3, rue de Pont-Neuf-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 30 avril.

**EMMANUELLE D'ANJO.** Portraits. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Valenciennes (42-78-13-44). Jusqu'au 17 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**OLIVIER DEBRÉ.** Anatomie du sourire. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Sèze (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**POST-METAPHYSIQUES.** Galerie Anzani, 9, av. de Valenciennes (42-99-18-18). Du 26 mars au 7 mai.

**MICHEL DICTEUR.** Galerie Dupuy, 13, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 30 avril.

**ELEONORE DE LA TASTE.** Galerie Pierre Leclerc, 153, rue Saint-Martin (42-78-13-44). Du 26 mars au 6 avril.

**ISOBETH DUBOIS.** Art public, 38, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 28 mai.

**WIM DELVOYE.** Galerie Christine Hussenot, 14, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**THOMAS DEMAND.** Galerie Michel Vidal, 58, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**JIMENEZ DEREZIA.** Gymnase Art, 42, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**MARC DONNADIEU.** Galerie Bouquet + Labon, 69, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**DUBREUIL.** Galerie Alessandro Vivas, 12, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**ANDRÉ DU COLOMBIER.** Galerie Patricia Douvrou et Laurent Roca, rue Tasson (47-00-36-59). Jusqu'au 25 mars.

**JEANNIE DUMESNIL.** Galerie Enval, 18, rue de Sèze (43-64-73-45). Jusqu'au 15 avril.

**DUVILLIER.** Galerie Laroque-Granoff, Faubourg de Cond (43-64-1-62). Jusqu'au 10 avril.

**PETER EISENMAN.** Galerie Sadock et Uzan, 11, rue de Valenciennes (44-59-83-03). Jusqu'au 6 juin.

**HANNE ELF.** Galerie Nicole Ferry, 57, rue de Valenciennes (49-33-52-45). Jusqu'au 8 avril.

**BERNARD FAUCON.** Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**YVES LAMBERT.** 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**CLAUDE FAURE.** La dérive des continents. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Sèze (42-78-72-81). Jusqu'au 30 avril.

**BERNARD AUBERTIN.** Galerie Jousse-Sequin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-35). Du 26 mars au 24 avril.

**ALAIN BAULY, NOËL GUBERT.** Galerie Barmann, 39, avenue Georges-Bernanos (40-51-37-80). Jusqu'au 4 avril.

**BARON.** Galerie Romanet, 30-32, rue de Valenciennes (43-28-45-70). Jusqu'au 18 avril.

**MARTIN BARRÉ.** Galerie Bruges, Galerie de Valenciennes, 7 et 8, rue de Valenciennes (42-78-14-14). Jusqu'au 17 avril.

**BENEDICTO.** Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue de Valenciennes, place Saint-Catherine (45-04-81-03). Jusqu'au 17 avril.

**JEAN-PAUL BERGER.** Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Saint-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 3 avril.

**LAURENT BETREMIEUX.** Galerie Ares, 10, rue de Valenciennes (42-72-85-65). Jusqu'au 24 avril.

**VINCENT BLOUES.** Galerie Videl-Salm, 10, rue de Valenciennes (42-78-06-06). Jusqu'au 30 avril.

**JEAN-CHARLES BLAIS.** Une scénographie pour le Théâtre sans maître. Espace temporaire Croix, 48, av. de Valenciennes (44-43-40-00). Jusqu'au 18 mai.

**MAI MARINA BLANDINI.** Galerie Charles Bonnet, 21, av. de Maine (45-45-10-48). Jusqu'au 3 avril.

**BLEU MAZARINE.** Galerie Arlette Gruney, 13, rue de Sèze (46-34-71-80). Jusqu'au 27 mars.

**AGNÈS BRACCAVONOMO, IOA R. BURZULLA, GUY DE MALHERBE, ANTOINE REYAT.** Galerie Voile du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-87-82). Jusqu'au 27 mars.

**BRANDON.** Galerie Pascal Gabor, 80, rue Quincampoix (49-04-84-84). Du 25 mars au 30 avril.

**JEAN-FRANÇOIS BRIANT.** Galerie Di Meco, 8, rue des Beaux-Arts (43-64-10-88). Jusqu'au 3 avril.

**LAURE CAUQUILL.** Galerie Mosaïque, 23, rue de la Harpe (43-63-84-64). Jusqu'au 30 avril.

**CHAGALL Viteba.** Saint-Petersbourg - Paris. Galerie Gérard Pizer, 7, rue de Valenciennes (42-78-99-07). Jusqu'au 30 avril.

**JOHN CHAMBERLAIN.** Galerie Karsten Grève, 5, rue Delaunay (42-77-19-37). Jusqu'au 22 mai.

**CHAMBERN - MONDÉJAR.** Galerie du Havre, 13, rue de Montebello (43-54-58-58). Jusqu'au 3 avril.

**SANORO CHIA.** Œuvres brésiliennes. Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-78-99-00). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE CHOQUET.** La Peau, 8, rue de Valenciennes (42-78-10-87). Jusqu'au 4 avril.

**CIEL A CIEL.** Galerie Chivages, 5, rue Sainte-Annette (42-72-40-02). Jusqu'au 10 avril.

**PHILIPPE COGNÉE.** Galerie Laug-Salmon, 10, rue de Valenciennes (42-77-11-71). Jusqu'au 30 avril.

**WILLEM COLE.** Galerie Gilles-Peyroulet, 7, rue Debelleyme (42-78-69-20). Du 27 mars au 24 avril.

**JOHN LLOYD.** Galerie Arne de Vilepote, 11, rue de Valenciennes (42-78-32-24). Jusqu'au 17 avril.

**PATRICK CORILLON.** Galerie des Archives, 4, impasse Debelleyme (42-78-06-77). Jusqu'au 24 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**DADO OU LE CARDINAL DE RETZ.** Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 avril.

**LOUISE OHL-WOLFE.** Galerie Agathe Sorel, 3, rue de Pont-Neuf-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 30 avril.

**EMMANUELLE D'ANJO.** Portraits. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Valenciennes (42-78-13-44). Jusqu'au 17 avril.

**JACQUES DAVY.** Galerie Pérouse, 18, av. de la République (42-66-51-94). Jusqu'au 30 avril.

**OLIVIER DEBRÉ.** Anatomie du sourire. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Sèze (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**POST-METAPHYSIQUES.** Galerie Anzani, 9, av. de Valenciennes (42-99-18-18). Du 26 mars au 7 mai.

**MICHEL DICTEUR.** Galerie Dupuy, 13, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 30 avril.

**ELEONORE DE LA TASTE.** Galerie Pierre Leclerc, 153, rue Saint-Martin (42-78-13-44). Du 26 mars au 6 avril.

**ISOBETH DUBOIS.** Art public, 38, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 28 mai.

**WIM DELVOYE.** Galerie Christine Hussenot, 14, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**THOMAS DEMAND.** Galerie Michel Vidal, 58, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**JIMENEZ DEREZIA.** Gymnase Art, 42, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**MARC DONNADIEU.** Galerie Bouquet + Labon, 69, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 22 avril.

**DUBREUIL.** Galerie Alessandro Vivas, 12, rue de Valenciennes (42-78-32-22). Jusqu'au 17 avril.

**ANDRÉ DU COLOMBIER.** Galerie Patricia Douvrou et Laurent Roca, rue Tasson (47-00-36-59). Jusqu'au 25 mars.

**JEANNIE DUMESNIL.** Galerie Enval, 18, rue de Sèze (43-64-73-45). Jusqu'au 15 avril.

**DUVILLIER.** Galerie Laroque-Granoff, Faubourg de Cond (43-64-1-62). Jusqu'au 10 avril.

**PETER EISENMAN.** Galerie Sadock et Uzan, 11, rue de Valenciennes (44-59-83-03). Jusqu'au 6 juin.

**HANNE ELF.** Galerie Nicole Ferry, 57, rue de Valenciennes (49-33-52-45). Jusqu'au 8 avril.

**BERNARD FAUCON.** Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**YVES LAMBERT.** 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 5 avril.

**CLAUDE FAURE.** La dérive des continents. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Sèze (42-78-72-81). Jusqu'au 30 avril.

**BERNARD AUBERTIN.** Galerie Jousse-Sequin, 32-34, rue de Valenciennes (47-00-32-35). Du 26 mars au 24 avril.

**ALAIN BAULY, NOËL GUBERT.** Galerie Barmann, 39, avenue Georges-Bernanos (40-51-37-80). Jusqu'au 4 avril.

**BARON.** Galerie Romanet, 30-32, rue de Valenciennes (43-28-45-70). Jusqu'au 18 avril.

**MARTIN BARRÉ.** Galerie Bruges, Galerie de Valenciennes, 7 et 8, rue de Valenciennes (42-78-14-14). Jusqu'au 17 avril.

**BENEDICTO.** Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue de Valenciennes, place Saint-Catherine (45-04-81-03). Jusqu'au 17 avril.

**JEAN-PAUL BERGER.** Galerie Jean-Pierre Lambert, 3, place du Marché-Saint-Catherine (42-78-62-74). Jusqu'au 3 avril.

**LAURENT BETREMIEUX.** Galerie Ares, 10, rue de Valenciennes (42-72-85-65). Jusqu'au 24 avril.

**VINCENT BLOUES.** Galerie Videl-Salm, 10, rue de Valenciennes (42-78-06-06). Jusqu'au 30 avril.

**JEAN-CHARLES BLAIS.** Une scénographie pour le Théâtre sans maître. Espace temporaire Croix, 48, av. de Valenciennes (44-43-40-00). Jusqu'au 18 mai.

**MAI MARINA BLANDINI.** Galerie Charles Bonnet, 21, av. de Maine (45-45-10-48). Jusqu'au 3 avril.

**BLEU MAZARINE.** Galerie Arlette Gruney, 13, rue de Sèze (46-34-71-80). Jusqu'au 27 mars.

**AGNÈS BRACCAVONOMO, IOA R. BURZULLA, GUY DE MALHERBE, ANTOINE REYAT.** Galerie Voile du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-87-82). Jusqu'au 27 mars.

**BRANDON.** Galerie Pascal Gabor, 80, rue Quincampo



# ÉCONOMIE

BILLET

## Bis repetita

Dès son installation, le prochain gouvernement aura à prendre plusieurs décisions importantes de politique économique qui fixeront, et pour longtemps, la stratégie de la future majorité sur des points aussi essentiels que la construction de l'Europe, l'activité économique, la pression fiscale, le commerce international.

La France traverse, depuis l'été 1992, une phase de ralentissement marqué de son activité économique. Dans cette conjoncture difficile, de nombreux responsables de petites et moyennes entreprises mais aussi des hommes politiques de talent proposent de mener une nouvelle politique dont les contours se sont dessinés de plus en plus clairement au fil des mois : rupture avec la politique de franc fort et les disciplines monétaires du système monétaire européen (SME); rupture avec la GATT et les ébauches d'accord auxquelles il a donné lieu, ébauche de protectionnisme... On retrouve un écho lointain de cette politique, fortement teintée de nationalisme, dans la tentative esquissée en 1981 par la gauche pour relancer une activité économique plus que languissante et combattre un chômage en forte progression. Il y a dix ans exactement, jour pour jour - c'était le 25 mars 1983 - le gouvernement Mauroy mettait fin à cette tentative politique soignée, malgré sa brièveté, n'en avait pas moins provoqué des déficits budgétaires et du commerce extérieur insupportables, endettement considérable, dévaluations à répétition du franc.

Avant d'abandonner définitivement sa stratégie de rupture avec les gesticulations libérales pratiquées à l'étranger, le chef de l'Etat, et M. Mauroy, qui dirigeait alors le gouvernement, s'étaient durement affrontés sur le point de savoir si la sortie du franc du SME et son flottement n'apporteraient pas une évolution, permettant à la France de poursuivre sur une voie moyenne entre la rupture complète avec l'Europe et l'alignement inconditionnel sur l'Allemagne.

M. Mauroy et son équipe avaient en extrême réussite convaincu M. Mitterrand qu'une sortie du SME aurait pour conséquence de détruire, et pour longtemps, l'axe franco-allemand et l'essentiel de la construction européenne de l'après-guerre. Finalement, le franc était dévalué le 21 mars mais restait dans le SME. Quatre jours après, le 25 mars, un plan d'austérité de grande ampleur était annoncé, dont l'objectif était de réparer les dégâts causés par la politique de déficits menés depuis juin 1981.

Dix ans plus tard, la France en difficulté retrouve ses vieux démons : l'Europe, l'Allemagne, le franc, l'austérité fiscale. Dans l'attente des décisions que prendra le prochain gouvernement, les opérateurs boursiers nous rappellent que les marchés des changes. Avec quelque logique, il faut bien le dire.

ALAIN VERNHOLES

La crise politique belge provoque des tensions monétaires. - Au lendemain de la démission du premier ministre belge, M. Jean-Luc Dehaene, la Banque centrale de Belgique a été contrainte, mercredi 24 mars, de relever ses taux directeurs afin de calmer les tensions monétaires. Le taux central a été porté de 8 % à 8,50 %, et celui des avances spéciales de 9,75 % à 12 %, avant d'être ramené à 12 %. Ces mesures ont permis un léger redressement du franc belge, atténué en début de journée mercredi.

Alors que M. Josselin annonce un nouveau dispositif de soutien

## Bruxelles refuse les mesures d'urgence d'aide aux marins pêcheurs réclamées par Paris

M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé, mercredi 24 mars, de nouvelles aides aux marins pêcheurs, qui traversent depuis deux mois une grave crise. Le principe de ces « mesures de compensation » avait été arrêté le 19 mars. Les pertes de chiffre d'affaires des pêcheurs (aussi bien pour les flottes industrielles qu'artisanales) seront compensées à partir du moment où le recul en février 1993, par rapport au même mois de 1992, dépassera 5 %. Lorsque les pertes de chiffre d'affaires dépasseront 20 %, le pêcheur sera indemnisé à 85 %. Selon les calculs du secrétariat d'Etat, le manque à gagner est de 85 millions de francs, et l'enveloppe prévue pour les indemnités de février de 45 millions de francs. M. Josselin a ajouté que le dispositif serait reconductible en mars, mais évidemment « il appartiendra au futur gouvernement d'en

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Les débarquements directs de poissons dans les ports de la CEE par des bateaux des pays tiers seront surveillés plus étroitement. La Commission européenne devait inviter, jeudi 25 mars, les Etats membres à renforcer les contrôles sanitaires et à appliquer à l'ensemble des espèces débarquées des prix minima à l'importation égaux aux prix de référence, lesquels sont fixés chaque année par les Douanes pour orienter le marché. Il s'agit d'une nouvelle extension du mécanisme des prix minima arrêté le 25 février, et les experts bruxellois espèrent que cet encadrement supplémentaire permettra d'éviter les débarquements sauvages à des prix de dumping.

La Commission répond ainsi,

partiellement, aux demandes pressantes de M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la mer, après que les ministres des Douanes ont refusé de renforcer la protection du marché communautaire (le Monde du 20 mars). Cependant le geste de Bruxelles reste très en deçà des revendications françaises. M. Josselin réclamait une hausse de 30 % des prix minima et une limitation des débarquements directs en provenance de certains pays (Russie, Pologne), auxquels il est reproché de semer le désordre sur le marché en offrant leurs poissons à des prix particulièrement bas.

« De telles demandes ne sont pas réalistes. La Commission ne peut ignorer qu'une large partie du conseil des ministres est hostile à des dispositions protectionnistes. Elle fait le maximum compte tenu de ce qu'est la réglementation, mais aussi compte tenu du rapport de

forces dans la Communauté. On ne dispose même pas de données statistiques démontrant que la chute des cours s'explique par une augmentation du poisson importé des pays tiers », commente un fonctionnaire de la Commission. Il ajoute que la crise actuelle et le désarroi des pêcheurs s'expliquent par des raisons antérieures et bien plus profondes : la surexploitation de la mer, longtemps déconçue par Bruxelles sans que les organisations professionnelles prennent ces mises en garde au sérieux. « Les pêcheurs, notamment français, qui ont été habitués à des prix très favorables, ont investi dans des bateaux trop puissants par rapport à la ressource. Au premier coup de tabac, ils ne tiennent pas le coup ».

PHILIPPE LEMAITRE

## La bataille des puces

Suite de la première page

Extérieurement, les bâtiments aux vitres fumées bleu cobalt s'intègrent dans le paysage de cette vallée où sont concentrées des centaines d'entreprises d'informatique et de télécommunications à l'architecture futuriste. A l'intérieur du siège, voisin de l'un des sept sites de fabrication de la firme, les quelque deux mille ingénieurs - sur les vingt-six mille employés d'Intel - doivent se contenter de bureaux paysagers gris clair, aussi dire des boîtes. M. Dham, vice-président, dont le revenu annuel est d'environ 300 000 dollars (1,7 million de francs), est à pied levé privilégié : son bureau de 15 mètres carrés donne sur le parking. Sur les cloisons qui séparent les boîtes sont accrochées, sur des affiches colorées, les principes de la maison, tels que « discipline, qualité, intégrité absolue » ou encore « sois ouvert et directif ». Un des ingénieurs, qui, pour la présentation de l'ordinateur porte son nom, ne se laisse pas impressionner par l'inscription rouge Intel, explique qu'il a le droit d'arriver le matin une heure en retard mais qu'il n'est pas question de manquer une seule réunion.

En attendant la septième génération

« La hiérarchie a été ici comprise au maximum », explique M. James Neuhoff, un des ingénieurs : « personne ne doit avoir peur de contester les décisions ». Sans craindre d'aller les contraires, Intel cherche à associer la rigueur japonaise à la décontraction californienne. L'équipe qui a conçu le Pentium, le dernier né du groupe, plus petit qu'une boîte d'allumettes - mais une boîte d'allumettes qui contient plus de trois millions de transistors - comprend des Américains, des Israéliens, des Chinois, des Français et plusieurs Indiens, dont M. Dham. Celui-ci, quarante ans, originaire de New-Delhi, ingénieur spécialiste des microprocesseurs en Inde, a reçu une bourse pour venir étudier à Cincinnati (Ohio) en 1975. Nombre des ingénieurs d'Intel sont ainsi des immigrants de la première génération.

Intel recrute chaque année plus de cinq cents étudiants fraîchement diplômés des grandes universités américaines, en particulier Stanford et de Berkeley, installées non loin de Santa Clara. La moyenne d'âge d'Intel est si basse que pendant longtemps, personne n'avait jugé bon de mettre en place un plan de retraite. M. Dham, qui reconnaît qu'Intel occupe toute sa vie, attend avec impatience les deux mois sabbatiques qui lui sont accordés tous les trois ans, pendant lesquels il rentre en Inde : « Je suis resté indien dans ma manière de vivre et de penser », explique M. Dham. Je suis ici car il y a du capital. Il ne cache pas le

plaisir qu'il éprouve à « dessiner » des microprocesseurs, en particulier ceux de la septième génération, les P7, prévus pour 1994 : « Plus ces composants sont rapides dans leur fonctionnement, plus nous pouvons miniaturiser », explique M. Dham, qui compte en centaines de millions d'instructions par seconde. Intel, dont les microprocesseurs équipent déjà nombre d'ordinateurs portables, prépare l'arrivée de machines assez petites pour tenir dans la paume de la main : « Les PDNA (Personal Digital Devices assistant), petits, faciles à utiliser, à la fois ordinateurs, téléphones, vidéos et moyens de liaison avec les banques de données ».

Attaqué sur deux fronts

Premier fabricant mondial de composants électroniques en chiffre d'affaires, devant les Japonais NEC et Toshiba, Intel ne parvient qu'à peine à répondre à la demande. La société estime pourtant que son succès est fragile : « Nous sommes toujours sur le fil du rasoir », explique M. Dham. Pour maintenir son avance, Intel consacrera 900 millions de dollars (5 milliards de francs) à la recherche en 1993.

Son nouveau microprocesseur, le Pentium, est attaqué sur deux fronts : d'une part, une autre technologie, le RISC, utilisée par des concurrents comme Digital (DEC), permet d'obtenir de meilleures performances que la technologie d'Intel, le CISC, mais il est encore trop tôt pour que le RISC devienne la norme. D'autre part, Intel est gêné par des sociétés qui copient ses microprocesseurs : AMD (Advanced Micro Devices), une autre entreprise de la Silicon Valley, a ainsi gagné des centaines de millions de dollars en vendant une puce qui ressemble à 386, une des générations précédentes de microprocesseurs Intel. Les procès en justice ont été trop lents pour être efficaces. Le risque de voir les 486 - la génération suivante - imités puis commercialisés par d'autres sociétés a poussé Intel à lancer son Pentium plus tôt que prévu. Chacun sait, dans la Silicon Valley qui vient, lors de la récession de 1991, de perdre 30 000 emplois, que la croissance peut vite se changer en déclin. Jusqu'ici, Intel a su imposer ses normes, comme, à une autre échelle, les Etats-Unis continuent d'imposer les normes en matière de microprocesseurs aux Japonais et aux Européens.

Afin de consolider sa puissance, Intel presse la nouvelle administration de M. Bill Clinton de contraindre les Japonais et les Européens à ouvrir leurs marchés. En 1992, l'Europe représentait 25 % des ventes d'Intel, le Japon 8 %. Intel a été implanté à Lixilly, près de Dublin. M. Michel Maibach, qui mène le

Pour non-respect de la législation sociale

## Bull sermonné, IBM France condamné

Bull pourrait revenir sur son programme de départs volontaires, dont l'objectif est, pour 1993, de réduire de 46 à 7 %, soit d'environ 1 000 personnes, les effectifs salariés du constructeur en France. L'inspection du travail vient, en effet, d'exiger du groupe public qu'il présente un plan social au bonnet à deux faces. C'est-à-dire un ensemble de mesures précises visant à réduire le nombre des licenciements et à prévoir des actions de reclassement pour les salariés concernés.

Le départ par volontariat n'exonère « rien » Bull de l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un plan visant au reclassement des salariés volontaires », note l'administration dans une lettre adressée à la direction du groupe en début de semaine. Car si, depuis juillet 1992, la législation du travail reconnaît, de fait, les plans de départs volontaires, elle rappelle que ce mode de traitement des sureffectifs ne dispense pas l'em-

ployeur des responsabilités prévues dans le cadre des procédures de licenciement collectif. Notant des manques, et notamment les mesures envisagées par Bull ai le nombre de volontaires s'avère insuffisant, l'administration demande aujourd'hui à la direction du groupe de reprendre l'intégralité de la procédure d'information et de consultation du comité central d'entreprise. En un mot, la groupe public est invité à revoir complètement sa copie.

Il y a trois semaines, c'était IBM France qui avait été épinglé par la cour d'appel de Paris. Dans un arrêt rendu le 26 février, constatant que le plan de départs volontaires lancé par la société en 1991 avait abouti au licenciement de 1 177 salariés pour motif économique sans que les procédures collectives soient respectées, la cour avait condamné IBM France.

C. M.

Pour la première fois depuis mai 1990

## Léger repli du chômage dans l'OCDE en janvier

Pour la première fois depuis mai 1990, le taux de chômage dans la zone OCDE a diminué en janvier, passant de 7,6 % à 7,3 % sous l'effet de l'amélioration constatée aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et en Australie. En revanche, « le chômage » européen ou « est resté inchangé dans tous les pays européens pour lesquels des données mensuelles sont disponibles ». Ainsi, dans la Communauté européenne, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en janvier contre 9,7 % le mois précédent, selon les chiffres publiés mercredi 24 mars par l'OCDE.

Parmi les sept pays dont les données de février sont déjà connues, trois ont enregistré une diminution du taux de chômage - les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni - alors que trois autres ont fait état d'une légère détérioration (Nouvelle-Zélande, Belgique et Suède).

Selon son président

## Le Comptoir des entrepreneurs a besoin de capitaux supplémentaires

S'exprimant en public pour la première fois depuis la révélation de la crise de liquidités du Comptoir des entrepreneurs (CDE), son président M. Jean-Jacques Piette a indiqué, mercredi 24 mars, qu'il était toujours à la recherche de capitaux extérieurs. Des fonds qui viendraient compléter la recapitalisation de 800 millions de francs déjà prévue et l'émission pour 200 millions de francs de titres subordonnés.

« Il est de mon rôle de trouver une solution capitaliste », a affirmé

M. Piette à l'issue d'un colloque sur la crise immobilière, en soulignant qu'il avait « 1 600 employés à sauver ». M. Piette a également confirmé implicitement la possibilité de l'entrée de Cerus dans le capital du Comptoir. Le président du CDE a également relancé l'idée de la création d'un « gisement créances immobilières » par la Banque de France, qui pourrait permettre le refinancement des établissements de crédit spécialisés en offrant des conditions privilégiées sur leurs créances.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CIC Banque SNVB

### 86 MF DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE 1992

Le Conseil d'Administration de la SNVB, sous la Présidence de Monsieur Bernard YONCOURT, a arrêté les comptes de l'exercice 1992.

Malgré un recul du bénéfice net consolidé à 85,8 MF contre 96,3 MF pour 1991, le résultat de l'exercice apparaît plutôt satisfaisant compte tenu des conditions d'exploitation bancaire enregistrées en 1992.

Le Produit Net Bancaire atteint 1.510 MF et les frais généraux s'établissent à 1.083 MF laissant un résultat d'exploitation, avant charges d'amortissement et loyers de crédit-bail liés aux investissements et provisions, de 427 MF au même niveau que sur l'exercice 1991.

En raison de l'important effort engagé - refonte du réseau informatique notamment - la charge sur l'exercice des amortissements s'éleva de 69 MF à 84 MF.

Dans le cadre de la poursuite d'une politique rigoureuse de couverture des risques, l'augmentation des provisions (+ 20 %), résulte essentiellement - en l'absence d'engagements significatifs sur l'immobilier - de la dégradation conjoncturelle des risques sur FME.

En dépit d'un contexte difficile, la SNVB a atteint ses objectifs de développement, assuré la pérennité de ses choix stratégiques, préservé ses capacités de plus-values, et consolidé sa structure financière : rentabilité sur fonds propres légèrement supérieure à 10 %, ratio de solvabilité porté de 8,85 % à 9,30 %.

En 1993, la SNVB poursuivra ses actions destinées à améliorer l'expertise et la proximité de ses services, et continuera d'investir dans la formation de ses collaborateurs et dans l'utilisation des technologies les plus performantes au profit de sa clientèle.



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Le plan de sauvetage de l'industrie charbonnière britannique

## Le gouvernement de M. Major est menacé d'une nouvelle fronde syndicale et parlementaire

Le plan gouvernemental en faveur de l'industrie charbonnière, qui prévoit de sauver une faible partie des trente et une mines menacées, risque de provoquer une nouvelle fronde parlementaire. Les syndicats des mineurs, pour leur part, ont appelé à une grève nationale le 2 avril, qui coïncidera avec celle des cheminots.

LONDRES

de notre correspondant

M. Michael Heseltine, ministre de l'Industrie et du Commerce, joue son quitte ou double, avec la publication, jeudi 25 mars, du Livre blanc sur l'industrie charbonnière. Échoué par le mouvement de protestation provoqué, en octobre 1992, par l'annonce de la fermeture de trente et un puits et le licenciement de trente mille mineurs, le gouvernement a tenté d'élaborer un compromis entre la nécessité de restructurer une industrie largement déficitaire et celle d'éviter une nouvelle « épreuve » parlementaire. Au moment où la faible majorité dont dispose le premier ministre à la Chambre des communes (vingt voix) est soumise à rude épreuve dans le cadre du débat de ratification du traité de Maastricht, M. John Major ne peut se permettre de rallumer un foyer de

contestation au sein du Parti conservateur.

M. Heseltine, longtemps considéré comme le ministre le plus influent du gouvernement, voire comme le successeur potentiel du premier ministre, avait été sérieusement affaibli par la crise charbonnière. Ses propositions constituent donc une sorte de pari : combien de mines faut-il sauver pour obtenir la neutralité, sinon l'accord, de la majorité gouvernementale, sachant que les parlementaires vont être influencés par les réactions – forcément défavorables – de l'opinion publique et des syndicats ? Ce compromis mi-chèvre mi-chou est basé sur de larges subventions (le Monde du 27 janvier). Selon des fuites d'origine gouvernementale, le Livre blanc propose de maintenir en activité treize des trente et une mines menacées, grâce à un plan de subventions atteignant 500 millions de livres (1), mais dont la durée serait limitée à deux ans.

Six autres mines seraient « mises en sommeil » (arrêt de la production, mais entretien des installations), enfin plusieurs puits (pour tant déclarés non rentables par British Coal) pourraient être cédés à des opérateurs du secteur privé, par un système de licences. Cette dernière catégorie regroupe, certes, un nombre limité de mines, mais son intérêt politique est important : le gouvernement peut ainsi montrer que la privatisation de British Coal,

promise mais longtemps retardée, est en cours d'achèvement. M. Heseltine compte exploiter ce dernier aspect, tout en soulignant que ses propositions reviennent à « repêcher » près de dix-neuf mines, alors même que les exigences des parlementaires conservateurs ne portaient que sur la moitié des mines menacées.

## Les cheminots et les pompiers également

La commission parlementaire sur l'industrie réclamait cependant une aide publique étendue sur cinq ans, ce délai devant permettre aux mines britanniques d'accroître leur compétitivité, afin de survivre à la concurrence du marché mondial. Il est donc a priori douteux que le montage gouvernemental soit de nature à satisfaire les plus ardents défenseurs de l'industrie minière. M. Winston Churchill, petit-fils de l'ancien premier ministre, qui a pris la tête de ce mouvement, déclare qu'il n'est pas prêt à accepter « un marchandage politique à court terme ». A long terme, en effet, la stratégie officielle semble se borner à un accord avec les deux principaux producteurs privés d'électricité, PowerGen et National Power, qui achètent 80 % de la production de charbon de British Coal (65 millions de tonnes) et fournissent plus de 66 % de l'électricité consommée en Grande-Bretagne.

Ces deux sociétés, qui se sont

engagées à acheter 40 millions de tonnes de charbon cette année (30 millions les années suivantes), sont soumises aux pressions du gouvernement, qui souhaite les voir s'engager à acquérir plusieurs dizaines de millions de tonnes de charbon au cours des prochaines années.

Le Livre blanc apportera d'autres précisions concernant l'avenir de l'industrie charbonnière, sans pour autant proposer un plan d'ensemble de la production d'énergie en Grande-Bretagne. Les syndicats, qui ne se font guère d'illusions, ont d'ores et déjà appelé à une grève nationale des mineurs, le 2 avril, celle-ci devant coïncider avec un arrêt de travail des employés de British Rail, inquiets de la perspective de plusieurs dizaines de licenciements dans les chemins de fer.

Les pompiers pourraient se joindre à ce mouvement, afin de protester contre la décision du gouvernement de limiter la progression des salaires du secteur public à 1,5 % cette année. Le gouvernement de M. John Major apparaît donc à la veille d'échéances sociales et politiques difficiles. Mais, en appelant à la grève, les syndicats des mineurs ont pris le risque de s'aliéner une partie de l'opinion qui leur était acquise.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,20 F.

## TRANSPORTS

Selon le directeur « grandes lignes » de la SNCF

## Les perturbations du système de réservation Socrate « sont quasiment terminées »

Le directeur « grandes lignes » de la SNCF, M. Jean-Marie Metzler, a profité d'une rencontre organisée, le 24 mars, avec l'Association professionnelle des journalistes du tourisme (APJT) pour répondre aux critiques qui fusent de toutes parts contre le nouveau système de réservation informatisé Socrate (voir le Monde du 13 mars et « le Monde l'Économique » daté 21-22 mars).

M. Metzler a précisé trois points : « Nous avons vécu une période de rodage qui a fait souffrir les voyageurs et le personnel, a-t-il reconnu. Elle est quasiment terminée. D'autre part, « Socrate est arrivé en même temps que la hausse tarifaire annuelle qu'il nous fallait appliquer au moment où les autorités de tutelle nous l'accordaient ; cela a quelque peu brouillé le message vis-à-vis de la clientèle ». Enfin, « il est vrai que le nouveau billet Socrate n'est pas extraordinaire, a-t-il déclaré. Nous travaillons à le rendre plus lisible ».

Le directeur « grandes lignes » a affirmé que le nouveau système ne modifierait ni les prix ni les réductions « commerciales » (Vermeil, Carrissimo, Kiwi) ou « sociales » (congés payés, familles nombreuses). S'il n'est pas question d'étendre la réservation obligatoire sur les TGV aux autres trains, la SNCF étudie bien une refonte de son calendrier « bien-blanc-rouge » qui empêche actuellement aux titulaires de réductions « commerciales » d'emprunter certains trains et elle expérimente un système plus souple limitant l'accès mais n'interdisant rien.

ALAIN FAUJAS

## INDICATEURS

## CEE

• Inflation : + 3,5 % en un an. – Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % dans la CEE en février par rapport à janvier. La hausse annuelle (février 1993 par rapport à février 1992) s'établit à 3,5 %. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées au Portugal (0,8 %), du fait de hausses du prix de l'eau et des tarifs de transports, et au Royaume-Uni (0,7 %), du fait de l'habillement, de l'alimentation et des transports. Les prix ont augmenté de 0,4 % en Allemagne, en France, en Italie et aux Pays-Bas, et de 0,3 % en Belgique, au Danemark, en Grèce et au Luxembourg. Le taux d'inflation annuel de 3,5 % enregistré dans la CEE en février est en baisse de 0,1 % par rapport à celui, révisé, de janvier qui était de 3,6 %.

## ÉTATS-UNIS

• Commandes de biens durables : + 2,2 % en février. – Les commandes de biens durables aux États-Unis ont augmenté de 2,2 % en février. Les commandes aéronautiques, en hausse de 10,9 %, ont représenté la moitié de la hausse instantanée constatée en février, hausse qui intervient après une baisse de 2,3 % en janvier (chiffre révisé).

• La Croatie et la Slovaquie sont devenues membres de la Banque mondiale. – La Croatie et la Slovaquie, deux anciennes Républiques de Yougoslavie, sont devenues membres de la Banque mondiale, selon un communiqué publié, mercredi 24 mars, à Washington. Les deux États ont été admis il y a quelques mois au Fonds monétaire international (FMI). En revanche, la République fédérative de Yougoslavie, non reconnue par la communauté internationale, ne satisfait pas pour l'instant aux conditions d'adhésion.

• Les banques suédoises ont perdu près de 60 milliards de francs. – Les banques et institutions financières suédoises ont enregistré en 1992 des pertes de 83,6 milliards de couronnes (près de 60 milliards de francs), selon un rapport publié par le Swedish Financial Institute. Pour les trois dernières années, les pertes des banques du Royaume totalisent plus de 80 milliards de francs. L'année 1993 sera encore difficile pour les banques suédoises, d'après Mats Josefson de l'Institut des Finances.

## AGRICULTURE

Polémique à propos des importations

## Deux coopératives fruitières de la Drôme sont détruites par un incendie volontaire

## VALENCE

de notre correspondant

L'incendie de deux coopératives fruitières dans la Drôme, dans la nuit du mardi 23 au mercredi 24 mars, a mis en évidence les contradictions internes des professionnels de l'agriculture, qui pratiquent discrètement des importations... qu'ils dénoncent par ailleurs publiquement.

Nectarfruits, à Châteaufort-du-Rhône, a été entièrement détruite par le feu, alors qu'un tiers des locaux de Lorfruits, à Lortol, étaient la proie des flammes. Un commando d'une vingtaine d'hommes capotés a mis le feu à ces deux établissements après avoir sauté des plateaux de tomates du Maroc. Les responsables syndicaux agricoles se sont déclarés « indignés par ces actes de malveillance qui ont porté atteinte aux outils économiques des producteurs de la vallée du Rhône ». Mais, le 2 mars, les mêmes syndicalistes (Centre des jeunes agriculteurs et Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) étaient à la tête

des manifestants qui « déversaient des pommes dans les rues de Valence. Ils avaient alors indiqué que tous les commerces allaient être mis « sous surveillance » et que ceux qui importaient des fruits ou légumes d'un pays qui n'est pas membre de la CEE s'exposeraient à des représailles.

L'une des coopératives incendiées, Nectarfruits, est gérée par un groupement de producteurs de pêches du sud de la Drôme. Pendant l'hiver, les entrepôts sont loués à la société nantaise Odeur Prim, qui importe des légumes du Maroc, destinés aux grandes surfaces en France. Lorsque les locaux ne suffisent pas à abriter les dizaines de tonnes de tomates du Maghreb, les légumes sont stockés momentanément dans d'autres coopératives de la région. Les syndicalistes qui, au début du mois, dénonçaient les importations, admettent que « pour réduire les frais de gestion, ces coopératives sont bien obligées d'importer des produits étrangers ».

GÉRARD MÉJEAN

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ECUREUIL INVESTISSEMENTS

SICAV ACTIONS FRANÇAISES - PEA

pour vos placements sur les grandes valeurs de la cote

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 6 avril 1993. Le Conseil proposera de fixer le dividende net de l'exercice à 3,77 F par action.

DECOMPOSITION	NET
• obligations françaises	1,79 F
• actions françaises	1,98 F
<b>TOTAL</b>	<b>3,77 F</b>

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 16 avril et mis en paiement le 20 avril 1993. Son réinvestissement, particulièrement judicieux dans le cadre du PEA, s'effectue sans frais jusqu'au 20 juillet 1993.

Crédit d'impôt : selon la nouvelle réglementation fiscale, il sera déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des avoirs fiscaux entre les actions en circulation à cette date.

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 9 février 1993 sous la présidence de Monsieur Lucien Lavigne, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1992.

## PERFORMANCES AU 31.12.1992 EN % (dividendes nets réinvestis)

	sur 1 an	sur 3 ans
Ecureuil Investissements	+ 13,21	+ 13,56
Moyenne de la catégorie	+ 5,02	- 4,29
(Surperformance)		

Valeur de l'action au 31.12.92 : 149,73 F.

## ORIENTATION DES PLACEMENTS

Ecureuil Investissements est investie en permanence à 60 % au moins en actions françaises, selon la réglementation du PEA. Son portefeuille privilégie les grandes valeurs de la bourse de Paris.

Cette Sicav permet d'investir dans le cadre fiscal avantageux du PEA.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE

## PREVOYANCE ECUREUIL

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES

pour recevoir un revenu annuel régulier

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le 7 avril 1993. Le Conseil proposera de fixer le dividende net par action à 16,33 F, sans crédit d'impôt.

Ce montant, exceptionnellement élevé cette année, est dû à une mise en harmonie avec la nouvelle fiscalité des plus-values : la distribution de la totalité des revenus perçus par la Sicav vous permettra de continuer à bénéficier du seuil maximal de cessions pour l'exonération des plus-values réalisées.

## DECOMPOSITION :

• obligations françaises non indexées	11,67 F
• titres de créances négociables	4,66 F
<b>TOTAL</b>	<b>16,33 F</b>

## MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 11 février 1993 sous la présidence de Monsieur Maurice Bénasillo, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1992.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 16 avril et mis en paiement le 20 avril 1993 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 20 juillet 1993).

## PERFORMANCES AU 31.12.1992 EN % (dividendes nets réinvestis)

	sur 1 an	sur 3 ans
Prévoyance Ecureuil	+ 10,19	+ 23,08
Moyenne de la catégorie	+ 10,21	+ 22,40
(Surperformance)		

Valeur de l'action au 31.12.92 : 116,43 F.

## ORIENTATION DES PLACEMENTS

Sicav obligataire, Prévoyance Ecureuil permet de placer un capital sur moyen ou long terme tout en percevant un revenu annuel.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.



CAISSE D'ÉPARGNE



هكتمان الكحل

## COMMUNICATION

# Le cinéma français dans le goulot des salles

Face à la domination de Pathé, Gaumont et UGC, le gouvernement souhaite que les exploitants indépendants se regroupent.

Un nouveau quotidien

«Le Jour» est né

Le premier numéro du Jour (4 francs) a été diffusé le jeudi 25 mars. Ce nouveau quotidien d'informations générales de seize pages, imprimé en noir et blanc, est distribué dans l'ensemble du pays par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), ainsi que par des créateurs de journaux dans les rues de Paris. Le Jour veut être un journal de «proximité», mais aussi «crier des liens, prendre la parole, la donner, la révéler (...)» écrit dans son éditorial de «une», son fondateur, Jean-Christophe Nothias.

Le Jour souhaite surtout être proche des gens. Il comporte deux cahiers : «Le Jour», nourri de politique locale, nationale et européenne, avec une forte priorité donnée à l'actualité sociale ; «La Nuit» avec des rubriques axées sur la culture - cinéma, programmes de télévision (baptisés drôlement : «On n'est pas obligé»), la chanson, etc. Au centre du journal, un cahier intitulé «les Parcs» fait le point sur l'emploi, les stages, le chômage, etc., en étant enrichi d'informations pratiques. La double page centrale est logiquement intitulée «la Plage». Pensée offrir un espace «à la beauté, la surprise», elle présente dans cette première livraison un projet de transformation de l'île Seguin, ancienne forteresse Renault, en... «Cité des plaisirs».

### EN BREF

AFP : moins de pertes qu'en 1991. - Le conseil d'administration de l'AFP, réuni mercredi 24 mars, a approuvé les comptes 1992 de l'agence. Le chiffre d'affaires s'élève à 1,06 milliard de francs, le résultat d'exploitation à moins 24,8 millions et le résultat net à moins 27,4 millions. Ces chiffres, en amélioration par rapport au budget et par rapport à l'année 1991, s'expliquent par la progression des prestations (transmissions satellitaires et transports d'informations d'autres agences) et par les performances des services économiques et des bureaux installés en Asie et au Proche-Orient. Le plan social concernait une partie des trois cent cinquante ouvriers du Livre qui s'occupent à l'AFP de la maintenance (téléscripteurs, bâtiments, etc.) et des transmissions, et qui fait partie du plan quadriennal 1991-1994, a été évacué. Enfin, le conseil a entériné la décision prise par M. Linnel Fleury, PDG de l'AFP, de nommer M. Pierre Lemoine, qui dirige le bureau de Bonn, au poste de directeur général adjoint (le Monde du 2 février).

Benetton « pirate » une photographie de Fidel Castro. - Le quotidien du Parti communiste, l'Humanité, a publié, mercredi 24 mars, en pleine dernière page, une photographie pour le magazine Colors de la société d'habillement Benetton, montrant Fidel Castro en train de feuilleter un exemplaire de la revue. Il s'agit d'une photo prise en janvier dernier à La Havane et publiée sans l'accord du chef d'Etat cubain. L'Humanité est le premier journal à avoir publié cette photographie, pour une unique parution en France, la campagne de promotion du magazine ne

La concentration des grands circuits parisiens entre les mains de gros distributeurs est-elle nuisible au cinéma français ? En considérant le marché des salles de la capitale comme un tout, au lieu de le faire quartier par quartier, le gouvernement vient de répondre à cette question par la négative. A la grande fureur de l'Association française des producteurs de films, de l'Union des producteurs de films et d'une bonne dizaine de distributeurs indépendants (le Monde du 25 mars), qui estiment, à l'inverse, que les grands circuits font le jeu du cinéma américain au détriment du cinéma français et européen.

L'affaire remonte à janvier 1992. A cette date, Pathé et Gaumont rendaient public un accord au terme duquel Pathé cédait toutes ses salles parisiennes à Gaumont (à l'exception de l'ensemble Wepler situé place Clichy), tandis que Gaumont s'effaçait au profit de Pathé dans toutes les villes de province où les deux circuits étaient en concurrence. Au total, plus de soixante salles changeaient de mains.

Aussitôt saisi, le Conseil de la concurrence prenait son temps et remettait un rapport sur cet échange, assorti d'un avis. Le

ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, promettait de notifier sa décision les jours suivants, mais le temps passait et tout laissait à penser que le dossier serait traité par le gouvernement issu des élections législatives. D'autant qu'UGC, le troisième circuit, passait à son tour au crible des experts du Conseil de la concurrence.

Or - et c'est ce qui motive la colère des distributeurs - à la veille du second tour, dans un arrêté qui devrait paraître à la fin de cette semaine au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation (BOCC), M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a décidé de ne pas remettre en cause l'échange de salles.

Pis, le ministre s'est écarté de l'esprit de l'avis du Conseil de la concurrence. Au lieu de considérer le marché parisien comme un ensemble de zones (Champs-Élysées, grands boulevards, etc.), le gouvernement a choisi de le traiter comme un tout. En demandant à Gaumont de se dessaisir de 2,5 % de parts de marché, il laisse à la société de M. Nicolas Seydoux la totalité de ses écrans (moins une salle au Quartier latin) et lui demande simplement de renoncer

à diriger la programmation de salles indépendantes. Une poignée d'exploitants artisanaux va donc se retrouver confrontée aux affres de la conquête des films de première exclusivité.

Se fondant sur les études du Centre national de la cinématographie (CNC), le Conseil de la concurrence avait pourtant analysé le marché parisien tout autrement. S'il apparaissait que Gaumont et UGC détenaient respectivement 26 % et 33 % du marché parisien - ce qui en soi n'est pas énorme - dans certains quartiers, en revanche, la concentration était manifeste.

### Un problème de survie

Sur les Champs-Élysées, Gaumont encaisse 40 % des recettes et UGC 55 %. Sur les grands boulevards, Gaumont fait 26,3 % des recettes et UGC 32,53 %, etc. Compte tenu du fait que, dans les quartiers «porteurs», les grands circuits encaissent la majorité des recettes, il importait donc de desserrer leur étreinte et de les obliger à remettre dans le jeu du marché, dans un délai raisonnable, un certain nombre de salles.

Le gouvernement cherche à obliger les «petits» à se regrouper en circuit pour pallier le retrait de Pathé. Sur les quartiers stratégiques, les positions des grands restent acquises. Mais les distributeurs indépendants affirment que cette décision gouvernementale met en danger leur existence et celle du cinéma français.

En traitant le marché parisien comme un tout, le gouvernement, en tout cas, a privilégié un discours économique au détriment d'un discours culturel. Le renforcement des circuits peut en effet se concevoir pour des raisons économiques. A

l'heure de l'Union européenne et de l'afflux des productions de Hollywood sur le Vieux Continent, le gouvernement pense qu'il faut aider à la constitution de «majors» françaises capables d'affronter les géants d'outre-Atlantique. Seuls des groupes puissants peuvent réaliser des programmes onéreux de rénovations de salles au de création de mégacomplexes comme il en existe en Belgique, Grande-Bretagne et Etats-Unis.

L'exemple étranger le prouve, il y a de l'argent à gagner avec les salles : en multipliant les entrées, certes, mais aussi en vendant du popcorn. Une des questions-clés de l'exploitation des films, aujourd'hui, s'énonce ainsi : comment optimiser la consommation de popcorn sachant qu'un Américain dépense 14 francs en sus du billet d'entrée alors qu'un Français ne débourse que 2,30 F ? Tous les circuits le savent aujourd'hui, c'est par les «produits annexes» (popcorn, glaces, Caca...) que se construisent les marges. C'est même en fonction des produits annexes qu'on module les grilles tarifaires pour augmenter la fréquentation aux heures creuses. Certains circuits ont bien pensé également à moduler les prix en fonction des films (à film confidentiel, prix bradé), mais la formule n'a pas encore dépassé le stade de l'étude... Peu de producteurs supporteraient l'idée d'être vendus au rabais.

### «Bizarro...»

Ce discours cohérent bute cependant sur un autre argument : à quoi bon des «majors» françaises si, finalement, elles ne sont pas «assez puissantes», selon le mot de M. Marc Karmitz, PDG de MK2, pour résister aux distributeurs de films américains. La loi du profit rapide ne peut qu'inciter, à terme,

tout circuit, qu'il soit Gaumont ou UGC, à privilégier Hollywood au détriment des films français.

Lors des secondes Rencontres cinématographiques de Beaune organisées par l'ARP (l'Association des Auteurs-réalisateurs-producteurs, que dirige Claude Berri) au mois d'octobre 1992, la réalisatrice Vera Belmont poussait un cri d'alarme : «Terminator, Basic Instinct, très bien, ce sont de grands films populaires. Ils ont leur place. Ils drainent du public. Je n'ai rien à dire. Mais, on ne trouve que cela de mieux en mieux, c'est des films américains véritablement de seconde zone arrivant à trouver des salles en France (...). Les vingt-cinq, trente salles. Alors que, pour nous, si on arrive à être diffusés dans dix à douze salles, nous sommes fous de joie!»

Même des producteurs du poids de M. Karmitz se plaignent que certains de leurs films soient cantonnés à la périphérie, dans un nombre restreint de salles, alors qu'une ouverture plus grande est donnée aux films américains. Les conséquences de cette marginalisation sont d'autant plus fâcheuses que la vente des films aux chaînes de télévision en pâtit. Mais le cinéma se fait remarquer en salle, moins il a de chances de faire affaire avec la télévision. Or, la diffusion télévisée constitue l'élément-clé de l'amortissement d'un film.

A la décharge du gouvernement, il n'est toutefois pas sûr qu'une application stricte de l'avis du Conseil de la concurrence pourrait remédier à la désaffection des Français à l'égard de leur production nationale. Pour la bonne raison que le goulot d'étranglement de la distribution se situe o'ne pas dissociable de la crise générale du cinéma français et des difficultés des producteurs français à réamorcer un contact entre leurs films et les goûts du public.

YVES MAMOU

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### CROISSANCE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS EN 1992

Le Conseil d'Administration de BSN, réuni le 23 mars 1993, a examiné les comptes consolidés du Groupe, audités et certifiés par les Commissaires aux Comptes.

Conformément à ce qui avait été annoncé à la fin du mois de janvier 1993, le bénéfice net du Groupe BSN s'élève à 3.438 millions de francs en 1992, contre 3.445 millions de francs en 1991 (hors éléments inhabituels liés à la cession du champagne), soit une progression de 5,6 %.

Le marge brute d'autofinancement (cash flow) a progressé de 7 % pour atteindre 7.399 millions de francs.

#### PRINCIPALES DONNÉES CONSOLIDÉES 1991 ET 1992

(en millions de francs)	1991	1992
Chiffre d'affaires	66.069	70.840
Résultat opérationnel	6.701	7.117
Bénéfice net (part du Groupe)	3.445	3.438
Bénéfice net par action (titres)	53,30	55,60
Marge brute d'autofinancement	6.918	7.399
Investissements industriels	3.338	3.597
Cash flow disponible après investissements industriels	3.580	3.802
Capitaux propres (part du Groupe)	24.257	28.149

\* Hors éléments inhabituels liés à la cession du champagne

La répartition du résultat opérationnel (résultat avant frais financiers et impôts) par Branche d'activité s'est établie comme suit :

(en millions de francs)	1991	1992
Produits Frais	2.083	2.537
Épicerie - Pâtes	1.224	1.027
Biscuits	1.202	1.102
Boissons	806	899
Sauces Minérales	719	908
Emballages	789	730
Résultat opérationnel des Branches	6.823	7.203
Résultats non répartis	-122	-86
Résultat opérationnel du Groupe	6.701	7.117

La société Danone S.A. en Espagne (Branche Produits Frais) est consolidée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

Les données relatives à 1992 comprennent, pour la première fois, les résultats de France Plats Cuisinés en France et Pycosa (burgués) en Espagne dans la Branche Épicerie - Pâtes, de W&R Jacob en France dans la Branche Biscuits et d'Italoque en Italie dans la Branche Sauces Minérales.

#### DIVIDENDE PAR ACTION PROPOSÉ

Le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de BSN, société-mère du Groupe, pour l'exercice 1992 ; le résultat net s'est établi à 1.186 millions de francs. En 1991, le résultat net s'était établi à 819 millions de francs (hors plus-value de cession des activités champagne).

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 18 mai 1993 de fixer le dividende à 15,00 francs par action ou titre de 1992 correspondant à un dividende global par action de 22,50 francs. Compte tenu de l'attribution gratuite réalisée en août 1992 dans la proportion d'une pour dix, ceci représente une augmentation de 13,8 % du dividende.

Comme l'année passée, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions de la société BSN, (émisses à un prix égal à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée des Actionnaires, diminué du dividende).

Pour plus d'informations, composez sur votre mobile : 36.16-CLIFF.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Le Monde

### L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

#### appartements ventes

11<sup>e</sup> arrdt

PARMENTIER

Lux. 2/4 P. 90 m<sup>2</sup>, sol av. Jacqui, chère de son. 1 980 000 F. VERO MARCART. 42-61-61-61

12<sup>e</sup> arrdt

Particulier vend beau volume, tout confort de 80 m<sup>2</sup> sur cour, très clair et calme. A 100 m Opéra-Bastille. Proche métro. 1 700 000 F. Tél. (11) 43-47-12-75

93

Seine-Saint-Denis

Particulier à particulier. Dancy, 15 m (part du Bourg) 2 P., cuis., + 1 P. mansardée, 80 m<sup>2</sup> au sol. Particulier agencé. Prix à débiter. 48-30-15-43, toute la journée.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris prêt. 50, 60, 70, 140, 150, 160, 40, 90. PAYS COÛT chez nous. 48-73-48-07, même le soir.

#### maisons individuelles

EXCEPTIONNEL

BUTTES-CHAUMONT

Maison style duplex invisible de la rue, sur jardin privé, 90 m<sup>2</sup>, sol., cuis., cheminée, 1 bur., 2 chb., s.d.b., 2 wc. 48-30-30-40 (le soir) 42-41-85-47 (le jour)

FONTEY-SOUS-BOIS

Belle maison bourgeoise 250 m<sup>2</sup> + jardin. Garage. Bon état général. 4 800 000 F. 43-80-30-40

#### villas

VIVRE LA NATURE entre NEMES ET MONTPELLIER, villa individuelle 3/4 ou 5 P., jdo, piscine, prestations de qualité, à 10 m automobile au départ.

BAMA. Tél. : 66-71-23-66

viagers

BD VOLTAIRE

BEAU 8 P. OCCUPÉ 94 m<sup>2</sup>, 2 200 F par mois + 400 000 F. 43-85-24-70

boxes - parking

A VENDRE PARKINGS PARIS 11 AV. PHILIPPE-AUGUSTE 150 000 F. 48-27-42-22.

#### propriétés

#### ACTIM SARRO IMMOBILIER PROVENCE

vous invite dans les Salons du

« MÉRIDIEN MONT-PARNASSE »

SAMEDI 27, DIMANCHE 28 MARS 1993

de 10 heures à 21 heures

afin de vous présenter Les Demeures de Provence, Drôme, Lubéron

84110 VAISON-LA-ROMAINE • Tél. : 90-28-82-83

#### bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

COMMUNICATIONS

et tous services. 43-55-17-50

CHATELET

12 bureaux + annexes. Occupés par Propriétaires. 42-71-23-30

92411 COURBEVOIE CEDEX



## VIE DES ENTREPRISES

Fort de ses bons résultats

## Nestlé simplifie ses structures

Malgré le ralentissement de la consommation, Nestlé a enregistré une progression de 8 % de son chiffre d'affaires en 1992, qui atteint 54,5 milliards de francs suisses (200 milliards de francs), et une hausse de 9,2 % de son bénéfice, qui s'élève à 2,69 milliards de francs suisses (9,9 milliards de francs).

Le volume des ventes du groupe a progressé de 3,3 %. Cette croissance, qui n'est influencée ni par les cours de change ni par les acquisitions, est d'autant plus satisfaisante qu'elle a été réalisée dans un climat économique morose dans de nombreuses régions du monde, a indiqué le groupe suisse, mercredi 24 mars, en publiant ses comptes.

Fort de ses bons résultats, le numéro un mondial de l'agroalimentaire a annoncé son intention de simplifier les structures de son actionariat, pour augmenter « la liquidité du marché des titres de la société », et de procéder à une augmentation de capital.

Lors de l'assemblée générale du 27 mai, les actionnaires auront à se prononcer sur la disparition des trois types d'actions (nominatives, au porteur, bons de participation sans droit de vote) au profit d'une seule catégorie, les actions nominatives.

Nestlé s'aligne ainsi sur « la grande majorité des sociétés internationales » et se dit convaincu, que « cette mesure rendra les titres plus attractifs encore pour les investisseurs institutionnels ». Toutefois, les anciens détenteurs d'actions au porteur et de bons de participation qui le désirent pourront garder l'anonymat.

Le conseil proposera alors une augmentation de capital avec droit de souscription pour les actionnaires. Seront créées 1,532 million d'actions nominatives à un prix inférieur au marché, à raison d'une action nouvelle pour 25 actions nominatives ou au porteur, et de 2 nouvelles pour 25 bons de participation.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements :  
46-62-72-67

Avec une progression du bénéfice net en 1992

## Pernod-Ricard prêt pour de nouvelles acquisitions

« Notre objectif est plutôt d'acheter des sociétés que d'en vendre, et nous avons retrouvé les moyens d'investir », a affirmé, mercredi 24 mars, M. Patrick Ricard, président de Pernod-Ricard, en se basant sur la réduction de son endettement. Dans ce domaine, la politique est de réaliser uniquement des « opérations amicales », et pour l'instant rien n'est prévu. Mais une fois l'opportunité trouvée, « ça peut aller très vite », a expliqué le président de ce groupe de spiritueux et boissons sans alcool lors de la présentation des comptes 1992.

Malgré la crise économique et le ralentissement de la consommation, le résultat courant a progressé de 1,8 %, à 1,5 milliard de francs. Le bénéfice net part du groupe, hors vente de la Société des vins

de France (SVF), a progressé de 7,7 %, à 1,029 milliard de francs. En incluant les plus-values dégagées par cette cession, le résultat net a gagné 15 %, à 1,130 milliard, tandis que le chiffre d'affaires, compte tenu de ce désengagement, s'est déprécié de 4,8 %, à 14,498 milliards de francs.

Pour la première fois, la part de l'international représente plus de la moitié de l'activité (54 %). L'objectif fixé étant qu'elle atteigne les deux tiers des ventes dans les prochaines années. Dans le même temps, l'équilibre entre les secteurs sans alcool et alcool se poursuit. Si les spiritueux sont encore prépondérants dans le groupe (55 % des ventes), Pernod-Ricard a été confronté à une baisse des ventes de produits annexes (1 million de litres en moins) en raison

de la concurrence des produits sans marque. En revanche, sur un marché du whisky en recul pour la première fois dans l'Hexagone, il a réussi à gagner des parts de marché. Seules deux sociétés du groupe pour les jus de fruit et CDF (Cus et domaines de France) dans le siège de vins fins ont été en perte.

Pour 1993, conjoncture oblige, le groupe a décidé de « réduire sensiblement ses investissements industriels », qui étaient de 480 millions de francs. « Mais du fait de la répartition de la gamme de nos produits, nous sommes en mesure, peut-être plus que les autres, de profiter d'une reprise, si reprise il y a », a précisé M. Ricard, sans vouloir donner de prévisions pour l'exercice en cours.

DOMINIQUE GALLOIS

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

■ **Elf-Sanofi** : hausse de 9,4 % du résultat net en 1992. — Le résultat net d'Elf-Sanofi (cosmétique, pharmacie), filiale du groupe public Elf-Aquitaine, a progressé en 1992 de 9,4 %, à 1,04 milliard de francs contre 956 millions, a annoncé le groupe, mercredi 24 mars. Durant la même période, les ventes ont progressé de 9,4 % également, à 21,44 milliards de francs, en raison notamment des nouvelles acquisitions. A périmètre comparable, la croissance des ventes n'a été que de 3,9 %. Selon la direction, la forte hausse du résultat net est à mettre sur le compte à la fois de « l'effet de synergie résultant de l'alliance » avec l'américain Winthrop, et de la « maîtrise des frais ».

■ **BP France** : recul de 36 % des bénéfices. — BP France a annoncé, mercredi 24 mars, un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 99 millions de francs en 1992, en chute de 36 % par rapport à celui de 1991 (170 millions). Dans les activités pétrolières, le résultat courant économique (hors effet de stocks) s'est traduit par une perte de 139 millions de francs contre un bénéfice de 645 millions, tandis que dans la chimie BP France a accusé une perte de 115 millions contre un bénéfice de 52 millions en 1991. BP France a enregistré une perte courante de 322 millions contre un bénéfice courant de 166 millions. Selon la firme, après les niveaux élevés atteints en 1991, les marges de

raffinage ont été déprimées tout au long de 1992. Cette dégradation a été partiellement compensée par l'amélioration de la productivité des unités de raffinage et par la vente de biens immobiliers. Le réseau BP de stations-service a enregistré un résultat positif pour la première fois depuis de nombreuses années.

■ **AKZO** : bénéfice net de 646 millions de florins en 1992. — Le groupe chimique et pharmaceutique néerlandais AKZO a réalisé en 1992 un bénéfice net global de 646 millions de florins (1,94 milliard de francs) en progression de 11,3 %. Le chiffre d'affaires mondial du groupe a augmenté de 0,5 %, à 16,5 milliards de florins (50,7 milliards de francs) et son résultat d'exploitation a grimpé de 6,2 % à 1,228 milliard de florins.

## CRISE

■ **Merck** : 1 000 suppressions d'emplois. — La firme pharmaceutique américaine Merck, qui dispute avec le britannique Glaxo le premier rang mondial, a annoncé, mercredi 24 mars, la suppression de 1 000 emplois sur les 38 400 du groupe. Une partie des réductions d'emploi, qui n'affecteront pas les départements de vente et de recherche, se feront par mises à la retraite anticipée. Le coût de ces mesures « pèsera particulièrement sur les bénéfices pour le premier semestre de 1993 », a souligné la société. Pour l'ensemble de l'année, les résultats devraient progresser de 11 à 13 %.

## MANAGEMENT

■ **Continental Airlines** : démission du PDG. — Le PDG de Continental Airlines, M. Lewis Jordan, quarante-sept ans, a donné sa démission, a-t-on appris, mercredi 24 mars, auprès de la compagnie aérienne américaine. Continental Airlines, la cinquième compagnie aérienne américaine, est actuellement en réorganisation judiciaire et opère sous la protection de la loi sur les faillites. Elle a perdu 125,3 millions de dollars (710 millions de francs) l'an dernier et a annulé récemment une commande de 20 Airbus. — (AFP)

■ **Usinor-Sacilor** : reconduction de M. Francis Mer. — L'ancien PDG d'EDF, M. Pierre Delaport, l'ancien président d'Elf, M. Michel Pecqueur, vont faire leur entrée au conseil d'administration du groupe sidérurgique public Usinor-Sacilor, renouvelé mercredi 24 mars. Le PDG du groupe, M. Francis Mer, tient les fonctions au sein du conseil d'administration arrivant à échéance en mars 1993, a été reconduit par le dernier conseil des ministres du gouvernement socialiste.

■ **General Motors** : démission de cadres après le départ de M. Lopez de Arriortua. — Les cadres européens de General Motors qui travaillaient à Detroit (Michigan) avec M. Ignacio Lopez de Arriortua, responsable mondial des achats du groupe, passé depuis chez Volkswagen, ont donné leur démission, a annoncé mercredi 24 mars, le premier constructeur automobile. Trois autres cadres d'un niveau inférieur, MM. Ramon Pizsa, Jose Alvarez et Andre Versteeg, ont donné leur démission. M. Lopez de Arriortua, qui avait fait économiser en moins d'un an plus de 1 milliard de dollars à GM en exerçant une pression sur les équipementiers extérieurs, a rejoint Volkswagen le 16 mars.

■ **Capital**. — Le groupe Seribo va être contrôlé par une société en commandite. — Le groupe Seribo, spécialisé dans la transformation du bois, va être contrôlé par une société en commandite à laquelle l'actuel actionnaire majoritaire, M. Roger Chandelier, va apporter sa participation, indique un avis financier publié mardi 22 mars dans la presse économique. M. Chandelier sera le seul gérant commanditaire de la nouvelle holding familiale. La structure en commandite, qui dissocie gestion d'une société et propriété du capital, est généralement considérée comme une parade efficace contre les tentatives d'OPA hostiles. Le groupe familial n'avait pourtant pas d'inquiétude dans ce domaine puisqu'il détenait jusqu'alors 64,5 % du capital et 70,8 % des droits de vote de Seribo. A l'issue de cette opération, le groupe Seribo, coté au second marché de la Bourse de Paris, restera majoritairement détenu par la famille Chandelier.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 mars ↑ Bon départ

Le nouveau terme, celui d'avril, a bien démarré jeudi dans un marché actif où les grandes valeurs de la cote, délaissées ces dernières semaines, retrouvaient les faveurs des investisseurs. En hausse de 1,77 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait un début d'après-midi, vers quatorze heures un gain de 1,88 %, à 1 886,34 points. L'indice CAC 40 repartait ainsi vers la barre des 2 000 points.

L'avènement du nouveau terme n'est pas étranger à cette bonne tenue du marché, estimant les gestionnaires. Il coïncide pratiquement avec la composition d'un nouveau gouvernement la semaine prochaine. Or, les dernières déclarations concernant la politique économique et financière qui concernent les responsables de la nouvelle majorité (maintien d'un franc fort par exemple) ont été très bien accueillies dans les salles de marché jeudi matin.

Mais les bonnes nouvelles viennent aussi de l'étranger notant les opérateurs. En Russie, Boris Eltsine a fait baisser la tension des dernières heures et, jeudi matin, le Bundesbank a baissé à 7,5 % contre 8,4 % son taux sur les Bore du Trésor à trois jours. M. Omar Inyang, un membre du directoire de la Bundesbank, a en outre déclaré qu'en baissant son taux d'escompte d'un demi-point à 7,5 % la semaine précédente, la banque centrale allemande a poursuivi le processus de baisse des taux d'intérêt directeurs en raison notamment du ralentissement de la croissance de la masse monétaire depuis le début de l'année et des signes de ralentissement de l'inflation.

Du côté des valeurs en hausse figurent Dynatronic, Vallourec et Bertrand Fabry. En baisse on notait Nordson, Rosal-Union et Carmaux-Metallbox.

NEW-YORK, 24 mars ↓ Baisse

Wall Street a cédé du terrain, mercredi 24 mars, en raison des inquiétudes sur la crise politique en Russie ainsi que de la faiblesse des valeurs pharmaceutiques après l'annonce par Merck que ses résultats seraient moins bons que prévu en 1993. La grande Bourse new-yorkaise avait toutefois progressé légèrement dans la matinée, grâce à l'annonce d'une augmentation de 2,2 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en février, alors que les experts tablèrent sur un recul de 0,5 %. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a finalement clôturé à 3 445,38 points, en baisse de 16,49 points, soit un recul de 0,48 %. Le marché a été secoué avec quelque 274 millions de valeurs traitées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 1 001 contre 884 585 titres sont restés inchangés.

Par ailleurs, les opérateurs continuent à suivre de près la situation en Russie, craignant que l'administration américaine ne soit forcée d'augmenter le montant de son aide à ce pays et de limiter les

coups dans le budget de la défense. Cela compromettrait l'objectif de réduction du déficit budgétaire du président Clinton, estiment des experts.

INDICES	Cours de 23 mars	Cours de 24 mars
NYSE	3 445,38	3 428,89
AMEX	57,18	57,38
NASDAQ	2 018,14	2 018,14
FTSE 100	2 811,10	2 808,06
DAX	1 886,34	1 886,34
IBEX 35	1 886,34	1 886,34
EURO STOXX	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 40	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 100	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 200	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 300	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 400	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 500	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 600	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 700	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 800	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 900	1 886,34	1 886,34
EURO CAC 1000	1 886,34	1 886,34

LONDRES, 24 mars = Stable

Après s'être effondrés tout au long de la journée, les valeurs ont regagné du terrain mercredi 24 mars au Stock Exchange après l'ouverture en légère hausse de Wall Street et un rebond du marché à terme, pour terminer quasiment au même niveau que la veille. L'indice Footsie des valeurs londonniennes a clôturé en baisse de 0,5 %, à 2 811,10 points après avoir reculé jusqu'à 2 843 points au milieu de la matinée. Les 4 valeurs ont porté sur 823,1 millions d'actions contre 885,2 millions mardi.

Les valeurs ont plié du nez dans la matinée en raison de la continuation de la situation politique en Russie, à l'absence de perspective rapide de réduction des taux d'intérêt et à des résultats de sociétés peu favorables.

Les trois les plus chahutés ont été ceux de la compagnie pétrolière Esso, qui ont perdu 13 pence à 173 après l'annonce d'une réduction de 6,1 % du dividende et d'une perte de 385 millions de livres pour l'exercice 1992.

INDICES	Cours de 23 mars	Cours de 24 mars
Footsie 100	2 811,10	2 808,06
FTSE 250	1 886,34	1 886,34
FTSE 500	1 886,34	1 886,34
FTSE 1000	1 886,34	1 886,34
FTSE 1500	1 886,34	1 886,34
FTSE 2000	1 886,34	1 886,34
FTSE 2500	1 886,34	1 886,34
FTSE 3000	1 886,34	1 886,34
FTSE 3500	1 886,34	1 886,34
FTSE 4000	1 886,34	1 886,34
FTSE 4500	1 886,34	1 886,34
FTSE 5000	1 886,34	1 886,34
FTSE 5500	1 886,34	1 886,34
FTSE 6000	1 886,34	1 886,34
FTSE 6500	1 886,34	1 886,34
FTSE 7000	1 886,34	1 886,34
FTSE 7500	1 886,34	1 886,34
FTSE 8000	1 886,34	1 886,34
FTSE 8500	1 886,34	1 886,34
FTSE 9000	1 886,34	1 886,34
FTSE 9500	1 886,34	1 886,34
FTSE 10000	1 886,34	1 886,34

TOKYO, 25 mars ↑ Nouvelle progression

La Bourse de Tokyo a terminé, jeudi 25 mars en fin de séance, sur une nouvelle et forte hausse de 1,70 % grâce notamment à des annonces d'augmentation de la perspective d'une reprise de l'économie. L'indice Nikkei est même monté à un plus haut de l'année en séance, puis des prises de bénéfices ont limité son ascension. Au final, le Nikkei gagne 314,23 points à 18 764,92 points avec environ 470 millions de titres échangés contre 350 millions mercredi.

« Les récentes indicateurs économiques signalent une reprise économique », déclare un boursier. « Le soulagement à l'idée que cette

séance était la dernière de l'année fiscale explique aussi pour partie la hausse », ajoute-t-il. Les intervenants ont également été encouragés par un relâchement de la tension en Russie et par la progression des marchés européens, la veille.

INDICES	Cours de 24 mars	Cours de 25 mars
Nikkei 225	18 764,92	18 764,92
TOPIX	1 886,34	1 886,34
TOPIX 500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 1000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 1500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 2000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 2500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 3000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 3500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 4000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 4500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 5000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 5500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 6000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 6500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 7000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 7500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 8000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 8500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 9000	1 886,34	1 886,34
TOPIX 9500	1 886,34	1 886,34
TOPIX 10000	1 886,34	1 886,34

## CHANGES

Dollar : 5,5595 F ↑

Le dollar était en très légère hausse jeudi 25 mars, s'échangeant à 5,5595 francs, contre 5,5550 la veille au cours indicatif de la Banque de France. Le cours du mark était stable, à 3,4010 francs.

FRANCOFRANCE	24 mars	25 mars
Dollar (en DM)	1,6375	1,6348
TOKYO	24 mars	25 mars
Dollar (en yen)	115,50	117,15

MARCHÉ MONÉTAIRE	24 mars	25 mars
Paris (25 mars)	10 157,6	11 %
New-York (24 mars)	2 157,6	%

## BOURSES

(SBF, base 100 : 31-12-91)

(indice général)

CAC 40 : 521,89 523,35

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 : 1 952,18 1 954,57

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles : 3 461,85 3 445,38

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs : 2 811,10 2 808,06

30 valeurs : 2 232,29 2 235,49

Mines d'or : 105,78 104,80

Fonds d'Etat : 96,99 96,60

FRANCOFRANCE

Dax : 1 648,44 1 659,45

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 18 764,92 18 764,92

Indice général : 1 395,43 1 414,82

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé / Offert	Demandé / Offert
\$ E-U	5,5595 / 5,5595	5,5595 / 5,5595
Yen (100)	115,50 / 117,15	115,50 / 117,15
DM	3,4010 / 3,4010	3,4010 / 3,4010
£	1,6375 / 1,6348	1,6375 / 1,6348
Franc suisse	1,6375 / 1,6348	1,6375 / 1,6348
Livre (1000)	1,6375 / 1,6348	1,6375 / 1,6348
Livre sterling	1,6375 / 1,6348	1,6375 / 1,6348
Peseta (100)	1,6375 / 1,6348	1,6375 / 1,6348

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé / Offert	Demandé / Offert	Demandé / Offert
\$ E-U	3,776 / 3,776	3,776 / 3,776	3,776 / 3,776
Yen (100)	8,276 / 8,276	8,276 / 8,276	8,276 / 8,276
DM	7,127 / 7,127	7,127 / 7,127	7,127 / 7,127
£	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516
Franc suisse	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516
Livre (1000)	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516
Livre sterling	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516
Peseta (100)	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516
Franc français	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516	5,516 / 5,516

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la salle des marchés de la BNP.

## TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE DROITE

COPENHAGUE 44-13-86-26 De midi à 22 h 30. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. CANARD sauté.  
142, Champs-Élysées F. dim. SAUMON mariné à l'aneth. MIGNONS DE RENÉ : un vitigno de pin.

## RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30 - 14 h 30, 20 h - 23 h. Ouvert le samedi. Toujours sur bon rapport qualité-prix.  
25, rue Frédéric-Sauton, 5. F. dim. Park. dont le menu à 195 F. déjeuners, dîners. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV actions à vocation Internationale  
50 % minimum en valeurs françaises.

LE LIVRET PORTEFEUILLE permet de bénéficier du potentiel de croissance des grandes places financières mondiales tout en assurant une meilleure répartition des risques.

Le Conseil d'Administration de la SICAV LE LIVRET PORTEFEUILLE, réuni le 8 octobre 1992 a décidé de confier la gestion de la SICAV à CDC GESTION, Société de Gestion de capitaux, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations en remplacement de CDC INTERNATIONAL, également filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cette modification a reçu l'agrément de la Commission des Opérations de Bourse le 9 mars 1993.

Les actionnaires peuvent demander le rachat sans frais de leurs actions pendant un délai de trois mois à compter du 25 mars 1993.

Le Conseil d'Administration réuni le 12 février 1993 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1992. Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 2 avril 1993 de fixer le dividende à 22,40 francs par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,01 francs pour les personnes physiques et de 3,34 francs pour les personnes morales.

Sous réserve du vote de l'Assemblée Générale Ordinaire, ce dividende sera détaché le 16 avril 1993 et mis en paiement le 20 avril 1993.

Vous pouvez réinvestir votre dividende sans frais jusqu'au 16 juillet 1993.

Pour tout renseignement,  
écrire au : 7, place des Quatre Martyrs  
du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15  
ou téléphoner au 41 42 79 5



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 25 MARS

Cours relevés à 13 h 30

**LE JOURNAL DU COMMERCE**

# Réglement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Derrière cours	% +/-	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Derrière cours	% +/-
5300	CALÉ 3%	5370	5450	5300	+ 0.19	Compteur <td>VALEURS</td> <td>Cours précédent<td>Premier cours<td>Derrière cours</td><td>% +/-</td><td>299</td><td>Ford Motor</td><td>289.10</td><td>293.80</td><td>291.50</td><td>- 0.58</td><td>299</td><td>Ford Motor</td><td>289.10</td><td>293.80</td><td>291.50</td><td>- 0.58</td></td></td>	VALEURS	Cours précédent <td>Premier cours<td>Derrière cours</td><td>% +/-</td><td>299</td><td>Ford Motor</td><td>289.10</td><td>293.80</td><td>291.50</td><td>- 0.58</td><td>299</td><td>Ford Motor</td><td>289.10</td><td>293.80</td><td>291.50</td><td>- 0.58</td></td>	Premier cours <td>Derrière cours</td> <td>% +/-</td> <td>299</td> <td>Ford Motor</td> <td>289.10</td> <td>293.80</td> <td>291.50</td> <td>- 0.58</td> <td>299</td> <td>Ford Motor</td> <td>289.10</td> <td>293.80</td> <td>291.50</td> <td>- 0.58</td>	Derrière cours	% +/-	299	Ford Motor	289.10	293.80	291.50	- 0.58	299	Ford Motor	289.10	293.80	291.50	- 0.58
961	BALP T.P.	960	961	960	+ 0.18	100	CPH (Fin. N.Y.)	314	320	318.10	+ 1.62	33	Lucas	340	340	340	0.00	43	Lucas	340	340	340	0.00
961	CLYDEX T.P.	960	961	960	+ 0.18	110	C&D (Fin. N.Y.)	110	110	110	0.00	34	Lucas	340	340	340	0.00	44	Lucas	340	340	340	0.00
1845	CLYDEX T.P.	1845	1845	1845	+ 0.08	120	CLYDEX T.P.	120	120	120	0.00	35	Lucas	340	340	340	0.00	45	Lucas	340	340	340	0.00
1139	Rhone-Poul. T.P.	1139	1139	1139	+ 1.69	130	CLYDEX T.P.	130	130	130	0.00	36	Lucas	340	340	340	0.00	46	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	140	CLYDEX T.P.	140	140	140	0.00	37	Lucas	340	340	340	0.00	47	Lucas	340	340	340	0.00
80	Thomson T.P.	80	80	80	+ 0.08	150	CLYDEX T.P.	150	150	150	0.00	38	Lucas	340	340	340	0.00	48	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	160	CLYDEX T.P.	160	160	160	0.00	39	Lucas	340	340	340	0.00	49	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	170	CLYDEX T.P.	170	170	170	0.00	40	Lucas	340	340	340	0.00	50	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	180	CLYDEX T.P.	180	180	180	0.00	41	Lucas	340	340	340	0.00	51	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	190	CLYDEX T.P.	190	190	190	0.00	42	Lucas	340	340	340	0.00	52	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	200	CLYDEX T.P.	200	200	200	0.00	43	Lucas	340	340	340	0.00	53	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	210	CLYDEX T.P.	210	210	210	0.00	44	Lucas	340	340	340	0.00	54	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	220	CLYDEX T.P.	220	220	220	0.00	45	Lucas	340	340	340	0.00	55	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	230	CLYDEX T.P.	230	230	230	0.00	46	Lucas	340	340	340	0.00	56	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	240	CLYDEX T.P.	240	240	240	0.00	47	Lucas	340	340	340	0.00	57	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	250	CLYDEX T.P.	250	250	250	0.00	48	Lucas	340	340	340	0.00	58	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	260	CLYDEX T.P.	260	260	260	0.00	49	Lucas	340	340	340	0.00	59	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	270	CLYDEX T.P.	270	270	270	0.00	50	Lucas	340	340	340	0.00	60	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	280	CLYDEX T.P.	280	280	280	0.00	51	Lucas	340	340	340	0.00	61	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	290	CLYDEX T.P.	290	290	290	0.00	52	Lucas	340	340	340	0.00	62	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	300	CLYDEX T.P.	300	300	300	0.00	53	Lucas	340	340	340	0.00	63	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	310	CLYDEX T.P.	310	310	310	0.00	54	Lucas	340	340	340	0.00	64	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	320	CLYDEX T.P.	320	320	320	0.00	55	Lucas	340	340	340	0.00	65	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	330	CLYDEX T.P.	330	330	330	0.00	56	Lucas	340	340	340	0.00	66	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	340	CLYDEX T.P.	340	340	340	0.00	57	Lucas	340	340	340	0.00	67	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	350	CLYDEX T.P.	350	350	350	0.00	58	Lucas	340	340	340	0.00	68	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	360	CLYDEX T.P.	360	360	360	0.00	59	Lucas	340	340	340	0.00	69	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	370	CLYDEX T.P.	370	370	370	0.00	60	Lucas	340	340	340	0.00	70	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	380	CLYDEX T.P.	380	380	380	0.00	61	Lucas	340	340	340	0.00	71	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	390	CLYDEX T.P.	390	390	390	0.00	62	Lucas	340	340	340	0.00	72	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	400	CLYDEX T.P.	400	400	400	0.00	63	Lucas	340	340	340	0.00	73	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	410	CLYDEX T.P.	410	410	410	0.00	64	Lucas	340	340	340	0.00	74	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	420	CLYDEX T.P.	420	420	420	0.00	65	Lucas	340	340	340	0.00	75	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	430	CLYDEX T.P.	430	430	430	0.00	66	Lucas	340	340	340	0.00	76	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	440	CLYDEX T.P.	440	440	440	0.00	67	Lucas	340	340	340	0.00	77	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	450	CLYDEX T.P.	450	450	450	0.00	68	Lucas	340	340	340	0.00	78	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	460	CLYDEX T.P.	460	460	460	0.00	69	Lucas	340	340	340	0.00	79	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	470	CLYDEX T.P.	470	470	470	0.00	70	Lucas	340	340	340	0.00	80	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	480	CLYDEX T.P.	480	480	480	0.00	71	Lucas	340	340	340	0.00	81	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	490	CLYDEX T.P.	490	490	490	0.00	72	Lucas	340	340	340	0.00	82	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	500	CLYDEX T.P.	500	500	500	0.00	73	Lucas	340	340	340	0.00	83	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	510	CLYDEX T.P.	510	510	510	0.00	74	Lucas	340	340	340	0.00	84	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	520	CLYDEX T.P.	520	520	520	0.00	75	Lucas	340	340	340	0.00	85	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	530	CLYDEX T.P.	530	530	530	0.00	76	Lucas	340	340	340	0.00	86	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	540	CLYDEX T.P.	540	540	540	0.00	77	Lucas	340	340	340	0.00	87	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	550	CLYDEX T.P.	550	550	550	0.00	78	Lucas	340	340	340	0.00	88	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	560	CLYDEX T.P.	560	560	560	0.00	79	Lucas	340	340	340	0.00	89	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	570	CLYDEX T.P.	570	570	570	0.00	80	Lucas	340	340	340	0.00	90	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	580	CLYDEX T.P.	580	580	580	0.00	81	Lucas	340	340	340	0.00	91	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	590	CLYDEX T.P.	590	590	590	0.00	82	Lucas	340	340	340	0.00	92	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	600	CLYDEX T.P.	600	600	600	0.00	83	Lucas	340	340	340	0.00	93	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	610	CLYDEX T.P.	610	610	610	0.00	84	Lucas	340	340	340	0.00	94	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	620	CLYDEX T.P.	620	620	620	0.00	85	Lucas	340	340	340	0.00	95	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	630	CLYDEX T.P.	630	630	630	0.00	86	Lucas	340	340	340	0.00	96	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	640	CLYDEX T.P.	640	640	640	0.00	87	Lucas	340	340	340	0.00	97	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	650	CLYDEX T.P.	650	650	650	0.00	88	Lucas	340	340	340	0.00	98	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	660	CLYDEX T.P.	660	660	660	0.00	89	Lucas	340	340	340	0.00	99	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	670	CLYDEX T.P.	670	670	670	0.00	90	Lucas	340	340	340	0.00	100	Lucas	340	340	340	0.00
701	Thomson T.P.	701	701	701	+ 0.08	680																	

**Comptant** (sélection)**SICAV** (sélection)

24/3

VALEURS			% du nominal	% du coupon	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Cours prix.	Dernier cours	VALEURS			Emission Franc inc.	Rachet net	VALEURS			Emission Franc inc.	Rachet net	VALEURS			Emission Franc inc.	Rachet net					
Obligations					Étrangères					Hors-cote																								
Emp. État 0,25 %					80 30	8 87	Franco					302	302 10	Belmond NV					156 60	157 30	Action					216 81	211 01	France Gasco					287 21	286 94
10,80% 73/94					300 71	8 87	FIPFP					68		Holanda					307 90	310	Achoumenco C.					30832 16	30832 15	Finco (Miguelito)					513 34	513 34
Emp. État 13,45 %					302 36	9 35	F.N.A.C.					2110		Silpico					20832 10	20832 15	Achoumenco O.					30832 15	30832 15	Finco					487 75	475 58
10,20% mte 1985					107 30	0 36	Franco S.A.L.R.					531	467	Steel Ind.					7280 78	7280 78	Acidipico					690 10	670 88	Finco					112 84	112 84
OAT 10% 5/2000					114 42	8 27	Finco, Paul Harned					2050		Amfipico					690 10	670 88	Assigne Intem.					7054 42 00	7054 42	Finco					36 02	35 02
OAT 9,5% 5/2000					109 58	8 26	Gescom					581	561	Assigne Intem.					3156 87	3156 87	Assigne Intem.					3156 87	3156 87	Finco					45 52	45 02
OAT 9,5% 11/86					106 03	1 45	Gescom					277	277	Assigne Intem.					112 74	112 74	Assigne Intem.					112 74	112 74	Finco					245 53	241 80
PTT 11,2% 85					107 50	3 31	Gescom					460		Assigne Intem.					1296 34	1296 34	Assigne Intem.					1296 34	1296 34	Finco					394 40	394 40
CAF 10,25% nov 80					114 40	0 83	G.E.F.C.					415	407 10	Assigne Intem.					1805 25	1769 85	Assigne Intem.					1805 25	1769 85	Finco					542 33	543 18
OH 10 % 1979					...	...	G.P.J. (Franco)					220	220	Assigne Intem.					191 37	180 85	Assigne Intem.					191 37	180 85	Finco					1081 71	1079 57
CNB Brevet 5000F					87 60	1 97	G.P.J. (Franco)					220	220	Assigne Intem.					8533 14	8533 14	Assigne Intem.					8533 14	8533 14	Finco					136 19	136 19
CNB Paris 5000F					87 75	1 97	Imvopico					385	385	Assigne Intem.					962 90	934 47	Assigne Intem.					962 90	934 47	Finco					151 36	152 36
CNB 1/82 5000F					89 80	1 97	Imvopico					385	385	Assigne Intem.					831 23	831 23	Assigne Intem.					831 23	831 23	Finco					105 10	107 06
CNT 9 % 85					120 70	2 01	Imvopico					385	385	Assigne Intem.					124 06	124 06	Assigne Intem.					124 06	124 06	Finco					105 10	107 06
CNT 10,50% d.c.85					112 60	2 28	Imvopico					385	385	Assigne Intem.					157 01	153 21	Assigne Intem.					157 01	153 21	Finco					105 10	107 06
CHARR 6% 3% 100					170		Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
CHCA					1980		Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
Ly. Exm et 6,5%					801		Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
Thm. ex 8,25 %					760		Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47	137 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					159 52	152 35	Assigne Intem.					159 52	152 35	Finco					105 10	107 06
							Imvopico					385	385	Assigne Intem.					144 47	137 35	Assigne Intem.					144 47</								

## Second marché (sélection)

[illegible]

## Marché des Changes

### Marché libre de l'or

### 1. COURSE AND CONTENT

### Marché à terme international de France

## MATIE

COURS INDICATIFS		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES		COURS		COURS		LA BOURSE SUR MINUTEL				Marché à terme international de France				MATIF			
prix		25/3		achet		vente		préc.		25/3		36-15				NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
												TAPEZ LE MONDE				Nombre de contrats estimés : 129 456				Volume : 35 364			
												PUBLICITÉ				COURS				COURS			
												FINANCIÈRE				Mars 93				Mars 93			
												Renseignements :				Juin 93				Juin 93			
												46-62-72-67				Sept. 93				Sept. 93			
																Mars 93				Mars 93			
																Avril 93				Avril 93			
																Mai 93				Mai 93			
																Dernier ...				Dernier ...			
																Précédent				Précédent			
																114,40				114,92			
																116,86				117,28			
																117,14				117,50			
																1 973				1 993			
																1 975				1 996,50			
																2 004				2 010			
																c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu							



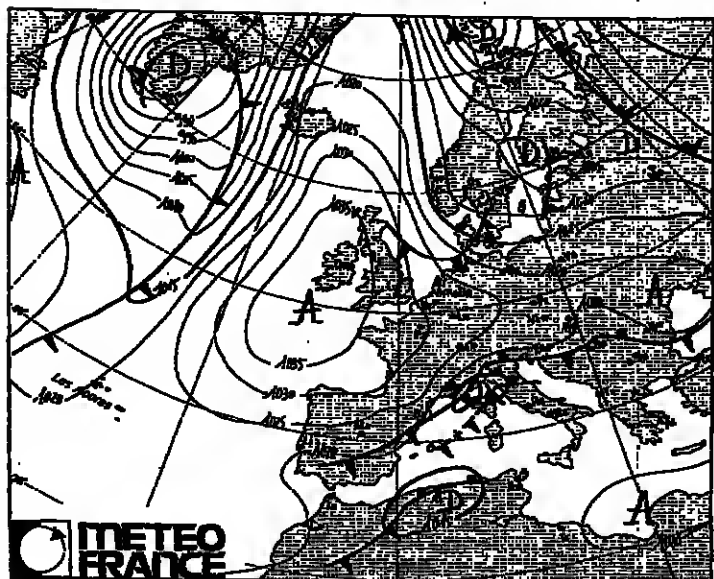




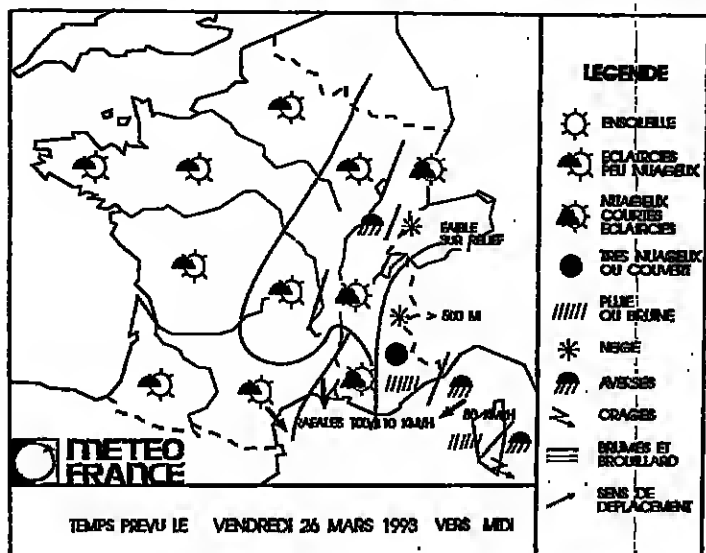
هكمن النحل

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



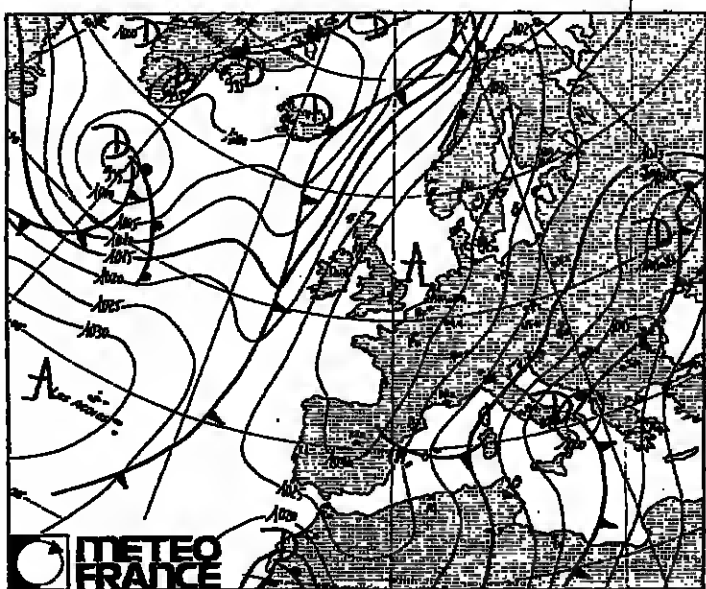
PRÉVISIONS POUR LE 26 MARS 1993



VENDREDI : soleil sur une moitié ouest, nuages et averse à l'est, et vent du nord pour tout le monde. Sur la façade est du pays, de l'Alsace au nord des Alpes, Provence-Côte d'Azur et Corse et débordant jusqu'au Massif Central et Languedoc-Roussillon, la ciel sera très nuageux toute la journée. Ces nuages donneront des averse à l'est de l'Est, avec de la neige parfois à basse altitude. En Provence-Côte d'Azur et Corse, il pleuvra toute la journée, avec parfois quelques coups de tonnerre. Sur une grande moitié ouest du pays, la ciel restera clair à peu nuageux. Le vent de nord concernera une

grande partie du pays, il soufflera fort en vallée du Rhône, et mistral et tramontane atteindront parfois 100 à 110 km/h en rafales. Entre Corse et continent, le vent sera de nord-est, et atteindra 80 km/h. Quant aux températures, celles relevées au lever du jour sont fraîches, comprises entre -4 et +2 degrés dans l'intérieur, et entre 1 et 4 degrés sur les côtes. Le thermomètre est plus clément sur le Sud-Est, avec 6 à 8 degrés. Les températures maximales auront du mal à dépasser les 10 degrés sur tout le pays, sauf sur le Sud-Est où on gagnera 2 degrés supplémentaires.

PRÉVISIONS POUR LE 27 MARS 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 24-3-1993 à 18 heures TUC et le 25-3-1993 à 6 heures TUC

FRANCE		ÉTRANGER	
ALGER	16 12 C	ALGER	25 10 P
BARCELONE	13 4 D	AMSTERDAM	10 2 N
BORDAUX	14 5 D	ATHÈNES	19 10 N
BREIST	11 -1 D	BANGKOK	36 27 N
CANN	10 3 D	BANGKOK	14 8 N
CHERBOURG	10 2 N	BERLIN	14 6 P
CLERMONT-FR	10 3 D	BRUXELLES	10 3 D
COCOTTE	10 3 D	COPENHAGUE	5 1 A
DALL	10 3 D	DAKAR	28 10 D
LYON	10 3 D	GENÈVE	7 3 N
MARSEILLE	12 7 D	ISLANDIE	16 8 D
NANCY	10 -1 D	JERUSALEM	22 13 N
NANTES	13 1 D	LE CAIRE	24 11 N
NICE	12 7 D	LE CROIX	19 9 D
PARIS-MONT	12 4 D	LONDRES	11 5 D
PARIS	9 2 D	LOS ANGELES	18 14 C
STRASBOURG	13 -1 D	LUXEMBOURG	9 0 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Zapping

CAMILLE devait être la vedette de chez Canavé. Tout était prévu pour. Elle trônait au premier rang, au centre du plateau, toute petite sur sa grande chaise. Elle avait triomphé d'un cancer, quelques années plus tôt. Elle avait dû dire des choses très émouvantes, pendant la préparation de l'émission. Pas une fiche ne manquait sur le bureau de l'animateur. Et puis ? Et puis rien. Camille, soudain, avait perdu sa langue. Tu te souviens de ton cancer ? Comment étaient tes frères ? Et tes parents ? Qu'est-ce que tu n'aimais pas, à l'hôpital ? Rien. Oui, non, je ne sais plus. Peut-être Camille était-elle tout simplement écrasée par son

rôle de vedette. Peut-être les drôles de mots du monsieur glissaient-ils sur elle, comme une drôle d'histoire qui concernait quelqu'un d'autre. On préférait penser qu'elle avait tiré un trait sur cette parthénosie inopportune. Un joli trait au stylo feutre, comme sur un dessin. Et ces silences de Camille, cette éclatante démonstration de sa puissance d'oubli, ce triomphe de la vie, furent au total plus émouvants que tout ce que Camille aurait pu dire à « La marche du siècle ».

A la fin de l'émission, on zappa sur la Deux, pour tomber nez à nez avec un petit Olivier, guère plus âgé. C'était un reportage sur les pauvres, à Roubaix. Mais pas le genre de reportage qui appelle les mouchoirs. On surprit Olivier jouant au Nintendo. Et s'interrogeant : « Je ne sais pas s'il faudrait montrer le Nintendo, dans un reportage sur les pauvres. » C'étaient de vrais pauvres, de très pauvres, qui touchent les allocations la 4 du mois, se remplissent alors des caddies de 200 francs, une folle, puis finissent aux potes et au riz les dix derniers jours. Mais ils vivaient, ils s'aimaient, se parlaient. Des familles chaleureuses, qui organisaient des fêtes, où les mamans prenaient des photos. Les enfants dansaient sur Qui a le droit ? de Patrick Bruel. C'est un beau métier, celui de chanteur, qui permet d'of-

frir sans la savoir ces instants-là à ces enfants-là. Quand Olivier fut parti, on risque sans penser à mal un œil sur la Une. On attendait au restaurant. Mais pas le genre de restaurant pour Olivier et ses copains. Un restaurant aux menus à quatre cents, six cents ou huit cents francs. Toute l'équipe y disait beaucoup de bien du patron, un type extraordinaire, le genre de chef capable au dernier moment de décider de servir le saint-jacques avec une sauce au thé vert, vous imaginez ? On songe, vaguement repus, que la télécommande était une invention étonnante.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 25 mars

- TF 1**
- 20.45 Série : Van Loc, un grand flic de Marseille. La Grenade, de Claude Barrois.
  - 22.25 Sport : Boxe. Combat international des poids super-moyens, en direct d'Amiens : Frank Nicotro (France) Tony Byrd (Etats-Unis). Demi-finale mondiale WBC mi-lourds : Mike McCallum (Jamaïque) Ramal Hassan (Etats-Unis) (sous réserve de la durée du match).
  - 23.35 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
- FRANCE 2**
- 20.00 Journal et Campagne électorale. PS (2 min 30) ; RPR (1 min 30) ; UDF (1 min).
  - 20.40 Journal des courses et Météo.
  - 20.50 Magazine : Envoyé spécial. L'Internationale, de Valérie Gaget et Philippe Montoloy ; Etats-Unis : incarcération de choc, de Jérôme Caza ; Les embouteilles, de Jean-Claude Allard et Philippe Montoloy.
  - 22.30 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui.
  - 23.55 Journal et Météo.
  - 0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Spécial merlottes.
- FRANCE 3**
- 18.20 Campagne électorale. PS (2 min 30) ; RPR (1 min 30) ; UDF (1 min).
  - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
  - 18.50 Un livre, un jour. Les Rendez-vous de Passy, de Laurent de La Poix et La police est dans l'escalier, de Thomas Narcejac.

- 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
  - 20.05 Jeu : Hugobélire (et à 20.40).
  - 20.15 Divertissement : La Classe.
  - 20.45 Cinéma : La Fafine. ■ Film américain de Paul Schrader (1982).
  - 22.45 Journal et Météo.
  - 23.15 Campagne électorale. PS (10 min) ; RPR (5 min) ; UDF (5 min) ; Parti des travailleurs (4 min) ; RPR (6 min) ; Parti de la loi naturelle (4 min).
  - 0.00 Magazine : Pégase. Avec Flyer/Exposé, les Joailliers du ciel : Robe de bure ; Désirs d'ailes.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Plaisirs mortels. ■ Film canadien de William Fruet (1984).
  - 22.00 Flash d'informations.
  - 22.05 Cinéma : Un flic à la maternité. ■ Film américain d'Ivan Reitman (1990) (v.o.).
  - 23.55 Cinéma : Street Trash. ■ Film américain de Jim Munro (1986).
  - 1.30 Cinéma : Mississippi One. ■ Film français de Sarah Moon (1991).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
  - 20.40 Feuilleton : Die Zweite Heimat. D'Edgar Reitz, avec Salome Kammer, Henry Avon, et Les Femmes de Noé. 1993. Clara s'écroule la mort à la suite d'un avortement. Hermann donne un grand concert... Chronique allemande dans la deuxième moitié du vingtième siècle.
  - 22.30 Cinéma : L'Exécution du traître à la patrie, Ernst S. ■ Film suisse de Richard Dindo (1971).

- 0.05 Magazine : Rencontre. (rediff. 45 min).
- M 6**
- 20.35 Météo 6.
  - 20.45 Cinéma : La Bidasse. ■ Film américain de Howard Zief (1980).
  - 22.20 Téléfilm : La Maison sur la falaise. De John Korty.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. L'Estivante, de Lisa Wurmser.
  - 21.30 Profils perdus. Danis de Rougemont (2).
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. La disparition (3).
  - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Roubaud (la Boucle).
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 11 septembre 1991 lors des PROMS) : Symphonie en ut majeur, Symphonie de psaumes, de Stravinski ; Danse symphonique, Psalmes de Chocquet, de Bernstein, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Michael Tilson-Thomas.
  - 23.09 Feuilleton : Maldoror.
  - 23.19 Ainsi la nuit. Trio à cordes n° 14 Hob. XV/14, de Haydn ; Quatuor pour deux violons, alto et deux violoncelles en ut majeur op. 153, de Schubert ; Valse pour piano à quatre mains op. 39, de Brahms.
  - 0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

## Vendredi 26 mars

- TF 1**
- 15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
  - 16.20 Club Dorothée.
  - 17.20 Série : Le Miel et les Abeilles.
  - 17.50 Série : Héloïse et les garçons.
  - 18.20 Jeu : Une famille en or.
  - 18.50 Magazine : Coupou, c'est nous !
  - 19.50 Divertissement : La Bébête Show.
  - 20.00 Journal, Météo et Infos neige.
  - 20.50 Magazine : Les Mersches de la gloire. Albert Cauchou a disparu : SOS tectoniques : Le bulldozer, le Russe et son frère ; L'incendie du boulevard de Grenelle ; Prise d'otages dans le bus ; Mauritanie : les nœuds de parents mais ils ont un pays.
  - 22.25 Magazine : Ushueña. Les Canaries. Les fous de Saint-Hilaire ; Vétéran de la mer ; A fleur d'eau ; Le chant du Mekong.
  - 23.35 Divertissement : Sexy Dingo.
- FRANCE 2**
- 12.59 Journal, Météo et Campagne électorale. Parti des travailleurs ; Verts : Solidarité écologique, gauche alternative ; Lutte ouvrière ; Nouveaux Ecologistes ; FN ; CNL ; A gauche vraiment : Union des indépendants ; Génération écologie ; Parti de la loi naturelle ; Alliance populaire (1 minute chacun).
  - 13.55 INC.
  - 14.00 Série : Tatort.
  - 15.25 Variétés : La Chance aux chansons. Les 9 ans de la chance aux chansons.
  - 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 17.15 Magazine : Gipsy.
  - 19.15 Jeu : Qui est le meilleur gagne plus.
  - 20.00 Journal et Campagne électorale. PC (1 min) ; RPR (1 min) ; PS (1 min) ; UDF (1 min).
  - 20.40 Journal des courses et Météo.
  - 20.50 Série : RG. Goupil voit rouge, de Jean-Claude Missiaen.
  - 22.20 Magazine : Bouillon de culture. Invité : Louis Malle, pour le livre Conversations avec Louis Malle, de Philip French ; Dominique Blanc ; Michel Piccoli ; Patrick Modiano ; Eric Neuhoff ; Jacques Dottin.
  - 23.45 Journal et Météo.
  - 0.05 Cinéma : Circonstances atténuantes. ■ Film français de Jean Boyer (1939).
- FRANCE 3**
- 13.00 Sport : Tennis. Autriche-France, 1<sup>er</sup> tour de la Coupe Davis, en direct de Vienne : deux premiers simples.

- 18.20 Campagne électorale. PC ; RPR ; PS ; UDF (1 minute chacun).
  - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
  - 18.50 Un livre, un jour. Ce qu'il y a de la vie d'Ouest, de Carlo Fruttero et Franco Lucentini.
  - 19.00 La 19-20 de l'information. De 18.09 à 19.31, le journal de la région.
  - 20.05 Jeu : Hugobélire (et à 20.40).
  - 20.15 Divertissement : La Classe.
  - 20.43 INC.
  - 20.45 Magazine : Thalassa. Bobosse, fibular du bocage, de Rémi Mauger.
  - 21.50 Magazine : Feut pas rêver. Invité : Robin Renoud. Etats-Unis : fin de semaine au Minnesota ; Colombia : isore, parade encombée ; Guedeloupe : les Blancs Matignon ; Espagne : les Tambours de Calenda.
  - 22.50 Journal et Météo.
  - 23.15 Campagne électorale. Mêmes partis qu'après le journal de 13 heures sur France 2 (1 minute chacun).
  - 23.30 Magazine : Le Dvian. Invité : Michele Placido.
  - 23.55 Série : Les Incorruptibles.
- CANAL PLUS**
- 13.35 ► Cinéma : Danse avec les loups. ■■ Film américain de Kevin Costner (1990).
  - 16.30 Cinéma : Promesses d'été. ■■ Film français de René Féret (1991).
  - 18.00 Canaille pelucheuse Sandokan. En clair jusqu'à 20.30
  - 18.30 Le Top.
  - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
  - 20.30 Sport : Boxe américaine. Réunion en direct de Levallois : Rob Kaman (Hollande) Rick Rufus (Etats-Unis) ; Ramon Bakkers (Hollande) Dida Diefel (France).
  - 22.05 Divertissement : Ce soir avec les Nouveaux.
  - 22.50 Flash d'informations.
  - 23.00 Cinéma : Troubles. ■■ Film américain de Wolfgang Petersen (1990).
  - 0.30 Cinéma : Bienvenue au paradis. ■ Film américain d'Alan Parker (1990) (v.o.).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
  - 17.00 Téléfilm : I love Vieja. De Houchang Allahyari (rediff.).
  - 19.00 Magazine : Rencontre. Sera Gul Turen/Gunter Wellraff.
  - 19.25 Documentaire : Palettea. D'Alain Jeubert, Pablo Picasso.
  - 20.00 Documentaire : Le Chasseur. De François Reichenbach.

- 20.30 8 1/2 Journal.
  - 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte.
  - 21.00 La France vue par les Européens.
  - 22.10 Magazine : Meocadam. Festival mondial du cirque du domaine, de Jacques Malartre.
  - 23.10 Magazine : Lire et écrire. De Pierre Dumayet et Robert Bobo. Gustave Flaubert. Ce premier volet est centré essentiellement sur un paragraphe du Voyage en Orient, évoquant un souvenir d'adolescence qui a beaucoup marqué Flaubert adolescent.
  - 0.00 Musique : Montreux Jazz Festival.
- M 6**
- 14.15 Magazine : Destination musique.
  - 17.00 Variétés : Multitop.
  - 17.30 Série : L'Étalon noir.
  - 18.00 Série : Bookor.
  - 19.00 Série : Les Russes de San-Francisco.
  - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
  - 20.00 Série : Cosby Show.
  - 20.35 Magazine : Capital.
  - 20.45 Téléfilm : La Crime de Pamela Smart. De Joyce Chopra.
  - 22.25 Série : Mission impossible, vingt ans après. Avec Peter Graves, Greg Morris.
  - 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Chine : atelier du monde.
  - 23.50 Magazine : Emotions.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Jean Paulhan.
  - 21.28 Poésie sur parole.
  - 21.32 Musique : Black and Blue. Le piano de Hank Jones. Avec Henri Renaud.
  - 22.40 Les Nuits magnétiques. Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Roubaud.
  - 0.50 Musica : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 11 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Roustan et Ludmila, ouverture, de Glinka ; Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré majeur op. 19, de Prokofiev ; Symphonie n° 3 en ré majeur op. 29, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Guennadi Rojdestvenski ; Gal Shoham, violon.
  - 23.09 Feuilleton : Maldoror.
  - 23.19 Jazz club Par Claude Camille et Jean Dalmas. En direct de la Villa à Paris : le saxophoniste Ralph Moore avec Thomas Branne, contrebasse et Georges Brown, batterie.
  - 1.05 Papillons de nuit.



En Bosnie orientale

## Les Serbes ont fait échouer une tentative d'évacuation des blessés de Srebrenica

Les tirs serbes sur Srebrenica, qui ont fait, mercredi 24 mars, trois morts et plusieurs blessés, dont deux «casques bleus» canadiens, ont entraîné la suspension des opérations d'évacuation de cette enclave musulmane par des hélicoptères français et britanniques. Le général Philippe Morillon, chef des forces de l'ONU (FORPRONU) en Bosnie, devait se rendre, jeudi, à Belgrade pour tenter de convaincre le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, de faire pression sur les Serbes bosniaques afin qu'ils respectent leurs engagements, et notamment le cessez-le-feu négocié les jours précédents pour permettre les opérations d'évacuation.

BELGRADE

de notre correspondant

Optimiste, le général Morillon a déclaré mercredi soir à Tuzla, où il se trouvait pour négocier avec les autorités bosniaques l'évacuation de quelque quatre cent cinquante Serbes qui souhaitent quitter cette région sous contrôle musulman, que l'opération d'évacuation des blessés de Srebrenica pourrait reprendre dès jeudi. Il a toutefois précisé qu'il ne donnerait son feu vert que lorsqu'il aurait obtenu des garanties sur le respect du cessez-le-feu. Pour conclure que si les Serbes refusent, «le monde devra réagir et ce sera aux Nations unies de décider des mesures à prendre».

Partis dans la matinée de l'aéroport de Tuzla, trois hélicoptères français de type Puma avaient pu rejoindre l'enclave de Srebrenica après avoir subi une fusillade minuscule de plus de deux heures à Zvornik, une ville bosniaque contrôlée par les Serbes à la frontière avec la Serbie. Le quatrième appareil français, qui transportait la trentaine «casques bleus» chargés de

la sécurité au sol des opérations d'embarquement avait été, à l'issue de ce contrôle, forcé de rebrousser chemin.

Peu après le décollage de Srebrenica des trois Puma qui évacuaient vingt et un blessés, deux soldats canadiens qui assistaient les opérations sur le terrain de football aménagé en aire d'atterrissage ont été blessés, dont l'un gravement, par des tirs d'artillerie en provenance des positions serbes. L'un des Puma français devait également rassembler le souffle des explosions provoquées par des tirs de mortiers alors qu'il survolait les lignes serbes dans le corridor aérien négocié. En milieu d'après-midi, alors que le général Morillon avait annoncé la suspension du pont aérien, deux hélicoptères britanniques évacuaient sous les tirs d'artillerie les deux «casques bleus» canadiens.

Maintien

de l'opération d'évacuation

Dès le début, l'opération semblait compromise. A l'aube, l'aéroport de Tuzla et la zone du stade de Srebrenica avaient subi des tirs d'artillerie serbe. Puis, dans la matinée, le général Morillon a échoué dans sa tentative de conduire un convoi humanitaire vers Srebrenica. Alors qu'il allait entrer en Bosnie, le convoi a été contraint de rebrousser chemin et de retourner à son point de départ, à Mali-Zvornik (Serbie), où il est bloqué depuis déjà cinq jours. Lundi dernier, le leader serbe bosniaque Radovan Karadzic avait pourtant accepté une seule ouverture d'un corridor aérien pour évacuer les blessés bosniaques mais également le passage des convois terrestres pour subvenir aux besoins des populations assiégées de Srebrenica.

En dépit de l'obstruction des Serbes, le général Morillon a décidé de maintenir la première opération d'évacuation des Serbes de Tuzla, réclamée par les Serbes, qui transportait comme d'habitude la trentaine «casques bleus» chargés de

humanitaire vers Srebrenica. Les quarante-six Serbes évacués mercredi en début d'après-midi ont rejoint sans incident Zvornik, en zone serbe.

Mercredi soir, l'état-major de l'armée serbe bosniaque a formellement rejeté les accusations selon lesquelles ses forces auraient ouvert le feu dans le corridor aérien et a, en revanche, accusé la FORPRONU d'avoir tiré depuis un hélicoptère sur les positions serbes et d'avoir tenté d'introduire des combattants à Srebrenica.

Condamnant l'opération d'évacuation engagée mercredi par l'ONU, qui n'a «pour objectif que de sauver les criminels musulmans qui ont commis des crimes de génocide contre les populations serbes de la vallée de la Drina (...) et d'empêcher les forces serbes de libérer les villages serbes incendiés et d'y rechercher les tombes serbes», les autorités militaires serbes de Bosnie ont estimé que les opérations sur Srebrenica sont désormais «sérieusement remises en question».

Aussi finit-elles part de leur «mécontentement» à l'égard de la FORPRONU, qui «s'est mise à manifester du côté des musulmans». De New-York, M. Karadzic a déclaré mercredi qu'il était grand temps que le peuple serbe se lève comme un seul homme pour dire au monde qu'il se trompe.

FLORENCE HARTMANN

La Cour de Justice Internationale examinera la requête de la Bosnie à partir du 1<sup>er</sup> avril. Faisant preuve d'une célérité extraordinaire, la Cour de Justice Internationale, de La Haye, organe judiciaire des Nations-Unies, a fixé au jeudi 1<sup>er</sup> avril le début de l'examen de la requête déposée le 20 mars par la Bosnie (Le Monde du 24 mars). Cette audience, dont la durée n'est pas précisée, sera consacrée à la demande de «mesures conservatoires» d'urgence (notamment le droit pour les Bosniaques de se défendre par la force), déposée par Sarajevo à l'appui de sa requête sur le fond, qui vise à obtenir la condamnation de la Serbie et du Monténégro pour la violation du droit international ainsi qu'au paiement de dommages de guerre. (Corresp.)

IRLANDE DU NORD : un catholique tué. Un groupe paramilitaire protestant, les Ulster (UFF), a revendiqué, mercredi 24 mars, deux attentats contre des membres du Sinn Féin, la branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui ont fait un mort le jour même à Belfast. La victime, un catholique de quarante-cinq ans, père de six enfants et employé du bâtiment, a été atteint de plusieurs balles en arrivant à son travail. Cet assassinat a suivi de quelques heures un attentat visant un conseiller du Sinn Féin pour Belfast. (AFP)

Divorce des deux célèbres sexologues Masters et Johnson. Les deux célèbres sexologues américains William Masters, soixante-dix-sept ans, et Virginia Johnson, soixante-huit ans, unis dans le travail comme dans la vie, ont officiellement divorcé jeudi 19 mars à Clayton (Missouri), après vingt-deux ans de mariage. Le couple avait convolé en secondes noces en 1971 et s'était séparé en janvier 1992. Ni l'un ni l'autre n'a donné de précision sur les raisons de ce divorce, qui, selon leurs amis et collaborateurs, est qualifié de «divorce à l'amiable».

M. Mitterrand a reçu le vice-ministre japonais des affaires étrangères. M. Mitterrand a reçu, mardi 23 mars, le vice-ministre japonais des affaires étrangères, M. Isashi Owada. Le président français est partisan d'un sommet spécial des sept grands pays industrialisés dès avril, pour décider d'une aide d'urgence à Moscou. Le Japon, qui doit accueillir le sommet régulier du G7 en juillet, n'y est pas favorable. Aucune déclaration n'a été faite à l'issue de la rencontre à l'Élysée. Mais la chaîne de télévision japonaise NHK a affirmé que le vice-ministre était mandaté pour proposer l'organisation d'un sommet extraordinaire à Tokyo, début mai, si la réunion des ministres du G7, prévue en avril, ne permettait pas de dégager des propositions satisfaisantes.

Un signal de soutien à M. Boris Eltsine

## La Commission de Bruxelles propose l'établissement à terme d'une zone de libre-échange avec la Russie

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Commission a proposé, mercredi 24 mars, que les accords de partenariat et de coopération que la Communauté est en train de négocier avec la Russie, ainsi qu'avec les autres Républiques issues de l'ex-URSS, puissent aboutir, à terme, si les circonstances économiques et politiques le permettent, à l'établissement de zones de libre-échange.

En proposant aux Douze que le mandat de négociation qui lui a été confié soit modifié dans ce sens, la Commission a voulu adresser à Moscou un «important signal» du soutien de la Communauté au processus de réformes engagé sous l'autorité du président Boris Eltsine.

Sa suggestion sera examinée par les ministres des affaires étrangères des Douze, qui se réuniront le 3 avril à Luxembourg. Dans l'attente, la «troïka» communautaire (à savoir les ministres danois, britannique et belge) ainsi que le commissaire chargé des relations extérieures, se rendront à Moscou vendredi et samedi pour encourager de vive voix le président Eltsine.

Le mandat de négociation en vue de la conclusion d'accords de partenariat a été adopté en octobre par le conseil des ministres de la CEE et, depuis, trois sessions de pourparlers ont déjà eu lieu avec la

Russie. Le dialogue s'est également engagé avec l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Les Russes ont réclamé avec insistance l'inscription dans l'accord d'une clause évolutive permettant d'aboutir à l'établissement du libre-échange et de la liberté d'investissements réciproque, que n'autorisait pas le mandat initial.

Feu vert  
pour la Norvège

Cette perspective, au stade actuel, est très largement symbolique, car, compte tenu de l'état de déshérence dans lequel se trouvent les économies des Républiques ex-soviétiques, le libre-échange avec la Communauté ne pourra probablement pas être établi avant longtemps. Les Douze souhaiteraient que les négociations en cours soient achevées avant le conseil européen qui se tiendra à Copenhague le 22 juin et qui sera pour une large part consacré aux relations entre la Communauté et ses voisins de l'Est.

L'organisation politico-économique de l'espace européen se dessine ainsi, un peu à la hâte, alors que les Douze ont renvoyé à plus tard leur réflexion sur le modèle d'intégration et sur le type d'institutions qu'ils souhaitent promouvoir. C'est aussi s'agissant de l'élargissement de la CEE, qui est en train de s'opérer au pas de charge.

Mercredi, la Commission a donné un avis positif sur la candi-

dature de la Norvège. Le conseil des ministres des affaires étrangères devrait à son tour donner son feu vert le 5 avril. L'insertion de la clause de la pêche dans le moule des politiques communes soulèvera quelques problèmes, mais, moyennant des dispositions de transition, ils seront sans doute surmontés.

La Norvège, pays fondateur de l'OTAN, devrait d'autre part pouvoir souscrire sans état d'âme au projet de politique commune dans le domaine de la sécurité et de la défense, en cours depuis février avec l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Seules les réticences de l'optique, qui, dans chacun des pays candidats, sera consultée par référendum, pourraient empêcher la Communauté de compter seize États membres au 1<sup>er</sup> janvier 1996. En 1972, alors que la Norvège était prête à adhérer, en même temps que la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande, le «non» l'avait alors emporté au référendum.

Ph. L.

## Pékin mise sur un gouvernement de droite en France

La Chine espère qu'un gouvernement de droite en France rectifiera les «décisions erronées» du cabinet Bérégovoy, a déclaré, mardi 23 mars, au cours d'une conférence de presse à Pékin, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, faisant implicitement référence à la vente d'avions de combat français à Taïwan. M. Qian Qichen a souligné que ce gouvernement «travaille pour le renforcement des relations sino-françaises». Pékin, qui avait clairement marqué, avant le scrutin, sa préférence pour une victoire de la droite, reproche aux socialistes d'avoir vendu des Mirage 2000-5 ainsi que des frégates à Taïwan. (AFP.)

## Le Tour de France 1994 passera par la Grande-Bretagne

L'édition 1994 du Tour de France, qui se disputera du 2 au 24 juillet, fera escale en Grande-Bretagne afin de marquer l'ouverture de la liaison terrestre entre ce pays et le continent (prévue en décembre 1993), a annoncé, mardi 23 mars, Jean-Marie Leblanc, directeur général de la Grande Boucle.

Après être partie de Lille, la caravane empruntera le tunnel sous la Manche, et les coureurs disputeront deux étapes sur les routes du Kent, du Sussex et du Hampshire ; entre Douvres et Brighton, le 6 juillet, et autour de Portsmouth, le 7 juillet. Le Tour de France avait déjà visité la Grande-Bretagne, en 1974, lors d'une étape disputée en circuit à Plymouth. (AFP, Reuters.)

## COURRIER INTERNATIONAL

### Alerte rouge à Moscou

Investia  
Moskovskie Novosti  
Rossiiskaia Gazeta  
Sovetskaia  
The Wall Street Journal

### Spécial "Courrier des élections"

La révolution mécatronique  
Nikolai Sargunov Shimbun

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse mondiale en français - 151

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Politique : «La mot socialisme», par Alfred Grosser. Justice : «La révolution des juges», par Maurice Duverger. Recherche : «De l'idéologie au réel», par Hubert Curien. 2

### ÉTRANGER

La crise politique en Russie. 3  
POINT/Le pouvoir en Russie. 4  
Les musulmans seraient prêts à signer le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. 5  
La Turquie et le problème kurde. 6  
Deux nouveaux suspects arrêtés dans le cadre de l'attentat de New-York. 7

### POLITIQUE

La préparation du second tour des élections législatives. 8 à 11

### SOCIÉTÉ

Des responsables de la transfusion sanguine réclament un rétablissement de la «vérité scientifique» dans l'affaire du sang contaminé. 12  
La mort du professeur Julien de Ajazguez. 12  
L'ultime solitude d'Elisabeth Herbaud, dont le mort a été ignoré pendant neuf mois. 14

### ENQUÊTE

L'indésirable tragédie du «MC Ruby». IV. - Chez les «gens de mer» d'Odesse. 15

### CULTURE

Cinéma : «Agaguk», de Jacques Dorfmann ; «Lune de miel à Las Vegas», d'Andrew Bergman. 16  
Théâtre : «Dernière fenêtre sur rue», au Théâtre national de la Colline, à Paris. 16  
Musiques : les résonances de Dutilleul. 17

### ÉCONOMIE

Bruxelles refuse les mesures d'ur-

gence d'aide à la pêche réclamées par Paris. 19

La gouvernance de M. Mitterrand : un nouveau quotidien : «Le Jour» est paru. 21

### COMMUNICATION

Un nouveau quotidien : «Le Jour» est paru. 21  
Le cinéma français dans le goût des salons : le gouvernement souhaite que les exploitants indépendants se regroupent. 21

### LE MONDE DES LIVRES

«Liberté du roman» de Teo Daur pour les humbles et «Histoires littéraires», par François Bost : «Course de relais». 22  
«D'autres mondes», par Nicolas Zand : «Le Mahabharata», de Shashi Tharoor. 22  
«L'Épave», de Gégogniet l'iconoclaste. 22  
«La Feuilleton de Pierre Leppape». 22  
«Écrivains et lisons». 27 à 30

### Services

Abonnements. 2  
Annonces classées. 21  
Carnet. 24  
Expositions. 18  
Loto. 24  
Marchés financiers. 22 et 23  
Météorologie. 24  
Mots croisés. 24  
Philatélie. 25  
Radio-télévision. 25  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» (pages 27 à 34).

Le standard du «Monde» : 470 734 exemplaires.

Dernier dans «Le Monde»

### «Sans visa» : les forçats de l'or bleu

Trelazé, en Maine-et-Loire, a été longtemps la capitale de l'ordure. La cité minière tenait sa réputation de la qualité de son gisement et de l'adresse de son «fandeur», mais pas seulement si l'on se souvient qu'est né ici l'un des mouvements les plus originaux de la lutte ouvrière.

الشرق الأوسط



# DES LIVRES

## Liberté du roman

Crébillon fils, La Morlière, Boyer d'Argens, Vivant Denon... Le janséniste Nicole les traita d'«empoisonneurs publics». Et si les libertins du XVIII<sup>e</sup> siècle démontraient qu'il n'est de vrai roman que le plus irrespectueux possible ?

### ROMANS LIBERTINS DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Textes établis, présentés et annotés par Raymond Trousson, éd. Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 440 p., 140 F.

Ouvrons une cave aux trésors : Crébillon fils, Duclos, d'Aucour, La Morlière, Voisenon, Boyer d'Argens, Fougère de Monbrun, Dorat, Nerciat, Vivant Denon... Ce ne sont pas seulement des livres mais toute une population qui revient brusquement vers nous, parle, agit, intrigue, jouit, médite. Disons-nous, comme Calvin en son temps, qu'il s'agit de « la secte fanatique et furieuse des libertins qui se veulent spirituels » ? Ou encore, comme le janséniste Nicole, que ces « faiseurs de romans sont des empoisonneurs publics » ? An fond, il n'y a peut-être dans toute l'histoire de la littérature qu'un seul vrai débat : refoulement ou franchise.

Sous toutes les théories ou visions du monde, il faudrait savoir maintenant retrouver cette contradiction. Et convenir enfin que l'expression « dix-huitième siècle français » est un pléonasme : le dix-huitième siècle est français par définition. Marivaux : « Paris, c'est le monde, le reste de la terre n'en est que les faubourgs. » Retrouver Paris à découvert, c'est retrouver le roman lucide du monde court, tous les pouvoirs et tous les degrés de clerc, d'affaires, laïque et rouennais, n'étant pas, avec celui des mollards, le moins répressif.

Furter : « Un écolier est libertin quand il ne veut pas obéir à son maître. Une fille est libertine quand elle ne veut pas obéir à sa mère, une femme à son mari. » On ne saurait mieux dire : le maître, la mère, le mari, voilà ce que la liberté d'expression et d'expérience physique déstabilise. Qu'on soit libertin, licencieux, érotique, pornographique, obscène en sachant le dire, et la comédie sociale, dans son ensemble, est remise en question. Sade, qui porte ce mouvement de connaissance aux extrêmes, en donne la meilleure définition dans Juliette : « Le libertinage est un égarement des sens qui suppose le brisement

total de tous les freins, le plus souverain mépris pour tous les préjugés, le renversement total de tout culte, la plus profonde horreur de toute espèce de morale. » Un roman qui ne communique pas cette énergie ne devrait pas être écrit.

Crise du roman ? Mais non : crise profonde de la liberté à vivre. Les textes des différents auteurs que nous lisons dans ce recueil sont inégaux ? Qu'importe. Pour contrecarrer l'incessante propagande romantique et dépressive ou simplement la platitude marchande populiste, il y a urgence. Comment l'esprit peut venir aux débutants et aux débutantes, à condition qu'ils soient donés pour cela, telle est la seule question philosophique sérieuse, et le roman est là pour la faire vibrer. D'où l'importance de la substance femme (« l'éternelle ironie de la communauté », dira Hegel), centrale dans ces amoncellements électrisés de discours. Ab, si madame Bovary, au lieu de se bourrer de romans sentimentaux, avait pu feuilleter le *Portier des Chantreaux* ! Par rapport au tunnel dix-neuviémiste, aggravé au vingtième siècle, le rappel de la Régence fait l'effet d'une grande bouffée d'air.

La Terreur a sanctionné le siècle du romanesque précis ? Sans doute, mais elle finira bien par être sanctionnée à son tour. La Régence, époque inouïe, les *Égarements du cœur* et de l'esprit, chef-d'œuvre à relire, la décrit ainsi : « On disait trois fois à une femme qu'elle était folle, car il n'en fallait pas plus ; dès la première, assurément elle vous croyait, vous remerciait à la seconde, et assez communément vous en récompensait à la troisième. » Alors, l'éducation allait vite, la conversation n'était pas sans objet.

Deuxième chef-d'œuvre inconnu, on presque : *Thérèse philosophe*. Déclaration liminaire :



La servante justifiée, par Fragonard, d'après La Fontaine.

« La volupté et la philosophie sont le bonheur de l'homme sensé. Il embrasse la volupté par goût, il aime la philosophie par raison. » Tel est le roman nécessaire, celui qui fait tourner les pages parce qu'on s'amuse à savoir. Seront donc anti-romanesques les romans insensés et la rumination malheureuse par insipidité à la volupté. C'est clair, agaçant, insupportable, mais c'est ainsi. L'auteur

nous prévient d'ailleurs de son pessimisme : sur cent mille personnes, vingt à peine savent penser, et à peine quatre sont susceptibles de penser, par elles-mêmes.

La compréhension de la philosophie romanesque n'est donc pas à la portée de tous, pas plus qu'il ne saurait y avoir de démocratie sexuelle : « Ces vérités ne doivent être connues que des gens qui savent penser, et dont les passions

sont tellement en équilibre entre elles qu'ils ne sont subjugués par aucune. »

La pédagogie libertine ne peut se faire sans secret. D'où l'art des doubles sermons, l'importance accordée à la lecture qui produit des effets d'excitation directe, une science du voyeurisme et de la peinture, une discipline qui dénonce toute passivité. « Les désirs », écrit Denon, se reproduisent par leurs images : interdiction des images ou les stériliser manifeste toujours une volonté de tuer les désirs. De ce point de vue, puritanisme et pornographie lourde sont du même ordre. Encore un chef-d'œuvre ? Mais oui, *Margot la ravaudeuse*, de Fougère de Monbrun. Cette fois, ce sont les coulisses de la prostitution, le Palais-Royal, l'Opéra, les manies, les emportements, les remèdes. Voilà un livre dont la destruction a été ordonnée en 1815, 1822 et 1869 : tout un programme. Vous pourrez y apprendre, par exemple, ce qu'était la pommade astringente, dite Du Lac, qui « opère son effet en moins d'un quart d'heure et donne un air de nouveauté aux choses qui ont le plus servi. »

Fougère de Monbrun, grand voyageur européen et auteur du *Cosmopolite*, effrayait Diderot et se moquait de Platon, l'Esprit libre, il ne s'est jamais caché de haïr les hommes. Sa politique est simple : « Les grands ne sont généralement grands que par notre petitesse ; et c'est le respect aveugle et pusillanime, qu'un ridicule préjugé nous inspire pour eux, qui les élève à nos yeux. Osez les envisager ; osez faire abstraction du faux éclat dont ils sont environnés, le prestige s'évanouira. » Conseil à suivre, sagesse financière. Enfin, un diamant : *Point de lendemain*, de Vivant Denon. Là, en quelques pages, quel est l'impact de la narration (« on va vite avec l'imagination des femmes »), variation des paysages

et des décors (la nuit, le moment, les terrasses, les jardins, les bancs de gazon, les corridors, les portes dérobées, les canapés, les coussins), vivacité des dialogues, tromperie et retournement des rôles... Résumé de l'efficacité romanesque : « Chaque mot était en situation. » Là encore, une femme mène le jeu souterrain, nerveux. Mais l'ironie sérieuse exigeait que l'exergue vint d'une épître aux Corinthiens, véritable adresse aux écrivains conscients du futur : « La lettre tue, l'esprit vivifie. » Ainsi soit-il, dans les plus irrespectueux des romans possibles.

Philippe Sollers

► Voir aussi page 28 la chronique de François Bott sur Pinot Duclos.

### LITTÉRATURE FRANÇAISE

#### Séda l'énigmatique

Une rencontre avec une femme qui écrit beaucoup, publie peu, et se dissimule derrière un simple prénom.

Page 28

### LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

#### Ecriverons et liserons

« C'est en écrivant qu'on devient écrivain » : le célèbre précepte de Queneau s'impose à la lecture des deux livres, les *Écarts majeurs* et *Graveurs d'enfance*, que publie simultanément Régine Detambel, tant ils se présentent, sans fard, comme des exercices de style. Et, comme l'auteur est également inspiré, arrive ce qui doit arriver : la meilleure.

Page 34

## Te Deum pour les humiliés

Un livre baroque et lumineux, entre bêtise et génie, haine et amour : l'épopée terrible des gueux de Canudos par Euclides da Cunha, prophète malgré lui

### HAUTES TERRES

La guerre de Canudos (Os Sertões) de Euclides da Cunha. Traduit du portugais (Brésil) par Jorge Coli et Antoine Seel. Ed. A. M. Métailié, 529 p., 180 F.

La guerre la plus féroce du dix-neuvième siècle a eu lieu au Brésil, au cœur du sertão, et elle a manqué de rester inconnue. Le sertão, qui s'étend à l'intérieur de l'État de Bahia, est un bout du monde. Il est fréquenté par le soleil et le diable. Ce n'est pas un bon endroit pour une guerre qui veut faire un peu parler d'elle. Celle de Canudos serait passée inaperçue si un jeune journaliste de génie n'avait fourré son nez dans ces solitudes. Ce journaliste, reporter à *O Estado de São Paulo*, s'appelait Euclides da Cunha. Son texte, qui fut publié au Brésil cinq ans après la guerre, en 1902, est admirable : Euclides da Cunha a écrit l'Iliade de cette « Troie des torchis » que fut le village de Canudos.

Canudos, en cette fin de siècle, ne paie pas de mine : cinquante cabanes, peut-être, et des ciels de

braise. Là, quelques misérables vivent comme on agonise, jusqu'au jour où surgit un halluciné, Antonio Vicente Mendes Maciel (Antonio Conselheiro). Les originaux de cette sorte pululent dans le sertão. Le désert du Nordeste, avec ses sécheresses et ses déluges, sa désolation, ses maquis de plantes d'acier, ses mortelles beautés, produit, depuis des siècles, des ribambelles de mages et de messies, de rebelles et de tueurs, d'innocents, d'anges et de voyants. Antonio Conselheiro est un peu un messie plus perfectionné que les autres.

Dans les débuts, il trompe son monde. Ce fils d'un négociant du Ceará est un jeune homme sévère, sage et un peu terne. Il se marie, fait des petits boulots, commerçant, clerc de notaire, avoué. Sa femme le trompe avec un policier et Antonio désapprouve. Il s'engouffre dans le sertão. Quand il en sort, après dix ans de nuit, il a la tête, la cervelle et les fesses d'un prophète. C'est un homme barbu, biscornu et laid, sans apparence, une ombre à peine, et des yeux renversés, mais ces yeux fascinent. Des hommes et des femmes suivent Antonio à la trace. La petite bande entreprend de bâtir à Canudos une

Jérusalem. Elle ne chôme pas. Chaque jour, douze maisons saintes sortent de la terre maudite.

A Bahia, les civilisés ne sont pas contents. Le Brésil est fragile. La République vient de succéder à l'Empire, et elle a besoin d'ordre. Or les gueux du Conselheiro fomentent le désordre. La République décide d'écrabouiller le forcené. On va apprendre aux égarés de l'arrière-monde à mourir et ils meurent mais, c'est étrange, les soldats vainqueurs prennent la poudre d'escampette, comme ensorcelés.

#### Soldats et clochards

Le Brésil s'énervait, mais le village de Canudos est déjà retourné à ses besognes domestiques. La cité de Dieu prospère. Il y a bientôt cinq mille deux cents maisons. Le sertão est fou. Vers les masses saintes convergent des *vagabundos* (bouviers), des *beats*, des putains, des madones, des *jagunços* (tueurs). Bahia dépêche alors d'autres soldats qui sont de nouveau mis en déroute par les clochards.

Cette fois, c'est Rio de Janeiro qui tremble. Une armée avec

canons Krupp et mitrailleuses Nordenfeli encercle Canudos. Les fous de Dieu les canardent. Ils ont des escopettes d'un autre âge, mais ils ont pris la précaution de les charger avec des grains de rosaire qui font merveille. Ils abattent les soldats en criant « Vive le bon Jésus ! ». Entre deux échafauds sonnent les cloches des crépuscules et des résurrections.

Une dernière expédition monte en ligne en 1897. Une monstrueuse armée s'abat sur la ville fumante. Antonio Conselheiro meurt. Les soldats de la République, aussi immondes à présent que les *jagunços*, s'en donnent à cœur joie. Ils égorgent, éventrent ou étripent tous leurs prisonniers et cela les fait bien rire. La *canjico* est rouge, pleine de crânes et d'ossements. Dans la tanière dévastée, il reste quatre défenseurs, dont un vieillard et un enfant. Cinq mille soldats leur donnent l'assaut, les tuent. Canudos n'est plus au monde. Canudos est au ciel.

Euclides da Cunha a écrit un livre baroque et lumineux, qui captive et étourdit tour à tour, qui hésite entre la bêtise et le génie.

Gilles Lapouge

Lire la suite page 33



### Frédéric Berthet

#### FELICIDAD

nouvelles

#### PARIS-BERRY

récit

nrf

GALLIMARD



HISTOIRE  
DE MADAME DE LUZde Charles Pinot Duclos.  
Préface de Jean Duvall.  
La Table Ronde, 136 p., 95 F.LES CONFESSIONS  
DU COMTE DE...de Charles Pinot Duclos.  
Édition préfacée, établie  
et annotée par Laurent Versini.  
Ed. Desjonquères, 184 p., 98 F.

**L**ORSQUE Charles Pinot Duclos arrive dans l'existence, le Père Bourdaloue en sortait. Le prédicateur et le libertin se croisent ainsi, par hasard et par mégarde, sur les routes de l'Histoire. Cela confirme que la littérature française est une course de relais. Mais le « témoin » se transmet parfois d'une étrange manière... Pinot Duclos naquit le 12 février 1704, à Dinan, trois ans avant Crébillon fils. Le dix-septième siècle venait de fermer. Et pour le siècle suivant, la chose la plus pressée fut de « se délier l'esprit ». Le libérateur de tous les préjugés qui le bridait ou le réprimait. Il fallait se dépêcher encore plus quand on se trouvait en province. Car « ceux qui vivent à cent lieues de la capitale en sont à un siècle pour les façons de penser et d'agir », comme l'écrivait Pinot Duclos dans ses *Considérations sur les mœurs*. Lui-même « se délia » très vite. Fils de chapelier, il était sans doute « né coiffé ». C'est dire qu'il eut de la chance et qu'il sut le saisir.

Envoyé très tôt à Paris, pour faire ses études, il épousa dès son adolescence les nouvelles manières de vivre et de philosopher. Il eut une jeunesse déraisonnable ou désordonnée, si vous préférez... Mais on se fatigue de tout, même du paradis. C'est pour se reposer que Charles Pinot Duclos se mit à écrire. « J'ai été très libertin

ce qui ne m'empêchait pas d'être fort de mon goût, à l'âge que j'avais, avec une ardeur immodérée pour les femmes. Je les aimais toutes, et je n'en méprisais aucune. » Charles Pinot Duclos recommandait l'oisiveté comme genre d'existence, mais il était toujours très « occupé ». Ce jeune homme « déœuvré » partageait son temps entre l'écriture, le libertinage et les conversations de café. Il passait des heures au Procopée, avec Alexis Piron et Crébillon fils. Il excellait dans ces duels oratoires où « le plus fort en gueule était le plus considéré », comme le dit le baron de Grimm. Naturellement, Pinot Duclos était aussi dans les salons, chez M<sup>me</sup> de Lambert et chez M<sup>me</sup> de Tencin. Paris était « le centre de la dissipation ». La capitale française donnait des leçons d'insouciance. On ne se lassait pas de l'irrespect, de l'irrévérence et de la liberté. Quel soulagement quand sa défunte les vieilles croyances et les anciennes superstitions ! Quel bonheur de respirer !

**C**HAMFORT rapporte que Pinot Duclos « parlait un jour du paradis », tel que chacun se l'imagine, et que M<sup>me</sup> de Rochefort lui rappelle de quoi se compose le sien : « Du pain, du vin, du fromage et la première venue... Mais on se fatigue de tout, même du paradis. C'est pour se reposer que Charles Pinot Duclos se mit à écrire. « J'ai été très libertin

## HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Course de relais



par force de tempérament, disait-il, et je n'ai commencé à m'occuper des lettres que rassasié du libertinage, à peu près comme ces femmes qui donnent à Dieu ce que le diable ne veut plus. » Jolie définition de la littérature... Crébillon fils avait pris de l'avance. Il avait publié les *Egarements du cœur et de l'esprit* en 1738 et 1739. Pinot Duclos se rattrape avec *L'Histoire de M<sup>me</sup> de Luz*, en 1740, et les *Confessions du comte de...*, en 1741. Le premier de ces romans dépeignait les malheurs d'une

épouse « vertueuse et fidèle », sous le règne d'Henri IV. Obligée de tromper son mari pour lui sauver la vie, M<sup>me</sup> de Luz devenait le contraire de ce qu'elle avait résolu d'être. Le livre démontrait que la vertu ne payait pas. Car on la punissait au lieu de la récompenser. « Tout conspire contre la vertu d'une femme », écrivait l'auteur. C'était quelque chose d'énorme, d'impossible et de déconcertant.

Les *Confessions du comte de...* racontaient, en revanche, les triomphes de la frivolité.

Comme les *Egarements*, c'était l'histoire d'une éducation sentimentale. Un ancien jeune homme, naguère « entraîné par le torrent du monde » et qui s'était retiré à la campagne, se remémorait sa carrière amoureuse pour instruire les nouvelles générations. Il évoquait la voracité avec laquelle il s'était jeté dans de multiples aventures, « entraînant dix femmes à la fois », afin de meubler son existence. Il établissait, en quelque sorte, le catalogue de ses maîtresses et comparait les charmes des diverses nations. Il faisait ce que nous appelons, à présent, du « comparatisme ». « Il n'y a point de pays où le galanterie soit plus commune qu'en France », observait-il ; mais les emportements de l'amour ne se trouvent qu'avec les Italiennes. » Leçon de libertinage, où se mélangent le froid, le naturel et le clarté du style. C'est cette froideur qui séduisait Stendhal. Les *Confessions du comte de...* mirent Pinot Duclos à la mode. Ses traits d'esprit et le libéralisme de ses propos ajoutèrent à son succès dans les salons. « *Un tel est un sot, décide-t-il ; c'est moi qui le dis, c'est lui qui le prouve.* » On appelle cela « être arrangé ». Le pauvre monsieur « *Un tel* » n'avait plus qu'à disparaître...

**C**HARLES PINOT DUCLOS devint le protégé de Jeanne Antoinette Poisson. Je veux dire la Pompadour. Il venait souper chez elle, le

dimanche, avec l'abbé de Bernis. La marquise s'occupait très bien de ses « clients ». Elle fit élire Pinot Duclos à l'Académie française et l'aide, sans doute, à obtenir la charge d'historiographe du roi. Avec la vie qu'il menait, il eut de la matière pour ses *Considérations sur les mœurs*. Celles-ci parurent en 1751, et suscitèrent les éloges de Montesquieu, lequel adressa à l'auteur des « embrassements de félicitation ». « Je ne regarde pas tout, déclarait Pinot Duclos. Mais ce que je regarde, je le vois. » Il visita l'Italie en 1766 et 1767. Il prit des notes de voyage qui préfiguraient l'« égotisme ». Stendhal écrivait qu'il lui avait enseigné « la manière d'aller à la chasse du plaisir au-delà des Alpes ». Charles Pinot Duclos serait l'un des professeurs de M. de Beyle. Pour le fameux « style sec » et pour l'idée que l'on jouissait deux fois plus du bonheur en le « reconnaissant ».

Le 13 janvier 1768, Voltaire écrivit à l'un de ses correspondants : « Si M. Duclos se souvient encore de moi, mille amitiés pour lui, je vous prie. » M. Duclos se souvenait encore, c'était sûr. Mais le temps allait vite, qui emporta la mémoire dans son tourbillon. Chérie rendit l'âme le 26 mars 1772, en présence de l'abbé Chapeau. Cela nous incite à croire qu'il mourut comme il était né. C'est-à-dire « coiffé ». La 1<sup>re</sup> avril, Voltaire fit cette courte oraison funèbre : « Je suis fâché de la mort de Duclos, et de la mienne qui s'approche, car après tout, il est doux de vivre. » Curieusement, Charles Fourier naquit à Besançon, le 7 avril suivant. L'utopiste remplaçait le libertin. C'était toujours la course de relais.

« Signalez la récente réédition de *Monsieur Lascaris*, le roman de l'abbé Prevost. « L'école des lettres », Seuil, 356 p., 48 F. »

## LE GRAND ROMAN INDIEN

de Shashi Tharoor.

Traduit de l'anglais par Christiane Besse, Seuil, 324 p., 140 F.

**P**OUR commencer, un avertissement de l'auteur, Shashi Tharoor, un débutant en littérature qui ne veut surtout pas qu'on le prenne pour un mégalo, donne le ton de ce « grand œuvre » d'ironie qui joue d'une drôle de manière sur la tradition et sur l'histoire contemporaine : « Le Grand Roman indien doit son titre non pas à l'évaluation que l'auteur fait de son contenu, prévient-il, mais à un hommage rendu à sa source première d'inspiration, l'ancien poème épique du Mahabharata. En sanscrit, Maha veut dire « grand » et Bharata « Inde ».

Originaire du Kerala, Shashi Tharoor est né en 1956 à Londres, où son père était directeur commercial du journal indien *Statesman*, mais il a été élevé en Inde chez les jésuites et les anglicans avant d'étudier aux États-Unis où il a soutenu une thèse sur la politique étrangère d'Indira Gandhi. Il est actuellement à l'ONU à New-York, chef du département chargé du maintien de l'ordre en Yougoslavie... Dans ce premier roman, paru en 1989 aux États-Unis, il s'est approprié l'épopée fameuse et immense (quelque 200 000 vers répartis en dix-huit « livres ») dans une étonnante parodie en dix-huit chapitres qui sont une façon de voir l'Inde moderne, l'Indépendance et l'accouchement difficile et sanglant de l'Union indienne et du Pakistan. Un vieillard, Ved Vyas, alias V. V., dicte l'histoire de sa vie et de son pays à un scribe, Ganapathi, un Indien du Sud au long nez et à la démarche éléphantesque qui ne dit mot. Les initiés reconnaîtront Vyasa, le « sage » auteur du Mahabharata, et Ganash, le dieu des gens de lettres à la tête d'éléphant. Les autres, lecteurs sans bagages et sans préjugés, se laisseront emporter par le magie du récit.

« L'Inde n'est pas un pays sous-développé, mais au contraire une nation hautement développée dans un état de décadence avancée », commence V. V. qui, du haut de ses quatre-vingt-huit printemps, est le mémoire du siècle. Un siècle qui voit l'Inde indépendante se débarrasser tant bien que mal du poids des colonisateurs pour tomber dans des carnages, des querelles politiques et religieuses épouvantables. C'est ce siècle encore ancré dans la légende en même temps que dans l'Empire de la reine Victoria, le Raj, que va conter l'auteur à sa manière à partir de la narration de V. V., personnage truculent né de Satyavati « au parfum de poisson », la mère qui, grâce à un brahmane, retrouvera sa virginité après la naissance. Il caracolait par-dessus l'Histoire et par-dessus le langage dans un jeu étourdissant des mots, des styles et des situations. Alternant les vers et la prose, la langue noble et archaïque et sa transposition moderne, la plus familière. Il faut saluer le brio d'une traduction qui trouve la même énergie, la même allégresse décapante que l'auteur pour rendre cette histoire foisonnante, pleine de bruit, de fureur et de calembours, de l'Inde vue par un Indien. Un Indien entre deux cultures qui vomit le pouvoir colonial, se moque des Anglais (« le seul peuple de l'histoire essez crassement stupide pour avoir transformé les Américains en révolutionnaires »), mais qui pourtant sait que l'anglais est la seule langue commune à toute l'Inde, le seul moyen de dicter ses Mémoires à Ganapathi. Tout comme le cricket est le sport

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le « Mahabharata »  
de Shashi Tharoor

national. « Tu ne pensais pas que je m'y connaissais autant en cricket, hein ? Taille l'Inde elle-même, je suis chez moi dans les taudis et les palais, Ganapathi, je me traîne dans les chars à bœufs et je me propulse dans l'espace, je lis les Veda et je cite les règles du cricket. Je me déplace, mon gros jeune homme en tenue de soirée impeccable, au rythme d'un raga matinal. »

**P**OUR suivre la narration pleine de références à Kipling, qu'il déteste, à E. M. Foster, à Paul Scott (dont il estime le *Raj Quartet*), à Rushdie (un chapitre est intitulé « Les Parents de minuit » !), nous, Occidentaux, ne reconnaissons pas forcément tous les personnages de ce combat fabuleux entre clans rivaux, aussi familiers au lecteur indien que ceux de l'Ancien Testament le sont pour nous. Ennemis, mais issus pourtant d'une seule et même glorieuse souche, puisqu'ils sont tous, plus ou moins, les fils de Ved Vyas, le narrateur, le géniteur improvisé des trois fils de son demi-frère Gangaji qui s'est voué à la chasteté. « Gangaji, l'homme en charge de Hastinapur, aussi

mirce qu'une tige de papaye, déjà plus cheuve que je ne le suis aujourd'hui, vous regardant derrière ses lunettes rondes qui lui donnent l'air d'une chouette interloquée. » Gangaji, qui a décidé un jour de jeter son smoking aux orties et qui ne porte plus qu'un pagne de lin. Gangaji, le Mahaguru, le grand gourou, autrement dit le Mahatma Gandhi, le symbole de la lutte contre l'Anglais, le héros de la « Grande Marche des Mangues » contre l'impôt-mango. Défini, cristallisé au cinéma comme dans les livres d'histoire, et dont les enfants des écoles, vingt ans après sa mort, ne savent rien, incapables de le relater à leur vie. « Gangaji est important parce qu'il est le père de notre premier ministre », répond un écolier interrogé. « C'est un vieux saint qui vécut il y a longtemps et s'occupa de vaches », répond un autre. Ou encore : « C'est un personnage du Mahabharata. Il était si pauvre qu'il n'avait pas de quoi s'habiller. » Gangaji, plus lointain pour les Indiens d'aujourd'hui qu'un personnage de l'épopée.

« Bon, Ganapathi. J'imagine que ce n'est pas très facile pour toi à suivre, hein, tant de dramatis personae, tant de destinées. C'est qu'il s'agit de l'histoire d'une nation tout entière, une nation de huit cent millions d'habitants, et Dieu sait de combien elle s'est augmentée pendant que je te parlais. Ça pourrait être bien pire. » Fascinants liens de famille des personnages importants de l'histoire contemporaine de l'Inde que Tharoor greffe sur l'arbre généalogique du Mahabharata, liés par des liens de parenté secrets et invraisemblables. Ils sont tous là, qu'on les reconnaisse ou non : outre Gangaji (Gandhi), il y a ses neveux, non gandhiens, Dhritrashtra, l'aveugle avec sa canne blanche et ses lunettes noires (Nehru), et Pandu le Pâle, le « fasciste » allié des nazis et des Japonais pendant la seconde guerre mondiale afin de se battre contre les Britanniques (Subhas Chandra Bose) dont la chronique nous est narrée en alexandrins. Kama, le jeune homme au visage doré (Mohammed Ali Jinnah) sera leur ennemi, futur fondateur du Pakistan, cette utopie islamique éloignée des interdits des mollahs et des ayatollahs (« C'est le serpent britannique qui fit mordre notre peuple à la pomme de discorda »). Et aussi Priya Duryodani, la satanique (Indira Gandhi), prête à suspendre les libertés.

**S**ANS nostalgie, Shashi Tharoor évoque un temps où les musulmans n'étaient pas un groupe monolithique. Jusqu'à ce que la politique s'en mêle. « Les Indiens acceptaient sans histoires des gens de toutes sortes, rappelle-t-il : brahmanes, Thakurs, Marwaris, Nairs, Lingayats et pariahs et nombre d'autres variétés d'Indiens, autant que catholiques romains et chrétiens maronites, Anglo-Indiens et Indiens anglicans, jains et juifs, sikhs kashadans et sikhs mazhabis, animistes tribaux et néobouddhistes, tous fleurissant sur le sol indien aux côtés de certaines et de milliers d'autres castes et sous-castes. » On se laisse emporter par la drôlerie de la narration, par exemple les « dessous de l'Indépendance » grâce à la « charité constructive » dont fera preuve Georgina, l'épouse du dernier représentant de Sa Majesté britannique, Lord Mountbatten, qui choisit la date du 15 août 1947 (« C'est mon anniversaire de mariage », explique-t-il).

A la fin, le narrateur revient à l'Inde d'aujourd'hui, une Inde assaillie d'incertitudes. Son point de vue est-il complètement erroné ? Est-ce le fin de V. V. ? « Les histoires ne finissent jamais, répond-il au scribe de peu de foi. Elles se continuent simplement ailleurs. » Et il repart au commencement.



## Séda l'énigmatique

Une rencontre avec une femme qui écrit beaucoup, publie peu et se dissimule derrière un simple prénom

LE RÉGNE DU CHIEN

de Séda.  
Calmann-Lévy, 176 p., 92 F.

Séda aime parler sans emphase. Sans affectation. Elle préfère une simplicité douce – ou enflammée – à toute forme de « pose ». Pourtant, elle demeure tranquillement énigmatique. Les confidences qu'elle livre à son interlocuteur, « un peu trop personnelles pour être écrites dans les journaux », mais destinées à mieux la faire comprendre, ne sont en rien des clés pour l'énigme. Elles contribuent, au contraire, à la renforcer. Est-ce ce résumé biographique, au dos d'un de ses livres, qui intrigue tant : « Son arrière-grand-père dressait des chevaux dans le Haut-Karabakh, sa grand-mère chantait des Lieders à Berlin, sa mère était roumaine et son père vint mourir à Paris. Elle vit dans un moulin à vent au pied des Pyrénées » ? Peut-être. On la sait d'origine arménienne, née à Paris, mais elle n'est guère disposée à se perdre en anecdotes familiales.

En revanche, elle parle volontiers de son journal intime, qu'elle tient depuis quelque quarante ans. « C'était en 1952, j'avais onze ans, j'ai pris un cahier et j'ai commencé à écrire ce journal de petite fille. » Elle n'a jamais cessé. Elle a aujourd'hui, chez elle, un tas de cahiers et de bloc-notes. La vie, les passions, les enthousiasmes, les fausses joies et les tristesses disproportionnées, les incidents, les drames... tout y est consigné. Quand elle relit une page ici ou là, elle s'impatiente d'elle-même, s'attendrit sans doute parfois, s'amuse, se juge. Elle n'a pas peur de ce temps qui a passé, de sa propre histoire, de se trouver faible, voire ridicule. Elle n'est pas femme à se fuir.

Quand on s'écrit soi-même avec une telle passion, à peine sortie de l'enfance, on ne peut que former le projet d'être écrivain. A partir de 1962, Séda a entrepris un travail romanesque : « Trois livres. Mais... je pense qu'il faut être sévère



Séda : « Je chemine en de lents excès. »

avec soi-même. J'ai envoyé l'un des manuscrits à Michel Letris que je connaissais un peu et qui m'a encouragée. Malgré sa bienveillance, j'ai estimé que ce que je lui avais soumis était inabouti. Plus tard, j'ai repris seulement une partie de ce texte là, dans un de mes livres publiés, le deuxième, le Fumoir de l'ambassade. »

Séda a attendu 1980 pour publier. Son premier roman était donc en réalité le quatrième : Publique, « un livre qui appartient au genre des confessions brillantes », écrivait-on ici même (1). Un érotique qui relatait une expérience passionnelle et mystique. « Bientôt qu'elle eût mis toutes les difficultés de son côté avec ce petit texte proclamant : « J'ai aimé et aimé en dépit du bon sens. Je chemine en de lents excès », elle fut remarquée par le critique.

« Alors, ai-je eu peur de sombrer dans la vanité, ai-je eu une conduite d'échec ou d'inverse ? », se demandait-elle aujourd'hui. « En tout cas, je suis partie, j'ai quitté Paris et la vie intellectuelle. J'avais peur, un instant, de ne plus pouvoir écrire. Mais, après mon départ, j'ai cessé d'écrire – sauf mon journal, bien sûr – pendant plusieurs années. »

Aux mains  
des Grands Barbares

En 1991, Séda est revenue avec le Fumoir de l'ambassade (2), un roman insolite et nostalgique, dans lequel, en 2028, dans une ambassade assiégée, quelque part en Europe, trois hommes ironiques et désenchantés s'entretenant dans le silence d'une vieille dame. Depuis, elle a le sentiment que son désir

d'écrire est revenu et qu'il ne connaît plus d'éclipse. Tandis qu'elle termine un autre livre, vient de paraître le Règne du chien, un singulier roman, une fable plutôt, dont il faut réserver, pour la lecture, les surprises. Dans un temps improbable, dans un monde imaginaire et pourtant si réel, la planète est aux mains des Grands Barbares de l'Ouest et des Grands Nantis des Hauts-Castels. On ne prend même plus la peine de se battre au nom d'idéologies et de convictions. A intervalles réguliers, on organise des courses de chiens. En fonction des vainqueurs, on décide le pilonnage de telle ou telle région et on met en place les nouveaux marchés de ventes d'armes.

Dans cet univers où l'on a perdu la saveur des choses (« Les Grands Barbares craignent que si d'aventure un lauréat de nouveau arrive entre les mains des femmes une poignée de ces épis, elles n'en retrouvent l'usage, et ils savent que rien n'est plus difficile à manipuler qu'un peuple qui conserve et transmet un savoir culinaire »), Séda évoque l'étrange Barbara – est-elle morte ou a-t-elle disparu ? A-t-elle aimé Karl, le marchand d'armes, ou son fils Alexandre, devenu terroriste ? – Horacio Périod, Hunter le sage solitaire de la montagne et Sylvestre, l'enfant recueilli. Un nouveau Messie ? « Un jour, qui sait, pensait Horacio, quelques chercheurs s'accorderont pour nommer cette époque celle du « règne du chien ». En sommes-nous à l'aube ? Séda, qui a entrepris ce conte au début de la guerre du Golfe, se garde bien d'esquisser des vérités. Elle suggère, elle ironise ; elle sait que tant qu'il restera des fables... »

Josyane Savigneau

(1) Editions L'Asot (voir l'article de François Buit dans « Le Monde des livres » du 26 septembre 1980). Publique va être réédité chez Calmann-Lévy à la fin avril.  
(2) Fayot (voir l'article de Jean-Noël Pancrazi dans « Le Monde des livres » du 3 mars 1991). Existe aussi en poche : « J'ai Lu », n° 3368.

## Nostalgie rock

CITÉ ROOSEVELT

de Philippe Lacoche.  
Le Dilettante, 96 p., 75 F.

C'est comme des vieux rocks un peu tristes, pas trop rapides : sept histoires nostalgiques pour raconter la vie d'une cité dans une petite ville de l'Alsace au début des années 60. Sur les murs on peignait « OAS », dans les rues on se prenait pour Darrigade ou Bahamontes, « A la radio, les Chaussettes noires chantaient Tu parles trop », « Il y avait aussi la voix de Geneviève Tshobis, le dimanche ». Le livre fait penser aux exercices de nostalgie de Perec, il com-

mence par : « Je me souviens. » Philippe Lacoche écrit des histoires doucement amères. Il fait revivre les figures de la cité : Robert, le chef de bande, qui saute sur une mine en Algérie ; Joël, le coureur cycliste, qui se fait faucher par un camion ; au Edmond, le premier de la classe, qui va mourir en voulant faire comme les autres.

Cité Roosevelt est un petit objet pour retracer « toutes ces minutes de la vie qui s'enfoncent dans le temps et qui ne remontent jamais ». C'est un petit livre sans prétention, bien écrit, avec du charme. Est-ce si courant ?

Alain Salles

## Murmures de prison

DES PETITS GARÇONS

d'Emmanuel Darley.  
POL, 128 p., 70 F.

Accommoder. Ne pas s'accommoder. Le regard du lecteur n'accommode jamais tout à fait sur ce qu'il lui décrit. Le personnage central, celui qui dit « je », ne s'accommode pas de l'endroit où il vit, où il est enfermé. Oh ! Ce n'est pas facile d'essayer : pas du tout rebelle, le gars, arrangeant, complaisant même, prêt à trouver naturels la porte cadenassée et les rituels carcéraux, à chercher à bien faire dans son travail idiot – mais n'est-il pas idiot lui-même ? – à supporter les coups de coups il y a, à être un assassin, puis qu'on la lui a dit. Simplement, il ne sait pas y faire ni s'y faire, toujours il est à côté de la plaque.

Où est-ce ? Une prison ? Une institution psychiatrique ? C'est en province, sûrement, et c'est petit, presque familial, « à taille humaine », comme disent les sociologues humoristes – à moins que ce soit l'étroitesse du regard qui réduise ainsi l'espace et confine l'atmosphère. Des petits garçons n'expliquent pas, ne justifient

pas, se contentent de juxtaposer des objets et des gestes, des souvenirs et des songes.

Ils sont légers, les textes qui tentent de cerner, de l'intérieur, la déséquilibre psychique et la coupure du monde. Bien peu tiennent la distance, presque toujours ils versent dans la démonstration, ou dans le délire complaisant. Avec ses phrases simples, posées comme un petit poucet alignerait des cailloux sur un chemin incertain, Emmanuel Darley prend de vitesse le danger explicatif, esquive ou adoucit le folklore de la folie.

Dans ce miroitement de la nuit la lumière ne passe le rideau d'une femme aux multiples prénoms, dans ce flot de corps d'hommes, du porte-claies-schroumpf, de taches sur le mur, de silhouettes maternelles, de matchs de foot, il lisse la violence et la tendresse, la souffrance et la routine, comme d'un doigt machinal on trace des rigoles avec de l'eau renversée sur une toile cirée à carreaux. Les carreaux, ce sont des grilles, de prison, de lecture aussi.

Jean-Michel Frodon

## La femme de lettres

Sur la fin de sa vie, Colette Audry entretint une correspondance suivie avec un jeune moine. En naquit un roman d'amour

RIEN AU-DELA

de Colette Audry.  
Denoël, 373 p., 175 F.

L'expérience de l'amour, on peut la faire à tout âge et à partir de l'objet. Par-delà la tombe, Colette Audry nous en fournit une seconde fois la preuve. Se souvient-on encore de *Derrière la baignoire*, ce beau livre plein d'humour et d'indépendance qu'elle avait consacré à sa chienne Douchka. A travers la tyrannie de ce berger allemand, plein d'élan intempératif, cette intellectuelle, professeur de lettres dans un grand lycée parisien, championne résolue de son indépendance, avait découvert les contraintes, les sacrifices qu'on peut accepter quand on aime et la dure réalité de la mort.

Il y a peut-être quelque impatience à rapprocher ce récit du livre posthume qui paraît aujourd'hui, car, cette fois, c'est un moine bénédictin qui sert de révélateur. Il va illuminer les deux dernières années de la vie de Colette Audry et provoquer la création d'une œuvre quasi spontanée qui, par sa densité, sa mobilité, sa clarté d'expression et sa profondeur, compte parmi les plus fortes qu'elle ait écrites.

Rien au-delà n'est pas un roman mais un recueil de lettres qui nous fait vivre un roman, l'extraordinaire relation qui s'établit entre une femme de quatre-vingt-deux ans et un jeune religieux que tente la littérature. On n'y entend qu'une voix, celle de Colette Audry. Le partenaire n'apparaît que sous son prénom, François, qui a vite remplacé le « Cher Monsieur » dans les échanges.

C'est pourtant lui qui donne le coup d'envoi. En avril 1988, il lui soumet, sans la connaître, un texte que les éditeurs lui ont refusé. Elle le lit d'un trait, le juge d'une qualité unique. Elle lui écrit : « Le pré-

nomme de résonance s'est produit comme lorsqu'on perçoit, dans des circonstances exceptionnelles, des harmoniques très éloignées. » Une correspondance s'ensuit, d'abord claire, puis le rythme bécoté s'intensifie, jusqu'à devenir quotidien.

Or il semble que tout les oppose : l'âge, leur engagement auquel aucun ne renonce, leur existence, ici ponctuée par des offices liturgiques, là par des combats politiques : depuis 1969, Colette Audry, venue du PSU, a rallié le Parti socialiste et appartenait à son comité directeur ; elle militait pour la cause des femmes. Ce Dieu qui a orienté sa vie à lui, elle en ignore l'existence. François ne la lui révélera pas. Elle campe sur son agnosticisme. Et, pourtant, entre l'athée irréductible et le moine, s'établit une communication dont elle écrit : « Nous avons repoussé les limites des relations humaines. »

Jusqu'au bout  
de sa vérité

D'où viennent donc entre eux les « harmoniques » ? Du désir d'écrire, évidemment. Mais d'écrire pour avancer jusqu'au bout de sa vérité. Ainsi, dès qu'elle a pris conscience du sentiment qui les rapproche, elle l'appelle amour. Où serait autrement la puissance de transformation, de libération, qu'ils exercent l'un sur l'autre ? Une fois l'aveu lâché, elle ne se prive plus de dénouer les liens qu'elle lui doit. Elle était assoupie, il l'a réveillée. Il l'a appelée à l'écriture et a éloigné d'elle la pensée de la mort. Jusqu'à sa rencontre, elle voyait sa vie comme un demi-échec, comme arrêtée à mi-chemin. « Certes, lui écrit-elle, nous nous sommes marqués dans le temps et je ne peux pas me cacher que c'est une chose déchirante. Mais vous êtes là et

nous sommes ensemble... L'état de confiance et d'abandon dans lequel j'entre chaque fois que je pense à vous, voilà bien la merveille... »

Cette relation ne va pas sans traverses : la déception d'un appel téléphonique non reçu, l'anxiété devant un ralentissement possible des échanges, voire la jalousie provoquée par une autre femme. Comme François lui reproche sa réaction, elle a ce beau cri : « S'il n'y avait pas au fond du sentiment que je vous porte quelque chose d'aussi sauvage, je n'en donnerais pas cher. » Et, peu à peu, l'apaisement s'installe, même face à la mort qui revient faire son siège, et cette fois pour de bon.

Colette Audry mourra le 20 octobre 1990, à l'hôpital d'Issy-les-Moulineaux. Sa dernière lettre à François date du 14 juin. C'est l'hymne ultime de l'amar. « C'est l'hymne que je vous dis ce que vous aurez été pour moi : pendant deux ans au moins, davantage l'es-père, vous m'avez fait connaître ce qu'il peut y avoir de douceur dans la vie... Et ce n'est pas une petite chose, et vous n'êtes pas plus que moi dressé à cela. Il y a beaucoup d'autres choses, mais il n'y a rien au-delà. »

Le livre en tire son titre, qui n'est pas sans ambiguïté. Rien au-delà de la mort ? Rien au-delà de l'amour ? J'opte pour la seconde interprétation. Le livre de Colette Audry, qui révèle une femme de premier ordre par l'oculté de ses analyses, nous apporte un roman d'amour comme il pouvait s'en écrire au XVII<sup>e</sup> siècle entre prêtres et dames du monde. La connaissance profonde de soi et de l'autre mène à une aventure spirituelle. C'en est une. Les lettres qui la relatent sont belles, comme un texte de Pascal sur la grâce ou de Fénelon sur le quiescentisme.

Jacqueline Platier

## La ferveur d'un disciple

Philippe de Saint-Robert face à Montherlant : admiratif et pertinent

MONTHERLANT

OU LA RELÈVE DU SOIR  
de Philippe de Saint-Robert.  
Les Belles-Lettres, 322 p., 140 F.

L'essai en trois périodes que consacre aujourd'hui Philippe de Saint-Robert à Henry de Montherlant garde l'élan d'une admiration qui ne s'est pas démentie depuis que, jeune homme, l'auteur découvrait l'écrivain, et la trace d'une amitié de vingt ans. C'est, au fond, la ferveur qui lui confère une unité.

La première partie reprend, sous le titre « Montherlant le séparé », la matière d'un essai paru en 1969. C'est une analyse savante des thèmes récurrents de l'auteur, de l'inspiration chrétienne à la veine païenne, de ses exigences de rigueur à sa conception de l'« alternance » et du

« syncretisme », de tout ce qui paraît être un souei d'équilibre des contraires chez ce « dernier des stoïciens » qui est aussi un « émotif cérébral » peut-être déroutant pour qui veut l'enfermer dans une classification trop rigide.

« Toute l'œuvre de Montherlant, remarque Philippe de Saint-Robert, est le cri déchirant et contenu du lucide qui voit l'illusion. » L'écrivain ne pouvait que confirmer : « Toute mon œuvre est une œuvre où joue la dissociation fondée sur la principe héraklitéen de l'harmonie des contraires et de l'équivalence. » Pertinent et approfondi, cet essai souffre cependant d'une densité sermonneuse et d'une tendance trop généralisée à l'abstraction où l'essayiste semble être avide de définir une « morale » qui lui convienne à travers celle qu'il dégage de son sujet.

Bruit  
et fureur

La seconde partie regroupe une correspondance – quarante-trois lettres – de 1955 à 1972. Echange d'idées, projets, notes, commentaires commentés, mais surtout à l'office : maître queux et maître d'œuvre au jeu des estimations, confrontent des points de vue sur l'œuvre en cours entre quelques gracieusetés, hars une belle lettre de Montherlant dont est extraite la citation qui figure plus haut.

« La relève du soir », qui clôt cet essai, restitue l'aspect « familier, drôle, direct » de Montherlant trop méconnu, mais le ton s'élève vite à la palémique comme pour renforcer les valeurs auxquelles croyait l'écrivain. Tout y passe, de mai 68 – « despotisme intellectuel au nom

du laisser-aller » – à la critique de notre époque avec son eulie médiatique, son « juvénisme », son tapage et ses impostures. On adhère plus à la causticité de certains jugements qu'à leur formulation.

Ce bruit et cette ferveur ne conviennent pas, au reste, à l'endroit d'un homme qui eut si souvent mal à son pays au point d'en être excessif, grognon, ronchon. Trop statufié de son vivant, et souvent par sa faute, guidé par sa hantise de perdre son indépendance, et moins par le mépris des autres que par la crainte, Montherlant reste sans doute à redécouvrir. Philippe de Saint-Robert nous y invite avec l'ardeur d'un disciple touché par la grâce.

Pierre Kyria

\* Signaler que Xavier Beguin Billecoq a rassemblé sous le titre *Des Montherlants* un ensemble de récits, de documents et de photographies sur les accords paternels de l'auteur depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (chez l'auteur, 5, rue de l'Assomption, 75016 Paris, 198 p., 380 F.). D'autre part, le livre de poche vital de rééditer l'excellente biographie de Pierre Siprin, *Montherlant sans masque*, (n° 4387, 770 p.).

93 N°3  
**L'AUTRE JOURNAL**  
amazonie  
A qui profitent les mensonges écologistes ?  
Contes de la mythomanie  
A la découverte d'un auteur inconnu, V. Tchostova  
Le journal qui se lit comme un livre se lit à deux chaque mois, 25F.

**Le Monde ÉDITIONS**  
**VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE**  
Jean de La Guévière  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

## En quête d'Europe

La direction du livre poursuit un travail en profondeur sur la traduction littéraire

Après «Version française» organisée en 1991 à l'occasion de la Fête de la lecture et l'enquête *Traduire l'Europe* (publiée chez Payot, en 1992), la direction du livre du ministère de la culture, que dirige M<sup>me</sup> Evelyn Fieser, a poursuivi son travail en profondeur sur la traduction littéraire en Europe. Ainsi, pendant le Salon du livre, quelques cent cinquante invités étrangers venus de trente pays de la Grande Europe, spécialistes des langues et des littératures étrangères, ont été d'élèves de classes terminales de ces pays, ont participé à des rencontres sur «L'Europe et le plurilinguisme», «Littérature et circulation des idées en Europe», «Ecrire en Europe. Ecrire l'Europe».

De deux enquêtes sur les auteurs européens les plus traduits en France et les plus traduits dans les neuf langues de la Communauté, il ressort notamment que, sur les cent cinquante auteurs européens dont au moins une œuvre est disponible, près de 55 % proviennent de France (44 auteurs) ou de Grande-Bretagne (48 auteurs); viennent ensuite l'Allemagne (13 auteurs), l'Italie (13), l'Espagne (11), la République tchèque (6). On notera que, en littérature, c'est un écrivain pour enfants et adolescents, la Suédoise Astrid Lindgrén, qui arrive largement en tête pour le nombre d'œuvres disponibles en langues étrangères (280); elle est suivie de Marguerite Yourcenar (215), Ruth Rendell (189), Umberto Eco (167), Françoise Sagan (150), Frederick Forsyth, Peter Handke, Elias Canetti, Milan Kundera, Henri Troyat, Michel Tournier.

En ce qui concerne les auteurs européens de sciences humaines, c'est l'Anglais Desmond Morris qui arrive en tête pour le nombre d'œuvres disponibles en traduction (99), suivi de Jürgen Habermas (75), Jean Baudrillard (65), Jean-François Lyotard, Hans-Magnus Enzensberger, Tzvetan Todorov.

Cependant, d'après une enquête réalisée auprès de mille individus représentatifs de la population française de plus de quinze ans, il ressort que 75 % des personnes interrogées déclarent ne pas connaître, ne savoir ce que de nom, un seul auteur européen (non francophone) encore en vie! On constatera que les auteurs les plus souvent cités (Suljitskyne, Václav Havel, Umberto Eco, Salman Rushdie, Milan Kundera) doivent sans doute une partie de leur notoriété à des éléments non littéraires.

En ce qui concerne les écrivains français vivants, 41 % ne donnent aucun nom, les plus souvent cités étant Françoise Sagan, Hervé Bazin, Bernard-Henri Lévy, Paul-Loup Sulitzer... Un questionnaire avait été également envoyé à trente

**UN MONDE SANS CRIME**  
de Christian Lehmann.  
Presses de la Renaissance.  
253 p., 98 F.

**MORT EN HIVER**  
(*Chill Rain in January*)  
de L. R. Wright.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Marie-France de Palomera.  
Seuil/Poésie, 284 p., 95 F.

**SARAKA BÔ**  
de Tobie Nathan.  
Rivages/Thriller, 282 p., 119 F.

**LE TABLEAU DU MAÎTRE FLAMAND**  
(*La Tabla de Flandes*)  
de Arturo Pérez-Reverte.  
Traduit de l'espagnol  
par Jean-Pierre Quilès.  
Lattès, coll. «Suspense»,  
«Cie», 305 p., 129 F.

**RÉVER POUT-ÉTRE...**  
(*Perchance to Dream*)  
de Robert B. Parker.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Janine Hérisson.  
Gallimard, 206 p., 100 F.

**COUPS TORDUS**  
(*Dirty Tricks*)  
de Michael Dibdin.  
Traduit de l'anglais  
par François Rosso.  
Calmann-Lévy, 326 p., 120 F.

**L**A gauche est défaite. Largement. Si largement qu'à s'interroger sur les causes du cataclysme nombre de commentateurs n'ont pas manqué d'évoquer, au côté du «déficit» social, le passif «moral» dû à la multiplication des affaires. Souvenons-nous. La première d'entre elles, ce fut l'affaire du *Rainbow Warrior*, ce navire écologiste qui coula, un

## La mort de Marguerite Bonnet

L'inlassable esprit de recherche d'une exégète du surréalisme

Marguerite Bonnet est morte brutalement le 18 mars dernier, à l'âge de soixante-douze ans. C'est par ses travaux sur André Breton et sur le surréalisme que son nom est connu des chercheurs du monde entier. En 1975, elle publie son grand livre *André Breton, naissance de l'aventure surréaliste* (Ed. José Corti). A une formation inégale se joignait une admirable pénétration critique, à la fois lucide et passionnée, qui, à l'égard des simplifications hâtives, dressait de Breton le portrait d'un être n'ayant cessé de s'interroger sur lui-même et la littérature, en des questionnements renouvelés.

Les textes surréalistes suscitaient, sous sa plume, des analyses dont la pertinence n'a pas été dépassée. Cette explication biographique et littéraire aurait dû nuire sur la publication d'une suite, dont Marguerite Bonnet possédait amplement la matière, si elle n'avait jugé plus urgent de se consacrer d'abord à l'édition de *Œuvres complètes* dans la «Bibliothèque de la Pléiade», en s'entourant de quelques collaborateurs parmi lesquels le plus proche fut Étienne-Alain Hubert.

Sur les quatre tomes prévus, deux ont paru en 1988 et 1992; le troisième est actuellement en chantier. Volumes qui tirent leur prix d'une annotation considérable, sans que l'érudition impec-

## Le savant sur la frontière

La leçon inaugurale de Pierre Toubert au Collège de France

Le public ne le connaît guère et c'est presque délibéré chez ce savant. D'un abord pourtant cordial, il reproche parfois à ses collègues dont les livres obtiennent des succès de librairie de laisser croire que le métier d'historien est facile. Le 19 mars, Pierre Toubert a commencé sa leçon inaugurale au Collège de France par un apologue emprunté à un auteur andalou du dixième siècle: celui d'un orateur qui répugnait à divulguer son savoir et prétendait se taire devant son public. On ne succède pas facilement à Georges Duby.

Là où Georges Duby occupa, pendant vingt et un ans, une chaire d'histoire des sociétés médiévales, Pierre Toubert occupe désormais celle d'histoire de l'Occident méditerranéen au Moyen Âge. C'est le privilège du Collège que de changer le titre de ses chaires en même temps que leurs titulaires. Il fait partie de son rituel que la leçon inaugurale transforme un titre en programme de recherche et d'enseignement: Pierre Toubert y a sacrifié avec bonheur (1).

L'Occident méditerranéen au Moyen Âge, tel qu'il l'a défini, est une frontière et donc *a priori* un lieu d'affrontement entre l'islam et le christianisme. Et pourtant, la frontière a généré une unité. Les lettrés italiens du douzième

siècle sont chez eux à Tolède et à Constantinople.

Car les lettrés chrétiens ont perçu la supériorité de la culture arabo-andalouse par rapport à la leur: ils ont voulu se l'approprier et la faire partager. C'est ce qui a donné consistance à l'Occident méditerranéen. La Renaissance du douzième siècle est le fruit de cette synthèse culturelle caractérisée par un immense effort de traduction en latin des œuvres grecques et arabes, souvent par des juifs arabophones. La frontière et la tradition, voilà peut-être les mots clés de la leçon de Pierre Toubert.

On lui doit, sur l'Italie, la plus grande thèse d'histoire structurale «totale» qui ait été écrite (2). Il a maintenant tourné son regard vers l'Espagne, mais en l'intégrant dans les structures et les destins collectifs de la Méditerranée qui intéressent finalement tout l'Occident.

Michel Sot

(1) Le cours — public comme tous ceux du Collège de France — portera, cette année, sur «l'histoire et le peuplement en Méditerranée occidentale au Moyen Âge». Le vendredi 11 heures, à partir du 26 mars.

(2) *Les Structures du Latium médiéval*, Ecole française de Rome, 1973, 2 volumes, 1 300 p.

## L'histoire au Seuil

Dans notre supplément sur l'histoire, publié à l'occasion du Salon du livre (le Monde du 18 mars), l'article consacré aux éditions du Seuil a été malencontreusement omis. Nous réparons ici cet oubli.

«Faire une histoire extrêmement ouverte, une histoire d'une certaine ambition intellectuelle, mais qui ne soit au service d'aucune école»: tel est, depuis près de vingt-cinq ans, le projet de Michel Winock au Seuil. Lorsqu'il arrive, en 1969, le fonds historique de la maison se réduit à une petite collection de poche illustrée, «Le temps qui court». Conservant l'idée du «pochet», Michel Winock profite du lancement de «Points» pour créer, en 1970, «Points-Histoire». L'originalité, c'était le nombre d'éditeurs, explique-t-il. Je voulais répondre à la demande, en particulier des étudiants et des professeurs, en étant le plus éclectique possible du point de vue chronologique, tout en offrant des grandes synthèses. Ainsi est née, par exemple, la «Nouvelle histoire de la France contemporaine», l'une des séries phares de la collection — le grand best-seller, parmi les deux cents titres, restant l'*Introduction à l'histoire de notre temps*, de René Rémond (environ deux cents mille exemplaires).

A l'autre bout de la chaîne, on trouve ce que Michel Winock appelle la «collection lourde», lancée elle aussi dans les années 70, «L'univers historique». C'est une collection de recherche, d'études pointues qui pourraient être des sujets de thèse. S'y greffe une branche plus «légère», celle des séries illustrées — comme l'*Histoire de la vie privée*, déjà traduite en douze langues — qui s'adressent, elles, à un large public averti. Avec ces deux collections, plus une, très ciblée, «XX<sup>e</sup> siècle», Michel Winock et son coéquipier, Jean-Pierre Lappierre, disposent aujourd'hui d'un «instrument très étalé» pour faire «à peu près tout en histoire». D'autant que sortent ces jours-ci les premiers titres d'une entreprise nouvelle, «Faire l'Europe» (1), qui élargit encore le champ de la réflexion. Née de l'initiative de cinq éditeurs européens, dont le Seuil, et placée sous la direction intellectuelle de Jacques Le Goff, «Faire l'Europe» est la première collection d'histoire publiée simultanément en allemand, en anglais, en espagnol, en italien et en français.

Florence Nothelle

(1) Trois premiers titres ont paru en mars: *L'Europe et la Mer*, de Michel Winock; *L'Europe et la Méditerranée*, de Ugo La Malfa; et *La Ville dans l'histoire européenne*, de Leonardo Bazzoli.

## ROMANS POLICIERS

## Jeux de mémoire

matin de juillet 1985, dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande. Il y eut mort d'homme. Et un ministre de la défense fut démissionner, après qu'une série de maladroites confidences eut permis de prouver la participation des services secrets français à l'opération.

Et si, précisément, ces maladroites, inexplicables pour des spécialistes surréalistes, avaient été volontaires? Si elles résultaient d'une vaste manipulation d'éléments factuels introduits au plus haut niveau de l'Etat? C'est sur cette hypothèse audacieuse que Christian Lehmann, un jeune auteur, déjà remarqué pour la *Folie Kennedy* et la *Tribe* (1), a bâti *Un monde sans crime*. Avec une efficacité telle que la fiction semble, soudain, ordonner enfin la réalité, la recomposer, lui redonner sa cohérence. D'autant que Lehmann ne se contente pas de la description clinique d'une diabolique machination. Sur les traces d'un double emblématique de sa génération, Matthias Hader, un grand reporter de trente-quatre ans, il entreprend un voyage sans pitié dans les arcanes d'un pouvoir socialiste converti aux vertus de la *Realpolitik* et prêt à tout pour étouffer le scandale naissant. Vengeur, rageur, entre ironie et amertume, sans jamais perdre ses qualités de suspense, *Un monde sans crime* prend, en ce mois de mars, les allures d'un requiem.

LA mémoire nous dénote et nous transpire. Elle fait frissonner. Elle excite aussi. Ainsi s'exprimait, la semaine dernière, dans ces colonnes, Jean-Pierre Rioux, qui s'interrogeait, en historien, sur «la déesse Mémoire» et l'engagement dont elle est aujourd'hui l'objet.

Ce temps du passé, la littérature criminelle le connaît bien. Pour une bonne partie, il est, à vrai dire, constitué du genre. Tous les enquêteurs le savent: c'est à rebours qu'il faut, le plus souvent, chercher les racines du crime, les raisons qui ont motivé l'assassin ou expliquent le choix de ses victimes. C'est dans les ombres du passé que le présent, troublé par une rupture immémoriale de son ordre, cherche à retrouver une cohérence. Le roman de Christian Lehmann en est une excellente illustration. Mais les jeux de la mémoire offrent d'innombrables possibilités, des plus simples — qui ne sont pas les moins fortes — aux plus sophistiquées.

Au rayon des premières, on range, par exemple, *Mort en hiver*,

portant puisant, par une journaliste canadienne, d'une femme rigide, à la hantise soignée, dont toute la vie s'est ancrée autour d'un terrible secret d'enfance. Découverte, menacée de chantage, elle tuera et devra, dès lors, affronter, dans un jeu mortel non exempt d'une trouble séduction, un inspecteur acharné à découvrir son passé. Une variation très rendellienne.

Au rayon des secondes prend *Saraka Bô*. Ce premier roman est l'œuvre d'un professeur de psychologie clinique. On ne s'étonnera donc pas si la mémoire dont il est ici question est celle — si l'on ose dire — de l'inconscient. Plus étonnant est le résultat. Étrange, étrange objet que ce livre, qui ne cesse de confronter la modernité la plus agressive et les mythes ancestraux de la culture africaine.

Qui mêle l'histoire d'un ex-gauchiste poursuivi après un casse-femmes qui égorgé les bourgeois d'une banlieue cossue. Qui met en scène — narcissiquement? — un psychiatre, Hader, moderne, amateur de musique classique et de littérature antique, citant volontiers le Cantique des cantiques. Et dont les chapitres sont rythmés de sentences syllabiques ou lacunaires, du style «Le silence de Laure si la parole est à Jean». C'est un roman fou, destructeur, tantôt fulgurant, tantôt suffisant, qui hésite entre baroque et emphase, sincérité déchirée et procédé roqué. Au lecteur le soin de juger, ajoute — lâchement? — le critique dans l'expectative.

INFLUENCE bourgeoise oblige, la littérature hispanique est friande de ces œuvres qui pratiquent la mise en abyme, les jeux de miroirs vertigineux, où passé et présent se confondent à tel point que s'abolissent les repères, se dérobent les certitudes les mieux établies. De ce point de vue, le *Tableau du maître flamand*, de l'Espagnol Arturo Pérez-Reverte, ravira les amateurs. A partir d'une mystérieuse inscription apparue sur une dalle du XV<sup>e</sup> siècle en cours de restauration, l'auteur, tel un joueur d'échecs en parties simultanées, joue sur plusieurs intrigues, multipliant à plaisir les niveaux d'interprétation. A cinq siècles de distance, se pourrait-il que les meurtres du chevalier Roger d'Armas, victime, selon la chronique, d'un tueur à gages en l'an 1470, et celui du professeur d'art Alvaro, moderne Faust, fussent liés? Seule pièce à conviction, campée au centre du roman,

Bertrand Andrusse

(1) Tous deux aux Presses de la Renaissance, 1988 et 1990.  
(2) *La Diane au crépuscule*, Actes Sud.  
(3) 10 % de votre vie, Actes Sud (le Monde des livres a dit 30 janvier 1992).

## ACTIONS FABULEUSES DU JUSTICIER CLONQ

d'Akos Ditrói

La Terre dans quelques millénaires sous un aspect science-fictionnaire.

Histoire: apparaît une nouvelle figure de détective: celui du monde des fables, enquêtant par conséquent moins sur des mystères quelconques que les Mystères mêmes.

En 11 nouvelles formant un tout, des pistes sont ouvertes vers la signification du corps, des mythes, de l'ordre et de la liberté, de l'amitié, de l'amour et de la mort.

Philosophie poétique, humour à doses d'érotisme... Prendre au sérieux les valeurs et non soi-même conduit à des récits joyeusement ébauchés.

Éditions de Llesse, 8, rue Saint-Marc, 75002 Paris.  
Tél.: 42-21-40-41 — Prix: 90 F



هناك النحل

LE MONDE DES LIVRES

JARDINS PUBLICS  
de Pierre Sansot.  
Payot, 272 p., 130 F.

Du temps de sa fondation, du dix-neuvième siècle plus précisément, la sociologie a reçu l'héritage des grandes tâches à accomplir et l'obligation de ne pas déroger au statut scientifique. Elle a été conduite de façon à ne pas céder aux facilités de la connaissance ordinaire, aux complaisances qui permettent les observations hâtives et brouillonnées de la vie sociale, meublées par des effets d'écriture. Des métiers en sont nés, des institutions les ont organisés, des langages spécialisés et des théories ont guidé leur pratique. C'est ainsi que la discipline a progressé, précisé ses méthodes en les diversifiant - et qu'elle a imposé la reconnaissance de ses résultats, de son utilité pour les auteurs sociaux.

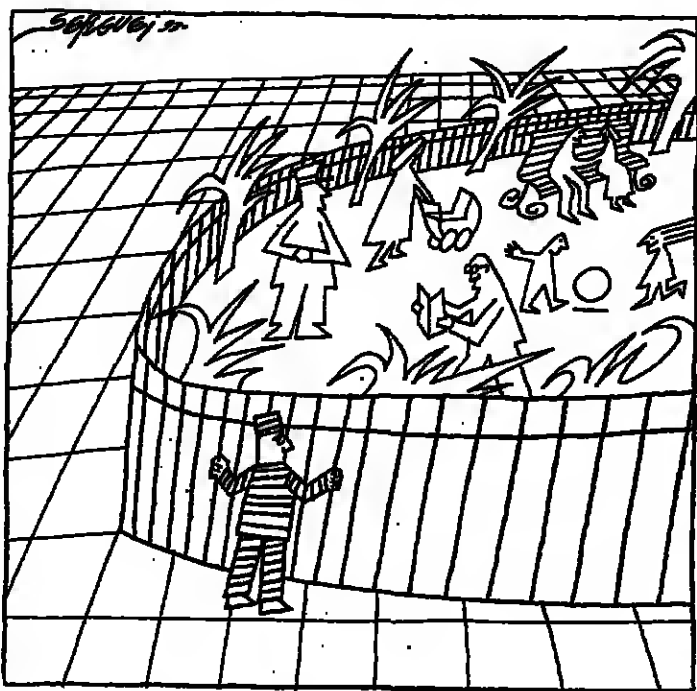
Aujourd'hui, la sociologie n'est pas moins que les autres savoirs affectée par la grande transformation dont on dit, en la nommant post-modernité, qu'elle opère d'abord par « déconstruction ». Des ruptures s'effectuent, bien que l'affirmation de professionnalisme contribue à s'en protéger. Dans un espace scientifique plus mouvant, moins aménagé par des doctrines ayant perdu une part de leur force contraignante, des audaces se libèrent. L'impossibilité de tenir le point de vue de la pure objectivité est maintenant largement admise. Il n'est plus indécemment, comme le fit l'Américain Richard Brown, de proposer des « clefs pour une poétique de la sociologie ». La clôture scientifique s'ouvre, un commerce plus direct avec les gens s'établit. Et il ne va plus de soi que le texte savant, des lors que la discipline de la pratique sociologique a été respectée, ne pose pas des problèmes d'écriture. La relation à la littérature, dans son acceptation la plus large, relève maintenant d'une attention moins réprobatoire. Le tabou d'évitement est moins observé.

Certains sociologues retrouvent des chemins naguère abandonnés. Pierre Sansot est l'un d'eux. Il poursuit sa route, en ne concevant qu'aux écartes suggérées par la curiosité de l'observateur et l'empathie, en manifestant son indifférence aux classements. Il lui arrive d'ailleurs de marquer la distance, d'évoquer « les sociologues » comme s'il se situait à part ; il se fait « sociologue-ethnologue » lorsqu'il parle de son travail en prise directe, « sociologue-mythologique » lorsqu'il rapporte la part du « légendaire » propre aux gens et aux lieux ordinaires, aux monnaies de vivre qui sont celles des « êtres modestes ». Les titres mêmes de ses ouvrages, qui jalonnent une vraie œuvre, singulière et novatrice, sont révélateurs : le ville se marie à la « poétique », les paysages sont vus dans leurs « variations », la vie sociale laisse apparaître ses « formes sensibles », les « gens de peu » sont dépouillés de ce qui semble les frapper d'insignifiance, et le rugby montre ce qu'il est, une « fête » (1). Cet observateur du social est à la sociologie ce que le Bachelard des rêves et de la rêverie est à la philosophie.

PIERRE SANSOT a défini sa méthode et ce qui l'illie, selon ses propres termes, à une « posture existentielle », à une « intervention empathique du chercheur », à une démarche « compréhensive ». Il obéit d'étudier des modes de vie : ce qui fait lien durable « par l'effet des plaisirs, besoins et usages communs », ce qui révèle de la créativité dans les circonstances ordinaires et entretient, envers et contre tout, une certaine « gourmandise du présent ». Il détecte aussi les mises en scène « un peu magiques » de l'intimité, les moments de complétude, les instants de bonheur qui surgissent malgré « la difficulté à survivre ». Cette sociologie-là se démarque nettement de celle qui fait du quotidien un culte, une religion de remplacement dont la « séduction » est dénoncée. Pour le pratiquer, il faut le don de l'observation participante, la sensibilité et la sensibilité, qui mettent en correspondance avec les lieux et les êtres, la culture qui aide à comprendre les transfigurations du banal, et la compétence qui contient les égarements de l'interprétation et des mots.

Avec une pointe de provocatrice modeste, Pierre Sansot s'est défini comme « un observateur de la vie sociale tout autant en promenade qu'à la poursuite d'une enquête ». Prenons-le en mot, et suivons-le dans son exploration des Jardins publics, dont son dernier ouvrage nous livre les secrets.

SOCIÉTÉS  
par Georges Balandier



Sensuelle et rêveuse  
sociologie

Il nous dit que ces lieux, domaines du végétal et du paysage, sont capables d'« éblouir nos sens » et incitent à « nous interroger sur notre destinée » ; ce qui est un rappel de Nietzsche, y trouvant déjà « un havre pour la noblesse de l'âme ». De ces lieux, il naît du poétique, des occasions de libérer l'imaginaire selon l'humour, du moment et le hasard des rencontres. Mais ils sont aussi - sous le regard du sociologue, cette fois - des espaces où la vie quotidienne se met en scène. Des figures, pour partie réelles, pour partie légendaires, les peuplent : le gardien, la mère de famille, l'enfant, le commerçant, le « dragueur », le peuné, le passant ; beaucoup s'y soumettent à des rites qui leur permettent de « tirer

le meilleur d'un espace public ». Il ne s'agit plus de considérer l'espace public dans son acception métaphorique, domaine où s'exercent des droits et des pouvoirs, où sont reconnues des libertés, où se partagent des biens culturels, mais dans sa réalité concrète ; ensemble des lieux qui nous donnent un « droit de cité au milieu de nos semblables », où s'éprouve à la fois le coprésence et la solitude et où se produit une certaine ouverture à l'altérité. Les jardins, les squares, les parcs, sont de ceux-là. Ils « nous parlent » et doivent être bien distingués des lieux qui ont peu à nous dire. Des espaces verts, qui tentent de donner une « âme » à ce qui est défectueux et ont une sorte de fonction anesthésiante dans un envi-

ronnement mal supportable ; des parcs de loisir, qui sont des « machines à divertir » façonnées selon des calculs et des stratégies d'ordre d'abard commercial. Et aussi, de tous les lieux produits par la « frénésie paysagère », où le jardin est soumis à l'esprit de système, au déclin de l'investissement symbolique, en oubliant que le beau est « sans pourquoi », car « l'émotion suffit à le justifier ».

CETTE errance, par moments lente et nostalgique, enaduite dans tous les espaces publics provocateurs de nos questions et de nos rêves, peut dérouter ; elle est une aventure personnelle inlassablement poursuivie. Il faut s'y prêter avec une égale disponibilité, acquiescer un autre regard et accéder à ce dont l'hyperréalité nous a éloignés. Il se fait alors des rencontres inattendues, des transfigurations imprévues. Le gardien du square n'est plus un personnage modeste, doté d'un fragile prestige : il tient avec conviction, pour les enfants qui sont là, le « rôle du père sévère ». Les habitués du jardin public deviennent les membres d'un « club », avec ses règles, ses rites et ses rythmes. Les lieux eux-mêmes font surgir ce qui a habité leur histoire, des figures notoires et des événements mémorables, et ils révèlent une « complicité certaine » entre les jardins et les arts, dont ceux-ci peuvent être, à certains moments, le théâtre.

Il ne faut pas se méprendre. Le dernier ouvrage de Pierre Sansot ne rapporte pas seulement les rêveries d'un sociologue qui se serait mis en vacances de discipline. Il poursuit autrement une même recherche au service d'une même ambition : contribuer à « rendre ce monde mieux habité et plus habitable ». Il retrouve les lieux qui ne sont pas banalisés par leur fonction, covahés par « l'impersonnalité », où se mêlent « les hommes de toute provenance sociale », où les choses révèlent ce qu'elles portent de culture vive et aident à créer de la civilité.

(1) Citons, parmi les ouvrages de Pierre Sansot : *Poétique de la ville*, Klincksieck, 1973 ; *Variations paysagères*, Klincksieck, 1980 ; *Les Formes sensibles de la vie sociale*, PUF, 1983 ; *Le rugby est une fête*, Pion, 1990 ; *Les Gens de peu*, PUF, 1991. Et, récemment, une suite de confidences et réflexions sur l'acte d'écriture, sur les « papiers » et le foisonnement de l'écrit : *Papiers vides, papiers enfils*, Fata Morgana, 1992.

\* Signalez l'excellente et très actuelle initiation à l'ethnologie et à l'anthropologie, de Philippe Laburthe-Tolra et Jean-Pierre Warrier, *Ethnologie. Anthropologie*, PUF, 412p., 136 F.

Comment devient-on juif ?

PROSÉLYTISME JUIF ?  
HISTOIRE D'UNE ERREUR  
d'Edouard Will  
et Claude Orrieux.  
Les Belles Lettres,  
coll. « Histoire », 397 p., 170 F.

Pourquoi a-t-on voulu voir dans la religion d'Israël une religion animée d'un prétendu zèle convertisseur ? Comment cette idée, fautive au gré des deux auteurs, s'est-elle pu « insinuer » dans une grande partie des livres d'histoire alors que le génie juif n'a pas vraiment ressemblé à une telle tentation ? Telles sont les questions auxquelles ce livre tente de répondre avec une argumentation très charpentée et un appareil critique très fouillé. La source de l'erreur paraît être un verset de saint Matthieu (23,15) qui stigmatise l'attitude de ces pharisiens n'hésitant pas à traverser les océans pour faire un prosélyte. De là, cette idée s'est répandue dans toute la culture européenne pour culminer avec Renan, qui s'inspire lui-même beaucoup de Heinrich Ewald, l'auteur d'une *Histoire d'Israël* en sept volumes.

L'enquête des deux auteurs est passionnante : elle commence par montrer que le christianisme avait en quelque sorte intérêt à perpétuer cette fautive idée du prosélytisme juif afin de pouvoir légitimement revendiquer cet héritage précieux : comme le christianisme était censé succéder au judaïsme, il était fondé à poursuivre le zèle convertisseur de ce dernier. En fait, le terme prosélytisme, contrairement au terme prosélyte, apparaît plus tard et bénéficie

d'un statut différent. C'est ce qui ressort des chapitres consacrés à la Bible et à Philon d'Alexandrie, lequel ne paraît pas avoir sérieusement songé à convertir les non-juifs à sa propre religion.

On a souvent parlé d'un engouement de certains Romains pour le judaïsme, ou plutôt pour quelques pratiques juives déterminées. Mais les deux auteurs montrent, à la lumière de textes connus, que l'on peut tout au plus parler de judaïsants et non point, sur une grande échelle, de prosélytes parfaits.

Onqelos  
le prosélyte

Le chapitre nodal de l'ouvrage est bien celui qui s'intitule « Faire un prosélyte dans le judaïsme rabbinique ». Après avoir montré que rien ne soutenait de façon irréfutable le thème d'un prétendu prosélytisme juif ni dans la Bible ni chez Philon, les auteurs jettent un coup d'œil sur l'énorme corpus de la littérature rabbinique et ne relèvent pas de changement d'attitude à l'égard de la conversion : pas même après l'an 70, date à laquelle le judaïsme, devenu rabbinique, aurait pu être tenté de former de gros bataillons en recrutant à l'extérieur.

Même Genèse 12, 15 prêtant à Abraham et à Sarah une vive activité missionnaire ne semble pas être un argument de poids : les auteurs établissent une distinction nette entre faits du prosélytisme et faits du prosélyte. Il y a ceux qui viennent vers nous pour s'agréger à votre communauté religieuse et ceux qui l'on va chercher là où ils en ont... Il y a

aussi des rabbins violemment opposés à toute idée de conversion : c'est par exemple le rabbi Helbo (Yebamat 47b) pour qui « les convertis sont comme de la toigne pour Israël ».

De fait, les prosélytes qui viennent au judaïsme au nom du eiel (le-shem shamayim), c'est-à-dire par amour de la Torah, ne sauraient être repoussés : il suffit de voir combien vénérala est la mémoire d'Onqelos, le traducteur de la Bible en araméen... Sa version de l'Écriture a même été canonisée par les rabbins, lesquels continuant de le nommer Onqelos le prosélyte pour mieux honorer sa mémoire. Car les juifs nés dans le giron du judaïsme ont reçu celui-ci par héritage alors qu'Onqelos y est venu de lui-même, c'est-à-dire à la Torah et à l'aïeule même, à l'occasion, une liste assez conséquente de Sages et de rois d'Israël issus d'une lignée de prosélytes. Mais il s'agit toujours d'initiatives individuelles et non point d'une politique générale visant des conversions collectives.

L'excellent ouvrage de Will et Orrieux ne parle certes que des sources anciennes, mais on peut étendre ses conclusions à la période actuelle : comment devient-on juif ? Est-ce nécessairement par le mariage, par le mariage ou plutôt par l'éducation ? Déjà l'époque talmudique s'agitait, l'ignorance de certains grands rabbins alors que des descendants de prosélytes pouvaient se réclamer d'un savoir plus vaste et d'une foi plus profonde.

Maurice-Ruben Hayoun

Bibliothèque  
Cosmopolite

Nouveautés mars 93

HENRY  
MILLER

Max et les Phagocytes, 203 p., 60 F.

HENRY  
MILLER

Dimanche après la guerre, 200 p., 60 F.

HENRY  
MILLER

Entretiens de Paris, 130 p., 70 F.

RUTH  
PRAWER JHABVALA

Chaleur et poussière, 210 p., 60 F.

WERNER  
WIECHERT

La servante du passeur, 221 p., 55 F.

BRANKO  
RADICEVIC

Le tron de la serrure, 221 p., 55 F.

HORST W.  
GEISLER

Cher Augustin, 206 p., 65 F.

ISABEL  
SINGER

L'esclave, 200 p., 60 F.

ARLENO  
RIBEIRO

Casa grande, 125 p., 70 F.

CARSON  
McCULLERS

Reflets dans un œil d'or, 130 p., 55 F.

ARTHUR  
SCHNITZLER

L'Étrangère, 125 p., 50 F.

OLIVIA

Olivia, 102 p., 55 F.

Bibliothèque  
Cosmopolite

120  
TITRES  
AU  
CHOCOLAT

STOCK

Pendant la durée de la campagne, un ouvrage de D.H. Lawrence, *L'Amazone fugitive*, est offert pour l'achat de 3 volumes de la collection.



**LES 700 RÉDACTEURS  
DE « JE SUIS PARTOUT »  
1930-1944**

Je suis partout traîners toujours derrière lui une odour de souffre. *« Le grand leader du parti de la vie moderne »*, ainsi que l'indiquait le « bandeau » de ce journal dont le premier numéro parut le 29 novembre 1930 et le dernier le 16 août 1944, fut, en l'un des moments où les collaborateurs de l'un des vecteurs de l'antimilitarisme militent pendant l'Occupation. Ses principaux héros, que ce soit Lucien Robéant, Robert Brasseur ou Jean Cousteau (frère aîné du commandant Jacques-Yves Cousteau), finirent ou furent condamnés à mort, puis graciés. Mais l'arbre cache le forêt. Un grand nombre d'autres journalistes et écrivains de renom offrirent leurs services à *Je suis partout*, dont Pierre-Marie Dioudonnat, auteur d'une histoire de l'ebhéméradisme (1), dresse la liste sous le titre *Les 700 Rédacteurs de « Je suis par-*

Il ne s'agit pourtant pas d'un annuaire au sens strict. L'ouvrage gratifie chacun de ces 700 collaborateurs d'une notice biographique et de détails sur la vie de leur collaborateur. Il indique aussi le genre, ainsi que le genre (pièces de théâtre, nouvelles, reportages, chroniques) des textes fournis. L'ensemble donne une idée de l'ambiguïté dans laquelle se plaçaient les écrivains et les journalistes qui proposèrent leurs textes ou en acceptèrent la publication. Même si, pour éviter toute simplification abusive, l'auteur ne mentionne pas, par exemple, en 1930, sous l'égide des éditions Fayard, que le rédacteur six ans plus tard, avec l'épouette d'*«hebdomadaire d'information internationale sans orientation politique définie»*, avant de verser en 1934 dans l'antiparlementarisme, puis de sombrer franchement, en 1940, dans l'antidémocratie et le fascisme, dans *«Le Monde»*, Doudard n'est pas aussi qu'il n'y ait une similitude totale entre Lucien Rabastou ou Pierre-Antoine Cousteau, tant le jusqu'au-boutisme pronazi en 1943 conduisit le journal à la crise, et l'attitude de retrait qu'affichèrent alors Robert Brasillach ou Georges Blond. Enfin, l'auteur note avec une certaine ironie qu'*«un homme de lettres résiste difficilement aux sollicitations éditoriales»* et à l'attrait de la publication, attrait dont usa largement *Je suis partout*.

Ces précautions prises, la liste dressée laisse songeur. La présence dans les colonnes de *Je suis partout* de collaborateurs notoires, comme les romanciers Lucien Robatet, Pierre Drieu La Rochelle ou Robert Brasillach, ou de dignitaires du régime de Vichy, comme Abel Bonnard, Philippe

Henriot, voire des fascistes belges tels Léon Degrelle et Pierre Daye (fondateurs du Parti rexiste) va de soi. Le journal publia même des textes de Benito Mussolini en 1933. La publication d'articles d'historiens d'extrême droite comme Jacques Bainville, Pierre Gaxotte ou d'Adrien Dassetta, de chroniqueurs qui jouèrent leur partition dans l'argumentaire prôné de l'époque comme Henri Poulet, Alain Laubreaux ou Pierre Vilette, ou d'écrivains connus pour leur antisémitisme comme Marcel Jouhandeau, ne surprend pas plus.

Plus insolites sont les signatures de Benjamin Crémieux, président de la Fédération des journalistes de 1931 à 1936), colon du département à Buchenwald, ou de Claude Roy — dont la signature apparaît entre 1937 et 1940, qui combattaient dans la Résistance, et qui furent membre du PCF et journaliste au *Nouvel Observateur*; du romancier Paul Gadenne; de journalistes comme Jean de Baroncelli, qui y publie deux critiques pendant le second conflit mondial; de l'économiste François Perroux. Abusée par le second adjectif de la formule «politique et littéraire» qui effleure *Je suis partout*, les n'y des purements littéraires, et pour ne pas parler d'entre eux, seulement un ou deux taxés). Quant à François Perroux, il ne livra en 1937 qu'un «bilan des finances françaises», fondé ici est vrai sur une

D'autres noms, comme ceux du cruciverbiste Marc Favallée (mots croisés et articles sportifs de 1937 à 1939), des écrivains Marcel Aymé (nouvelles et articles en feuilleton publiés de 1943 à 1944), Michel Mohr (articles littéraires de 1943 à février à septembre 1943), Jacques Perret (qui signe de, 1937 à 1940), Thierry Maulnier, qui collabore activement à l'« hebdomadaire » en 1940, François Chalais (qui signe des critiques littéraires sous le pseudonyme de Baer de février à août 1944), dont plusieurs manifestèrent leur extrême sympathie envers Vichy, émettent cet anniversaire. On retiendra aussi que Je suis partout ne fut pas un journal pas de morale et de morale. Devant le refus de Louis-Ferdinand Céline d'écrire dans ses colonnes, Je suis partout — dont l'équipe administrative beaucoup le docteur Desdouches qui ne lui rendait pas l'hommage — publia des extraits du pamphlet intitulé *Baigies, lettres pour un messianisme*. Et, parmi l'ignorance journalistique, l'hebdomadaire livre, en 1941, des notes tronquées et falsifiées. Jean Zay, ministre du Travail populaire et du Croissant rouge, et de la Milice, l'assassin en 1944.

**Yves-Marie Labé**

(1) Je suis partout 1930-1944, les Maurrassiens devant la tentation fasciste la Table Ronde, 1987.

*Il n'aime rien tant que prendre le contre-pied des thèses généralement admises.  
En voici deux nouvelles preuves*

**PHILOSOPHIE**  
**DE LA PROPRIÉTÉ L'AVOIR**  
de François Dagognet.  
p. 224 - 148 F.

Depuis longtemps, les lecteurs de François Dagognet sont habitués à lui voir prendre le contrepied des thèses ou, généralement, campent les philosophes. Contre leur valorisation de la profondeur, de la subjectivité de la connaissance, de l'élaboration de la philosophie des surfaces et des interfaces, de l'objet, de l'artifice, de l'industrie. Il y a, chez ce théoricien des formes, chez cet analyste des flores et des faunes, des techniques et des métiers, quelque chose de l'esprit des encyclopédistes : une curiosité extrême pour l'infinie diversité des choses en même temps qu'une sorte d'interversion à l'égard des traditions. Qu'il prenne un malin plaisir à attaquer Platon, Rousseau ou Kant, on ne doute pas ; il entre évidemment dans la provocation dans les temps eotéphilosophiques, ce qui l'inspire à son tour une tradition philosophique.

Les deux livres qui paraissent aujourd'hui ont sortis pas de cette ligne iconoclaste. Dans l'un, François Dagognet développe une philosophie du corps multiple et un dont l'une des ambitions marquées est de battre en brèche la «poétique du corps vécu», chère à Merleau-Ponty.

Dans l'autre, il s'agit d'élaborer une théorie de la propriété qui en finisse avec la tradition du droit naturel, «la plus dangereuse et la plus spécieuse de toutes, bien que chère aux philosophes, classici-

Entre momification  
et division

« Multiple et un » : l'intitulé correspond d'ailleurs assez bien au propos général de l'auteur. Comme le dialecticien de Platon, Dagonnet divise et unit, coupe et rassemble, circule entre les deux périls inverses de la monification et de la division excessive. Sans entrer dans le détail technique des analyses, on ne peut que constater une idée de ce travail pourvue dans des régions si différentes l'une de l'autre. Dans sa philosophie biologique, il montre qu'il faut distinguer dans le corps humain plusieurs instances, plusieurs modalités : le mécanique, le vécu, le corps libidinal, le corps culturel ; mais c'est afin de mieux les unir ensuite, non certes pour le plaisir de se contredire mais parce que la réalité du fonctionnement biologique est telle. Dans sa philosophie de la propriété, il montre que le droit a raison de diviser et de se diviser, que cette caustique est féconde car c'est elle qui se montre soucieuse de la vie de l'objet et de son développement.



mais elle n'est féconde qu'à la condition de s'arrêter quelque part et de susciter l'unité.

La philosophie du corps de Dagognet est mieux connue que celle de la propriété (1). Sur quelle conception du droit débouche cette dernière, une fois révoquée « l'idéal méta-juridique » du droit naturel, « bien incapable de s'ap-

**pliquer aux situations les plus douteuses** ? Dans un premier temps, l'auteur s'en remet au droit positif, qui colle aux circonstances et à leur nouveauté. Mais c'est pour déclarer ensuite que celui-ci ne doit pas non plus « *trop faire illusion* ». Le droit auquel il songe est un droit ouvert aux innovations, aux qui valorise et qui s'oppose à ce qui les limite ou les contrarie. Visant moins à protéger qu'à anticiper, à défendre qu'à organiser le futur, c'est le droit d'une société industrielle ayant rompu avec les traditions et vivant des nouveautés qu'elle engendre. « *Chaque fois qu'un « plus » se lève, il faut le célébrer* ; l'univers des objets se caractérise précisément par son renouvellement, ainsi que par l'ingéniosité qui l'a promu. » C'est sûrement une apologie de l'innovation technique. Que de cette apologie on puisse tirer un droit est une chose moins sûre. Quelles normes l'inspirera ? Peut-être finalement y avoir un droit sans « *identité méta-juridique* ». Ces questions méritent d'être revues.

ouvertes.  
François Azouvi

(1) Voir, par exemple, *le Cerveau citadelle* (Les Empêcheurs de penser en rond, 200 p., 84 F.). Le même éditeur publie aussi un autre essai de F. Dagognet, *le*

**POUR L'ART  
D'AUJOURD'HUI**  
De l'objet de l'art  
à l'art de l'objet

de François Dagognet.  
Éditions Dis Voir  
154 p., ill., 175 F.

François Dagognet est «historien des sciences et des techniques, philosophe», ainsi que le présente la quatrième de couverture de *Pour l'art d'aujourd'hui* (1). Aussi s'excuse-t-il plusieurs fois dans son ouvrage de dire son mot en matière d'esthétique, avec ce qu'il faut de coquetterie et de fausse humilité de penseur.

« Pire encore, précise-t-il, nous n'avancerions que des remarques rudimentaires : pour qu'elles ne choquent pas, par leur aspect trop limité, il faudrait préalablement débarrasser les esprits de ce qui leur a été inculqué en ce domaine : des excès d'empirisme, des illusions de « prétendus sens » que l'art délivrerait à travers des considérations complexes, une corrélation courtoise mais capotée de savoir ce qui échappe au profane (...). La citation est un peu longue. Mais elle a deux mérites : elle suffit à suggérer que le philosophe n'est pas absolument un étranger, et elle résume son

ouvrage et la haine furieuse de l'art  
qui la sous-tend.

La thèse repose sur des principes assez fondamentaux<sup>1</sup>, en art, par exemple : parce que la représentation est *carnalisiste* et trompeuse<sup>2</sup>, il vaut mieux ne pas se laisser prendre au jeu platonicien, — soit valoir d'être pris en considération le *ready-made*, qui annule immédiatement toute distance entre l'objet et l'art, tout comme la peinture et la sculpture d'un autre côté, car dans ce cas d'une part, l'art s'effondre et se surpasse pour de mauvaises raisons. Impressionnisme et cubisme naissent donc des pis-aller, faibles efforts de réalisme afin de *sauver* (le tableau) de son mensonge<sup>3</sup>. Enfin, épothésée du progrès, vinrent Duchamp et les tournant radical vers l'émancipation de l'art, encore vivante.

On ? C'est difficile à dire. François Dagognet, c'est certain. Il se délecte à énumérer la généalogie des grands héritiers du grand précurseur, de l'immense Christovalecolossal Ammen et à l'incomparable Diestman. Nul doute pour lui, l'art se confond désormais nécessairement avec l'objet. La preuve : en sens inverse, le design esthétique les objets. Il n'y aura bientôt plus de différence, la conjonction s'annonce : « L'art et le banal gagnent à se rejoindre jusqu'à se confondre ». Ce raisonnement est admirable de simplicité et d'assurance.

Qu'il exalte de l'esclave le silence le plus complet, qu'il fasse de l'artiste le collaborateur de la paix sociale par la consommation, qu'il tienne pour nul tout sort d'intelligence qu'il présente pour indigne tout plaisir, ces émissaires ne trouvent pas la logique; ils s'écroulent, ils périssent, quelquefois amnésiques, quelquefois, quelques fois, insultés dans le genre de celle-ci: « Nos modernes « chiens de garde » en appellent à un art les essences supérieures et le monde transcendant ou qui plonge dans les drames de l'âme humaine à la recherche de l'Infini. On se sent, dans ce langage, le goût du matérialisme dialectique sous sa forme la plus grossière. Entre Duchamp et Georges

Mathieu, il faudrait à toute force choisir? Et pourquoi pas alors entre les productions fratelées d'Arman et celles, non moins fratelées, de Pierre-Yves Trémois? C'est abuser du schématisme que réduire la pensée esthétique à ce grotesque face-à-face. Par bonheur, il n'y a sans doute que l'autour de *Pour l'art d'aujourd'hui* qui s'y soit enfoncé.

Philippe Dagen

(1) L'éditeur propose également ce ouvrage en version anglaise.

**LES LEÇONS DE L'APRÈS-COMMUNISME**  
**GEREMEK-SEMPRUN**

Quelles leçons peut-on tirer des années qui ont suivi la fin des dictatures communistes en Europe de l'Est et française en Espagne ? Le compte rendu de la rencontre organisée entre l'historien polonais et l'écrivain espagnol.

L'Union indienne est gravement menacée par la montée du fondamentalisme hindou et le ressentiment de la communauté musulmane. L'analyse de notre correspondant Bruno Philipp, les prises de position opposées de Vinod Mehta et de Girija Jais.

La stabilisation de l'Etat d'Israël, les bouleversements de l'Afrique du  
l'Est, les progrès de l'assimilation, annoncent-ils la disparition  
définitive de la Diaspora juive ? Un dialogue entre l'historien Elia  
Baron et l'écrivain Shalom Trigano.

Numéro de mars 1993 - 30 F.

## Entre Klee et Sironi, les méditations esthétiques désenchantées d'Alain Bonfand

*d'Alain Bonfand.*  
*La Différence.* 200 p., 120 F.

Comme tous les livres de quelque profondeur, *L'ombre de la nuit* ne tient pas en une seule et simple définition. C'est un court traité d'histoire de l'art moderne consacré à deux peintres majeurs, Paul Klee et Mario Sironi. C'est un parallèle entre deux œuvres que l'on tient d'ordinaire pour fort différentes et d'importances fort inégales. C'est - poursuivons - une méditation esthétique et philosophique sur la mélancolie, l'enfui, les humeurs noires et leurs figures picturales. C'est aussi bien - ne serait-ce pas là l'essentiel? - un essai sur les incertitudes de l'art dans ce siècle, ses doutes, ses faiblesses et les façons de les avouer.

Parallèle donc, dialogue de deux modernes. D'une part, l'ami de Kandinsky, le membre du *Blauer*

*Reiter*, le professeur au Baubaus, le peintre prosaïque par les nazis. Et l'autre, un ex-futuriste allié à l'académisme, artiste officiel du régime fasciste à l'occasion. Peut-on donc compter entre eux, si ce n'est comme Alala Boland reconnait, à l'inverse, leur parenté, parenté sanguine. Après 1933, quand la maladie lui annonce sa mort, Pauline Klees dessine et peint contre la disparition — mais comme faulc de mieux, sans illusion. Ses œuvres trahissent la certitude de l'effacement, elles ne sont que sur fond de néant et c'est ce fond, le vide, qui se voit mieux que les motifs qui se voient de le cacher. Sirotin durant la même période, s'applique à restaurer la peinture monumentale et politique ; y croit-il cependant ? Dans ses tableaux privés, ténébreux et allégoriques sont l'inverse du lyrisme mussolinien. La pétrification des corps et des choses, ombres épaisses, couleurs terreuses, symboles de solitude et d'énuiement tout se fond dans

une poétique de la dérélition qui n'a plus eueo rapport avec les images de propagande de l'autorité Sironi, l'officiel. Scepticisme et désenchantement se répondent. Voilà pour l'argument historique de l'ouvrage.

Pour l'ouvrage esthétique, il est début du premier qui n'est pas fini et de l'une des figures d'un second Chirico, dont le coeur résonne de temps en temps dans un livre. Derain et Balthus seraient d'autres héros, quo moins emblématiques, non moins inquiétants de l'histoire qui est ici suggérée celle d'un vide qui se creuse, d'un angoisse qui errotit celle-ci, de la sororité, de la mort, de la violence, de la disparition, écrit Bonfanti dit plus que elle même, elle dit tout sera précipitée dans le noir, est donné à Frenhofer de voir que Porbus et Poussin jamais verront, c'est au prix du plus grand péril : ne plus voir. » Ainsi le chef d'œuvre sera-t-il à jamais inconnu : poursuivra-t une présen-

que le poursuivant - le peintre - sait vaine avant de s'y lancer. « Comment poser et construire la question de la présence dans l'œuvre, de la présence de l'œuvre », demande encore l'auteur.

Qu'il d'interrègne est en sol, partie, une esquisse de réponse à la question, que d'autres, peintres critiques, se posent aussi, a longtemps interdite, teoule obsole et inutile. Il était prétendument, que l'art était même son sujet et sa nécessité. Cette certitude — un schéma en vérité — a perdu de sa vigne. La pensée esthétique se réaligne. Elle ne procède ni par slogans, par maximes mais, lentement, s'approche de son objet. Bon l'isole chez ceux qui, les pressentiment éprouvé jusqu'à l'angoisse porte de la « substance » picturale et écrit l'histoire de cet effort — excellent manière d'opposer en effet.

Ph.D.



## Le secret de Cornelio Penna

Le sort a effacé les traces de ce classique brésilien. Dont l'un des ouvrages majeurs est précisément un roman de l'absence...

### LA PETITE MORTE

(A Menina Morta)

de Cornelio Penna.

Traduit du portugais (Brésil) par Cécile Tricoire, éd. Métailié, 425 p., 140 F.

Certains auteurs ont l'élégance, ou peut-être la rigueur, de mettre leur existence en conformité avec leur œuvre. Cornelio Penna, lui, connaît l'ironie suprême d'avoir un destin posthume qui ressemble à l'un de ses ouvrages majeurs, *La Petite Morte*. Ce roman magnifique, lourd de menaces, gros d'un orage qui ne parvient pas à éclater, est bâti autour d'une absence. Dans une opulente *fazenda* du centre du Brésil, une fille est morte, dont l'image omniprésente cristallise les angoisses et les doutes de la maisonnée. Or, par un singulier hasard, le sort a effacé les traces de Cornelio Penna, mort en 1958. En dépit de toutes ses recherches, l'éditeur n'a pas réussi à retrouver les ayants droit de cet auteur, pourtant considéré comme un classique brésilien. Cornelio Penna est absent, donc, mais son livre a le pouvoir de fasciner, comme le portrait de la petite disparue.

Car c'est d'un portrait réel qu'est partie la quête de l'auteur, de la représentation austère et délicate d'une enfant posée sur son lit de mort. Remontant l'histoire de celle qui fut son anctère, Cornelio Penna plonge le lecteur dans un Brésil archaïque par ses structures et moderne par les questions qu'il nous renvoie. A la fin du dix-neuvième siècle, l'abolition de l'esclavage est au centre des polémiques entre les propriétaires terriens et les tenants d'une philosophie humaniste. Lolo de la capitale, la plantation de café du Grotto, vit, enquadrée, dans un ordre ancien, loin des soubresauts politiques qui la condamnent déjà. Comme Thomas Mann dans *les Buddenbrook*, le romancier choisit d'illustrer l'histoire, par une histoire, l'effritement d'une société par la décadence d'une famille.

L'auteur n'aborde pas explicitement l'ouragan qui se prépare, il l'inscrit en creux dans certaines conversations, certaines omissions. A distance de cette agitation, la vie de la *fazenda* illustre parfaitement ce que pouvait être un système fondé sur l'esclavage, avec ses hiérarchies grossières ou plus subtiles, sa brutalité, son extraordinaire incompréhension du mot « humanisme ». Mais au-delà de ces descriptions, qui présentent un intérêt sociologique incontestable, c'est l'architecture même de l'œuvre qui donne l'idée la plus claire de cette philosophie et, surtout, de ses vacillements.

### « Un rideau de cendre »

Dès les premières pages, le récit s'organise autour d'une absence physique, hientôt relayée par l'existence d'un secret indicible. Une faute a été commise qui reste loquace, mais dont les conséquences sapent les fondements de la *fazenda*. Tout le talent de Cornelio Penna est mis au service de ce non-dit qui se relève pas, en l'occurrence, d'une forme plus ou moins frivole de dévotion. Les femmes de la maison, esclaves, gouvernantes, lointaines cousines béberrées là en vertu d'une charité accidentelle, sentent planer un mystère qui leur échappe. Elles ne savent pas grand-chose, ne comprennent rien, se trouvent enfermées dans une solitude insupportable.

Non content d'exprimer leurs tourments par une introspection très fine, l'auteur met parfois son écriture en symbiose avec le doute qui agite ses personnages. Par un curieux mimétisme, il passe de l'état de narrateur omniscient, voyant le monde par les yeux de ses protagonistes, à celui d'observateur, qui fait des suppositions. « Il devait lui être tout à fait impossible alors de se lever pour fuir et se réfugier dans sa chambre », écrit-il, par exemple, au sujet de Celestina, parente pauvre de la maîtresse de maison. La nature même du secret n'est pas vraiment explicitée et se dérobe

continuellement à la vue.

Des coups de théâtre surviennent, dont le contenu n'est pas toujours porté à la connaissance du lecteur. Ainsi des révélations que la vieille esclave Balbina fait à sa maîtresse, Dona Inácia. Uoom est lâché, la dame devient « légèrement plus pâle », puis s'exclame : « Tais-toi, imbécile, tu ne vois pas que tout cela est une folie et une insolence... Que personne d'autre ne le sache, tu m'entends ? ». Personne, en effet, pas même le lecteur. L'épaissement de l'atmosphère transforme la *fazenda* en lieu hanté, oppressant, figé autour du fantôme de la petite morte. « Un rideau de cendre impalpable avait tout recouvert », ote Cornelio Penna. La géographie même de l'endroit, encerclé par les champs de café, reclus au fond d'une vallée où le chemin de fer n'arrive pas, renforce la sensation de claustrophobie. Surtout, le romancier accentue la tension en insistant sur l'effacement qui gagne ses héros : l'approche d'« événements irréversibles ». L'inquiétude, l'effroi, la panique, tous les degrés de la peur sont consignés de façon méticuleuse.

Le roman tout entier devient une métaphore de l'esclavage. C'étoient les serviteurs noirs que leur statut entrave plus sûrement que des chaînes, les Blancs sont à leur tour prisonniers de leurs peurs. Les parents pauvres dépendent du bon vouloir des maîtres de maison, mais aussi des inquiétudes qui les assaillent. Parlant de Dona Virginia, cousine de la famille, Cornelio Penna écrit : « Elle était esclave elle aussi, mais ses maîtres, nombreux et implacables, la poursuivaient jusqu'à son sommeil ». Quant aux propriétaires des lieux, ils sont aliénés par leur faute. C'est Carlot, leur fille aînée, qui découvre le secret si bien enfoui. La révélation à laquelle accède une toute jeune fille est peut-être emblématique de la libération obtenue grâce à l'abolition de l'esclavage. Encore ces affranchissements sont-ils péniblement acquis et bien ambigus.

Raphaëlle Rérolle

## La mémoire et l'exil

Brésilien à part entière, mais libanais d'origine, Milton Hatoum dit magnifiquement l'inguerissable nostalgie d'« un certain Orient »



Milton Hatoum : un « enfer de souvenirs ».

### RÉCIT D'UN CERTAIN ORIENT

(Relato de um certo Oriente)

de Milton Hatoum.

Traduit du portugais (Brésil) par Claude Fages et Gabriel Laculi.

Seuil, 204 p., 99 F.

Peut-être le Brésil n'est-il pas en lui-même aussi grand, assez démesuré et multiple. Peut-être maquette-t-il encore à son immensité des images et des voix, des saveurs étrangères. Cette étrange, ces richesses imprévisibles, la comme ailleurs, ce sont les gens du dehors, les immigrés qui en sont les porteurs.

D'origine libanaise, comme son compatriote du Sud Raduan Nassar (1), Milton Hatoum est le fils de l'une des immigrations qu'a connues le Brésil dans les premières décennies de ce siècle. Son premier roman, *Récit d'un certain Orient*, publié en 1989, et qui vient d'être traduit en français (en même temps que dans plusieurs autres langues

euphémiques), donne à entendre une voix aux accents étranges, superposée aux images du Brésil celles d'un « certain Orient ». Né à Manaus en 1952, l'écrivain vit et enseigne, dans l'université de cette ville, au cœur de l'Amazonie, les lettres françaises et la littérature comparée.

### Trois générations

Chambre d'échos, réserve ouverte et accessible des richesses de la mémoire et du souvenir, le roman de Milton Hatoum est d'une remarquable et magnifique densité. Densité de cette mémoire d'abord, qui ouvre les liens entre les membres de trois générations d'une même famille, qui jette un pont, aussi solide qu'imaginaire, entre les exilés et leur origine, entre les lieux du souvenir et ceux de cet exil, entre les religions et les cultures. « La vie ne commence vraiment qu'avec la mémoire », écrit Hatoum ; là aussi commence son roman.

Savamment composé à partir de récits croisés, le livre a pour personnage central Emilie, dépositaire et ordonnance principale de ce commencement de la mémoire ; celle d'une famille d'immigrés libanais venus vivre à Manaus, au bord de deux fleuves tropicaux, l'Amazonie et le Rio Negro, qui mêlent leurs eaux, face à cet « horizon d'arbres à l'infini », dans cette autre densité, celle de l'air et du paysage saturés d'humidité, envahis par la végétation. Mais l'exil demeure un déchirement, une inguerissable nostalgie : « Ton rivage, tout littoral les attire, et en quelque endroit du monde où ils se trouvent les eaux qu'ils voient ou qu'ils jettent sont toujours celles de la Méditerranée ».

Quant à l'autre, il palpitait dans sa mémoire. C'est d'Emilie, morte, mais vivante encore dans le souvenir de ses proches, centre et âme du récit, que parle Milton Hatoum. Elle n'est présente qu'à travers les diverses paroles de ses familiers qui

entrent dans « un échange silencieux avec le passé » ; la narratrice d'abord, revenue dans la ville de son enfance, qui s'adresse à son frère, parti sans retour ; Hakim, leur oncle, le fils d'Emilie ; la fille de celle-ci, Samara Delia ; Dorner, le photographe allemand...

Scandée par le deuil et la mort — celle d'Emilie, suicidée, qui avait arraché sa sœur, Emilie, au couvent ; celle de Samara Angela, la fille de Samara, souffrant d'une « anomalie », d'un « début d'enfance », — le récit de la vie de la famille se déroule sur plusieurs plans temporels et géographiques : « *Changer de maison, c'est provoquer des révolutions soudaines, abandonner derrière soi des mystères, au cours de ce passage d'un lieu à un autre, toute chose se dévoile, et il n'est jusqu'au contenu d'un pli secret qui ne menace de devenir public.* » « *Le temps m'a appris que la vie d'un paysan suffit à changer le destin d'un homme, à le lier à la terre qu'il foule pour la première fois.* »

Ces figures, et d'autres, révèlent le talent — mais le mot est faible — de Milton Hatoum : le mari d'Emilie par exemple, l'homme du Livre (le Coran), taciturne, qui témoigne dans son silence d'une compassion très grande : compassion dans l'âme, la chrétienne, montre une autre face, douloureuse et inépuisable. C'est là encore de densité qu'il faut parler, de l'épaisseur vécue, vivante, de ces « histoires racontées qui font d'un événement une trame de suppositions divergentes ». Le récit, comme le montre sa fin, sorte de « temps retrouvé » qui donne la clé de l'ensemble, rétablit la cohérence, l'unité de ces vies déchirées par l'exil et le malheur, remet en mouvement cet « enfer de souvenirs », ce « monde paralysé, en attente ».

Patrick Kéchichian

(1) Voir *Un verre de colère*, suivi de *la Maison de la mémoire* (Gallimard, 1985).

## Te Deum pour les humiliés

Suite de la page 27

Pour commencer, il nous inflige cent cinquante pages sur la géographie et la géologie du Nordeste. Da Cunha était imbu du scientisme de son époque et de la théorie des climats. Son idée est que la guerre de Canudos comme le personnage d'Antonio Conselheiro sont les simples produits d'un soleil forcé et d'une terre malheureuse. Il tient qu'une géographie martyre devait engendrer un peuple martyr. Certains souriront de ces naïvetés. Ils auraient tort de sauter ces pages. Même fastidieuses, elles sont magnifiques. Elles inventent une nouvelle discipline : la géographie tragique.

Il y a plus étrange. Euclides da Cunha, républicain farouche, raide et dédaigneux, homme d'ordre et de progrès, amoureux des mathématiques comme son préon l'y incline, imbu enfin de la supériorité des races aryennes, déteste les habitants du sertão et les disciples du Conselheiro. Il vomit les nègres et les Indiens, cela va de soi, mais plus encore les métis, les mamulucos, mulâtres, cafuzos ou caboclos, qui ajoutent à la « stupidité » des Noirs la démente des sages impurs.

Les métis sont des dégénérés, tordus, convulsifs et épuisés. Psychotiques ou névrosés, ils ont perdu, au fil des générations, les vertus des Blancs sans acquiescer la vigueur des nègres. Ce sont des incurables. Pas étonnant que ces hommes cootrefaits, paresseux, léthargiques et presque idiots se soient laissés bernier par le premier lunatique venu, se dressent contre la République et la science, se conduisent en sauvages et co abrutis l'éloquence barbare du Conselheiro n'importe pas du tout Euclides da Cunha. Il soupçonne même ce type, qui parle toujours de l'âge d'or, d'avoir

subi des influences juédiques, quelle horreur !

Alors ? Soutenez de pareilles sottises, comment se débrouille-t-il pour être si heau, si intelligent, ce livre ? C'est qu'à mesure qu'il s'écrit il se hâte lui-même. Ce livre ourdit son propre autodafé. Da Cunha, au moment même où il raconte l'épopée de Canudos, découvre, sans s'en rendre compte ou hien avec rage, l'intraitable grandeur des « incurables », des « dégénérés », des « hystériques » de Canudos. Contre ses propres certitudes, il consent que ces mulâtres, qu'il place au dernier rang des hommes, sont héros, qu'il et nobles. Il découvre la heauté des métis. Il admire leur habileté, leur géométrie, leur dignité, leur gloire et leur belle espérance. Une violente métamorphose s'accomplit eo direct, sous nos yeux : le scientifique aux idées sèches adores ce qu'il prétend détester. Son chant de haine devient un chant d'amour pour ceux qu'il croyait mépriser.

### « Cette guerre fut un crime »

A l'inverse, les soldats de la République, qui avaient d'abord toutes ses faveurs, sont des infâmes. Da Cunha est écorché par leur nollité, leur lâcheté, par la cruauté et l'imbécillité des officiers hlaocs et même par la vaotité de ce combat douteux. « Cette guerre fut un crime », finit-il par avouer d'une voix désespérée. Le livre prend alors l'aspect d'un *Te Deum*, teodre et énu, à la gloire des humiliés et des offusés. Le philosophe verbeux qu'était da Cunha a été vaincu par le poète qu'il contocoit au fond de lui et ce poète est immense. Le long récit de la guerre de Canudos est beau comme Jérôme Bosch, heau comme Goya.

L'intelligence du poète est éclatante, par exemple quand il décrit la Cité sainte dont le Conselheiro a lui-même tracé les plans. Ce n'est pas une ville que les *sertanejos* construisent, mais une ruine de ville, une loque ou un faotême. Ils dessinent un labyrinthe sans queue ni tête, saos fil d'Ariane, un labyrinthe de leurs derniers coups de rosière. « *Intacte, la Cité sainte était fragile. Transformée en décombres, elle devenait formidable.* »

Ce livre est heau comme le regard aveugle d'un voyant. Euclides da Cunha, qui a voulu rien comprendre au prophète Antonio Conselheiro, est lui-même devenu prophète. Dans les brumes miroitantes du Nordeste, il devine les silhouettes qui vont hanter le siècle suivant, otre siècle. « *Le crime fondateur* » de Canudos prélude à toutes les guerres qu'ont livrées et gagnées, depuis cinquante ans, les pauvres et les abandonnés cootre les armées anglaise, française, soviétique ou américaine. Ne résume-t-elle pas l'histoire militaire où nous voici entrés, cette phrase écrite il y a uo siècle : « *L'ormée sent dans so force la raison de sa faiblesse* » ?

Là-bas, dans le désert supplicié, sonait l'heure nouvelle », et c'est déjà le « temps des assassins ».

Gilles Lapouge

Signalons également *Un été brésilien*, le cinquième livre traduit en français de Ruben Fonseca, auteur notamment de *Bafo et Spalthazani*. C'est une fiction politique qui se déroule en 1954, à la fin de la dictature de Getulio Vargas. Traduit du portugais (Brésil) par Philippe Billé, Grasset, 367 p., 110 F.

Vient aussi de paraître un essai de Monique Augras, le *Double et le Métamorphose* à propos de « l'identification mystique dans le catholicisme brésilien » (Métailié-Klatchick, 296 p., 169 F.)

## Mort de deux écrivains portugais

Deux importantes personnalités du monde littéraire portugais sont mortes la semaine dernière à Lisbonne.

Manuel de Fonseca était né d'un père républicain et forgeron, en 1911 an Alentejo, province ruda at raballe qu'il évoqua souvent dans son œuvre. Après des études secondaires à Lisbonne, il exerce différents métiers, dont ceux du boxeur, de footballeur et de coureur automobile. Représentant du mouvement néoréaliste, il fait partie, avec Fernando Namora, du groupe Novo Cancioneiro. A partir da 1943 at de son roman *Carromalor*, il se dégage d'une influence, tout an conservant la volonté de peindre, dans une prose viva et plastique, les caractères et les révoltes des pauvres de l'Alentejo. Romanier et nouvelliste — *le Feu at les Cendres* (1953), *la Montagne de vent* (1956) etc., auteur de chro-

niques — *Tamps de soliduda* (1973), *Chroniques d'Algarve* (1986), — Manuel da Fonseca était aussi l'auteur de plusieurs recueils de poèmes. Il fut, comme José Saramago, un opposant aux accords da Mass-tricht.

Également poète, Natalia Correia était originaire des Açores : elle nequ, dans l'île de Sao-Miguel, an 1924. Proche des surréalistes, ella commença sa carrière littéraire dans les années cinquante. Député dans le premier Parlement issu de la révolution d'avril 1974, ella demeura une féministe convaincue, luttant pour la défense des libérées, dans ses interventions publiques comme dans ses livres. Elle était notamment l'auteur da *Sonnets romantiques*, saluée par la critique.

P. K.



## LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**«O** N peut proposer à l'homme l'état d'enfance comme un idéal à la condition que ce ne soit pas par défaut mais par surabondance, non parce qu'on ne peut parvenir à être adulte mais, au contraire, parce qu'on a réalisé toutes les possibilités de cet état. Ces gens qui prônent l'enfance la recherchent dans les sous-sols de la conscience, dans les cabinets de débarras, dans les rebus; aussi ne parviennent-ils qu'à la caricature. » Lorsque Raymond Queneau, dans *Odile* (1937), rédige ce contre-manifeste du surréalisme, il ajoute que, pour se débarrasser des « enfantillages » et des « puérilités » des troupes de Breton, il lui a fallu « grandir ».

Grandir, en ce sens, grandir en littérature, c'est exactement ce que s'efforce de faire, depuis trois ans et déjà sept livres, Régine Detambel. Il est bien rare que de jeunes écrivains manifestent une conscience aussi lucide de leur métier. Car il s'agit bien, pour elle, d'un métier, qui consiste à travailler une matière, à défricher, entre toutes, les mots, afin d'en faire la possible œuvre d'art.

Un métier s'apprend. Il exige l'apprentissage et le maniement expert d'un certain nombre de techniques. Plus le répertoire technique est étendu et contrôlé, plus les possibilités d'expression et d'exploration sont vastes. En publiant ces deux livres d'apprentissage, Régine Detambel prend, avec panache, un risque, celui de se voir reprocher des travaux d'écolière par ceux-là mêmes qui ont eu, dans ses textes précédents, l'emploi et la maturité de son talent. N'y voyez aucune modestie, mais, au contraire, une manière de défi qui porte sur la hantise de l'inefficacité « talent ». Une tarte à la crème vaut qu'on oppose l'artisanat du savoir-faire à la fameuse inspiration, général vainqueur, depuis le romantisme, de toutes les batailles artistiques.

Retrouvons Queneau, quelques lignes plus loin dans *Odile* : « On se propose de posséder de façon constante l'inspiration en reliant toute technique, même celle qui consiste à attribuer un sens aux mots. Que voit-on alors ? L'inspiration disparaître : on

**LES ÉCARTS MAJEURS**  
de Régine Detambel.  
Julliard, 250 p., 90 F.

**GRAVEURS D'ENFANCE**  
de Régine Detambel.  
Bourgois, 210 p., 70 F.

peut difficilement tenir pour inspirés ceux qui dévident des rouleaux de métaphores et débloquent des pelotes de calambours... Ils ont perdu tous les livres. Devenus esclaves des mots et des automatismes, ils se félicitent de leur transformation en machine à écrire... L'évanescence de l'esprit dans la bavarderie et le bradouillage ! J'imagine en revanche que le vrai poète n'est jamais « inspiré » : il se situe précisément au-dessus de ce plus et de ce moins, identiques pour lui, que sont la technique et l'inspiration, identiques car il les possède surabondamment toutes deux. »

S'agissant de Régine Detambel, la référence à Queneau s'impose tant les deux livres qu'elle publie simultanément se présentent, sans fard, comme des exercices de style, comme on parle en religion d'exercices spirituels. Mais les *Écarts majeurs* et *Graveurs d'enfance* proposent deux manières bien différentes de s'exercer. Le premier est une production typiquement oulipienne. Il s'agit, selon la formule de Perec, de réhabiliter « l'écriture comme travail, comme jeu », en soumettant les mots, les phrases, les paragraphes, à un certain nombre de contraintes, parfaitement arbitraires, aux jolis noms d'engrammes, lipogrammes, pangrammes, acrostiches, pastiches, amalgames, tautogrammes, permutations, homophonies, translations et notonectes.

Régine Detambel propose ainsi une série de scènes brèves, et souvent très drôles, voire coquines, construites autour de deux ou trois consonnes et quelques figures du tarot; une autre qui s'appuie sur un détournement comique des signes du zodiaque; une troisième, enfin, la plus riche en variations oulipiennes, qui prend pour thème les trois couplets connus de la *Marseillaise*. Ces petites machines textuelles, à la fois laborieuses et ludiques, ne manquent ni de charme ni de science. Elles sont comme

des dimanches du langage, des bricolages en liberté — tant le langage se conquiert par la domination des nécessités. Au point qu'il est tentant d'en oublier le caractère fonctionnel, presque hygiénique : ces écarts de langage, ces dévergondages, sont aussi là pour rappeler la fragilité des liens qui attachent les mots à des significations. Ces jeux baroques, où les signes linguistiques ne sont plus considérés que dans leur matérialité, en appellent à une morale de suspicion du discours. Comme le dit le bouffon Fests dans la *Nuit des Rois*, « une phrase n'est qu'un gant de chevreau pour un bel esprit : comme il s'y vite retournée sans dessus dessous... Les paroles sont devenues tellement fausses que je répugne à les employer pour raisonner. »

*Graveurs d'enfance* est un exercice d'écriture qui s'efforce de tenir à l'écart ces potentialités de mensonge par un dou-

est beaucoup plus facile de composer un grand roman d'amour que de décrire avec précision le fonctionnement d'une paire de cisailles. Dans *Graveurs d'enfance*, Régine Detambel ne fait plus de grammaire. Appliquant le célèbre précepte quensidien : « C'est en écrivant qu'on devient écrivain », elle travaille son style avec un acharnement et une conscience qui imposent le respect. Et, comme elle est également inspirée, arrive ce qui doit arriver : le meilleur.

Les objets scolaires, traités à la manière des animaux dans l'*Histoire naturelle*, de Buffon, livrent beaucoup plus que leur apparence, leur être même, c'est-à-dire à la fois, et dans un même mouvement de texte, leur réalité instrumentale et leur existence mythologique dans l'Olympe scolaire.

C'est Roland Barthes, ici, qui est convoqué, moins pour décrypter les apparences que pour servir d'instituteur et de guide en matière d'intelligence sensorielle et de poétique de l'esprit. Tout en ne décrivant que les objets graveurs de l'enfance, Detambel, sans jamais les montrer, donne à comprendre et à sentir les supports de la gravure, les enfants, leurs jeux et leurs vagsbondages, leurs rêveries et leur anxiété, leur découverts sensuels du monde, avec ses douceurs, ses mollessees, ses agressions : « Du point de vue de l'écolier, il n'existe pas de bon tardis », écrit-elle par exemple; ou encore, s'agissant du Cahier de Brouillon et de ses pages brunes, épaisses, écorées, proches du torchon : « C'est un Cahier de Bure. »

La présence virtuelle des enfants permet de ne pas faire obstacle à une autre présence, celle du lecteur et de sa propre enfance, qui n'ont pas besoin qu'on leur invite pour se projeter, souriants, mélancoliques, émus, dans les ouvertures de cette délicate machinerie. L'auteur formule néanmoins l'invitation : « Que les personnes qui lisent pour leur compte conduisent cette œuvre à son terme en faisant ce qui reste à faire. » L'écrivain a fait son travail et l'a bien fait; c'est désormais aux lecteurs d'achever l'œuvre.

## Ecriverons et liserons

ble jeu de description et de poésie. Les souvenirs d'enfance sont les lieux les plus communs de l'effabulation, de la dérive de l'intelligence et de l'engrènement du style. Il suffit de s'y laisser aller pour que la catastrophe soit inévitable. Régine Detambel s'est donné une contrainte qui l'assure contre les risques majeurs de dérive. Elle décrit cinquante objets, les cinquante personnages du bestiaire scolaire, les cinquante familles du règne papeterie, du Crayon Noir au Buvard en passant par le Braclet Coucouche Blond, communément appelé élastique, et par le Feutre Points Nylon, dont elle souligne que « la remarquable précaution qui consiste à [la] reboucher avant de la jeter aux ordures est encore loin d'être expliquée ». Tous les écrivains vous le diront : il

Après les révélations, les réflexions sur l'après-URSS. Celles que nous propose l'ouvrage *Un Etat pour la Russie* méritent un temps d'arrêt. Il est difficile de résumer un recueil collectif auquel ont collaboré des Russes et des non-Russes de tendances et de spécialités diverses. Il ressort de cet ensemble que la Russie ne souffre pas seulement d'une crise économique et politique; elle ne sait trop ce qu'elle est, ni même où elle se trouve. Vingt-cinq millions des siens résident dans une République indépendante, et elle abrite des communautés qui aspirent à l'indépendance. Les périphéries, surtout les plus riches en Sibérie, se font plus puissantes que le centre et leurs dirigeants, quoique russes, caressent des rêves d'autonomie.

### Un ensemble disparate

Boris Eltsine a brisé l'ancienne fédération pour accroître son pouvoir, mais, en cassant l'URSS, n'a-t-il pas révélé la faiblesse de cet ensemble disparate appelé Russie? Dans l'ensemble, la tonalité des contributions est pessimiste : les Russes ont du mal à se consoler d'avoir perdu à la fois la puissance, la sécurité et la richesse (ou plutôt l'illusion de la richesse impériale). Selon des sondages, 48 % des Russes estiment qu'il n'aurait pas fallu entreprendre les réformes en 1985, et 64 % (contre 19 % en avril 1991) croient qu'un pouvoir fort est plus important qu'un système démocratique. Les optimistes notent quand même que presque toutes les personnes interrogées rappellent avec effroi ce que fut la terreur.

Le mot de la fin revient à Pierre Hassner : « Ce qui caractérise le cas russe, c'est la difficulté, due au passé impérial, de se constituer en nation. »

Bernard Fauré

## Rushdie par Rushdie

Un recueil de réflexions  
de l'auteur des « Versets sataniques »

**PATRIES IMAGINAIRES**  
(Imaginary Homelands)  
de Salman Rushdie.  
Traduit de l'anglais  
par Aline Chazelin.  
Christian Bourgois, 460 p., 150 F.

Composé d'un choix d'une soixantaine d'essais et de critiques publiés entre 1981 et 1991 dans la presse anglaise et américaine, ce livre, important pour comprendre qui est Salman Rushdie, affirme, sans volonté de scandale, une foi profonde en la liberté d'expression, la liberté de l'imagination. Booker Prize en 1981 pour les *Enfants de minuit*, l'auteur est alors considéré comme un des grands espoirs de la littérature de langue anglaise, mais il refuse de se laisser enfermer dans une « littérature du Commonwealth », véritable « ghetto d'exclusion ». Dans ce recueil de réflexions sur la littérature et sur la place de l'écrivain dans la société, les articles ont été classés en douze parties, des *Enfants de minuit* aux *Versets sataniques*. Ils traitent successivement du sous-continent indien, du cinéma (Bombay-Bollywood, Satyajit Ray, le *Gandhi* d'Attenborough), du thâcherisme, des émigrés indiens en Grande-Bretagne, de littérature (et de ses lectures (d'Amita Desai à Waipaul, Bruce Chatwin, Michel Tournier ou Italo Calvino); et, en conclusion, de la « crise qui n'engloutit [son] roman », les *Versets sataniques*, où transparaît la souffrance, la frustration de ne pouvoir réintégrer son ancienne vie.

Salman Rushdie se souvient d'un autre temps, quand l'avenir était à lui : « En 1981, je venais de publier mon second roman et je connaissais ce plaisir unique d'avoir écrit, pour la première fois, un livre que des gens aimaient (...). Après dix années de ratages, d'insuffisances et de publicité pour des gâteaux à la crème, des colorants pour cheveux et

le Daily Mirror, je pouvais commencer à vivre de ma plume. C'était très agréable. » Né en 1947, quelques semaines avant l'indépendance de l'Inde, dans une famille bourgeoise de Bombay qui devra s'établir à Karachi après la Partition, musulman élevé dans un environnement refusant le sectarisme et convaincu de l'idéal laïque, cet homme est partagé entre plusieurs cultures. Mais il a choisi, sans illusions, de devenir anglais (« Je ne peux m'empêcher de considérer que mon parcours relativement facile n'est pas le résultat du célèbre sens de la tolérance et du fair-play de mon Angleterre de rêve mais de ma classe sociale, de ma peau claire et de mon accent anglais très « anglais » »).

« On m'a appris à embrasser les livres et le pain », se souvient-il. Enfant, il embrassait tous les livres. Les livres sacrés comme les romans d'Enid Blyton et les BD de Superman, les dictionnaires et les atlas... Il a toujours été persuadé que, de tous les arts, la littérature est la plus adaptée pour mettre en doute les absolus de toutes sortes (« Dans toute société, la littérature est le seul endroit où, dans le secret de notre tête, nous pouvons entendre des voix qui parlent de tout, de toutes les façons possibles »). Il parle clairement, sans vouloir se protéger : « La littérature ne consiste pas à déposer certains thèmes pour les réserver à certains groupes », écrit-il après les *Enfants de minuit*. Et il précise dès 1983 : « Quant aux risques : les seuls vrais sont pris par l'artiste dans son œuvre, quand il la pousse aux limites du possible, afin d'augmenter la quantité de ce qu'il est possible de penser. Les livres deviennent bons quand ils vont jusqu'à la limite extrême et qu'ils risquent de basculer au-delà — quand ils mettent l'artiste en danger. » Rushdie, aujourd'hui, persiste et signe.

N. Z.

**LA CASSURE DE TBILISSI**  
d'Anatoli Sobchak.  
Ed. Copart, éditeur délégué  
Mars Communication,  
59, bd Exelmans,  
75016 Paris, 252 p., 140 F.

**SOIXANTE-DOUZE HEURES D'AGONIE**  
de Yuri Loujkov.  
Ed. Copart, 193 p., 120 F.

**UN ETAT POUR LA RUSSIE**  
sous la direction  
de Marie Mendras.  
Ed. Complexe, 143 p., 59 F.

Le monde entier a assisté en direct à l'agonie de l'URSS. Nombreux déjà sont les acteurs des événements d'août 1991 qui ont publié leurs impressions, livré leurs souvenirs. Apparemment, il n'y a plus guère de secrets en ce pays. Reste l'énigme. Nous savons, depuis les premières heures de l'effondrement, comment cela s'est passé. Peut-être ignorons-nous encore ce qui s'est vraiment passé. La question qui intrigue depuis l'étrange putsch reste posée : y eut-il tentative de coup d'Etat ou, simplement, nouvelle offensive des conservateurs pour ramener le président-sécrétaire général dans le droit chemin? Deux ouvrages, rédigés par des hommes qui furent aux premiers loges, ne font certes pas toute la lumière mais apportent quelques éléments nouveaux.

Le premier est d'Anatoli Sobchak. Avant de prendre la tête de l'ancienne capitale, l'actuel maire de Saint-Petersbourg présida la commission d'enquête officielle sur les événements qui provoquèrent, les 8 et 9 avril 1989, la mort de vingt-six manifestants en Géorgie. A l'époque des faits, le pouvoir suprême se préoccupait de remettre d'aplomb l'économie, ce qui l'amenait à réviser le système politique, mais il sous-estimait les secousses

nationales à l'intérieur de cette fédération aux frontières artificielles. Pendant, le Caucase, celui que Marc Bloch qualifiait de « conservatoire d'éthnies dépassées », était en pleine ébullition.

L'affaire dont s'occupe Anatoli Sobchak eut pour théâtre la Géorgie. Elle commença en Abkhazie, cette République autonome à l'intérieur de la Géorgie, que les soviétiques appelaient Caïschie et dont une partie de la population est d'origine turque. Inquiets du nationalisme des Géorgiens, les Abkhazes et leurs dirigeants communistes réclamaient leur rattachement à la République de Russie. Leur agitation provoqua une contre-offensive à Tbilissi. Le pouvoir local, et notamment le premier secrétaire du PC, avait Moscou qu'il était débordé et demanda des renforts militaires, au moins pour impressionner les gens qui participaient à des meetings quasi permanents.

### Le « dimanche rouge »

En l'absence de Mikhaïl Gorbatchev et d'Edouard Chevardnadze, quelques membres du bureau politique tinrent une réunion informelle. Il n'y a donc pas trace écrite des décisions qui furent prises de manière jugée légale par la commission Sobchak. On connaît les conséquences dramatiques de cette réunion : l'envoi à Tbilissi du général Rodionov. Ce militaire avait reçu de son ministre des consignes plutôt modérées, et, en un premier temps, il ne paraissait guère décidé à frapper fort. Mais, craignant lui aussi d'être débordé, il commit l'irréparable. Le « dimanche rouge » de Tbilissi marqua, comme l'avait fait le « dimanche rouge » de Saint-Petersbourg en 1905, le début de l'agonie du régime en place.

Le second ouvrage, celui de Yuri Loujkov, actuellement maire

de Moscou, raconte les soixante-douze heures du putsch telles que les vécurent un dirigeant proche de Boris Eltsine. On retient surtout les ébauches de portraits des conjurés. Pour l'auteur, il y eut réellement tentative de coup d'Etat par des hommes qui tenaient jusqu'alors le haut du pavé. Selon lui, le déroulement des opérations montre surtout que l'URSS était dirigée par des incompetents. Il reconnaît néanmoins des qualités d'intelligence à l'un des comploteurs qui avait surtout défrayé la chronique par son amour de la vodka, l'ancien ministre Pavlov. Il ne dit mot de Baklanov, le responsable du complexe militaire-industriel souvent présenté comme un des principaux acteurs du complot. En revanche, il fait une révélation à propos de Boris Pougov : avant sa mort — officiellement un suicide —, le ministre de l'Intérieur est allé voir le patriarche Alexis II. En principe pour restituer des objets du culte retrouvés par ses services. Mais, affirme Loujkov, l'entourage du ministre apprit « qu'il revint de cette entrevue apaisé, comme s'il avait atteint des profondeurs de l'esprit jamais connues de lui ».

Ces deux livres ont un trait commun : ils sont publiés par un éditeur jusqu'alors inconnu et qui annonce d'autres témoignages du même genre. C'est manifestement une entreprise artisanale, donc sympathique, avec tout de même quelques inconvénients. Il revient au lecteur de faire le travail de correction qui s'impose en se promenant à travers un style parfois rocailleux. Et de remettre droites des formules écrites de travers : par exemple, il est question à deux reprises de l'archevêque catholique de Tbilissi. Il s'agit évidemment du catholique, patriarche d'une église géorgienne qui, pour ce qui est de la doctrine et de la discipline, n'a absolument rien à voir avec le Vatican.

## Retour sur l'URSS agonisante

Deux nouveaux témoignages sur le putsch manqué d'août 1991.  
Et une interrogation : la Russie existe-t-elle ?

Grand cherche à...  
d'exiger son...

Alors...

...

...

...

...

...

...